

LA NOUVELLE LOI
SUR LA
CIRCULATION DES NOMADES

LOI DU 16 JUILLET 1912

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 5 Novembre 1913, à 3 heures

PAR

FÉLIX CHALLIER

Président : M. LE POITTEVIN, *professeur*
Suffragants { MM. GARÇON, *professeur*
JACQUELIN, *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE

ANCIENNE ET MODERNE

Édouard DUCHEMIN

18, Rue Soufflot, 18

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552007_0023

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LA NOUVELLE LOI
SUR LA
CIRCULATION DES NOMADES

LOI DU 16 JUILLET 1912

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 5 Novembre 1913, à 3 heures

PAR

FÉLIX CHALLIER



Président : M. LE POITTEVIN, *professeur*
Suffragants { MM. GARÇON, *professeur*
JACQUELIN, *professeur*

PARIS
LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE
ANCIENNE ET MODERNE
Édouard DUCHEMIN

18, Rue Soufflot, 18

1913

A MON PÈRE

A MA MÈRE

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Historique.

CHAPITRE I

Arrivée des Bohémiens aux Portes de Paris en l'année 1427	17
--	----

CHAPITRE II

Pays où se produisit la première apparition des Bohé- miens en Europe	25
Apparition des Bohémiens dans l'Allemagne du Nord en 1417	26
Arrivée des Bohémiens dans les pays qui forment la Suisse actuelle, en 1418.	30
Première visite des Bohémiens en France au mois d'août 1419	32
Apparition des errants en Italie au mois de juillet 1422.	33
Retour des Bohémiens en Suisse	35
Leur arrivée à Paris en août 1427	35

CHAPITRE III

Importance de la Population Bohémienne à son arrivée dans l'Europe occidentale	37
Challier	1

CHAPITRE IV

Première section.

Date de l'apparition des Bohémiens dans les régions de l'Europe orientale.	43
--	----

Deuxième section.

Quelle fut l'origine des Bohémiens.	46
D'après les récits des Egyptiens eux-mêmes : origine égyptienne	46
D'après l'opinion des auteurs modernes : origine indienne.	48

CHAPITRE V

Caractère religieux que les Bohémiens attribuèrent dès l'origine à leur course à travers le monde	54
Lettres de protection de l'Empereur	55
Lettres de protection du Pape	56
Lettres de protection du roi de France	57
Impunité des Bohémiens	60
Appréciations portées sur les Bohémiens par divers auteurs	63

CHAPITRE VI

Première section.

Situation de la France, au début du xv ^e siècle	67
Ravages causés par les errants à travers les campagnes	67
Raisons pour lesquelles le Pouvoir royal tarda si longtemps à prendre, à l'égard des Bohémiens, les mesures nécessaires	69

Deuxième section.

Mesures prises par le Pouvoir royal et le Parlement de Paris à l'égard des Bohémiens	76
--	----

Edit du 24 juin 1539.	77
Ordonnance d'Orléans de janvier 1560 (article 104) . . .	79
Arrêt de la Cour du Parlement de Paris du 28 février 1612	80
Déclaration du 17 mai 1635	81
Déclaration de décembre 1660	82
Arrêt du Conseil d'Etat du 13 septembre 1666	83
Edit du 11 décembre 1666.	83
Arrêt du Conseil du Roi du 4 août 1673	84
Déclaration du 11 juillet 1682	85

Troisième section.

Application aux Bohémiens des Edits et ordonnances pris à l'égard des magiciens devins, et sorciers	89
--	----

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I

Les Bohémiens durant la période révolutionnaire. — Lois et Décrets édictés contre les mendiants et vagabonds de nationalité étrangère.	93
Décret des 30 mai au 13 juin 1790.	95
Décret du 1 ^{er} février au 28 mars 1792.	96
Décret du 24 Vendémiaire an II	98
Décret du 10 Vendémiaire an IV	99
Loi du 28 Vendémiaire an VI	100

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE I

Le Code pénal et la répression du vagabondage en rou- lotte	103
L'article 270 du Code pénal peut-il être applicable aux Bohémiens ?	103
La doctrine.	106
<i>Opinion de M. Garraud</i>	106

Pandectes françaises	107
Dalloz (Code pénal annoté)	108
Chauveau, Faustin-Hélie et Villey (Code pénal)	108
<i>Opinion de M. Garçon</i>	109
La Jurisprudence.	112
Remplacement projeté des mots « Domicile certain » par « Domicile fixe » dans la définition du délit de vagabond, dans les propositions de loi soumises au Parle- ment	113

CHAPITRE II

Première section.

<i>Le Bohémien dans la législation postérieure au Code pénal</i>	115
Textes qui ont complété ou modifié les articles du Code pénal relatifs au vagabondage	116

Deuxième section.

Application aux Bohémiens des textes réglementant le séjour des étrangers en France	118
Loi du 3 décembre 1849	118
Décret du 2 octobre 1888	128
Loi du 8 août 1893	129

Troisième section.

Lois diverses dont on a pensé faire usage à l'égard des Bohémiens	134
--	-----

QUATRIÈME PARTIE

CHAPITRE I

Première section.

Les Bohémiens en Europe à l'époque actuelle.	137
Importance de leur population	138
Population bohémienne de la France.	139
Bohémiens ayant abandonné la vie errante pour adopter une vie sédentaire	141

Deuxième Section.

Mœurs actuelles des Bohémiens.	143
Leur mépris de toutes lois civiles et pénales et de toutes règles d'hygiène	143
Leur immunité de toutes charges	146

CHAPITRE II

Première section.

Premières tentatives faites pour combattre le vagabon- dage en roulotte	150
Commission extraparlamentaire de 1898. — Mesures pré- conisées pour la réglementation des nomades	152

Deuxième section.

Arrêtés préfectoraux inspirés par les conclusions du rap- port de la Commission de 1898	158
Leur insuffisance et leur inefficacité pour une répression générale du vagabondage en roulotte	158

CINQUIÈME PARTIE

CHAPITRE I

Première section.

Nécessité d'une intervention législative pour la répression du vagabondage en roulotte	169
Vœux des conseils généraux.	169
Vœux de la Société des agriculteurs de France	171
Vœux de la Société internationale d'Assistance	172
Promesses faites dès 1907 par le gouvernement du dépôt d'un projet de loi	173

Deuxième section.

Propositions diverses d'initiative parlementaire. — Enu- mération.	175
Proposition de M. Jean Cruppi du 19 décembre 1907	175
Proposition de M. de Pomereu du 20 décembre 1907	176

Proposition de M. Georges Berry du 27 décembre 1907. . .	176
Proposition de M. Flandin du 20 janvier 1908.	177
Proposition de M. Albert Lebrun du 25 février 1908. . .	177

Troisième section.

Dépôt du Projet du gouvernement le 25 novembre 1908. .	178
Historique du Projet	179
Le Projet devant la Chambre des Députés	179
Le vote de la Chambre des Députés du 22 décembre 1910. .	183
Le projet devant le Sénat	183
Le premier vote du Sénat du 22 décembre 1911	185
Le deuxième vote du Sénat du 12 mars 1912	186
Retour à la Chambre des Députés du projet modifié . .	186
Vote définitif le 20 juin 1912.	187

CHAPITRE II

Première section.

But que devait se proposer le législateur en édictant des mesures contre les nomades	188
---	-----

Deuxième section.

Etude des divers projets et propositions de loi qui ont réglementé la circulation des nomades	191
Proposition déposée le 20 décembre 1907 par M. de Po- mereu.	191
Nomades étrangers	191
Principe de l'autorisation administrative nécessaire pour circuler en France (Préfet-Maire)	194

Troisième section.

Proposition déposée par M. Etienne Flandin le 20 jan- vier 1908.	199
Nomades étrangers et nomades français.	199
Autorisation administrative nécessaire (Préfet)	201

Quatrième section.

Projet de la Commission de la Chambre relative au vaga- bondage et à la mendicité. Rapport du 7 juillet 1908. .	203
--	-----

Nomades français et nomades étrangers	205
Autorisation administrative nécessaire (Préfet)	206
Précisions apportées par la Commission au sens du terme « nomade »	209

Cinquième section.

Projet déposé par M. Clémenceau au nom du gouverne- ment, le 25 novembre 1908	211
A) Nomades étrangers et nomades français (sans do- micile ni résidence fixe)	211
B) Ambulants français et Ambulants étrangers (ayant un domicile ou une résidence fixe)	212
Distinction plus nette apportée entre les différentes caté- gories de nomades, d'ambulants et d'errants	213
<i>Ambulants</i> : Principe de la simple déclaration (Sous- Préfet)	216
<i>Nomades</i> : Autorisation administrative nécessaire (Sous-Préfet).	218
Mesures destinées à l'identification des nomades. — Car- net d'identité	220
Plaque de contrôle spécial apposée sur les véhicules des nomades	223
Surveillance des errants au cours de leurs pérégrinations. Sanctions prises pour obliger les nomades au respect de la loi	224
Rétention des voitures et animaux des nomades	225
Rétention des voitures et animaux des nomades.	230
Obligations imposées aux propriétaires de terrains occu- pés par les nomades.	231
Mesures sanitaires	231
Non application de la loi à certaines catégories de sa- lariés	233

Sixième section.

Projet de la Commission de la Chambre du 7 juin 1909 . .	234
Part due dans le projet de la Commission à l'inspiration du gouvernement	236
A) Nomades étrangers et nomades français (sans do- micile ni résidence fixe)	236

B) Ambulants français et Ambulants étrangers (domi- ciliés)	236
<i>Ambulants</i> : simple déclaration (Préfet ou Sous-Préfet.	238
<i>Nomades</i> : autorisation administrative nécessaire (Pré- fet ou Sous-Préfet	240
Identification des nomades. — Carnet d'identité	240
Surveillance des nomades au cours de leurs voyages . .	245
Sanctions	246
Rétention des voitures et animaux des nomades. . . .	248
Obligations imposées aux propriétaires de terrains occupés par les nomades	249
Non application de la loi à certains salariés	251
Mesures sanitaires	251

Septième section.

Projet de la Commission de la Chambre du 17 novembre 1910	253
Son identité, sauf sur 2 points, avec le projet du 7 juin 1909	254

Huitième section.

Projet de la Commission de la Chambre du 15 décembre 1910	256
Séparation faite par la Commission des mesures relatives aux ambulants et nomades des autres dispositions de l'ancien projet relatif à la répression générale du vaga- bondage et de la mendicité	256
Identité des articles contenant les prescriptions faites aux ambulants et nomades avec les articles correspondants de l'ancien projet.	257
Vote du projet de la Chambre le 22 décembre 1910. . .	261

Neuvième section.

Critiques diverses adressées au texte voté par la Chambre.	262
--	-----

Dixième section.

Transmission au Sénat du projet voté par la Chambre. .	265
Dépôt du projet de M. Flandin devant le Sénat, 1 ^{er} juin 1910	266

A) Nomades étrangers et nomades français	267
B) Ambulants français et ambulants étrangers . . .	267
Inspiration due aux travaux de la Commission de la Chambre.	267
Reproduction des dispositions essentielles adoptées par celle-ci	267
<i>Ambulants</i> : simple déclaration (préfet et sous-préfet).	268
<i>Nomades</i> : autorisation administrative nécessaire (pré- fet et sous-préfet) carnet d'identité	270

Onzième section.

Projet déposé par la commission sénatoriale, après l'étude du projet voté par la Chambre	274
Texte présenté au Sénat le 30 mars 1911	276
A) Ambulants (français ou étrangers)	276
B) Nomades français (forains)	276
C) Nomades étrangers	276
<i>Ambulants</i> : simple déclaration (préfet et sous-préfet).	278
<i>Forains</i> : nécessité de se munir d'un carnet d'identité (préfet ou sous-préfet).	279
<i>Nomades</i> : autorisation administrative nécessaire (pré- fet ou sous-préfet) carnet anthropométrique d'iden- tité	282
Conformité des mesures proposées par la Commission du Sénat et de celles votées par la Chambre des députés en ce qui concerne les prescriptions imposées aux no- mades.	284
Rétention des voitures et animaux des nomades. . . .	286
Sanctions, pénalités différentes de celles que la Chambre avait admises	289
Suppression des obligations imposées aux propriétaires de terrains occupés par les nomades	290
Conservation de la mention excluant de l'application de la loi certaines catégories de salariés	291
Mesures sanitaires	291
Première délibération du Sénat sur le projet de la commis- sion, 22 décembre 1911. — Adoption du texte proposé.	293
Nouvelle rédaction du texte, proposée par la Commission sénatoriale, le 7 mars 1912 « Modifications de pure forme »	296

Douzième section.

De l'idée d'obliger les nomades, à leur entrée en France, à verser une somme représentative des taxes et im- positions.	306
---	-----

Treizième section.

Adoption en 2 ^e lecture par le Sénat du texte de la commis- sion 12 mars 1912	311
Retour du projet à la Chambre des députés, 30 mars 1912.	312
Rapport de la Commission de la Chambre, du 7 juin 1912.	312
Vote du projet sans modifications, le 20 juin 1912 . . .	314

SIXIÈME PARTIE

« La loi du 16 juillet 1912 »	315
Généralités.	315

CHAPITRE I

Les Ambulants.

Article 1 de la loi	320
Articles 1, 2, 3 du décret du 16 février 1913.	320

Première section.

Obligation imposée aux ambulants par la loi : simple dé- claration. Caractère de cette formalité.	322
Imprécision des termes qui désignent les personnes qui seront soumises à la formalité de la déclaration. — Critiques. — Difficultés à prévoir. — Incidents survenus avant même la mise en vigueur des prescriptions légis- latives. Protestations de certaines corporations visées par la loi	324
L'ambulant français et l'ambulant étranger sont égale- ment soumis aux formalités de l'article premier de la loi. — L'étranger ne sera pas dispensé des formalités imposées par les textes antérieurs	331

Mentions que contiendra la déclaration faite par l'ambulant	332
L'ambulant sera tenu, et cela dans son intérêt même, de présenter le récépissé de sa déclaration à toutes réquisitions légitimes	334

Deuxième section.

Pénalités prononcées pour les contraventions à l'article 1 de la loi	334
--	-----

CHAPITRE II

Les Forains.

Article 2 de la loi. — Articles 4, 5, 6 du décret	339
---	-----

Première section.

Différences profondes qui devront exister, pour l'application de la loi, entre les nomades français et les nomades étrangers.	341
Véritable caractère de l'obligation à laquelle le forain sera soumis. Les formalités prescrites par l'article 2 de la loi se résolvent, somme toute, en une simple déclaration. Cette déclaration sera constatée par la remise au forain d'un carnet d'identité	343
Mentions qui seront enfermées dans le carnet d'identité. Ces mentions seront plus nombreuses que celles qui figureront sur le récépissé de déclaration de l'ambulant.	345
Signalement, photographie	345
Contre lequel devront se soumettre les forains, présentation du carnet à toute réquisition	348
Les formalités imposées aux forains s'appliqueront aussi à tous ceux qui les accompagneront	350
Prescriptions applicables aux enfants mineurs de 13 ans .	351

Deuxième section.

Sanctions infligées aux forains contrevenant à la loi . .	352
---	-----

CHAPITRE III

Les Nomades

Articles 3 et 4 de la loi	361
Articles 7, 8, 9 et 12 du décret	361

Première section.

Caractère qu'aurait dû logiquement garder le système de répression édicté contre les nomades	361
Caractère qu'il faudra s'efforcer de donner à l'application de la loi de 1912 pour obéir à la volonté même du législateur	361
Quelles personnes seront-elles désignées par l'expression « Nomades » ?	366
Difficultés de donner du nomade une définition précise	366
Aux termes de l'article 3 de la loi de 1912, sont réputés nomades	369
A) Les romanichels, bohémiens, vagabonds à caractère ethnique.	369
B) Les chemineaux, trimardeurs, français ou étrangers, ...	370
C) Les nomades français n'exerçant aucune profession.	370
Extension possible et abusive de l'expression « nomade ».	
Le touriste étranger n'est-il pas un nomade ?	370

Deuxième section.

Obligations imposées aux nomades. Nécessité d'obtenir une autorisation administrative pour circuler en France	
Cette autorisation revêtira la forme d'un « carnet anthropométrique d'identité »	372
Principes dont l'Administration devra s'inspirer, pour la délivrance des carnets, si elle entend respecter la volonté du législateur	374
Conditions dans lesquelles les nomades devront demander les carnets	376

Troisième section.

Système de répression adopté à l'égard des nomades	377
Mesures d'identification	377

L'identité de l'errant sera fixée désormais par les mentions du carnet anthropométrique individuel	378
L'identité de la tribu, du groupe bohémien sera fixée par les indications du carnet collectif.	378
Le carnet anthropométrique d'identité individuel	382
Les mentions qu'il contiendra : signalement anthropométrique.	382
Forme pratique du carnet individuel.	385
Le carnet d'identité collectif. Ses mentions.	386
La plaque de contrôle spécial apposée sur les véhicules des nomades	392
Prescriptions applicables aux enfants mineurs de 13 ans. Leur identité ne sera pas établie au moyen du carnet anthropométrique individuel.	394
Forme pratique du carnet collectif	395

Quatrième section.

Système de répression adopté à l'égard des nomades	396
Mesures de surveillance et de contrôle	396
Obligation de présenter le carnet anthropométrique d'identité à toute réquisition légitime	397
Cette prescription devra, de la part de ceux qui la feront exécuter, être conçue dans un esprit très différent que la formalité semblable imposée aux Ambulants et aux Forains	397
Volonté certaine du législateur à cet égard.	398
Obligation faite aux nomades de présenter spontanément leur carnet, à fins de visas, aux autorités de chaque commune traversée	399
Caractère nouveau de cette formalité.	399
L'autorisation accordée aux nomades de circuler en France ne diminuera en rien les pouvoirs des maires, pour la police des nomades sur le territoire de leur commune.	400
Maintien exprès de ces pouvoirs par la loi	401

Cinquième section.

Pénalités infligées aux nomades en cas d'infractions aux prescriptions de la loi	403
1 ^o Application aux nomades des peines édictées contre le	

vagabondage. Difficultés qu'offrira l'application aux nomades des articles 271 et suivants du Code pénal . . .	405
2° Application aux nomades des peines prévues par les articles 479 et 480 du Code pénal	408
3° Pénalités communes à la fois aux ambulants, aux forains et aux nomades	410
Deux pénalités différentes semblent avoir été prononcées par le législateur pour la répression du même délit . .	414
Discordance entre les mentions des articles 1 et 2 de la loi et celles de l'article 6	414

Sixième section.

Rétention des voitures et animaux des nomades. Cas d'application de cette prescription	416
--	-----

Septième section.

Perte des carnets d'identité	420
Prescriptions faites en cette matière par le décret du 16 février 1913.	420

Huitième section.

Exclusion de l'application de la loi de certaines catégories de salariés. Article 8 de la loi.	423
Application de l'article 8 aux salariés français qui changent fréquemment leur lieu de travail	424
Application de l'article 8 aux salariés étrangers domiciliés hors de France, mais travaillant régulièrement sur le territoire français	427

Neuvième section.

Maintien par la loi des droits appartenant, en vertu des textes antérieurs, aux autorités municipales, pour le stationnement des nomades	429
Loi du 5 avril 1884	430
Loi du 15 février 1902	433
Loi du 21 juin 1898	433

Dixième section.

Mesures sanitaires prises à l'égard des nomades	434
Décret du 3 mai 1913	435
Date imprécise de la mise en vigueur des prescriptions législatives	441
Conclusions	445
Bibliographie	457

PREMIÈRE PARTIE

Historique.

CHAPITRE PREMIER

Arrivée des Bohémiens aux portes de Paris, en l'année 1427.

En cette année 1427, la foire du Lendit, qui se tenait traditionnellement dans la plaine Saint-Denis, fut marquée par un événement inattendu.

Il y avait plusieurs semaines déjà que la célèbre assemblée s'était ouverte.

Au lendemain du « jour et feste de Saint Barnabé » le recteur de l'Université de Paris, descendu des hauteurs de Sainte-Geneviève, en avait donné le signal par une bénédiction solennelle.

Venu « en parade, suivy des quatre Procureurs et d'une infinité des maistres és Arts : tous de cheval » il avait fourni à ce devoir « comble de sa grandeur », dit Pasquier (1), « ouvrage vraiment d'un evesque ». Puis il

(1) Pasquier, *Recherches de la France*, livre IX, ch. xxii, p. 937.

s'était pompeusement retiré, non sans avoir reçu des marchands l'hommage d'une somme de cent écus.

Par une magnifique journée du mois d'août, les écoliers accourus pour faire leurs emplettes de parchemin, les badauds arrêtés nombreux autour des boutiques des marchands venus de Normandie, de Champagne et même des Flandres, virent arriver un étrange cortège :

Une troupe de cavaliers s'avancait, dont le visage, les allures, les vêtements, étaient bien de nature à faire s'ébahir ceux qui les regardaient passer. D'abord, venaient deux personnages qu'à la splendeur de leurs habits et au respect que leur témoignaient leurs compagnons, l'on reconnaissait pour des chefs. Aux jambes de leurs montures, aboyait toute une meute de chiens de chasse, que l'un d'eux fouaillait sans cesse d'une lanière longue de plusieurs coudées.

Dix hommes chevauchaient à leur suite, dont les vêtements avaient moins d'éclat. Mais ce qui surtout était surprenant, c'était, plus que l'allure majestueuse et l'orgueil empreint sur le front de tous ces cavaliers — arrogants comme s'ils étaient entrés dans Paris en triomphateurs — les traits de leur physionomie. Tous avaient un visage basané, comme brûlé par le soleil, qu'entouraient les anneaux d'une chevelure très brune et crépue. Leurs yeux sombres brillaient d'une présomption immense ; à leurs oreilles percées pendaient des anneaux d'argent.

On peut aisément s'imaginer quelle dut être la stupéfaction de ces Parisiens du début du ^{xv}^e siècle, quand ils virent arriver, aux portes de leur ville, une semblable cavalcade.

La nouvelle s'en propagea bien vite sur les bords de la Seine ; il n'y eut bientôt plus dans Paris un seul habitant qui n'eut le désir de courir à la plaine Saint-Denis. Mais cette fièvre de curiosité fut à son comble d'intensité, quand, le jour de Saint Jehan Decolace, on vit arriver le gros de la caravane dont les douze cavaliers n'étaient que l'avant-garde. Ce nouveau groupe comprenait de cent à cent vingt personnes : hommes à cheval ou à pied, femmes, enfants, voyageant dans des chariots, tous aussi noirs, aussi étranges que les premiers venus. « Le visage des femmes, dit Sauval (1), étoit tout découvert, et encore plus basané que celui des maris ; leurs cheveux étoient noirs et faits comme la queue d'un cheval ; elles portoient un méchant roquet ou une mauvaise chemise, avec un vieux drap tissu de cordes et lié sur l'épaule : c'étoit en un mot les plus noires et les plus laides femmes qu'on ait jamais vues en France. »

Quand le bruit de cette nouvelle arrivée se fut répandu dans Paris, tous, alors, coururent vers les étrangers : clercs, manants, écoliers, bourgeois, et certes « jamais il n'alla tant de monde au Landi : tout Paris, tous les habitants de Saint-Denys et des villages circonvoisins y vinrent en foule ».

L'un de ceux, qui en furent les témoins, a laissé le récit de cette étrange aventure (2) :

(1) *Histoire et Recherches des Antiquités de la ville de Paris*, par M^e Henri Sauval, avocat au Parlement, tome I^{er}, page 517, Paris, 1724.

(2) *Journal d'un Bourgeois de Paris (1405-1449)*, publié d'après les manuscrits de Rome et de Paris, Alexandre Tuetey, Paris, 1881, pages 219-221.

« Le dimenche d'après la my-aoust, qui fut le
« XVII^e jour d'aoust oudit an mil III^e XXVII, vint à Paris
« XII penanciers, comme ils disoient, c'est assavoir, ung
« duc et ung conte, et dix hommes tous à cheval, et les-
« quelx se disoient tres bons chrestiens, et estoient de la
« Basse Egipte ; et encore disoient qu'ils avoient esté chres-
« tiens autresfois, et n'avoit pas grant temps que les chres-
« tiens les avoient subjugués et tout leur païs et tous fais
« christianner ou mourir ceulx qui ne le vouloient estre ;
« ceulx qui furent baptizez furent signeurs du païs comme
« devant, et promistrent d'estre bons et loyaulx et de
« garder la loy de Jhesu-Crist jusques à la mort. Et
« avoient roy et royne en leur païs, qui demouroient
« en leur seigneurie parce qu'ilz furent christiennez.

« Item, vray est, comme ilz disoient, que, après aucuns
« temps qu'ilz orent prins la foy chrestienne, les Sarazins
« les vindrent assaillir, quant ilz se virent comme pou
« fermes en nostre foy à tres pou d'achoisoir, sans endurer
« gueres la guerre et sans faire leur devoir de leur païs
« deffendre que tres pou, se randirent à leurs ennemys et
« devindrent Sarazins comme devant, et renoierent Nostre
« Seigneur.

« Item, il advint après que les chrestiens, comme l'em-
« pereur d'Allemaigne, le roy de Poullaine et autres si-
« gneurs, quant ilz sorent qu'ilz orent ainsi faulcement et
« sans grant peine laissée nostre foy et qu'ilz estoient de-
« venus sitost Sarazins et ydolatres, leur coururent sur
« et les vainquirent tantost, comme s'ils cuidoient que on
« laissast en leur païs, comme à l'autre fois, pour devenir
« chrestiens. Mais l'empereur et les autres signeurs, par

« grant deliberacion de conseil, dirent que jamais ne ten-
« roient terre en leur païs, se le pappe ne le consentoit, et
« qu'il convenoit que là allassent au Saint-Pere à Romme ;
« et là allerent tous, petiz et grans, à moult grant peine pour
« les enffans. Quant là furent, ilz confesserent en général
« leurs pechez. Quant le pappe ot ouye leur confession, par
« grant deliberacion de conseil, leur donna en penance
« d'aller VII ans ensuivant parmy le monde, sans coucher
« en lict, et pour avoir aucun confort pour leur despence,
« ordonna, comme on disoit, que tout evesque et abbé
« portant crosse leur donroit pour une foys dix livres tour-
« nois, et leur bailla lettres faisant mencion de ce aux pre-
« latz d'eglise et leur donna sa beneisson, puis se depar-
« tirent. Et furent avant cinq ans par le monde qu'ilz ve-
« nissent à Paris, et vindrent le XVII^e jour d'aoust l'an
« mil IIII^e XXVII, les doze devant diz, et le jour Saint Je-
« han Decolace vint le commun, lequel on ne laissa point
« entrer dedens Paris ; mais par justice furent logez à la
« Chappelle-Saint-Denis et n'estoient point plus en tout,
« de hommes, de femmes et d'enfens de cent à six vingt ou
« environ. Et quant ilz se partirent de leur païs, estoient
« mil ou XII^e, mais le remenant estait (mort) en la voye, et
« leur roy et leur royne, et ceulx qui estoient en vie
« avoient esperance d'avoir encore des biens mondains, car
« le Saint-Pere leur avait promis qu'il leur donroit païs
« pour habiter bon et fertile, mais qu'ilz de bon cuer ache-
« vacent leur penance.

« Item, quant ilz furent à la Chapelle, on ne vit oncques
« plus grant allée de gens à la beneisson du Landit que
« là alloit de Paris, de Saint-Denis et d'entour Paris pour

« les veoir. Et vray est que les enfans d'icelx estoient
« tant habilles filx et filles que nulz plus, et le plus
« et presque tous avoient les deux oreilles percées ;
« et en chascune oreille ung anel d'argent ou deux en
« chascune, et disoient que ce estoit gentillesse en leur
« país.

« Item, les hommes estoient tres noirs, les cheveulx
« crespez, les plus laides femmes que on peust veoir et
« les plus noires ; toutes avoient le visage déplaïé, che-
« velx noirs comme la queue d'un cheval, pour toutes
« robbes une vieille flaussoie tres grosse d'un lien de drap
« ou de corde liée sur l'espaule, et dessoubz ung povre
« roquet ou chemise pour tous paremens. Brief, ce es-
« toient les plus povres creatures que on vit oncques
« venir en France de aage de homme. Et neantmoins leur
« povreté, en la compaignie avoit sorcieres qui regar-
« doient es mains des gens et disoient ce que advenu leur
« estoit ou à advenir, et mirent constans en plusieurs
« mariaiges, car elles disoient (au mari) : « Ta femme (ta
« femme t'a fait) coux » ou à la femme : « Ton mary t'a
« fait coulpe ». Et qui pis estoit, en parlant aux creatures,
« par art magique, ou autrement, ou par l'ennemy
« d'enfer, ou par entregent d'abilité, faisoient vuyder les
« bources aux gens et le mettoient en leur bource, comme
« on disoit.

« Et vrayement, je y fu III ou IIII foys pour parler à
« eulx, mais oncques ne m'aperceu d'un denier de perte,
« ne ne les vy regarder en main, mais ainsi le disoit le
« peuple partout, tant que la nouvelle en vint à l'evesque
« de Paris, lequel y alla et mena avec lui ung frere me-

« neur, nommé le Petit Jacobin, lequel par le commande-
« ment de l'évesque fist là une belle predicacion, en
« excommuniant tous ceulx et celles qui ce faisoient
« et qui avoient creu et monstré leurs mains. Et con-
« vint qu'ilz s'en lassent, et se partirent le jour de
« Nostre Dame en septembre, et s'en allèrent vers Pon-
« toise (1). »

Ces étranges aventuriers, au témoignage du *Bourgeois de Paris* « se disoient très bons chrestiens et estoient de la Basse-Egypte ». Cette prétention d'être originaires de la Basse-Egypte fut la cause qui leur fit, dès le début, donner le nom d'*Egyptiens*. Ce nom leur demeura longtemps. C'est celui sous lequel ils sont désignés dans les anciennes ordonnances.

Et, parce que c'était une croyance admise que la Bohême avait été le dernier pays où les pèlerins s'étaient arrêtés avant leur arrivée en France, quelques-uns les nommèrent *Boësmiens* (2).

(1) Ce que l'auteur du *Journal d'un Bourgeois de Paris*, raconte des bohémiennes qui lisaient l'avenir dans la main des visiteurs est parfaitement exact; l'autorité ecclésiastique fut même obligée de réagir contre l'entraînement populaire et fit célébrer, le dimanche 14 septembre, des processions générales aux Jacobins, relativement à ceux qui avaient montré leurs mains aux Egyptiens. Voici en quels termes le fait est rapporté dans les registres capitulaires de Notre-Dame (*Archives Nationales* LL 216, fol. 205) ; *Veneris XII septembris, die dominica proxima, fient processiones generales ad Jacobitas pro facto illorum qui exhibuerunt manus suas illis extraneis de Egipto ad devinandum plura que petebant ab eis* (Note au bas de la page 221 du *Journal d'un Bourgeois de Paris*, édition Tuetey).

(2) Henri Sauval, *Antiquités de la ville de Paris*, à l'endroit cité.

Ce nom, sous lequel ils furent moins communément connus sous l'ancien régime, eut une fortune plus durable que celui d'Égyptiens, puisque c'est celui par lequel nous désignons encore de nos jours les nomades dont les caravanes sillonnent nos chemins.

CHAPITRE II

Quand les Bohémiens arrivèrent à la Chapelle Saint-Denis en 1427, ils affirmèrent qu'il y avait longtemps déjà, qu'obéissant aux ordres du Saint Père, ils allaient en suivant parmi le monde sans coucher en lict. » « Et furent, disaient-ils, avant cinq ans par le monde qu'ils venissent à Paris. »

Quel itinéraire avaient-ils suivi depuis Rome jusqu'à Paris ? Le long de quelles routes, en quittant notre pays, poursuivirent-ils l'achèvement de la *penance* au terme de laquelle le pape, prétendaient-ils, avait placé le retour dans leur patrie retrouvée ? Cette patrie, quelle était-elle ? Pourquoi l'avaient-ils quittée ?

Pays où se produisit la première apparition des Bohémiens en Europe.

Les pays d'Europe, où les Bohémiens apparurent pour la première fois, sont ceux situés à l'ouest de la mer Noire : Turquie, Valachie, Moldavie, Hongrie orientale. Tous les historiens, qui se sont occupés de cette question, sont d'accord sur ce point. C'est d'ailleurs cette région, où

ils affluèrent tout d'abord, qui est demeurée le centre de la grande caste bohémienne (1). Les Bohémiens peuplent surtout la Moldavie, la Valaquie, la Bulgarie, la Bessarabie, la Transylvanie et le banat de Temeswar. Ils sont là par centaines de mille. Ils sont aussi très nombreux dans la Turquie (2).

C'est, pourrait-on dire, un fait de notoriété historique que les Bohémiens se montrèrent, à l'origine, dans cette partie de notre monde ; mais il est un point sur lequel les auteurs sont beaucoup moins d'accord : c'est la date de cette apparition. Cette date est d'autant plus difficile à connaître, qu'aucun document ne permet de l'établir. On ne peut ici raisonner que par hypothèses.

Nous laisserons provisoirement de côté, pour l'examiner plus tard, cette fraction du sujet.

*Apparition des Bohémiens dans l'Allemagne du Nord,
en 1417.*

Si l'on ne peut préciser à quelle époque les Bohémiens passèrent en Europe, venant d'un autre continent, on sait du moins à quelle date approximative on les rencontra dans l'Europe occidentale. Ici, on a des documents, des témoignages certains. « Il est question d'eux en Allemagne dès l'année 1417, qu'ils parurent dans le voisinage de la

(1) Paul Bataillard, *De l'apparition et de la disparition des bohémiens en Europe* (Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, tome V, Paris, 1843-1844), p. 444.

(2) Paul Bataillard, à l'endroit cité.

mer du Nord » dit *Grellmann* (1). Cet auteur cite comme autorité *Munster*, qui écrit : « L'An après la nativité de J.-C. 1417, commencèrent à se monstrier en Allemagne, je ne scay quelle manière de gens, noirs, cuits au soleil, vestus ordement, salles en toutes leurs façons de faire, sur toutes choses experts à larreçin... (2) »

Dans le mois de novembre ou de décembre 1417, une bande d'Egyptiens parut tout à coup sur les côtes de la mer du Nord, non loin de l'embouchure de l'Elbe. D'où venaient-ils ? Quel trajet avaient-ils suivi des bords de la mer Noire jusqu'à ce point ? Nul ne les avait vu passer.

La bande visita les villes hanséatiques qui étaient alors très florissantes : Des chroniqueurs la signale à Lunebourg, à Hambourg.

Puis, cheminant vers l'Est, le long des bords de la Baltique, nos gens se rendirent dans les villes libres de Lubeck, Wismar, Rostock, Strahlsund et Greifswalde.

Les Bohémiens étaient alors au nombre de 500 (cinq cents) environ ; mais ils étaient fractionnés déjà en plusieurs troupes relevant toutes d'un même chef, et ne s'éloignant jamais beaucoup les uns des autres (3).

Le chef, auquel obéissaient les bandes divisées, était un *duc* ; il était secondé par des *comtes* et même affirme un chroniqueur (*Krantz*) par des *Chevaliers*.

(1) *Histoire des Bohémiens ou tableau des mœurs, usages et coutumes de ce peuple nomade*, par H.-M.-G. Grellmann, traduit de l'Allemand sur la 2^e édition, par M. J., Paris, 1810, page 201 2^e partie, *De l'origine des Bohémiens*.

(2) *La cosmographie universelle de tout le monde*, par Sébastien Munster ; traduction française de Belleforest. Tome 1^{er}, 2^e partie, page 879.

(3) Paul Bataillard, œuvre citée (page 455 et sq.)

Dès le jour de leur arrivée dans l'Allemagne septentrionale, les Bohémiens étaient en possession d'un puissant sauf-conduit. Ils montraient à qui voulait les voir des lettres de protection signées de la main de l'Empereur Sigismond, roi de Hongrie et roi de Bohême.

Quel était exactement le libellé de ces lettres ? On ne peut le dire, car leur copie n'a pas été conservée. Le témoignage le plus intéressant est, encore ici, celui de *Munster*. Celui-ci, vers l'année 1510, étant à Heidelberg rencontra une troupe de Bohémiens ; il eut la curiosité de les interroger et fut assez heureux pour vaincre le sentiment naturel que ces gens ont de cacher toutes les choses qui les concernent : « Estant à Heydelberg, dit *Munster* (1), je m'accointay des principaux de ces rustres cy, et à grand'peine peux je arracher cecy d'eux, qu'ils me mostrassent les lettres, qu'ils se vantent avoir des Empe-reurs. Finalement ils me monstrèrent une copie de quelques lettres, qu'ils avoyent impetré de l'Empereur Sigismond à Lindau, esquelles estoit faicte mention comment leurs ancestres avoyent jadis laissé la religion chrestienne pour quelque temps en la Basse-Egypte et estoyent retournez aux erreurs des Payens, et qu'après leur repentance il leur avoit esté enjoinct, qu'autant d'années que leurs predecesseurs avoyent esté en cest erreur des Payens, autant d'années aussi aucun de toutes les familles d'entre eux s'eniroient voyager par le monde, à fin que par un tel bannissement et exil, ils obtinssent la remission de ce péché là.... »

(1) Munster, *Cosmographie*, à l'endroit cité. Traduction Belleforest.

Ainsi les lettres de l'empereur contenaient une explication du voyage des Bohémiens semblable à celle que ceux-ci fournirent à Paris en 1427.

Il est probable que les errants les avaient obtenues, peu de temps avant leur arrivée dans l'Allemagne du Nord, dans la deuxième moitié de 1416 ou dans le cours de l'année 1417. M. Bataillard pense que la délivrance en fut consentie aux Bohémiens dans la ville de Lindau (c'est d'ailleurs la ville qu'indique Munster) mais à Lindau, sur le lac de Constance, car une autre Lindau existe dans le centre de l'Allemagne. L'Empereur Sigismond demeura dans cette région, pendant tout le temps que dura le Concile de Constance (novembre 1414, avril 1418), et les Egyptiens, désirant s'attirer sa faveur, eurent l'habileté d'aller le trouver dans la ville de Lindau, où le monarque se distraitait un jour de ses accablantes préoccupations (1). « Ils se présentèrent le plus saintement qu'ils purent à l'empereur très chrestien, parlèrent de la Hongrie au roi de Hongrie, des Turcs à celui qui les combattait sans cesse... quand ils quittèrent l'empereur, ils avaient des lettres signées de sa main, et leur récit y était couché tout au long (2). »

Munis de pareils passeports les Bohémiens virent tout d'abord s'ouvrir devant eux les villes épiscopales, les châteaux, les cités les plus fermées, et trouvèrent le

(1) Bataillard, *De l'apparition et de la disparition des Bohémiens en Europe*, Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, tome V, page 456, 1844,

(2) Bataillard, au même endroit.

meilleur accueil auprès des princes, des évêques et des autres dignitaires mitrés.

Mais quand ils parvinrent aux ports puissants de la Baltique. « les Allemands retors de ces villes si marchandes, ouvertes aux voyageurs de toutes les nations, ne s'en laissèrent point imposer (1). » Ils comprirent de suite que les étranges voyageurs étaient de « francs vauriens ». Et nos gens ne furent pas curieux de suivre plus longtemps les côtes de la Baltique.

*Arrivée des Bohémiens dans les pays qui forment
la Suisse actuelle en 1418.*

En quittant Greifswalde, les Bohémiens continuent à se signaler par leurs vols et leurs méfaits de toute sorte. Dans les premiers mois de 1418, le margrave de Misnie fait chasser de ses états « cette race de vagabonds et de malfaiteurs ». Puis on les voit à Leipzig et dans la Hesse. La horde descend vers le Midi, parvient dans les pays qui forment la Suisse actuelle, en 1418. Elle entre d'abord dans le pays des Grisons, traverse le canton d'Appenzell et pénètre dans le canton de Zurich. A la fin du mois d'août 1418, les Egyptiens viennent jusqu'à Zurich même et campent aux portes de la ville.

Il faut penser que les Bohémiens menèrent en Suisse une vie plus honnête qu'en Allemagne, ou plutôt que les bons Suisses se laissèrent prendre à l'étrangeté de leurs récits, à leurs cavalcades, aux lettres de l'Empereur, car

(1) Bataillard, page 460.

les chroniqueurs, qui signalent leur passage, en disent du bien (1). Cette modération dans leur conduite est d'autant plus remarquable, de la part des pèlerins au teint sombre, qu'ils se sentaient en force. La horde était en Suisse plus nombreuse qu'elle n'avait jamais paru encore. Il semble que ce séjour dans l'Helvétie, a été un lieu de réunion de plusieurs bandes dont une seule avait pénétré en Allemagne (2). Cette sorte d'assemblée générale fut d'ailleurs de courte durée.

A la sortie de Suisse, la tribu bohémienne se scinda, près de Baden en Argovie. Les uns franchirent la chaîne du Jura, envahirent le grand duché de Bade, poussant même jusqu'à Strasbourg.

Le 1^{er} novembre 1418, une bande parut à Augsbourg. « Elle ne comptait que cinquante hommes, dit M. *Bataillard*, mais suivis d'une légion de laides femmes et de sales enfants ». Ces « vagabonds au teint noirâtre », comme les appelle un chroniqueur, avaient pour les conduire deux ducs et quelques comtes. Ils se donnaient pour des exilés de l'Egypte mineure, et pour des gens habiles dans l'art de deviner. Mais, la chose examinée à fond, on reconnut que c'était « des maîtres larrons et de vrais gibiers de pötence (3) ».

(1) Bataillard, ouvrage cité, page 467.

(2) Bataillard, au même endroit.

(3) Bataillard, ouvrage cité, page 469.

*Première visite des Bohémiens en France
au mois d'août 1419.*

La plus grande partie de la multitude de Bohémiens, qu'on avait vus réunis en Suisse, semble, hors des frontières de ce pays, avoir disparu sans laisser de traces. Une bande se dirige vers la France, paraît à Saint-Laurent-lez-Macon le 24 août 1419 (1), et pénètre dans la Provence. Le 1^{er} octobre 1419 les pèlerins se présentent devant la ville de Sisteron. « Leur étrange visite ne fut pas sans inspirer des craintes. On ne voulut pas les recevoir dans la ville ; ils restèrent pendant deux jours, campés à la manière des gens de guerre, dans un pré, au quartier de la Baulme, où on leur envoya des vivres, suivant en cela, ajoute la délibération, l'exemple des autres villes de Provence, par où ils avaient passé (2) ».

Après cette apparition en Provence, les Bohémiens disparaissent. Il semble que leurs bandes s'évanouissent. Trois ans se passent. « Bientôt une idée lumineuse s'empare de nos aventuriers : ils s'étaient donnés pour des pénitents ; il était dans leur rôle d'aller à Rome : ils

(1) Bataillard, *Les débuts de l'immigration des tsiganes dans l'Europe occidentale au XV^e siècle*, Paris, 1890, page 20 (renseignement fourni par les registres de délibérations ou de comptes du Conseil de la ville).

(2) *Histoire de Sisteron*, tirée de ses archives, par M. Ed. de Laplane, Digne, 1843, tome I^{er}, quatrième époque, chap. iv, page 259.

avaient des lettres de protection de l'Empereur ; pour-
quoi n'en auraient-ils pas du pape (1) ? »

*Apparition des errants en Italie au mois
de juillet 1422.*

Le 18 juillet 1422, les Egyptiens, au nombre de 300 environ, y compris les femmes et les enfants, arrivent à Bologne. Ils n'ont ceux-là qu'un chef, le duc André qui porte le fier titre de « duc d'Egypte ». A ceux qui ne manquent pas de les interroger, nos gens font un récit à peu près semblable à celui qu'ils avaient débité en Allemagne. Leur duc explique aux Bolonais, que, parce qu'il avait renié le Christianisme, le roi de Hongrie l'a dépossédé de tous ses biens. André ajoute qu'il dut faire amende honorable et demander d'être baptisé à nouveau avec 4.000 de ses sujets : ceux qui refusèrent le baptême furent massacrés. Après cette soumission, le roi de Hongrie leur ordonna de courir le monde, pendant sept ans et d'aller se jeter aux pieds du Saint Père qui, seul, pourrait leur accorder la grâce de retourner dans leur patrie (2).

Et ils ajoutaient, « les penanciers » qu'il y avait cinq ans déjà qu'ils parcouraient la terre.

A Bologne, comme partout ailleurs où on les avait vus passer, les Bohémiens se signalèrent par des méfaits sans nombre.

(1) Bataillard, *De l'apparition et de la dispersion des Boh. en Europe*, page 471.

(2) Bataillard, ouvrage cité, page 472.

Presque tous les habitants s'étaient précipités vers la Porte di Galiera où campait la troupe, attirés par la renommée que « la femme du duc savait deviner ce qui arriverait à une personne pendant sa vie, comme aussi ce qui s'intéressait dans le présent ; combien elle aurait d'enfants, si telle femme était méchante ou bonne, et autres choses... (1) » Mais de cette visite à la devineresse, bien peu de personnes revenaient sans qu'on leur eût coupé le pan de leur robe ou habilement volé leur bourse. Les hommes, pendant ce temps, vaguaient par la ville et commettaient mille larcins.

Il est vrai que nos voyageurs rencontrèrent des partenaires dignes d'eux. Les autorités de la ville firent crier à tous les carrefours défense à toute personne d'aller chez les Bohémiens, sous peine de cinquante livres d'amende et d'excommunication. Et l'on fit mieux « on permit à ceux qui avaient été volés, de voler à leur tour les Egyptiens, jusqu'à concurrence de leurs pertes ». « Les Bohémiens, dit M. *Bataillard*, qui, évidemment, avaient beaucoup compté, et à juste titre, sur la longanimité de la justice italienne, n'avaient sans doute pas prévu cet expédient digne d'elle. Quoi qu'il en soit, plusieurs Bolonais se glissèrent, pendant la nuit, dans une écurie où se trouvaient quelques-uns de leurs chevaux et prirent le plus beau. Nos gens, voulant ravoir leur cheval, convinrent alors de restituer bon nombre d'objets volés : ce qu'ils firent. Mais voyant qu'il n'y avait plus rien à faire là, ils partirent, en se dirigeant vers Rome (2) ».

(1) *Bataillard*, ouvrage cité, page 472.

(2) *Bataillard*, ouvrage cité, page 473.

Ayant quitté Bologne le 1^{er} août, le 7, ils se trouvaient devant Forli, à quinze lieues plus loin, sur la route de Rome. Le chroniqueur, qui narre leur passage, dit que cette année-là, il y eut à Forli grande peste et grande mortalité.

Les pèlerins arrivèrent ainsi jusqu'au Saint Père. Ils surent se montrer si habiles et si humbles, que le pape, comme l'Empereur, leur concéda des lettres de protection.

C'était tout le but que les Bohémiens avaient donné à leur voyage vers Rome. Il ne leur restait qu'à continuer leur randonnée.

Retour des Bohémiens en Suisse.

Quelques mois plus tard, on les revoit, mais en des lieux où ils n'avaient pas paru encore ; en particulier à Bâle et dans le Wiesenthal. Exhibant partout les anciennes lettres de l'Empereur Sigismond et celles du pape, grâce auxquelles, dit un chroniqueur, « on laissait passer ces vagabonds, quoiqu'au déplaisir des paysans » ils continuent leur route vers l'ouest, vers la France (1).

Leur arrivée à Paris en août 1427.

Pour y parvenir, ils suivent un chemin d'écoliers, de bohémiens, faisant un long détour par la Bavière où on les signale en 1424, par Ratisbonne où on les voit au mois

(1) Bataillard, ouvrage cité, page 475.

de septembre 1426, arrivant enfin à la Chapelle Saint-Denis le 17 août 1427.

Quand les Egyptiens s'éloignèrent des bords de la Seine, après ce séjour que nous a raconté *le Bourgeois de Paris*, ils se dirigèrent vers Pontoise, puis vers Amiens où le registre des délibérations et des comptes du conseil de la ville mentionne leur passage à la date du 27 septembre 1427 (1).

On perd ensuite leurs traces ; les documents qui signalent les voyages des errants se font plus rares, et cela s'explique par le fait que la curiosité suscitée au début par l'étrangeté des Bohémiens s'était beaucoup atténuée. Dans les premiers jours du mois de juin 1430, on voit à Metz « des Sarrazins du pays d'Egypte » au nombre de cent cinquante environ, conduits par un duc et deux chevaliers (2). Ils paraissent à Erfurt en 1432, en Bavière, en 1433.

(1) Bataillard, *Les débuts de l'immigration des tsiganes dans l'Europe occidentale au xv^e siècle*, page 20.

(2) Bataillard, *De l'apparition et de la dispersion des Bohémiens en Europe*, page 524.

CHAPITRE III

Importance de la Population bohémienne à son arrivée dans l'Europe occidentale.

Ces Bohémiens, dont nous venons de refaire le voyage depuis leur arrivée dans le Nord de l'Allemagne, quel était leur nombre ?

Les premiers, qui se montrèrent, en 1417, « dans les pays qui ont pour noms aujourd'hui le Hanovre, le Holstein et le Mecklembourg, étaient au nombre de 300 environ, tant hommes que femmes, mais non compris les enfants : ce qui porte au moins leur nombre total à 500 (cinq cents), car chez ces Bohémiens, comme chez ceux d'aujourd'hui, nous savons que les enfants abondaient » (2), dit M. Bataillard d'après le témoignage de deux chroniqueurs allemands dont l'un avait été contemporain de la venue des Egyptiens dans son pays. La troupe paraît s'être accrue considérablement pendant le temps que les errants cheminèrent des bords de la Baltique vers la Suisse où nous les avons vus arriver en 1418, si du moins l'on s'en rap-

(1) Bataillard, ouvrage cité, page 458.

porte aux affirmations des nombreux historiens de ce pays. La plus large divergence existe d'ailleurs entre leurs appréciations. L'un des chroniqueurs évalue à 40.000 (quarante mille), le nombre des Bohémiens ; un autre le diminue à 14.000 (quatorze mille) ; un troisième, enfin, le réduit à 1.400 (quatorze cents) (1).

M. Bataillard apprécie ainsi ces chiffres : « Il ne peut y avoir de doute qu'entre ce chiffre (de 1.400) et celui de 14.000, les 40.000 Bohémiens de *Tschudi* dépassant toutes les bornes du vraisemblable. Or, je dirai même des 14.000, ce que *Müller* (dans son *Histoire de la Confédération suisse*) dit des 40.000, à savoir que cette multitude eût alarmé tous les princes et toutes les villes, et qu'on ne trouve pas vestige d'une pareille agitation » (2).

Cette masse se fractionna en quittant la Suisse, et perdit sa cohésion. Il est difficile de suivre ensuite le chemin parcouru par chaque fragment de la horde bohémienne, et de dénombrer exactement chaque bande séparée. Nous avons vu que l'une d'elles était venue à Augsbourg le 1^{er} novembre 1418. Elle était guidée par deux ducs et quelques comtes. On peut penser que ce devait être là l'état major et le corps central de toute la tribu. Ce corps central ne se composait d'ailleurs que de deux ou trois cents individus, dont cinquante hommes seulement suivis d'une foule de femmes et d'enfants (3).

Il est très curieux de constater d'ailleurs qu'à sa sortie des régions montagneuses de l'Helvétie, la plus grande

(1) Bataillard, ouvrage cité, page 464.

(2) Bataillard, ouvrage cité, page 465.

(3) Bataillard, ouvrage cité, page 469.

partie de la multitude qui s'y était réunie, si vraiment elle comptait 1.400 têtes au moins, s'est évanouie pour toujours. On ne retrouve plus que des bandes dont le total est loin d'approcher de ce chiffre de 14.000

Les errants, qui sillonnèrent la Provence et qui parurent devant Sisteron, le 1^{er} octobre 1419, n'étaient plus très nombreux. « Ils consommèrent dans un repas cent pains du poids de vingt onces, d'où l'on peut juger à peu près de leur nombre (1). » Il en restait une centaine environ.

C'est aussi le nombre de ceux qui arrivèrent à Bologne en 1422. Il est vrai que le long des routes d'Italie la troupe semble s'être accrue, puisque le Chroniqueur de Forlì vit les Bohémiens au nombre de 200. — Elle n'aurait fait d'ailleurs, s'il fallait en croire les historiens, que grossir et s'enfler continuellement, puisque, lorsque le duc Michel d'Egypte arriva à Bâle, au retour de Rome il était suivi d'une bande pourvue de cinquante chevaux, ce qui fait, dit M. *Bataillard*, « qu'on doit penser qu'elle se composait de plusieurs centaines d'individus.

Ce fut une troupe totale de cent trente personnes environ qui séjourna aux Portes de Paris, de la fin du mois d'août aux premiers jours du mois de septembre 1427.

Le nombre était le même de ceux qui « vindrent à Mets, le cinquième jour du mois de juin 1430 », qui parurent ensuite à Erfurt et se répandirent dans la Bavière en 1433.

Ainsi donc, sauf en Suisse, où, si l'on s'en rapporte aux témoignages des chroniqueurs le chiffre des voyageurs

(1) De Laplane, *Histoire de Sisteron*, à l'endroit cité.

s'est élevé à 1.400, à 14.000 et même à 40.000, nous avons vu que presque jamais les bandes qui parcoururent l'Europe en 1417 jusqu'en 1433, ne furent supérieures en nombre à deux ou trois centaines d'individus.

M. Bataillard avait, dans ses premiers travaux (1), fixé entre 600 et 1400 les limites du chiffre probable des Bohémiens, présents en Europe, à cette époque. Depuis lors il a apporté une estimation moins imprécise, et a réduit ses prévisions premières. « Ce fut, dit-il, un nombre très restreint de Bohémiens qui parcoururent les pays d'Occident, pendant la première période de 1417 à 1438, allant dans tous les sens, ne se fixant dans aucun lieu, revenant souvent dans les villes où ils avaient été le mieux reçus (2). »

Et l'auteur, d'après les derniers documents recueillis, estime que ce nombre se place entre 200 et 400, au grand minimum.

A considérer le peu d'importance des tribus bohémiennes qui sillonnèrent les diverses contrées d'Europe, dans le premier tiers du x^v^e siècle, il n'est pas invraisemblable de supposer que ces premières troupes n'étaient que des colonnes d'exploration, envoyées en avant avec la mission d'explorer les pays nouveaux, de préparer la marche de l'armée elle-même, du peuple des Bohémiens.

Ce n'est, en effet, qu'un peu avant la première moitié du x^v^e siècle que commença l'invasion véritable des Egyptiens

(1) Bataillard, ouvrage cité, page 525.

(2) Bataillard, *Les débuts de l'immigration des tsiganes dans l'Europe occidentale au x^v^e siècle*, page 14.

dans l'Europe occidentale et septentrionale, et leur établissement dans l'Europe entière. M. *Bataillard* reconnaît que l'on ne peut indiquer à quel moment précis, se prononça ce grand mouvement de la migration générale (1). Cependant il incline à penser que ce fut en 1438, car en cette année-là on vit affluer en nombre assez considérable dans la Bavière, dans la Bohême et dans l'Autriche occidentale, des Bohémiens conduits non plus par un duc ou par un comte, mais par un roi, un petit roi, disent certains auteurs, le roi Zindl. Et l'auteur ajoute, que selon toute apparence, il ne s'agissait plus de la visite d'une bande plus ou moins nombreuse, mais du commencement de l'invasion générale (2).

Dès lors, la foule des Bohémiens alla sans cesse en grossissant, puisque les premiers venus, oubliant le chemin du retour, ne cédaient point la place à ceux qui affluaient sans cesse. Quand les Egyptiens furent en assez grande quantité dans les nations, où nous les avons vus passer et repasser, ils se répandirent dans des pays plus éloignés de leur premier centre d'action, en Espagne en 1447, en Angleterre en 1450.

Les habitants de chaque pays nouveau qu'ils visitèrent, donnèrent aux errants un nom différent, que, pour la plupart, ils conservèrent jusqu'à nos jours. « Les Français, écrit *de Kogalnitchan*, les appelèrent Bohémiens, les Anglais les nommèrent Cypsiens, les Allemands Zigenner, les Italiens Zingari ou Zingani, les Espagnols Gitanos, les

(1) Bataillard, ouvrage indiqué ci-dessus, page 11.

(2) Bataillard, *De l'apparition et de la dispersion des Bohémiens en Europe*, page 528.

Grecs modernes Κατζίβελοι, les Polonais Zigani, les Hongrois Pharáo Nemzetség ou race de Pharaon, les Russes Tziganes, les Turcs Tschinghené, les Hollandais Heydens ou païens, les Danois et les Suédois Tartares, les Maures et les Arabes Charami ou brigands, les habitants de la petite Bucharie Djaii, enfin les Romans ou les Valaques et les Moldaves Çigani, d'où ils ont fait le mot français Cigains » (1).

(1) *Esquisse sur l'histoire, les mœurs et la langue des cigains, connus en France sous le nom de Bohémiens*, par M. de Kogalnitchan, page 2, Berlin, 1837.

CHAPITRE IV

PREMIÈRE SECTION

Date de l'apparition des Bohémiens dans les régions de l'Europe orientale ?

Nous avons écrit au début de ce chapitre que les premiers Bohémiens, parus dans l'Allemagne du Nord, venaient des bords de la mer Noire.

C'était, nous le savons, un fait admis par tous les historiens, que c'était dans cette région voisine de la mer Noire que les étranges voyageurs s'étaient d'abord montrés aux yeux des Européens.

Mais il est une question fort intéressante qui n'a pu être résolue d'une façon précise : A quelle date eut lieu cette arrivée des Bohémiens dans l'Europe orientale ? Cette étude se confond d'ailleurs avec celle de l'origine. L'une et l'autre sont encore enveloppées d'une obscurité profonde.

L'historien allemand *Grellmann*, constatant que ce fut à partir de l'année 1417 qu'eurent lieu dans les divers pays de l'Europe occidentale les apparitions des Bohé-

miens, estimait que cette date de 1417 était aussi celle de leur venue dans l'Europe orientale. Il se basait sur ce fait qu'à Bologne, en 1422, les nomades affirmaient qu'ils avaient erré pendant cinq ans à travers le monde avant d'arriver en cette ville, et il pensait qu'il n'y avait aucune raison de croire au mensonge ou à l'erreur des intéressés, sur ce point (1). Mais nous, qui savons qu'en 1427, à Paris, les voyageurs expliquaient encore qu'« ils furent avant cinq ans par le monde qu'ils venissent à Paris », nous sommes moins sûrs qu'on doive accorder confiance à cette affirmation.

Il semble à peu près certain, et les travaux les plus sérieux ont essayé de l'établir, que pendant longtemps, avant qu'ils ne parussent dans l'Ouest de l'Europe, les Bohémiens séjournèrent dans la partie du monde où se rejoignent l'Europe, l'Asie, l'Afrique, couvrant de leurs troupes l'Asie mineure, l'Egypte, les régions voisines de la mer Noire et jusqu'aux îles de la Méditerranée orientales (Crète et Chypre) (2).

« Les Bohémiens existaient en Europe orientale de temps immémorial (3) ; » mais c'est là tout ce que les chercheurs les plus sérieux ont pu affirmer. Il paraît impossible d'établir, d'une manière précise, à quelle époque les Egyptiens passèrent en Europe. Que leur présence

(1) Grellmann, *Histoire des Bohémiens*, p. 208.

(2) Bataillard, *Nouvelles recherches sur l'apparition et la dispersion des Bohémiens en Europe*, Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, tome I^{er}, troisième série, page 15.

(3) Bataillard, *Sur les origines des Bohémiens ou Tsiganes avec l'explication du nom Tsigane*, lettre à la *Revue critique*, Paris, 1875, page 12.

dans les contrées qui forment la partie Est de notre continent ait été bien antérieure à l'année 1417, cela paraît indéniable !

M. *Bataillard* affirme que des Bohémiens vivaient dans les îles de la Méditerranée orientale dès la première moitié du xvi^e siècle. « Cette race habitait l'île de Chypre en 1332, c'est un fait acquis (1). » Et pour l'établir, l'auteur fait état de plusieurs documents : relations de voyages faits vers 1550 à travers l'île de Chypre, par deux voyageurs différents, — description de l'île par un homme qui l'avait longtemps habitée, — acte daté de 1468 du roi Jacques de Lusignan qui accordait à un de ses officiers le droit payé au trésor royal par « les Bohémiens ».

En remontant de la Méditerranée au Danube, M. *Bataillard*, tient pour établie la présence des Bohémiens en Valachie au milieu du xiv^e siècle. Enfin, il n'est pas éloigné de croire qu'une charte de 1256, émanée de Boleslas V, dit le Chaste, roi de Pologne, est dirigée contre les Bohémiens, que le texte désignerait sous le nom de Szalassii (2).

(1) Bataillard, *Nouvelles recherches*, page 22.

(2) Bataillard, *Nouvelles recherches*, page 34.

DEUXIÈME SECTION

Quelle fut l'origine des Bohémiens ?

D'après les récits des Egyptiens eux-mêmes.

Origine égyptienne.

L'étude de l'origine des Bohémiens a des racines naturelles dans la partie du sujet que nous venons de voir. Elle est plus mystérieuse encore que la question de la première apparition des errants en Europe. Cela s'explique par ce fait qu'« elle est plutôt une question d'ethnographie et de philologie qu'une question proprement historique : on ne peut pas la traiter par les documents ; elle doit l'être par la méthode des rapprochements et par la voie des théories (1) ».

Dans les récits des Bohémiens eux-mêmes, qui les premiers apparurent en Europe, ne peut-on trouver quelque élément permettant d'arriver à faire la lumière ?

Suivant *Munster* (2), les Egyptiens rencontrés en 1417 dans le voisinage de la mer du Nord, disaient que « pénitence leur (avait été) enjointe de circuir le monde comme pèlerins et allans en voyage, et que premièrement ils (étaient) sortis de Basse-Egypte ».

(1) Bataillard, *Recherches*, page 440.

(2) Munster, *Cosmographie*, à l'endroit indiqué.

Cette origine qu'ils donnèrent tout d'abord à leur race, les Bohémiens eurent le soin, dans la suite, de ne jamais la contredire. Elle faisait partie de tout un système ayant pour but d'expliquer leur départ de leur pays et les conditions de leur pèlerinage. Les récits, que répétaient les errants, communiquaient à leur voyage un caractère en quelque sorte religieux. Ils comptaient bien tirer de cette circonstance tout le profit possible ; et il importait donc beaucoup de ne point varier la fable.

Les chroniqueurs qui décrivent le passage des errants, après leur sortie d'Allemagne, rapportent que les Bohémiens racontaient à tout venant qu'ils étaient originaires de l'Egypte (1). A Augsbourg, le 1^{er} novembre 1418, ils se donnaient pour des exilés de l'Egypte mineure et pour des gens habiles dans l'art de deviner. C'est un récit analogue que les Bolonais entendirent, et que les Bohémiens apportèrent jusqu'à Rome, aux pieds du Saint Père. Celui-ci voulut bien se laisser convaincre, et sur les lettres de protection qu'il accorda aux voyageurs, il consigna tout au long l'histoire de leurs péchés, de leurs malheurs et de leur « repentance ».

Quand, vers 1438, les flots plus nombreux des envahisseurs commencèrent à se répandre sur tout le monde civilisé, les derniers venus se gardèrent bien de ne pas confirmer, quant à leur pays d'origine, les fables merveilleuses de ceux qui les avaient précédés. Comme les premiers Bohémiens ils prétendirent arriver d'Egypte.

(1) Bataillard, *Recherches*, page 467.

Et même encore au xix^e siècle, les Egyptiens n'avaient-ils pas conservé les récits qui avaient autrefois fait la gloire de leurs ancêtres ? « Nous sommes, affirmaient-ils il y a moins de cent ans, originaires de l'Egypte et le premier pays que nous avons habité en Europe est la Hongrie. Notre passage en Europe eut lieu dans le temps que l'Empereur d'Autriche était en guerre avec le grand Sultan (1). »

Peut-être, après tout, les Bohémiens ne mentaient-ils pas, quand ils affirmaient qu'ils venaient d'Egypte. Nous avons vu qu'avant de se diriger vers l'Europe occidentale, où ils n'apparurent qu'en 1417, ils séjournèrent longtemps dans cette partie du monde où l'Europe, l'Asie et l'Afrique se rejoignent. Les bandes des nomades couvrirent les contrées de l'Egypte, pendant de longues années, et pour beaucoup l'Egypte ne fut-elle pas le pays de naissance ?

Quoi qu'il en soit, l'origine égyptienne des Bohémiens fut admise par presque tous les contemporains de leur arrivée en Europe. Dans les œuvres des auteurs du xv^e et du xvi^e siècle, elle est mentionnée. Il est vrai, que la plupart consistent les dires des Bohémiens, sans les discuter.

D'après l'opinion des auteurs modernes.

Origine indienne.

Il est curieux de constater comment les nomades, obéissant, semble-t-il, à quelque ordre tout puissant, allèrent

(1) Bataillard, *Recherches*, page 452.

colporter aux quatre coins d'Europe une fable toujours semblable. Pourtant il y eut des dissidents : Les Bohémiens qui arrivèrent le 1^{er} août 1422 à Forlì, sur la route de Bologne à Rome, si l'on s'en rapporte à un chroniqueur, *Fra Geronimo*, disaient « être de l'Inde (1) ».

Cette affirmation est fort intéressante, non seulement parce qu'elle indique une divergence, mais parce qu'elle se rapproche de l'opinion des auteurs modernes qui se sont occupés de l'origine des Bohémiens.

En effet, « presque tous les travaux sérieux où l'origine des Bohémiens a été traitée depuis la fin du dernier siècle (xviii^e siècle) donnent pour conclusion que ces vagabonds viennent de l'Inde (2) ».

Grellmann est un des premiers auteurs qui se sont efforcés de prouver l'origine indienne des Bohémiens. Il considère « qu'un des moyens les plus infaillibles de connaître l'origine des Bohémiens serait de découvrir le pays où leur langue était parlée le plus généralement. « Ce pays ne peut être que l'Hindoustan » affirme-t-il (3). Et il entreprend de le démontrer par une comparaison du langage des Bohémiens avec celui des Hindous. De cette comparaison l'auteur se montre satisfait. Elle suffirait, dit-il, « pour nous convaincre que ce peuple vagabond est venu de l'Hindoustan (4) ». Mais il a soin d'ajouter qu'il est indéniable au surplus que « les Bohémiens et les indigènes de l'Hindoustan se ressemblent par le teint, la fi-

(1) Bataillard, *Recherches*, page 474.

(2) Bataillard, *Nouvelles recherches*, page 48.

(3) Grellmann, *Histoire des Bohémiens*, page 284.

(4) Grellmann, *Histoire des Bohémiens*, page 319.

gure, ainsi que par leur caractère timide et poltron (1) ».

Les uns et les autres, quand ils exercent le métier de forgerons, emploient les mêmes outils ; « le forgeron de l'Inde se sert de la même espèce de soufflets que le Bohémien et ils en ont, l'un et l'autre, deux ».

L'historien allemand fait plus que de prouver l'origine indienne des Bohémiens ; il veut démontrer que nos nomades sont issus de la plus basse classe des Hindous, celle des Suders (2).

Nous ne nous attarderons pas à examiner les raisons qui ont amené *Grellmann* à cette conclusion.

Pourquoi et dans quelles conditions les errants avaient-ils quitté leur pays ? « Si, en réfléchissant sur l'émigration des Bohémiens, dit *Grellmann* (3), on n'est pas porté à croire qu'ils furent déterminés par une aveugle impulsion à quitter tout d'un coup leur pays natal, on ne saurait attribuer cette désertion simultanée à aucune autre cause plus plausible qu'à la guerre portée dans l'Inde par Timur Bec ; et la date de leur arrivée en Europe l'indique visiblement. C'est en 1408 et 1409 que ce conquérant ravagea l'Inde ; et comme lui-même s'était imaginé, et qu'il avait persuadé à ses troupes qu'il n'avait entrepris cette expédition contre l'Inde que pour y répandre la religion mahométane, sa guerre dut être assez oppressive pour donner lieu à une semblable émigration. Non seulement tous ceux qui offrirent quelque résistance furent détruits par le fer, mais on réduisit à l'esclavage les habitants qui

(1) *Grellmann, Histoire des Bohémiens*, page 320.

(2) *Grellmann, Histoire des Bohémiens*, page 328.

(3) *Grellmann*, page 341.

s'étaient volontairement soumis ; et de ces esclaves cent mille furent mis à mort peu de temps après. Comme cette extrême barbarie répandit la terreur dans tous les esprits, il était naturel qu'un grand nombre d'habitants cherchât à se sauver ».

C'est aussi à l'opinion de l'origine indienne des Bohémiens que s'est rangé un auteur cité par M. *Bataillard*, *Pott* (1).

Pott cite un historien arabe du x^e siècle qui raconte que Bahram Gur, roi de Perse, qui régna de 420 à 440, trouvant que ses sujets avaient un sort digne d'envie à cela près qu'ils manquaient de musique dans leurs festins, fit venir de l'Inde douze mille musiciens nommés *Zuth*. Ces *Zuth*, ajoute l'auteur, sont une race d'hommes de l'Inde ; la véritable prononciation de ce mot est *Djatt*, mais les Arabes prononcent *Zoth*. Or dans le dictionnaire français-arabe on trouve : « Bohémien, Arabe vagabond, Tchighiané, qui dit la bonne aventure, vole, etc., se dit, à Damas, *Zotty*, au pluriel *Zott* (2). »

Il y aurait donc identité entre ces *Djatt* et les Bohémiens.

Cette opinion de *Pott*, M. *Bataillard* la rapporte mais il ne l'admet pas, du moins comme étant scientifiquement démontrée. « Cette thèse n'est, dit-il, que vraisemblable et il faudrait de nouveaux éléments d'information pour la rendre certaine (3). » Sans contester que les Bohémiens

(1) *Bataillard*, *Nouvelles recherches*, page 50.

(2) *Bataillard*, *Nouvelles recherches*, page 51.

(3) *Bataillard*, *Sur les origines des Bohémiens*, page 12.

aient primitivement habité l'Inde, comme le prouvent leur langue et quelques autres indices, il nie qu'on puisse suivre la trace de leurs premières migrations et découvrir dans l'état actuel de la science aucune trace de leur apparition dans le Sud-Est de l'Europe, d'où il est certain qu'ils vinrent en Occident, dans le cours du xv^e siècle.

Les Bohémiens existaient dans la région du Sud-Est de l'Europe aussi bien que dans l'Asie Mineure, dans le Caucase et dans les îles de la Méditerranée orientale, de *temps immémorial*. On les y retrouve « dès le temps d'Hérodote, sous le nom de Sigynes, dont l'identification avec le nom de tsiganes, qui est appliqué aux Bohémiens dans toute l'Europe orientale, ne peut faire aucune difficulté, et dès le temps d'Homère, sous le nom de Sinti (Σίντιες) qui est encore aujourd'hui l'un des principaux noms ethniques que les Bohémiens se donnent eux-mêmes et celui qu'ils gardent avec le plus de mystère ».

Et M. Bataillard conclut : « Je ne fais aucun doute que les Sigynes ou Sigynnes (quelquefois Sigymnes) et les Sinti ou Sindi, que plusieurs auteurs de l'antiquité grecque signalent, quelquefois côte à côte, dans les régions du Caucase, dans l'Asie Mineure, en Thrace, dans certaines îles de la Méditerranée orientale, dans les contrées du Bas Danube et jusqu'au voisinage de l'Adriatique, c'est-à-dire, dans les contrées qui sont restées les centres principaux de la race bohémienne, ne fussent des ancêtres de nos Bohémiens...

Quant à la lacune qui semblait infranchissable entre les Sigynes et les Sinti de l'Antiquité et nos Bohémiens

modernes, elle est en grande partie comblée par ces hérétiques du Moyen Age byzantin dont le nom d'Athingans ou Azingans est identique à celui des Bohémiens, tel qu'il se retrouve dans d'anciens documents roumains des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles et jusque dans la forme actuelle du nom des Tsiganes, en Grèce (1) ».

(1) Bataillard, *Sur les origines des Bohémiens*, pages 14-15.

CHAPITRE V

Caractère religieux que les Bohémiens attribuèrent dès l'origine à leur course à travers le monde.

C'était des « penanciers » les douze cavaliers, qui se présentèrent devant Paris le 17 août 1427 « lesquels se disoient très bons chrestiens » et remplissaient « la penance d'aller sept ans ensuivant parmi le monde, sans coucher en liet ».

Encore que la splendeur de leurs vêtements, l'étrangeté de leur caravane, et l'orgueil qu'ils affectaient, ne convinssent que médiocrement à des pèlerins parcourant le monde en expiation de leurs péchés, l'accomplissement d'une pénitence fut pourtant la raison que les Bohémiens donnèrent de leur voyage, à ceux qui eurent la curiosité de les interroger.

Cette qualité de pèlerins, nos voyageurs l'invoquèrent dès leurs premiers pas dans l'Europe chrétienne. Dans tous les pays qu'ils traversèrent, dans toutes les villes où ils furent accueillis ils ne manquèrent jamais de s'en ré-

clamer. Ils semblaient en connaître toute la valeur ; et de fait, une pénitence à accomplir, une pénitence imposée par le Saint Père, on conçoit aisément que ce devait être aux yeux des hommes de cette époque un titre à bien des tolérances, à bien des faveurs. A cause du caractère de leur mission, il est certain qu'aux Bohémiens s'attacha quelque chose de ce respect et de cette considération qu'on accordait alors à tout ce qui touchait de près ou de loin à la religion.

Ce fut là une raison suffisante pour laquelle nos voyageurs reçurent presque toujours un accueil favorable de la part des habitants des nations parcourues. Et cela est d'autant plus certain, qu'ils avaient eu cette habileté profonde de faire donner en quelque sorte à leurs récits un caractère d'authenticité, qui devait leur permettre de forcer plus aisément encore la crédulité des foules.

Lettres de protection de l'Empereur.

Les Bohémiens, dès le début de leur course, nous l'avons vu, étaient munis de lettres de protection de l'empereur Sigismond. Ces lettres, ils avaient eu soin de s'en munir avant d'entreprendre à travers le monde leur interminable randonnée. En partant des bords de la mer Noire, ils avaient dû tout d'abord rechercher la faveur de quelque petit prince ; et, forts de sa recommandation, faire route ensuite vers Lindau, où se trouvait alors l'empereur.

Les lettres que celui-ci leur délivra durent être datées de l'année 1417. Nos gens surent inspirer une telle con-

fiance au monarque que celui-ci coucha tout au long, dans les sauf-conduits, le récit qu'ils lui firent de leurs voyages et de leurs aventures. C'était là une attestation précieuse qu'ils disaient la vérité. Les errants n'allaient pas manquer de s'en servir. Et de fait il n'est pas un chroniqueur qui ne raconte que les Egyptiens étaient nantis de passeports de l'Empereur Sigismond.

Au début de l'année 1422, le hasard de leur course entraîna les vagabonds loin de l'Empire, hors duquel les lettres impériales n'avaient sans doute qu'une médiocre influence. De plus ces certificats étaient vieux de cinq années déjà. Nos Bohémiens songèrent alors à se mettre sous la protection du pape lui-même. Il leur sembla tout à coup indispensable de posséder de lui aussi des lettres de protection. Et ce fut pour les obtenir qu'ils entreprirent le voyage de Rome.

Lettres de protection du pape.

Au mois d'août ou de septembre 1422, le pape Martin V fit droit à la requête de ceux qui étaient venus de si loin l'implorer et signa des passeports aux Bohémiens. Que contenaient exactement les lettres du Saint Père ? D'elles, non plus on n'a pas de copie.

Par le témoignage du *Bourgeois de Paris* nous savons qu'elles renfermaient, entre autres mentions, l'ordre « que tout evesque et abbé portant crosse donroit pour une fois dix livres tournois » à tout Bohémien se présentant à lui.

On sait aussi par une délibération des membres de

l'Echevinage de la ville d'Amiens en date du 27 septembre 1427, qu'elle donnait du pèlerinage des Egyptiens le même système d'explications que les lettres de l'Empereur. Aux termes de la délibération, les échevins, « sur le vu de ladite lettre du Saint Père », attestaient que c'était pour ne pas avoir voulu délaïsser la foi chrestienne que le comte d'Egypte et ceux de sa compagnie, qui sollicitaient de la ville un bon accueil et des secours, avaient été chassés de leurs pays ». « Et, ajoute la délibération, requerroit nostre dict Saint Père qu'on le souffresit (le comte) et laissât passer pour son voyage qu'il avoit intencion de faire, et qu'on feist à lui et à ceulx de compagnie omasne pour leur aider à vivre, et qu'à ceulx qui ce feroient nostre dict Saint Père donnoit indulgence et pardon de leurs péchiez (1). »

Lettres de protection du roi de France.

Les Bohémiens, en gens prudents, ne se bornèrent pas à solliciter des lettres de l'Empereur et du pape. Ils en réclamèrent, cela est très probable, à tous les princes sur les terres desquels ils passaient. Il est certain qu'ils en obtinrent des rois de France.

Plusieurs documents permettent de l'affirmer, encore qu'on n'ait remis au jour aucune lettre pareille.

C'est d'abord *Grellmann* qui rapporte que « *Wehner* assure que les Bohémiens de France produisirent d'an-

(1) Bataillard, *Les débuts de l'immigration des Tsiganes dans l'Europe occidentale au xv^e siècle*, page 8.

ciens privilèges qui leur avoient été accordés par les rois de ce pays (1) ».

Une pièce, datée du 8 août 1504, laisse entendre, à n'en pas douter, que les Bohémiens étaient, au moins dès cette époque, porteurs de lettres du roi de France. Il s'agit d'un acte intitulé : *Assignation du paiement des frais d'un ordre contre les Egyptiens*, par lequel il est accordé, à différentes personnes, de petites sommes pour la copie et l'envoi d'un ordre du roi, de juillet 1504, enjoignant aux autorités de chasser de Normandie les vagabonds connus sous le nom d'Egyptiens (2). Cette assignation rappelle dans son texte, le contenu des lettres missives ordonnant que les Bohémiens « fussent chassez, destroussez et vuydez hors, nonobstant aucunes lettres qu'ils pourroient avoir du dit seigneur, lesquelles ont esté cassées et adnullées ».

Ces lettres « cassées et adnullées » n'étaient-elles pas, à coup sûr, des lettres de protection ?

On a un autre document très curieux que nous aurons l'occasion d'examiner plus longuement. C'est une question juridique posée dans le *Dictionnaire des Arrêts ou Jurisprudence universelle et autres tribunaux de M. Pierre Jacques Brillou* (3) : « Si l'on peut faire le procès aux Egyptiens et aux Bohémiens, ayant permission du Roy d'aller par toute la France ; et si faisant des vols, ils

(1) Grellmann, page 219.

(2) *Mémoires de la Société Royale des Antiquaires de France*, tome XVIII, tome VIII de la nouvelle série, Paris, 1846.

Pièces inédites provenant de l'ancienne Chambre des Comptes de Paris, page 483.

(3) Paris, 1727, tome I^{er}, page 947, nouvelle édition.

peuvent être arrêtés par le Prévôt des Maréchaux » ? Cette permission du Roy d'aller par toute la France n'était-elle pas une sorte de passeport analogue à ceux de l'Empereur et du Pape ?

Ainsi, munis de lettres de protection des petits princes du pape, de l'Empereur, du roi de France, les Bohémiens durent rencontrer, en tous lieux, un accueil assez favorable.

Il est vrai que la considération, dont ils pouvaient se croire l'objet, s'adressait plutôt au caractère quasi religieux de leur voyage, ou aux sauf-conduits qu'ils exhibaient. Il est plus que probable qu'au bout de peu d'années les Bohémiens furent partout jugés à leur valeur. Le chroniqueur *Wurtisen*, qui les vit à Bâle, en 1422, au moment cependant où ils venaient de recevoir la bénédiction du Saint Père, n'a-t-il pas écrit : « C'est à cause de ces saufs-conduits qu'on laissa passer ces vagabonds, quoiqu'au déplaisir des paysans (1) » ?

Et même, en certains lieux, les lettres n'opérèrent pas leur effet magique. N'est-il pas extrêmement curieux de voir en 1427, les Bohémiens, protégés par l'Empereur et le pape, excommuniés par l'évêque de Paris, et cette excommunication s'étendre même aux personnes qui s'étaient fait dire la bonne aventure (2) ?

(1) Bataillard, *Recherches*, page 475.

(2) Bataillard, *Les débuts de l'immigration des Tsiganes*, page 11.

Impunité des Bohémiens.

Voyant, à la faveur de leurs passeports, s'ouvrir devant eux les villes et les châteaux les mieux clos, nos gens pouvaient-ils ne pas croire que tout devait leur être permis? *Muratori*, un chroniqueur italien, que cite *Grellmann* (1), écrit que les Bohémiens avaient un décret du roi de Hongrie, grâce auquel ; ils pourraient, durant sept ans, et partout où ils iraient, se livrer au vol, sans encourir les rigueurs de la justice. (*Aveano un decreto del re di Ungheria per vigore di cui poteano rubare per tutti que, sette anni per tutto dove andassero, e che non potesse esserefatta loro gustizia*). Il est certain que cette phrase de *Muratori* ne peut pas être considérée comme l'interprétation de la volonté du prince signataire des lettres. L'auteur a voulu ou bien rapporter la prétention émise par les Bohémiens, ou constater une situation de fait résultat de l'usage des passeports impériaux.

Les deux traductions sont exactes :

Dans des lettres de rémission, datées du mois de décembre 1453, accordées à un sieur Mengin Gineval, pour meurtre d'un Egyptien, nous avons un récit fort intéressant qui montre la façon dont nos pèlerins se présentaient aux portes des villes pour demander « aumône et logement » : « Le mercredi devant la feste, Saint-Martin d'iver derrenièrement passé, environ heure de prime,

(1) *Grellmann*, page 221.

plusieurs Egiptiens vulgaument nommez Sarrazins, qui avoient esté logiez en la ville de Courtisolt, arrivèrent à l'entrée de la ville de la Chappe en entencion de y estre logiez ; entre lesquels en y avoit aucuns qui portoient javelines, dars et autres habillemens de guerre. Et s'efforcèrent par parolles de vouloir logier en icelle ville, tant ceulx qui estoient venuz premiers, estans environ dix ou douze, comme plusieurs autres de leur compagnie qui venoient après, faisans en tout jusques au nombre de soixante à quatre vins personnes ou environ... Et incontinent que les Egiptiens furent arrivez, et qu'ilz s'efforcèrent de logier comme dit est, par Jehan le Nobertier, procureur commis de par nous (le roy) en ladite ville, leur fut (*sic*) et remonstré que, n'y avoit pas longtems, ilz ou aucuns de ladite compagnie ou autres semblables avoient esté logiez illec, et y avoient fait plusieurs maulx en desrobant.

... « Bref, le procureur royal s'efforça d'éloigner, en y mettant mille formes de politesse, les hôtes peu recommandables que la ville ne désirait pas recevoir.

« Mais ce nonobstant, lesdits Egiptiens persistèrent toujours en leurs propos de vouloir en ladicte ville, et y eust plusieurs paroles injurieuses et haultaines dictes et proférées d'une part et d'autre. »

Finalement nos gens voyant « que ce n'estoit pas le plaisir desdiz habitans qu'ils feussent logiez en ladite ville, s'en retournèrent » (1). On peut, sans médire affirmer que ce n'était guère là manières de pèlerins humbles et repentants.

(1) Bataillard, *Recherches*, page 531, en note.

D'autre part, les Bohémiens, qui se signalaient partout par des larcins innombrables, étaient sûrs d'une impunité à peu près absolue. En France même, cette impunité était tellement certaine, si solidement établie qu'on pouvait presque la considérer comme une règle juridique. N'est-il pas extraordinaire de voir en 1599 le Parlement de Paris discuter ce point de droit : « Si aux Egyptiens et Bohémiens, l'on peut faire le procès, ayans permission du Roy d'aller par la France, et faisans des voleries et s'ils peuvent estre pris par le Prevost des Mareschaux ? »

Par arrêt du 20 novembre, la cour décida que « le procès serait fait et parfait par le commissaire qu'elle députeroit ; et cependant ordonna au Prévôt de rétablir les chevaux et autres meubles pris (1) ».

(1) Pierre-Jacques Brillon, ouvrage cité, page 947.

J. Bouvot dans le *Nouveau Recueil des Arrest de Bourgogne ; où sont contenues diverses notables questions de Droit, tant coustumier que romain*, Genève, MDCXXVIII, tome II, page 1195, au mot : voleurs voleries, rapporte la question que trancha le Parlement par l'arrêt du 20 novembre 1599 et ajoute le commentaire suivant : « Quant aux Egyptiens, l'on disoit qu'ils estoient descendus de Cam, maudits de Dieu avec les Juifs, et que pour péché ils avoient esté contraints d'aller et voyager par le monde, et qu'il ne faloit contrevenir à la volonté de Dieu, les ayant maudit eux et leurs enfants : et que ce seroit violer le droict des gens, de faire tort à ceux qui vaguent par les champs pour faire pénitence, par le moyen et sous l'assurance de la loy du Prince...

*Appréciations portées sur les Bohémiens
par divers auteurs.*

Et pourtant les auteurs (1) sont unanimes à reconnaître le véritable caractère des Bohémiens. Sous leur plume,

(1) En citant ce qu'ils ont écrit relativement aux Egyptiens, nous verrons à la fois les excès, de toutes sortes auxquels se livraient les errants, l'appréciation portée sur eux par les hommes du temps et les mesures préconisées par les jurisconsultes pour débarrasser la France de ce fléau.

Sans donner en son entier le passage de Munster (dans sa *Cosmographie*) qui n'a cru devoir parler des Bohémiens que pour mettre les foules en garde contre les larçons de « ces babouins, vilains gens, infâmes, sorciers, larrons et qui ne sont point renommez par aucune chose honneste... », constatons que, dès la deuxième moitié du xvi^e siècle, Pasquier pouvait s'étonner de l'impunité des Egyptiens.

« Et est une chose estrange, écrit-il (*Recherches de la France*, tome I^{er}, Livre IV, chap. xix, page 407) que ces misérables voyageurs, sans assurance de feu et lieu, font une perpétuelle profession de mendicité, de larcin et d'oysiveté, et encore plus estrange qu'au veu et sceu de nos magistrats, ils ont rodé en cette France, par l'espace de cent ou six vingts ans et plus sans avoir autre adveu de leur pénitence, sinon celui que par une sottie renommée, ils avoient imprimé depuis ce temps-là dans nos testes, disant que les sept ans de pénitence qui furent ordonnez aux premiers, alloient de succession en succession. »

Bodin, au livre cinquième « de la République » (*Les six livres de la République* de Jean Bodin-Angevin, ensemble une apologie de René Herpin. — A Paris, chez Jacques du Puys, libraire, juré, à la Samaritaine, 1583), après avoir indiqué les moyens qui, selon lui, sont les plus favorables pour obtenir un bon gouvernement et « pour obvier à la poureté extrême de la plus-part des subiects et aux richesses excessives d'un petit nombre » écrit : « Je n'ay parlé que des subiects cy dessus : mais il faut

quand ils parlent de ceux-ci, reviennent constamment les expressions : « Vagabonds, voleurs, bandits ».

Il est certain, qu'au moins à partir du xvi^e siècle, les

aussi prendre garde que les estrangers ne prennent pied au Royaume, et qu'ils n'acquierent les biens des subiects naturels : et qu'on ne souffre les vagabonds, qui se desguisent en Egyptiens, et en effect ne sont rien que voleurs : contre lesquels l'Ordonnance faicte à la requeste des estats d'Orléans, porte inionction aux magistrats et gouverneurs de les chasser hors du Royaume : comme il fut aussi ordonné en Espagne par édict de Ferdinand l'an mil quatre cents quatre vingts et douze, portant ces mots ; *Que los Egyptianos con Senóres Salgan del Reyno dentro sessenta dias* : ceste vermine se multiplie aux monts Pyrenees, aux Alpes, aux monts d'Arabie et autres lieux montueux et infertiles : et puis après, descendent comme des mouches guespes, pour manger le miel des abeilles. »

Ce passage de Bodin attire une remarque et demande des explications... on lit « vagabonds qui se desguisent en Egyptiens et en effect ne sont rien que voleurs... »

Quand, plusieurs années après qu'ils se furent répandus en Europe, les Bohémiens se furent signalés en tous pays par des méfaits sans nombre, ceux qui avaient conservé d'eux une opinion favorable, furent bien obligés d'en changer. Mais comment pouvait-il se faire que ces « tenanciers » partis à travers le monde pour obtenir, de Dieu, le pardon de leurs fautes et, du pape, la permission de retourner en leur patrie, ne fussent que des vagabonds, des voleurs, des bandits ? Admettre cela, semblait inconciliable avec le caractère quasi-religieux que revêtait la personne des Bohémiens. C'est alors que se forma dans le peuple cette croyance que les Egyptiens, qui en 1422 étaient allés se prosterner aux pieds du Saint-Père, avaient bien accompli leur pénitence comme il avait été ordonné, et, les sept années écoulées, étaient rentrés dans leur pays.

Sans examiner ce que cette opinion contenait d'exactitude ou même de vraisemblance, il faut cependant constater qu'elle dut être assez répandue. Bodin, écrivant en 1583, s'en est certainement inspiré, quand il parle de ces « vagabonds qui se desguisent en Egyptiens ».

Corneille Agrippa dont le livre est de 1617 (*Paradoxe sur l'in-*

nomades étaient considérés comme constituant par leur présence un danger, dont chaque nation devait s'efforcer

certitude, vanité et abus des sciences, traduit en français, du Latin, de Henry Corneille Agrippa [œuvre qui peut profiter et qui apporte merveilleux contentement à ceux qui fréquentent les cours des grands seigneurs, et qui veulent apprendre à discourir d'une infinité de choses contre la commune opinion] 1617) ne nous dit pas s'il considérait comme authentiques les Egyptiens qui parcouraient de son temps le Royaume de France, mais son opinion sur eux n'est pas meilleure que celle de Bodin. Après avoir décrit les divers artifices employés par les mendiants pour attirer la pitié (Chapitre LXV, page 216), il ajoute : « Il y a, en outre certains belistres ennemis du travail et pour fuir iceluy, lesquels expressément entreprennent des voyages sans ombre de dévotion, et courent les Provinces, exercâs une belistrerie oiseuse, caymâdant de porte en porte. Lesquels se plaisent tât en ceste facô de vivre, qu'ils ne changeroient point leur condition à celle des Roys, tant est grande leur liberté d'aller partout où ils veulent, soit en temps de paix ou de guerre, et de faire ce qui leur plaist en tous jeux, francs de toutes impositions, charges et servitudes publiques, libres et garantis de toutes censures et corrections civiles, hors de cour et de toute juridiction, quelques tromperies, larcins et injures qu'ils passent, bref totalement inviolables, ainsi que saintcs et sacrez. De la troupe desquels plusieurs malheurs sont produits et enormes meschancetez commises : car sous espece de belistres et caymans, ils servent despions par les villes et païs, portent et rapportent nouvelles des ennemis, prompts et adroits à toutes sortes de trahisons. Par iceux souvent est mis le feu dans les villes : ce que l'on a veu advenir en France n'y a pas longtemps, et en la ville de Triers. Souvent les puits et fontaines sont empoisonnez, les fruicts infectez, les bastis envenimez et la peste mise entre les peuples avec grande mortalité. De ceste marque sont ceux que l'on appelle Cingres ou Egyptiens, lesquels

Ayment à caymander, de leurs iogis s'ennuyent,
Quierent les estrâgers et leurs combourgeois fuyent.

Ces gens venus d'une région gisant entre l'Egypte et l'Ethiopie,
Challier

de se délivrer au plus vite et de la façon la plus radicale.
« Et, dit *Grellmann* » comme le bannissement était autrefois une manière de punir qu'on employait souvent, rien n'était plus naturel que de s'en servir également contre les Bohémiens (1). »

estraicts de Chus, fils de Cham, fils de Noé, portent encor la marque de la maladiction de leur progeniteur, meinent une vie vagabonde par toute la terre, se campent hors des villes, aux champs és carrefours, et là dressans leurs loges et tentes, font estat de brigander, desrober, tromper, troquer, amuser le monde en disant la bonne adventure, feignant de deviner par art chiromantique : et par telles impostures mendient leur vie. »

Au début du ^{xviii}e siècle, les Bohémiens ne s'étaient pas acquis une meilleure réputation. Henri Sauval (*Antiquités de la Ville de Paris*) parle longuement des premiers Bohémiens qui parurent à Paris en 1427 « Compagnie de gueux et de coupeurs de bourse » qui « mandioient, voloient, croupissoient dans l'oisiveté et menoient une vie exécrable ». Et il ajoute : « Depuis, leurs semblables, sous le nom de Bohémiennes ou d'Egyptiennes, n'ont pas laissé de rôder impunément en France jusqu'en 1561 et en 1612, qu'aux Etats de Blois, et que par Arrêt du Parlement de Paris, il leur fut ordonné de sortir du Royaume dans deux mois à peine de galeres et de punition corporelle. Avec le temps, nonobstant l'Ordonnance des Etats, elles n'ont pas laissé d'y revenir et nous en voyons tous les étés, sous le nom d'Egyptiennes et de Bohémiennes, ressemblantes en laid, en vêtemens et en façons de vivre aux personnes que je viens de décrire, dire ce qui s'appelle la bonne aventure et prendre tout ce qu'elles peuvent attraper. »

(1) *Grellmann*, page 180.

CHAPITRE VI

PREMIÈRE SECTION

Situation de la France au début du xv^e siècle.

Ravages causés par les errants à travers les campagnes.

Quand les Bohémiens arrivèrent aux portes de Paris, en 1427, la France était alors en pleine guerre de cent ans.

La situation du pays, soumis en partie au pouvoir des Anglais, était lamentable. L'insécurité du territoire s'ajoutait à la misère profonde des habitants. « Jusqu'à six ou huit heures, nul n'osait aller aux champs ou venir à la ville, fust moine, prestre, nonnain, femme ou enfant, qui ne fust en grand péril de sa vie et si on ne lui ostoit la vie, il estoit despouillé tout nu (1). »

Les bandes indisciplinées de routiers, écorcheurs, retondeurs, larrons de toutes sortes, parcouraient les champs. « Si les habitants des villes, dit M. Clément (2),

(1) *Journal d'un Bourgeois de Paris*, cité par Pierre Clément dans son livre *Jacques Cœur et Charles VII*, Paris, 1873.

(2) Ouvrage indiqué, page 90.

n'avaient pas trop à souffrir des excès de ces bandes, à condition toutefois de ne pas s'éloigner des remparts qui les protégeaient, en revanche les bourgades et les campagnes étaient sans cesse pillées et ravagées, non seulement par l'ennemi, mais encore par les troupes françaises, c'est-à-dire, par ceux-là mêmes qui avaient mission de les défendre. »

Cette misère des habitants des campagnes, nous connaissons maintenant assez nos penanciers « d'Egypte, pour ne pas douter qu'elle ait été par eux, accrue. Ils ont dû, comme dit *Adam Théveneau* (1), se « respendre sur le plat pays ainsi que sauterelles pour le manger et décevoir la simplicité du peuple plus grande que dans les villes ».

Il est bien certain que, dès la deuxième moitié du x^v^e siècle, les Parlements et les Etats provinciaux durent percevoir l'écho de doléances et de plaintes nombreuses contre les Bohémiens. La voix affaiblie des paysans ne parvint-elle pas jusqu'au pouvoir royal ? Celui-ci, occupé à chasser définitivement les Anglais du sol de la patrie, était-il par cette besogne distrait des ennemis du dedans ?

Quoi qu'il en soit, plus de cent années s'étaient écoulées depuis l'arrivée des Bohémiens en France, quand la chancellerie royale présenta à la signature du monarque un Edit général de bannissement.

Cet acte, qui porte la date du *24 juin 1539*, est intitulé :

(1) *Commentaire sur les ordonnances contenant les difficultez meues entre les docteurs du Droit canon et civil*, par *Adam Theveneau*, avocat au Parlement, Lyon, 1641, Livre IV^e, page 559.

Edit défendant l'entrée du Royaume aux Bohémiens, et enjoignant à ceux qui y sont d'en sortir. C'est, croyons-nous, la première mesure de réglementation généralisée, prise à l'égard des Egyptiens, considérés en eux-mêmes.

Raisons pour lesquelles le pouvoir royal tarda si longtemps à prendre à l'égard des Bohémiens les mesures nécessaires.

Quand on recherche quelles sont les raisons qui ont retardé si longtemps l'apparition d'une mesure, rendue si nécessaire par les méfaits des errants, il nous semble que l'on peut en apercevoir quelques-unes qui s'imposent à l'attention, d'une manière particulière :

1° L'arrivée des Bohémiens en Europe, dans notre pays du moins, fut lente et successive. Les nomades se sont, pour ainsi dire, infiltrés, d'une façon insaisissable. « Le fait de leur dispersion et de leur véritable établissement ne peut passer pour généralement accompli que vers la fin du xv^e siècle ou le commencement du xvi^e siècle (1). Nous avons vu que, d'après les travaux de M. Bataillard, le nombre des Egyptiens, qui parcoururent l'Europe occidentale, au moins pendant la première période de leur voyage, ne dépassa pas le chiffre de six cents.

Au surplus, nos gens ont eu, de tout temps, cet art que nous leur connaissons, de « se défiler » à travers les campagnes, apparaissant un jour dans un village sans qu'on

(1) Bataillard, *Recherches*, page 536.

les ait vus arriver, décampés le lendemain sans que personne ne les ait aperçus. Ils se signalent en un lieu par des méfaits ; leur bande s'évanouit, chemine d'une façon invisible et se révèle ailleurs par de nouveaux larcins.

Le pouvoir royal, l'ignorant à peu près, n'eut pas à s'émouvoir de cette lente venue des nomades, comme il se fut ému en face du mouvement brusque et tumultueux d'une invasion générale.

2^o Nous avons vu, dans le chapitre précédent, que les Bohémiens étaient arrivés en Europe et en France, sous des auspices très favorables. Les récits fabuleux dont ils étonnaient les foules ; les lettres de l'empereur, celles du pape surtout, faisaient attacher par les gens crédules de cette époque, sinon à leur personne, du moins au caractère de leur mission, une considération profonde. On les méprisait peut-être ces « Egyptiens descendus de Cam, maudits de Dieu avec les Juifs », mais, pour leurs péchés « ils avoyent esté contraincts d'aller et voyager par le monde et il ne faloit contrevenir à la volonté de Dieu ». Ce respect de l'ordre divin n'était que dans l'esprit de la foule. N'avons-nous pas vu que le Parlement de Paris, en 1599, semblait admettre comme une règle supérieure le principe de l'immunité des Bohémiens ?

Il est évident que ce même Parlement devait apporter quelque répugnance à accorder l'enregistrement des édits pris par le pouvoir Royal contre les Egyptiens.

Et pour le pouvoir royal, n'y avait-il pas quelque illogisme à prendre des mesures de rigueur et surtout des

arrêts d'expulsion contre ceux à qui il avait accordé des lettres de protection ?

3° Enfin, il est bien certain qu'à l'origine, les Bohémiens — quand, par hasard, on se résolvait à sévir contre eux — étaient confondus avec les vagabonds de toutes sortes qui infestaient les campagnes du Royaume et jusqu'aux grandes villes. « Vagabonds » c'est une expression que nous avons trouvée sous la plume de tous les auteurs qui ont écrit sur les Bohémiens. Ces gueux, qui prétendaient venir d'Égypte et voyageaient sous les auspices du pape et de l'empereur, étaient bien dignes, en vérité, de fraterniser avec les sujets du « royaume d'Argot ». Les uns et les autres « Argotiers » et Égyptiens, dit Sauval « composoient un Royaume gouverné par un roi et par des officiers » les uns et les autres « mendoient, voloient, croupissoient dans l'oisiveté et manioient une vie exécrable ». Et de fait, nos errants ne tardèrent pas à se mêler aux truands, aux ribaudes, aux larrons de toutes espèces, dont la foule grouillante encombrait les chemins du roi et les rues de Paris. Et le quartier général de tous ces frippons ; la Cour des Miracles, ne tarda pas à abriter trois puissants souverains dont l'un était le Duc d'Égypte et de Bohême, chef de la tribu des Égyptiens, et les deux autres : le roi de Thunes, successeur du grand Coësre, suzerain suprême du royaume d'Argot, et l'empereur de Galilée.

A ces Bohémiens, vagabonds d'une espèce particulière, il est bien probable que l'on appliquait les mesures prises à l'égard du vagabondage. Quand les officiers du Chatelet et les sergents de la prévôté poussaient l'audace jusqu'à pénétrer dans la Cour des miracles, pour y saisir quelque

gueux ou quelque ribaude, ils devaient bien peu s'embarrasser de savoir si leur gibier appartenait à la tribu d'Egypte, à l'Empire de la Galilée ou au royaume de l'Argot.

Et il est bien probable que les juges royaux n'hésitaient pas à envoyer, tout comme les autres argotiers, les « sauterelles d'Egypte » grimacer en place de Grève, au-dessus d'une cravate de chanvre.

Et s'il nous paraît si certain que les Edits et Ordonnances sur le vagabondage se sont appliqués aux Bohémiens, pendant tout le cours du ^{xv}^e siècle et la première moitié du ^{xvi}^e siècle, c'est qu'il semble en avoir été ainsi, encore à la fin du ^{xviii}^e siècle.

En 1870, *Muyart de Vouglans*, faisant le commentaire des *Lois criminelles de France*, écrit à propos de la *Déclaration du 3 août 1764* édictée contre le vagabondage, les lignes suivantes : « Cette loi ne distingue point les vagabonds qui ne sont point mendiants, de ceux qui mentent ; et elle comprend par conséquent dans sa disposition ces aventuriers qui courent les campagnes sous le nom de Bohémiens et Egyptiens, comme aussi ces pèlerins étrangers qui passent dans le royaume, sans être munis des certificats qu'ils doivent avoir » (1).

Donc, si à la fin de l'ancien régime, un jurisconsulte estimait que l'on ne devait pas exclure les Bohémiens de l'application d'une loi contre le vagabondage, il est permis de penser qu'à une époque antérieure nos gens avaient été

(1) *Les lois criminelles de France dans leur ordre naturel*, par M. Muyart de Vouglans, conseiller au Grand Conseil, Paris, 1780, Livre III, Titre VIII, page 405.

plus d'une fois confondus avec les vagabonds pour les mesures de répression dont ceux-ci étaient l'objet.

S'il fallait une preuve encore de cette confusion, ne pourrait-on citer l'*Edit de 1666*, qui donnait aux officiers de police compétence pour poursuivre et juger en dernier ressort « les vagabonds et les Bohémiens » (1) ? Ces gens qui ressortissaient du même juge devaient être, très vraisemblablement, soumis à la même répression, à la même réglementation.

N'est-ce pas là, la raison la plus certaine pour laquelle le pouvoir central attendit si longtemps avant de s'occuper des Bohémiens d'une façon spéciale ? Il est sûr aussi que le caractère religieux dont ils bénéficièrent longtemps de s'entourer fut pour beaucoup dans cet oubli de la législation à leur égard ; et cela est d'autant plus compréhensible que nos gens peu nombreux, pendant de longues années, s'efforçaient au surplus de se dissimuler le plus parfaitement possible.

Mais, quand, vers la fin du *xv^e* siècle, le nombre des Bohémiens fut devenu plus considérable ; quand on se fut convaincu que ces visiteurs avaient pris la résolution de ne plus s'éloigner des contrées qu'ils ne devaient que traverser en pèlerins, le pouvoir royal ne put se désintéresser plus longtemps des errants. Les méfaits, commis

(1) Edit de décembre 1666 « portant règlement général pour la Police de Paris et qui confirme aux officiers du Châtelet leur juridiction pour la Police générale en première instance, à l'exclusion de tous autres juges », avec l'Arrêt d'Enregistrement au Parlement, du 11 du même mois de décembre. Cité par Delamare, *Traité de la Police*, Paris, MDCCXII, tome I^{er}, Livre I, Titre IX.

par des gens qui prenaient de l'audace dans l'impunité même dont ils étaient bénéficiaires, ne se comptaient plus. Les plaintes montaient des campagnes de plus en plus nombreuses, de plus en plus pressantes. La Chancellerie royale dut alors se résoudre à agir. Et il le fallait d'autant plus que le temps était loin déjà où ces Egyptiens pouvaient être considérés comme d'honnêtes pèlerins, accomplissant l'ordre de Dieu, donné par la voix du Saint-Père. La croyance que l'on avait, au début, accordée à leurs fables, le prestige qu'avaient fait naître aux yeux des foules leurs récits pleins de visions d'Orient, étaient depuis longtemps évanouis. On s'était aperçu enfin que sous l'apparence de « penanciers » rachetant, par le monde, leurs péchés ou ceux de leurs ancêtres, les Egyptiens n'étaient que de vulgaires bandits.

Nous avons vu dans plusieurs auteurs l'écho d'une opinion qui devait être assez communément répandue : celle suivant laquelle les premiers Bohémiens à la fin des sept années de leur pénitence, étaient, comme ils l'avaient promis rentrés en leur pays. Cette croyance était très ingénieuse et très commode pour ceux qui la possédaient : elle permettait à la fois de ne manquer en rien au respect que l'on devait au caractère sacré dont la tradition avait revêtu le voyage des premiers Bohémiens en Europe, et de porter, aux derniers venus parmi les nomades, le mépris qu'ils méritaient. Puisque les Egyptiens, qui terrorisaient les campagnes au xvi^e siècle, n'étaient que des imposteurs, on devait n'avoir aucun scrupule à réprimer les crimes dont ils se rendaient coupables.

Il devenait de toute urgence de prendre contre eux des

mesures sévères. Et cela d'autant plus nécessairement, que l'on ne pouvait plus guère, comme on l'avait fait auparavant d'une façon régulière, confondre les Bohémiens avec les vagabonds. Les notions de Droit criminel s'étaient précisées ; la définition des délits s'était plus rigoureusement fixée. Quand un Egyptien était arrêté et qu'on ne pouvait relever à sa charge aucun délit particulier, il devenait difficile de lui appliquer les mesures répressives du vagabondage. La réunion de certaines conditions devenait nécessaire pour que le délit fût établi : défaut de domicile certain, absence de profession et de biens pour subsister, défaut d'aveu par personnes dignes de foi.

La déclaration du 27 août 1701, enregistrée par le Parlement le 2 septembre suivant, définit ainsi les vagabonds :

Article 2. — « Déclarons vagabonds et gens sans aveu, ceux qui n'ont ni profession, ni métier, ni domicile certain, ni bien pour subsister, et qui ne sont avoués et ne peuvent certifier de leur bonne vie et mœurs par personnes dignes de foi (1). »

La déclaration du roi du 5 février 1731 sur les cas prévotaux et présidiaux, en interprétation de l'ordonnance de 1670, pour les matières criminelles, dans son article premier, répète : « Ne seront réputés vagabonds et gens sans aveu que ceux qui, n'ayant ni profession, ni métier, ni domicile certain, ni bien pour subsister, ne

(1) *Déclaration du roi concernant les vagabonds. Collection des lois, ordonnances et réglemens de police depuis le xiii^e siècle, par Jacques Peuchet, Paris, 1818, in 8°, tome II, page 160.*

peuvent être avoués ni faire certifier de leur bonne vie et mœurs par personnes dignes de foi (1) ».

L'exigence de ces divers éléments, nécessaires pour que le délit soit constitué, est restée traditionnelle puisqu'elle se retrouve, sauf cependant pour ce qui concerne l'aveu par personnes dignes de foi, dans l'article 270 du Code pénal de 1810. Quand elle prit naissance, par le progrès du droit, il est bien certain que les Bohémiens, en seule qualité de Bohémiens, ne purent plus être poursuivis comme vagabonds.

DEUXIÈME SECTION

Mesures prises par le pouvoir royal et le Parlement de Paris à l'égard des Bohémiens.

Nous avons dit, presque au début de ce chapitre, que l'Edit du 24 juin 1539 était la première mesure, applicable pour tout le royaume, que le Pouvoir royal prenait à l'égard des Bohémiens. En vérité, on avait dû, dès avant 1539, tenter de repousser le flot envahissant des nomades, aux endroits où il était le plus tumultueux. Il est bien probable que des rigueurs particulières, destinées à une seule province déterminée, avaient été édictées fré-

(1) *Recueil chronologique des Ordonnances*, par Jousse. Depuis 1875, jusqu'en 1756 inclusivement, Paris, 1757, tome III, page 379.

quemment. Ce n'est que lorsqu'on eût constaté l'inefficacité d'un système, consistant à chasser les Egyptiens d'un point du territoire sur un autre, que le pouvoir central se décida à prendre une mesure d'expulsion générale (1).

Ce fut le *chancelier Poyet* qui proposa au *roi François 1^{er}*, le premier Edit général, à l'égard des Bohémiens. Cet édit, daté du *24 juin 1539*, enregistré le *4 août au Parlement*, comme la plupart de ceux qui le suivront, est un ordre de bannissement :

Edit du 24 juin 1539.

Edit défendant l'entrée du Royaume aux Bohémiens et enjoignant à ceux qui y sont d'en sortir.

« François... comme cy devant certains personnages incogmis qui se font appeler Boesmiens, se soient, par plusieurs et diverses fois assemblés, et sous ombre d'une simulée religion ou de certaine pénitence qu'ils disent qu'ils font par le monde, soient venus et entrés en cestuy nostre royaume, pays, terres et seigneuries, parmy lesquels ils ont accoustumé aller, venir, séjourner et traverser d'ung lieu à l'autre, ainsi que bon leur semble, faisant et commettant par les lieux et endroits où ils passent plusieurs et infinis abus et tromperies dont, cy-devant, nous sont venues plusieurs plaintes et doléances.

(1) On a une pièce datée du 8 août 1504 qui prouve qu'en cette même année, le roi donna à Chaumont des lettres missives par lesquelles il ordonnait aux autorités d'expulser de Normandie les vagabonds connus sous le nom d'Egyptiens. Voir ci-dessus, page 46 et note 2.

Scavoir faisons que nous voulans à ce pourveoir, pour le soulagement de nostre peuple et obvier auxdites tromperies et abus ;

Pour ces causes et autres bonnes et justes considérations, à ce nous mouvans, avons dit, déclaré et ordonné, disons, déclarons et ordonnons, par ces présentes, que nous ne voulons ni entendons que d'oresnavant aucunes desdites compagnies et assemblées des dessusdits Boesmiens, puissent aucunement entrer, venir ni séjourner en nostredit royaume ni ez pays de nostre obéissance, ni en iceux fréquente, en quelque sorte et manière que ce soit ;

Mais nous voulons que si aucuns de leur qualité se ingéroient de y venir et entrer cy après qu'il leur soit par nos juges et officiers des lieux où ils arriveront, fait expresses injonctions, sur peine de punition corporelle, qu'ils ayent à vinder hors nostredit royaume, et eux retirer d'icelui le plus tôt que faire se pourra, et d'oresnavant n'être si hardis de plus y venir ni fréquenter en quelque manière que ce soit.

Et si après lesdites défenses faites aucuns d'entre eux s'efforçoient de faire le contraire et ne se retiroient dedans le temps qui leur sera par lesdites injonctions préfix.

Nous voulons que par nosdits juges et officiers, chacun en son regard, destroit et juridiction, soit procédé contre eux, comme infracteurs et transgresseurs de nos ordonnances et défenses, de sorte que les autres y prennent exemple, et que, par ce moyen, ils se déportent de plus venir ni fréquenter en nostredit royaume, comme dit est.

Si donnons... (1) »

(1) Edit du 24 juin 1539, *Recueil général des anciennes lois fran-*

A la même date du 24 juin 1539, un édit semblable « pour le pays de Dauphiné » fut donné. Il fut enregistré en la chambre des comptes de Grenoble le 24 juillet suivant (1).

L'acte de 1539 ne dut pas avoir un résultat bien satisfaisant, puisque vingt et un ans plus tard une nouvelle mesure parut nécessaire. Répondant aux doléances contenues dans les cahiers présentés aux Etats généraux d'Orléans, l'article 104 de l'ordonnance prise au moins de janvier 1560 par Charles IX, décida à nouveau que les Bohémiens seraient jetés hors du pays :

Ordonnance d'Orléans de janvier 1560, article 104.

« Enjoignons à tous nos Baillifs et Seneschaux, ou leurs Lieutenans et autres nos officiers chacun en son endroict, faire commandement à tous ceux qui s'appellent Boëmiens ou Egyptiens, leurs femmes, enfans, et autres de leur suite de vuider dans deux mois, nos Royaumes et Pays de nostre obeyssance : à peine des Galleres et de punition corporelle ; et s'ils sont trouvez et retournent apres les deux mois, nos Juges feront sur l'heure, sans autre forme

çaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789, par MM. Jourdan, Decrusy, Isambert, tome XII, années 1514 à 1546, page 566.

(1) *Compilation chronologique des ordonnances, édits, déclarations, lettres patentes des Rois de France, depuis l'année 987 jusqu'à la présente*, par M^e Guillaume Blanchard, avocat au Parlement. A Paris, chez la veuve Moreau, rue Galande, près la Fontaine Saint-Séverin, à la « Toison d'or ». MDCCXV, page 523.

de procez, razer aux hommes leurs barbes et cheveux : et après délivreront les hommes à un capitaine de nos Galleres, pour nous y servir l'espace de trois ans (1). »

Si l'on s'en rapportait aux dates des manifestations de la volonté royale contre les Bohémiens, on pourrait croire que l'ordonnance de 1560 eut un succès assez certain, puisque trois quarts de siècle se passèrent avant que la Chancellerie intervint à nouveau, par la Déclaration du 17 mai 1635. Mais un *Arrêt de la cour du Parlement de Paris, en date du 28 février 1612* nous avertit que les Bohémiens vaguaient toujours par le Royaume aussi nombreux et aussi malfaisants : Le Parlement avait eu à s'occuper du cas de plusieurs Egyptiens et Egyptiennes compromis dans quelque affaire de vol ou d'assassinat.

L'arrêt qui fixait le sort des inculpés se terminait ainsi :

*Arrêt de la cour du Parlement de Paris
du 28 février 1612.*

« Enjoinct aussi à tous autres soy disans Egyptiens, sortir du Royaume dans deux mois après la publication du présent Arrest, et où ils s'y trouveront après ledit temps, ordonné que tant les hommes, femmes, que filles, seront rasez, et les hommes menez et conduits aux Galleres du Roy, pour y estre detenus et servir ledit Seigneur comme

(1) *La nouvelle conférence des ordonnances et édits royaux*, par M^e Pierre Guénois, amplifiée par M^e L. Charondas, de nouveau rédigée par M^e Jacques Joly, Paris, MDCXXXII, livre IX, titre XII, page 806.

forçaires à perpétuité. Faict défenses à tous seigneurs Hauts justiciers et autres de les retirer en leurs terres et seigneuries, à peine d'amende arbitraire et privation de leur justice. Enjoinct aux substituts du Procureur général du Roy au ressort et Parlement, tenir la main à la publication et exécution du présent Arrest...

Le vingt huictiesme jour de février, mil six cent douze (1). »

Déclaration du 17 mai 1635.

De la *déclaration du 17 mai 1635* nous n'avons pas le texte. Elle est simplement indiquée par deux auteurs :

M^e Guillaume Blanchard (2) :

Déclaration portant règlement pour la punition des vagabonds, Bohémiens, mandians valides et soldats débandez. A Paris le 17 may 1635. Reg. le mesme jour. Merc. Franç., t. XX, p. 923.

M^e Pierre Jacques Brillon (3) :

Déclaration portant règlement pour la punition des vagabonds, Bohémiens, mandians valides et soldats débandez. 17 may 1635. Reg. le même jour.

(1) « Arrest de la Cour de Parlement, portant injonction à toutes personnes soy disans Egyptiens de sortir hors le royaume de France, dans deux mois » dans Guénois, *La Nouvelle conférence des ordonnances*, page 806.

(2) Blanchard, ouvrage cité, p. 1628.

(3) Brillon, ouvrage cité, p. 947.

Cette déclaration mêle dans la répression les vagabonds, les Bohémiens, les mendiants et les soldats indisciplinés. C'est là une preuve de plus de ce que nous avons prétendu relativement à la confusion des vagabonds et des Egyptiens dans l'application des lois pénales.

Déclaration de décembre 1660.

Dans une *Déclaration du mois de décembre 1660* et relative à la Police générale, se trouve un article 12 qui s'occupe des Bohémiens :

Déclaration qui défend de porter des armes à feu, pistolets de poche, poignards et couteaux en forme de baïonnettes, et règlement sur le recélé, et sur la police des jeux et des cabarets, sur le port d'armes des militaires, etc... Décembre 1660.

Article 12. — « Enjoignons pareillement à nos baillis et sénéchaux et autres nos officiers, faire commandement à ceux qui s'appellent Bohémiens ou Egyptiens, ou autres de leur suite, de vider dans un mois notre royaume et pays de notre obéissance, à peine des galères ou autre punition corporelle (1). »

Toutes ces prescriptions se répètent, et par leur répétition même indiquent nettement l'inefficacité de celles qui les avaient précédées. Cette affirmation est confirmée par un *Arrêt du Conseil d'Etat du 13 septembre 1666*. C'est toujours l'ordre aux Bohémiens de vider le Royaume :

(1) Isambert, *Recueil général*, tome XVII (1643-1661), page 391.

Arrêt du Conseil d'Etat du 13 septembre 1666.

« Seront tenus les vagabonds, Bohêmes et gens sans aveu, vuidier le Royaume dans un mois du jour de la publication ; enjoint, ledit temps passé, aux Prévôts des Maréchaux, et à tous juges et officiers qu'il appartiendra, de les arrêter par-tout où ils pourront être appréhendés, les faire attacher à la chaîne et conduire dans les Galeres pour y servir comme Forçats, le tout sans autre forme ni figure de Procès (1). »

Trois mois plus tard, nouvel édit contre les Bohémiens :

A la date du mois de *décembre 1666*, Delamare cite :

Edit du 11 décembre 1666.

Edit portant règlement général pour la Police de Paris et qui confirme aux officiers du Châtelet leur juridiction pour la police générale en première instance, à l'exclusion de tous autres juges, avec l'arrêt d'enregistrement au Parlement, du 11 du même mois de décembre (2).

Au milieu d'une foule de prescriptions diverses destinées à assurer dans Paris le maintien du bon ordre, se trouvent quelques lignes relatives aux Bohémiens :

« Ordonnons, que les nommez vulgairement Bohémiens

(1) *Les Lois criminelles*, Muyart de Vouglans, livre III, titre VIII, page 411.

(2) Delamare, *Traité de la Police*, seconde édition, tome I^{er}, livre I, titre IX.

ou Egyptiens et autres de leur bande et suite, soient arrêtez prisonniers, attachez à la chaîne, et conduits en nos Galeres pour y servir comme forçats, sans autre forme ni figure de procès ; et à l'égard des femmes et filles qui les accompagnent et vaguent avec eux, qu'elles soient fouettées, flétries et bannies hors de notre Royaume ; et ce qui sera ordonné à cet égard par les officiers de police, soit exécuté comme jugement rendu en dernier ressort... (1) »

Arrêt du Conseil du Roi du 4 août 1673.

A la date du 4 août 1673 intervint contre les Bohémiens un nouvel *Arrêt du Conseil*, dont *Pierre Jacques Brillon*, qui l'indique, ne donne pas le texte (2).

« Arrêt du Conseil du 4 août 1673 contre les vagabonds, dits les Bohêmes : peines de galères contre eux. »

Si les habitants du plat pays, les gens des Bourgades ne cessèrent jamais de faire entendre leurs plaintes contre les Bohémiens, ceux-ci trouvèrent, plus d'une fois, des protecteurs, au milieu même des populations qu'ils accablaient de leurs méfaits.

Quand une caravane d'Egyptiens approchait d'un village, ce devait être un spectacle fréquent que celui des paysans « saillant de leurs maisons et prenant, aucuns, leurs espietz, picques et autres bastons qu'ilz ont accoustumé

(1) *Traité de la Police*, tome 1^{er}, livre I, titre IX.

(2) Brillon, *Dictionnaire des arrêts*, page 947.

porter, quant ilz vont aux champs, et, les autres, les ars de quoy ilz se estatent aux festes et dimanches pour tirer aux butes, tant ils vouloient bien obvier que lesdis Egiptiens ne logassent en ladite ville ».

En revanche, nos gens devaient voir se lever, avec assez de facilité, devant eux, les portes à herse des châteaux.

Quand ils n'étaient pas à la guerre ou à la chasse, les seigneurs du ^{xvii}^e siècle devaient s'ennuyer à mourir dans leurs castels immenses. L'arrivée d'une troupe de Bohémiens, faiseurs de tours, montreurs d'animaux, pronostiqueurs d'avenir, devait être saluée avec joie. Et souvent, le sourire d'une brune fille d'Egypte dut attirer sur toute la caravane la faveur d'un galant châtelain.

Le fait devait être si courant, que les seigneurs fournissaient, sur leurs terres et dans leurs châteaux, un asile aux nomades, et contre la colère des paysans et contre les officiers de la justice royale, qu'il est reconnu explicitement dans le Préambule de la déclaration du 11 juillet 1682.

Ce Préambule affirme même que la protection accordée aux errants par les hauts seigneurs, a été la raison qui a empêché « de chasser entièrement du Royaume ces voleurs ».

Déclaration du 11 juillet 1682.

Déclaration du 11 juillet 1682 contre les Bohémiens et ceux qui leur donnent retraite.

« Quelques soins que les rois nos prédécesseurs ayant

pris pour purger leurs Etats de vagabonds et gens appelés Bohémiens, ayant enjoint par leurs ordonnances aux Prévôts des maréchaux et autres juges d'envoyer lesdits Bohémiens aux galeres, sans autre forme de procès : néanmoins il a été impossible de chasser entièrement du Royaume ces voleurs, par la protection qu'ils ont de tous tems trouvée, et qu'ils trouvent encore journellement auprès des gentilshommes et seigneurs justiciers qui leur donnent retraite dans leurs châteaux et maisons, nonobstant les arrêts des Parlements qui le leur défendent expressément, à peine de privation de leurs justices, et d'amende arbitraire ; ce désordre étant commun dans la plupart des Provinces de notre Royaume. Et d'autant qu'il importe au repos de nos sujets, et à la tranquillité publique de renouveler les anciennes ordonnances à l'égard desdits Bohémiens, et d'en établir de nouvelles contre leurs femmes et contre ceux qui leur donnent retraite, et qui, par ce moyen, se rendent complices de leurs crimes. A ces causes et autres considérations, à ce nous mouvans, de l'avis de notre conseil et de notre certaine science, pleine puissance et autorité Royale, nous avons dit et déclaré, disons et déclarons par ces présentes signées de notre main, voulons et nous plaît que les anciennes ordonnances faites au sujet desdits Bohêmes soient exécutées selon leur forme et teneur ; et ce faisant, enjoignons à nos Baillifs, Sénéchaux, leurs Lieutenans, comme aussi au Prévôt des Maréchaux, vice Baillifs et vice Sénéchaux d'arrêter et faire arrêter tous ceux qui s'appellent Bohêmes ou Egyptiens, leurs femmes, enfans et autres de leur suite ; de faire attacher les hommes à la

chaîne des Forçats, pour être conduits dans nos galeres, et y servir à perpétuité ; et à l'égard de leurs femmes et filles, ordonnons à nos juges de les faire raser la première fois qu'elles auront été trouvées menant la vie de Bohémiennes, et de faire conduire dans les hôpitaux les plus prochains des lieux, les enfants qui ne seront pas en état de servir dans nos galeres, pour y être nourris et élevés comme les autres enfans qui y sont enfermés, et en cas que lesdites femmes continuent de vaguer et de vivre en Bohémiennes, de les faire fustiger et bannir hors du Royaume, le tout sans autre forme ni figure de procès.

Faisons défenses à tous gentilshommes, seigneurs Haut-Justiciers et de Fiefs, de donner retraite dans leurs Châteaux et maisons ausdits Bohêmes et à leurs femmes ; en cas de contravention, voulons que lesdits gentilshommes, seigneurs et Haut-Justiciers soient privés de leurs justices, que leurs Fiefs soient réunis à notre Domaine, même qu'il soit procédé contre eux extraordinairement pour être punis d'une plus grande peine, si le cas y échet, et sans qu'il soit en la liberté de nos Juges de modérer ces peines (1). »

(1) *Code pénal ou Recueil des principales ordonnances, édits et déclarations sur les crimes et délits*, seconde édition, Paris, 1755, titre XVIII, page 113. Dans le *Code pénal* la déclaration est datée du 11 juillet 1672, c'est là certainement une erreur d'impression, car elle porte la date, du 11 juillet 1682 dans la plupart des auteurs qui l'ont citée : Guillaume Blanchard, Brillon, de Vouglans. Ce dernier donne à la date du 11 juillet 1682, la seule partie de la déclaration relative aux Bohémiens et aux mesures que devront prendre contre eux les officiers du roi.

Les prescriptions et les défenses concernant les gentilshommes

Cette déclaration générale pour tout le Royaume fut complétée par deux déclarations semblables :

L'une adressée au *Parlement de Rouen* ; datée de *Versailles le 11 juillet 1682* et enregistrée le *31 du même mois* (1).

L'autre adressée au *Parlement de Dijon*, expédiée de *Versailles le 11 juillet 1682* et enregistrée le *4 août suivant* (2).

Cette déclaration de 1682 fut, sous l'ancien régime, la dernière mesure prise, d'une façon spéciale, à l'égard des Bohémiens.

A aucun moment, durant tout le cours du XVIII^e siècle, les nomades ne furent l'objet du souci du législateur. Celui-ci semble les avoir ignorés. Faut-il en conclure que les errants avaient disparu de France ou s'étaient améliorés ? Cela est bien improbable. On peut supposer plus raisonnablement que la Déclaration de 1682 reçut une application assez soutenue et eut un résultat assez certain pour que n'apparut pas désormais comme trop urgente la nécessité d'un texte nouveau. On ne recourut peut-être plus à l'expulsion en masse des Bohémiens ; mais il est vraisemblable que les galères du roi durent toujours trouver des rameurs nombreux dans les tribus des Egyptiens.

seigneurs haut justiciers et de fiefs, formeraient une déclaration distincte, selon de Vouglans, avec la date du 3 juillet 1682, enregistrée le 4 août suivant.

(1) *Recueil des Édits reg. au Parlement de Rouen*, cité par Blanchard, *Compilation chronologique des Ordonnances*, page 2354.

(2) *Recueil des Edits reg. au Parlement de Dijon*, cité par Blanchard, page 2354.

TROISIÈME SECTION

*Application aux Bohémiens des Edits et ordonnances
pris à l'égard des magiciens, devins et sorciers.*

Quelque appréciation que l'on puisse porter sur le degré de sévérité ou d'efficacité des édits et ordonnances, que nous venons de voir, il est certain que ces mesures avaient été rendues nécessaires par les méfaits innombrables de ceux à qui elles devaient s'appliquer.

Mais il est d'autres crimes dont les Egyptiens furent souvent accusés, pour lesquels un grand nombre d'entre eux subirent le supplice des flammes, et cela contre toute raison : les crimes de sorcellerie.

Dès leur apparition, on fit aux Bohémiens réputation de se livrer à la science infernale. Au témoignage du *Bourgeois de Paris*, les nomades arrivés à Paris en 1427, n'avaient-ils pas, « en la compagnie, sorcières qui regardoient és mains des gens et disoient ce que advenu leur estoit ou à advenir ». ? La sorcellerie était si bien considérée comme le fait des pèlerins d'Egypte, qu'on la nommait « la science d'Egypte ».

Aussi de fort bonne heure, nos Bohémiens durent-ils se voir appliquer les édits pris contre les devins et sorciers. En vérité, aucun de ces textes n'est dirigé spécialement contre eux et ne les désigne particulièrement ; mais il est

hors de doute que les Bohémiens furent les clients les plus assidus des juges des procès de sorcellerie.

D'ailleurs, nous sommes confirmés dans cette opinion par l'autorité de *Muyart de Vouglans*.

Cet auteur écrit, à propos des Bohémiens et Egyptiens :

« Nous faisons ici un article particulier des vagabonds de cette dernière espèce, parce qu'ils ont fait aussi l'objet de plusieurs lois particulières et qu'ils doivent être d'autant plus rigoureusement punis, qu'ils joignent ordinairement à la qualité de vagabonds celle de brigands, et quelquefois même celle de séducteurs, en se faisant passer pour devins et diseurs de bonne aventure (1) ».

Citant ensuite les textes qui doivent, d'après lui, s'appliquer aux Bohémiens, il donne l'ordonnance de François I^{er} de 1539, l'arrêt du Conseil d'État du 13 septembre 1666, les déclarations des 3 et 11 juillet 1682 et enfin *un édit de juillet 1682*. Or, cet édit est pris contre les sorciers, contre « toutes personnes qui se mêlent de deviner et se disent devins et devineresses, et contre les empoisonneurs (2).

Avant cette déclaration, d'autres textes s'étaient érigés déjà contre les devins et pronostiqueurs. Presque dès leur arrivée, les Bohémiens durent subir le feu pour crime de magie :

Une *ordonnance* de *Charles VIII*, de 1490, décide

(1) *Les lois criminelles de France*, de Vouglans, page 411.

(2) Cet édit est cité par Néron, *Recueil d'Edits et d'Ordonnances royaux*, par Pierre Néron et Etienne Girard, Paris, MDCCXX, volume II, page 175.

« comment seront appréhendés et punis les enchanteurs, sorciers et devins (1) ».

Une autre ordonnance de 1493 est donnée également contre les sorciers, devins et magiciens (2).

« Pour crime de sorcellerie on condamne toujours à mort, quand il est bien prouvé », dit une note du *Code pénal de 1755* (3). Et si l'on songe que les juges de l'ancienne France possédaient des moyens certains d'obtenir, à défaut de preuve, l'aveu de l'inculpé, on s'imaginera aisément combien de Bohémiens durent mourir dans les flammes pour avoir eu commerce de sorcellerie avec l'ennemi d'Enfer.

(1) Cité par Guénois, *La Nouvelle conférence*, tome I^{er}, p. 817.

(2) Citée par Isambert, tome II, page 252.

(3) *Code pénal*, note au bas de la page 33, titre IV, *De la magie et des sortilèges*.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Les Bohémiens durant la période révolutionnaire.

*Lois et Décrets édictés contre les mendiants et
vagabonds de nationalité étrangère.*

Quant survinrent les années tumultueuses de la Révolution, les Bohémiens — sans patrie — s'émurent certes peu de la grande secousse qui, dans l'Europe entière, jetait les peuples les uns contre les autres. Sans interrompre en rien leur éternel voyage, ils se détournèrent simplement des lieux où la tourmente était la plus violente. Leurs caravanes s'allongèrent dans l'ombre des armées, s'abattant sur les campagnes dont les maux de la guerre faisaient pour elles une proie plus facile : La Esmeralda dansa au bivouac.

Dans ces heures où la France, attaquée sur toutes ses frontières, devait songer surtout à son salut extérieur, la répression des crimes du dedans devenait moins facile. L'ordre devenait plus nécessaire et à la fois plus difficile à sauvegarder. Il est certain que, durant ces années, les

malfaiteurs de toutes sortes se réfugièrent plus nombreux dans notre pays, et parmi eux les Bohémiens. Les plaintes élevées contre eux, par les malheureux habitants des campagnes, se perdirent peut-être dans le fracas de la Révolution, mais elles furent certes nombreuses.

Pourtant la législation ne s'occupa pas, alors, des nomades d'une façon spéciale. Nous n'avons retrouvé aucun texte dirigé contre eux. Cela ne veut pas dire cependant qu'ils échappèrent à toute répression, et plus d'un décret révolutionnaire qui ordonne aux mendiants étrangers de sortir du territoire français, sans les désigner nominativement, paraît viser nos gens d'une façon certaine.

L'Assemblée constituante, désirant assurer fortement l'ordre intérieur, plaça la question de la mendicité et du vagabondage au nombre de celles qu'elle devait examiner en premier lieu. Malgré sa volonté, elle ne put prendre, que des mesures en quelque sorte provisoires. Elle laissa à la législature qui devait la remplacer le souci d'établir les lois destinées à extirper la mendicité. Cette extinction de la mendicité, on voulut y parvenir par l'organisation méthodique de la bienfaisance publique, par l'ouverture de vastes ateliers de charité « dans Paris et dans les environs, soit en travaux de terre pour les hommes, soit en filature pour les femmes et enfants, où seraient reçus tous les pauvres domiciliés dans Paris ou étrangers à la ville de Paris, mais Français (1) ». Mais, comme

(1) « Décret concernant l'extinction de la mendicité dans Paris et dans le royaume, et l'établissement d'ateliers de charité », des 30 mai, 13 juin 1790, article 1^{er} (*Collection officielle des ordonnances de police*, appendice, tome III, 1415, 1860, page 201).

conséquence, on voulut purger Paris de la foule innombrable de mendiants et de malandrins de toutes sortes qui, depuis le commencement de la Révolution, y avaient afflué.

« L'Assemblée Nationale, informée qu'un grand nombre de mendiants étrangers au royaume, abondant de toutes parts dans Paris, y enlevaient journellement les secours destinés aux pauvres de la capitale et du royaume, et y propageaient avec danger l'exemple de la mendicité qu'elle se proposait d'éteindre entièrement, décréta ce qui suit (1) :

Décret des 30 mai au 13 juin 1790.

Article 2. — « Tous les mendiants et gens sans aveu étrangers au royaume, non domiciliés à Paris depuis un an, seront tenus de demander des passeports, où sera indiquée la route qu'ils devront suivre pour sortir du royaume. »

Article 4. — « Huit jours après la proclamation du présent décret, tous les pauvres valides trouvés mendiant dans Paris ou dans les départements voisins, seront conduits dans les maisons destinées à les recevoir, à différentes distances de la capitale, pour, de là, sur les renseignements que donneront leurs différentes déclarations, être renvoyés hors du royaume, s'ils sont étrangers. »

Article 9. — « Les municipalités des départements voi-

(1) Décret des 30 mai, 13 juin 1790. Préambule.

sins des frontières seront tenues de prendre les mesures et les moyens ci-dessus énoncés pour renvoyer, hors du royaume, les mendiants étrangers sans aveu qui s'y seraient introduits, ou tenteraient de s'y introduire. »

Les dispositions de ce *Décret de 1790* sont pour la plupart encore en vigueur. Il est certain qu'une application rigoureuse de ce texte, aurait eu un résultat très efficace, au moins en ce qui concerne l'expulsion des mendiants étrangers, réserve faite de l'efficacité des mesures de bienfaisance et d'assistance prises à l'égard des nationaux. Il est hors de doute, pour ce qui est de notre sujet, que l'application rigoureuse des articles 2-4 et 9 du décret aurait permis de reconduire par delà les frontières la plupart des Bohémiens qui circulaient sur les routes de France, car, en chaque Bohémien, il y a presque toujours un vagabond et un mendiant.

Décret du 1^{er} février au 28 mars 1792.

La difficulté que les Bohémiens avaient éprouvée, à la suite du Décret de 1790, d'échapper aux mesures d'expulsion édictées contre les mendiants étrangers, fut accrue encore quand parut le *Décret relatif aux passeports* ; du 1^{er} février au 28 mars 1792.

Ce décret décidait :

Article 1^{er}. — « Toute personne qui voudra voyager dans le Royaume, sera tenue, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, de se munir d'un passeport. »

Cette prescription ne semblait-elle pas édictée tout spécialement pour nos Egyptiens, éternels voyageurs ? On entrevoit aisément que, si elle eût été fidèlement appliquée, on serait du même coup arrivé à un résultat voisin de celui que l'on a voulu atteindre par la loi du 16 juillet 1912 : munir les nomades d'une carte d'identité, établissant leur identité d'une façon aussi certaine que possible.

Le deuxième but que s'est proposé la loi de 1912 : pouvoir suivre l'itinéraire des errants, il semble qu'il aurait été atteint, en partie, par l'application de l'article 8 du décret de 1792 :

Article 8. — « Les gendarmes nationaux, les gardes nationales et les troupes de ligne de service, exigeront des voyageurs la représentation de leurs passeports. »

Renforcé par la sanction apportée dans l'article 9.

Article 9. — « Le voyageur qui n'en présentera pas, sera conduit devant les officiers municipaux pour y être interrogé et être mis en état d'arrestation, à moins qu'il n'ait pour répondeur un citoyen domicilié. »

Mais toutes ces mesures restèrent à peu près inappliquées, ou du moins eurent un résultat médiocre. Le Décret de 1790 avait ordonné la sortie du pays de tous les mendiants étrangers. Cette prescription fut si mal exécutée que par le *Décret du 24 vendémiaire an II*, le législateur jugea nécessaire de l'édicter à nouveau.

Décret du 24 vendémiaire an II.

« Tout mendiant reconnu étranger sera conduit sur les frontières de la République aux frais de la nation ; il lui sera passé trois sous par lieue, jusqu'au premier village du territoire étranger (1) . »

En décidant le bannissement des étrangers qui vivaient en parasites sur le sol de notre pays, il est certain que le législateur n'avait pas eu la pensée d'atteindre tout spécialement les nomades. Cependant il nous paraît indéniable que ceux-ci — au moins ceux qui ne purent établir leur qualité de français — durent par l'application de ces mesures éprouver quelque gêne dans leurs pérégrinations.

Mais il est un texte par l'application duquel la vie errante des Bohémiens dut être encore plus contrariée, sinon complètement empêchée, au moins pendant quelque temps. Ce texte, au surplus, atteignit non plus seulement les étrangers, mais tous ceux, même Français, qui menaient une existence vagabonde.

La nécessité devenait de jour en jour plus pressante d'une répression, qui n'avait pas encore été efficacement établie. La Convention crut en favoriser l'établissement en exerçant une action sévère sur les individus voyageant sans but déterminé. Elle resserra plus rigoureusement encore la réglementation que l'Assemblée législative avait établie pour les passeports. Elle décréta, pour tout ci-

(1) « Décret contenant des mesures pour l'extinction de la mendicité », titre II, article 6.

toyen, l'obligation de se munir d'un passeport, dès qu'il entendait circuler hors des limites du canton de son domicile.

Décret du 10 vendémiaire an IV.

« Tout individu, voyageant et trouvé hors de son canton sans passeport, sera mis sur le champ en état d'arrestation, et détenu jusqu'à ce qu'il ait justifié être inscrit sur le tableau de la commune de son domicile », décide l'article 6 du titre III du *Décret du 10 vendémiaire an IV*, *Décret sur la police intérieure des communes*.

Mais c'est surtout l'article 7, qui, à notre sens, aurait pu être une arme sérieuse pour la répression du vagabondage en bandes des Bohémiens :

Article 7. — « A défaut de justifier, dans deux décades, son inscription sur le tableau d'une commune, il sera réputé vagabond et sans aveu, et traduit comme tel devant les tribunaux compétents. » Cette obligation, sous peine de se voir inculpé de vagabondage, d'être inscrit sur le tableau d'une commune, n'était-elle pas l'extinction de toute vie nomade ? Bohémiens, chemineaux, errants de tous noms, n'étaient-ils pas placés dans l'alternative inéluctable de prendre sur le territoire de la République un domicile fixe ou d'aller chercher, au delà des frontières, une région plus favorable à leurs pérégrinations ?

Hélas, ce Décret n'eut, pas plus que les précédents, une efficacité bien grande. Il avait décidé, pour tous les citoyens, l'obligation d'avoir un point d'attache en un lieu du territoire.

Loi du 28 vendémiaire an VI

Deux ans plus tard, la *Loi du 28 vendémiaire, an VI, relative aux passe-ports* se montrait moins exigeante. Dans son article 3, elle admettait implicitement, pour les individus de nationalité étrangère, la faculté de voyager dans l'intérieur de la République. C'était pour nos Bohémiens le rétablissement du droit à la vie errante.

Article 3. — « Les étrangers non domiciliés, qui voyagent ou résident actuellement dans l'intérieur de la République, seront également obligés de se présenter auprès de l'Administration centrale du département où ils se trouvent, pour y faire vérifier leurs passeports et ajouter la désignation des lieux où ils désirent voyager et résider momentanément. Les commissaires du directoire près ces administrations, adresseront copie de ces passeports, ainsi renouvelés, au ministre des relations extérieures et à celui de la police générale. »

Il est vrai, que la loi conservait l'obligation du passeport et dans l'article premier ordonnait la désignation du but du voyage :

Article 1^{er}. — « Les passeports qui, conformément aux dispositions des lois, doivent être délivrés aux citoyens français ou étrangers, désigneront à l'avenir les lieux où les voyageurs doivent se rendre, ils seront visés par le Commissaire du directoire exécutif près de l'Administration chargée de la délivrance des passeports. »

Il n'en reste pas moins que la nécessité de se munir d'un passeport était pour les nomades un obstacle incomparablement moins gênant que celui qui résultait du Décret du 10 vendémiaire an IV (1).

D'autres textes intervinrent encore contre le vagabondage et la mendicité, dans lesquels on pourrait trouver peut-être des mesures qui, sans être dirigées contre les Bohémiens, auraient pu servir à mettre empêchement à leur interminable pèlerinage. Mais le résultat obtenu par l'application de ces mesures fut si médiocre que la mendicité et le vagabondage cessèrent bientôt d'être efficacement réprimés.

Napoléon, qui eut le souci de ne laisser de côté aucune grande question d'utilité publique, ne manqua pas de s'occuper des vagabonds et des mendiants. On lui doit d'avoir eu cette pensée, qu'ont reprise, de nos jours, les promoteurs des nouveaux projets de loi sur la matière, qu'avant de considérer la mendicité et le vagabondage comme des délits, il convenait de s'assurer que le mendiant et le vagabond n'avaient pas fait tous leurs efforts pour sortir de l'état où ils se trouvaient et pour gagner honorablement leur vie.

(1) L'article 7 de la loi était ainsi conçu : « Tous étrangers voyageant dans l'intérieur de la République, ou résidant sans y avoir une mission des puissances neutres et amies reconnues par le Gouvernement français, ou sans y avoir acquis le titre de citoyen, sont mis sous la surveillance spéciale du directoire exécutif, qui pourra retirer leurs passeports et leur enjoindre de sortir du territoire français, s'il juge leur présence susceptible de troubler l'ordre et la tranquillité publique. »

Napoléon fut l'organisateur des dépôts de mendicité, et l'on peut dire qu'il ne dépendit pas de sa volonté que ceux-ci conservassent la destination, qui leur avait été donnée.

Mais l'Empereur n'eut pas la préoccupation de régler, d'une façon particulière, le vagabondage des Bohémiens. Aucun texte spécial ne fut voté contre eux ; et, quand apparut le Code pénal de 1810, l'omission ne fut pas réparée.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Le Code pénal et la répression du vagabondage en roulotte.

Le *Code pénal de 1810* ne contient aucune disposition concernant particulièrement les nomades. Le législateur n'a nullement songé à réglementer les conditions de leur séjour en France.

Mais une question très intéressante se pose de suite à l'esprit : N'existe-t-il dans le Code pénal aucune mesure, qui, sans les avoir désignés, puisse s'appliquer aux Bohémiens ? En particulier les articles 269 et suivants qui définissent le vagabondage et édictent des pénalités, ne peuvent-ils recevoir leur application, en ce qui les concerne ?

L'article 270 du Code pénal peut-il être applicable aux Bohémiens ?

« Les vagabonds, dit l'article 270, ou gens sans aveu sont ceux qui n'ont ni domicile certain ni moyens de sub-

sistance, et qui n'exercent habituellement ni métier ni profession. »

Des termes de cet article, il résulte que trois conditions sont nécessaires pour que le délit de vagabondage soit solidement constitué : l'absence de domicile certain ; le défaut de moyens de subsistance ; et le défaut de métier ou de profession, à la condition qu'il soit habituel.

Et si l'on n'était pas convaincu, par la lecture seule de l'article 270, de la nécessité absolue de la réunion de ces trois éléments, il suffirait de rappeler qu'à plusieurs reprises la jurisprudence a confirmé cette façon de voir.

A la date du 10 août 1906, la Cour de cassation jugeait à nouveau « la réunion des trois conditions exigées par l'article 270 du Code pénal, à savoir : le défaut de domicile, le défaut de moyens de subsistance et le défaut d'exercice habituel d'un métier ou d'une profession, peut seule constituer le délit de vagabondage » (1).

Ce premier point est bien établi ; il est bien entendu que nos Bohémiens, ne pourront être convaincus de vagabondage que si les trois éléments que nous avons énumérés se rejoignent.

Seul, le premier de ces éléments, l'absence de domicile certain, fera l'objet de notre examen. De métier, si nos gens n'en exercent presque jamais, du moins savent-ils presque toujours prendre les allures d'honnêtes artisans ; on les voit tresser des paniers, se livrer au commerce des chevaux. Ce n'est là qu'une apparence, sous laquelle les nomades dissimulent, comme on l'a dit, « les plus dangereux

(1) Dalloz, *Jurisprudence générale*.

des malfaiteurs ». Mais il n'est pas toujours aisé de le prouver.

De ressources, ils en manquent rarement. Au cours de la discussion de la loi du 16 juillet 1912, on a rapporté ce fait que, plusieurs fois des romanichels avaient été trouvés porteurs de sommes d'argent assez considérables. Que ces sommes proviennent, la plupart du temps, d'une origine délictueuse, cela est guère douteux. Mais cela aussi est assez difficile à établir et à démontrer.

Mais c'est surtout quand on se demande si les Bohémiens sont dépourvus (comme l'exige la loi) de tout domicile certain que la difficulté apparaît. Quand même un nomade serait convaincu de se trouver sans ressources aucunes et de n'exercer habituellement ni métier ni profession, serait-il toujours possible de l'inculper de vagabondage ? Dans les rapports qui ont accompagné les diverses propositions de lois déposées ces dernières années, on a dit maintes fois que de leur aveu même certains procureurs de la République ou juges d'instruction, avaient quelque scrupule à poursuivre comme vagabonds des nomades, sans ressources ni métier, mais prétendant trouver dans leur roulotte un domicile suffisant.

« Domicile certain », dit l'article 270.

La roulotte du Bohémien est-elle un domicile certain ? Cheminant le long des routes ; arrêtée, le soir, à l'entrée du village ou à l'orée du bois ; reprenant le lendemain sa course interminable, elle n'est pas, à coup sûr, un domicile fixe. Le législateur a-t-il entendu exiger un « domicile fixe » pour que soit écartée la présomption de vagabondage ?

La Doctrine. Opinion de M. Garraud.

« Le défaut d'un domicile certain est le premier élément du délit, le principal même, pour la loi française, car c'est l'absence de foyer qui rend le prévenu dangereux, dit M. *Garraud* (1) :

1° ...L'habitation réelle, actuelle, est un fait qui sert de garantie à la collectivité sociale, et à l'absence duquel se rattache la situation de vagabondage...

2° Mais il n'est pas nécessaire que l'habitation du prévenu soit fixe. Le touriste qui promène d'hôtel en hôtel sa vie inoccupée, le colporteur qui court les foires et les marchés, le commis voyageur qui, durant toute l'année, visite une clientèle dispersée, n'ont jamais été considérés comme des vagabonds. Il est vrai que, d'après la loi du 10 vendémiaire an IV (titre III, art. 6 et 7), tout individu, voyageant et trouvé hors de son canton sans passeport, doit être mis en état d'arrestation et réputé vagabond, s'il ne justifie pas, dans les 20 jours de son arrestation, qu'il est inscrit sur le tableau d'une commune. Mais sans examiner si cette disposition est encore en vigueur, nous faisons observer qu'elle ne crée pas un délit spécial de vagabondage, constitué par le double fait de voyager hors de son canton et de ne pas avoir de passeport, mais qu'elle se réfère à la législation commune, d'après la-

(1) *Traité théorique et pratique de Droit pénal français*, par Garraud, 2^e édition, tome IV, n° 1456.

quelle la prévention de vagabondage exige l'absence d'une habitation certaine. Cette observation démontre, qu'en l'état actuel de la législation, le « vagabondage en roulotte » échappe à toute répression. La voiture, dans laquelle le roulottier vit et dort, est suffisante pour constituer un domicile certain dans le sens de l'article 270...

Pandectes françaises.

Cette opinion de M. Garraud est d'ailleurs la plus communément admise dans la Doctrine. Dans *Les Pandectes françaises*, au mot vagabondage, on lit (1) :

« Si la loi requiert l'existence d'un domicile certain, elle n'exige pas que ce soit un domicile fixe. Ainsi l'on ne saurait considérer comme vagabond le touriste qui se promène d'hôtel en hôtel, le colporteur qui court les foires et marchés, le commis voyageur qui, toute l'année, visite sa clientèle...

On ne saurait, non plus, dans l'état actuel de la législation, considérer comme tombant sous l'application de l'article 270 du Code pénal ce que l'on nomme le « vagabondage en roulotte ». Ce vagabondage peut, sans doute, entraîner des inconvénients pour les campagnes dans lesquelles il se pratique ; mais la voiture dans laquelle le roulottier vit et dort est suffisante pour constituer un domicile certain dans le sens de l'article précité. »

(1) *Pandectes françaises*, V^o Vagabondage, page 659, § 43.

Dalloz, Code pénal annoté.

« Pour qu'il y ait domicile certain dans le sens de l'article 270, il n'est pas nécessaire que le domicile soit « fixe » ; il suffit qu'il y en ait un (1) ».

Chauveau, Faustin-Hélie et Villey, Code pénal.

« La loi n'exige pas non plus que l'habitation du prévenu soit fixe, il suffit qu'il en ait une : ainsi la Cour de Cassation a pu décider qu'un particulier qui, sans quitter une commune, loge tantôt dans une maison, tantôt dans une autre, ne se trouve point en état de vagabondage ; car son habitation, pour être changeante, n'en est pas moins certaine. La commune où il réside et qu'il ne quitte pas est le véritable lieu de cette habitation. Ces changements de logement n'ont point pour effet de le soustraire aux regards et à l'action de l'autorité. Il ne cesse pas d'avoir un domicile certain ; et c'est dans ce sens que cette expression, employée par la loi, doit surtout être entendue (2).... »

Pourtant, dans la Doctrine, il y a au moins une divergence. Il est un auteur qui a estimé que la loi, en exigeant un domicile certain, n'entendait pas se contenter d'un domicile aussi mobile, aussi fuyant, offrant d'aussi faibles garanties qu'une voiture de Bohémiens. Il a vu, dans

(1) Dalloz et Vergé, *Code pénal annoté*, art. 270, p. 32.

(2) *Théorie du Code pénal*, Chauveau, Faustin-Hélie et Villey, tome III, n° 1097 (page 284).

l'article 270 du Code pénal, une arme qui suffirait, si l'on savait en faire usage, pour combattre le vagabondage par bandes et en roulottes. M. Garçon écrit (1) :

Opinion de M. Garçon.

« D'autres vont plus loin et considèrent qu'un individu peut avoir un domicile dans le sens de l'article 270, bien qu'il ne soit pas fixé dans une même commune. Le touriste qui promène d'hôtel en hôtel sa vie inoccupée, le colporteur qui court les foires et les marchés, le commis voyageur qui, durant toute l'année, visite une clientèle dispersée, n'ont jamais été considérés comme des vagabonds. Le vagabondage en roulotte échapperait même à toute répression : la roulotte dans laquelle le roulotteur vit et dort est suffisante pour constituer un domicile certain.

Cette interprétation nous paraît très contestable. A notre avis, le domicile certain, dont parle l'article 270, exige une habitation présentant un certain caractère de fixité. Sans doute une chambre d'hôtel ou d'auberge peut devenir domicile pour celui qui y demeure un certain temps ; il ne suffit même pas qu'un individu, logeant en garni, déménage fréquemment pour perdre tout domicile. Mais celui qui change presque quotidiennement d'auberge, ou qui loge à la nuit, n'a pas d'habitation réelle et effective. Il importerait même peu qu'il résidât ordinairement dans la

(1) *Code pénal annoté*, Garçon, page 647 (articles 269 à 273), § 44.

même ville. Cette circonstance n'a clairement aucune importance dans les grandes villes ; dans les villes de province, ou même dans les communes rurales, celui qui n'a aucun toit accoutumé ne nous paraît pas avoir de domicile certain.

Les auteurs dont nous combattons l'opinion nous paraissent avoir fait une confusion. Sans doute ni le touriste, ni le voyageur de commerce, ni le colporteur ne sont des vagabonds. Mais ce n'est pas parce qu'ils ont un domicile ; en réalité, changeant presque chaque jour d'hôtel ou d'auberge, ils sont bien sans habitation réelle. Si le délit n'est pas constitué, c'est qu'il manque un autre élément : le touriste a des moyens d'existence, le voyageur de commerce une profession, le colporteur un métier avouable.

On résoudra de la même façon et très simplement la question du vagabondage en roulotte. Les forains honnêtes ne sont point vagabonds, parce qu'ils ont des moyens d'existence, et une profession connue de tous et surveillée par l'autorité. Quelques-uns même sont loin d'être pauvres. Mais nous n'admettons plus la même solution pour les rouleurs qui parcourent les campagnes sans exercer un métier avouable. Ce sont des nomades, mot qui, légalement comme en bon sens, exclut toute idée d'habitation réelle et effective. Nous nous refusons à considérer une voiture comme un domicile certain ; cette prétendue habitation, essentiellement mobile, ne donne point à la société la garantie que la loi exige, et, si les autres éléments du délit sont réalisés, le délit est constitué. Cette forme spéciale du vagabondage est une de celles dont les

habitants des campagnes se plaignent à juste titre ; ces rouleurs sont dangereux et ne vivent guère que de rapines. La loi actuelle nous semble suffisante pour assurer ici une répression nécessaire. »

Et, de fait, n'est-il pas raisonnable de penser qu'en exigeant de tout citoyen qu'il ait un domicile certain, le législateur a entendu exiger de chacun qu'il remplisse une condition, qui (M. Garraud le dit lui-même) « servirait de garantie à la collectivité sociale ».

Un domicile certain, cela ne doit-il pas signifier que, chaque citoyen bénéficiant des avantages de la vie commune, il est nécessaire qu'il se rattache réellement au sol, afin qu'on soit sûr qu'il répondra toujours et des charges que la communauté lui a imposées, et des fautes qu'il pourra commettre ? Le danger ne consiste-t-il pas précisément dans l'impossibilité de pouvoir rejoindre cet homme, si on a des comptes à lui demander ? Or, dira-t-on, que la roulotte du Bohémien constitue, dans ce sens, un domicile certain ?

Il va sans dire qu'il n'est pas le moins du monde question d'interdire à chacun, si cela est sa fantaisie ou son intérêt, de mener par le pays une vie errante. Mais celui-là qui abandonnera l'existence sédentaire ne sera pas considéré comme vagabond, parce que, et pour cette seule raison, qu'il offrira, par l'exercice constant d'une profession honorable ou par la possession de biens légitimement acquis, les garanties dont a besoin la collectivité sociale, en l'absence d'un domicile certain.

Mais qu'un nomade soit, à la fois, sans métier sérieux,

sans ressources avouables et sans autre domicile qu'une roulotte, nous ne voyons guère quelles assurances cet homme donne au pays, qui l'accueille, de ne point se dérober à la responsabilité de ses fautes, à l'accomplissement de ses obligations.

La Jurisprudence.

La Jurisprudence a confirmé le sentiment général de ceux qui pensent que le législateur de 1810 n'a point entendu exiger par les mots « domicile certain » un domicile fixe.

Ces mots se retrouvent traditionnellement dans les textes sur le vagabondage. Nous avons vu que les Edits de 1701 et de 1731 édictaient déjà l'obligation d'un domicile certain. Traditionnellement aussi, il semble que l'on a décidé qu'un domicile quelconque, même mobile, était suffisant. Sous la législation de la période intermédiaire, il est bien certain que le seul fait de mener une vie errante ne pouvait être retenu comme répréhensible.

« Attendu que la prévention de vagabondage ne peut être établie que sur des faits prohibés par la loi et non sur la vie errante et les voyages d'un citoyen, sauf l'application des lois de police relatives à la divagation des insensés et furieux.

Le tribunal casse et annule le jugement... »

Cet arrêt avait la date *du 18 prairial an IX* de la République française, une et indivisible (1). Depuis lors, la

(1) « Annulation, sur le pourvoi de Louis Gasse, d'un jugement du tribunal spécial du département de la Sarthe, du 8 prairial

jurisprudence n'a pas varié son orientation, et pour le montrer, il suffit de citer un *arrêt du 1^{er} avril 1887*, rendu par la cour d'Appel de Montpellier, dans une affaire Gleyzes :

« La Cour...

Attendu que le jugement se borne à indiquer, pour préciser le premier élément du délit de vagabondage, que Gleyzes a reconnu à l'audience qu'il n'avait pas de domicile fixe ; mais que la loi ne caractérise pas en ces termes cette première condition, et porte expressément qu'elle consiste en l'absence de domicile réel..... par ces motifs, relaxe Gleyses, relativement au délit de vagabondage (1). »

Remplacement projeté des mots « domicile certain » par « domicile fixe » dans la définition du délit de vagabondage, dans les propositions de loi soumises au Parlement.

Et enfin, s'il fallait une dernière preuve que ces mots « domicile certain » ont été jugés insuffisants pour signifier l'obligation d'un « domicile fixe » avec toutes les garanties qui s'y rattachent, il nous suffirait de citer un passage du rapport fait à la Chambre des Députés le 7 juillet 1908, par M. *Marc Réville*, au nom de la Commission relative à la répression du vagabondage et de la mendicité.

an IX », *Bulletin des jugements du Tribunal de cassation rendus en matière criminelle*, tome VI, du 7 vend. au 29 fructidor an IX, n° 212.

(1) *Recueil général des lois et arrêts*, année 1889, Sirey, 2^e partie, page 76.

Dans le texte nouveau proposé par la Commission à la Chambre pour la définition du délit de vagabondage, l'expression « domicile certain » est remplacée par celle de « domicile fixe » (1).

« N'avoir pas de domicile fixe, explique le rapporteur, le Code pénal disait domicile certain ; la Commission a changé ce qualificatif pour ne pas laisser échapper à la répression une catégorie particulièrement redoutée de vagabonds, les roulottiers et nomades qui, sauf des exceptions très respectables et garanties dans leur liberté par la suite de l'article 270, disaient : « Je n'ai pas de moyens d'existence, je n'exerce pas, à proprement parler, de métier et de profession, mais j'ai dans ma roulotte un domicile certain et, dès lors, je ne saurais être poursuivi, ni condamné, car les conditions du vagabondage ne sont pas réunies en moi. »

(1) *Journal officiel*, Documents parlementaires de mars 1909, page 2166.

CHAPITRE II

PREMIÈRE SECTION

Les Bohémiens dans la législation postérieure au Code pénal.

Quelle que soit l'opinion que l'on ait sur le sens qu'il convient de donner aux termes de la définition du délit de vagabondage, que l'on estime que la voiture du roulotteur est suffisante ou non pour constituer le domicile certain exigé par la loi, il n'en reste pas moins exact que, dans la plupart des cas, il sera très difficile de faire tomber les Bohémiens sous le coup de l'article 270 du Code pénal.

Le Bohémien, nous l'avons vu, n'est presque jamais démuné de ressources ; il est fort rare qu'il ne voile pas, par l'exercice apparent de quelque profession, les méfaits sans nombre dont il se rend coupable.

Contre les dangers que fait courir, à un pays, la présence des nomades sur son territoire, nous n'avons donc trouvé dans le Code pénal, en particulier dans le § 2 de

la 5^e section relative au vagabondage, aucune arme efficace, et même aucun remède relatif.

Cette arme, nous en avons manqué durant tout le cours du xix^e siècle ; à aucun moment le législateur n'a songé à prendre, contre les errants, les mesures que semblaient réclamer les plaintes qui ne cessaient de s'élever contre eux. C'est seulement en 1912, que l'on s'est, pour la première fois depuis l'ancien régime, occupé des nomades d'une manière spéciale.

Que cette loi indispensable se soit si longtemps fait attendre, on s'en étonnera davantage encore, quand on aura constaté que, dans la législation postérieure à 1810 et parmi les textes qu'on a prétendu tourner contre les Bohémiens, il n'en est aucun qui ait pu présenter quelque efficacité d'application.

Les textes que nous aurons à examiner seulement, ce sont les lois sur le vagabondage qui ont pu compléter ou modifier les articles 269 et suivants du Code pénal, et les lois et règlements de police sur la situation des étrangers en France.

Vagabonds, nous savons assez que nos gens n'ont pas cessé de l'être, depuis tantôt cinq siècles qu'ils parcourent notre pays. Et pour la plupart, aussi, ils ne sont pas de nationalité française.

Textes qui ont complété ou modifié les articles du Code pénal, relatifs au vagabondage.

Si la loi du 28 avril 1832 a refondu en partie le texte primitivement adopté par le législateur de 1810 et abrogé

certaines dispositions contenues dans l'article 271 du Code pénal ; si depuis le 27 mai 1885 la peine de la surveillance de la haute police, dont il était parlé dans ce même article 271, a été supprimée et remplacée par l'interdiction de séjour, les termes qui, à l'apparition du Code pénal, définissaient le délit de vagabondage, sont demeurés immuables. Cette seule affirmation suffit à prouver qu'aujourd'hui comme en 1810, il est fort aisé aux Nomades d'échapper à la répression du délit de vagabondage (1).

DEUXIÈME SECTION

En principe, la jouissance des droits publics dans un pays, n'est pas un privilège réservé aux seuls nationaux.

(1) Pourtant cette immunité pourrait ne plus avoir qu'une courte durée. Nous avons vu à la fin du chapitre précédent que le nouveau texte proposé pour la définition du délit de vagabondage avait remplacé par l'expression « domicile fixe » le terme ancien « domicile certain ». Le jour prochain, où, sur ce texte se sera fait l'accord des deux Chambres, nos gens seront pourchassés, s'ils n'offrent la garantie d'un métier sérieux et honorable ou de ressources dont l'origine ne sera pas délictueuse.

Et que l'on ne pense pas que le résultat, atteint par ce simple changement d'un mot dans une définition juridique, se confondra avec le résultat que poursuivent les auteurs de la loi de 1912. Tout individu qui remplira les deux autres conditions de se trouver habituellement sans métier et sans ressources, sera considéré comme vagabond, s'il ne prouve un autre domicile que sa roulotte. Mais tout nomade, alors même qu'il exercera une profession ou qu'il aura des ressources, sera contraint d'obéir aux injonctions de la loi du 16 juillet 1912.

En France, ces droits, et parmi eux la liberté individuelle, sont le patrimoine de tous ceux qui résident ou qui voyagent dans le pays, étrangers et français.

*Application aux Bohémiens des textes réglementant
le séjour des étrangers en France.*

Mais cette règle générale subit une importante exception dans ce fait que les étrangers peuvent être expulsés du territoire, quand leur présence devient un danger pour la nation. Ce droit d'expulsion, par simple mesure administrative, a trouvé son expression dans la *loi du 3 décembre 1849*, intitulée : *Loi sur la Naturalisation et le séjour des étrangers en France.*

Loi du 3 décembre 1849.

« Le ministre de l'Intérieur, dit *l'article 7*, pourra, par mesure de police, enjoindre à tout étranger voyageant ou résidant en France, de sortir immédiatement du territoire français, et le faire reconduire à la frontière. Il aura le même droit à l'égard de l'étranger qui aura obtenu l'autorisation d'établir son domicile en France ; mais, après un délai de deux mois, la mesure cessera d'avoir effet, si l'autorisation n'a pas été révoquée suivant la forme indiquée dans l'article 3. Dans les départements frontières, le préfet aura le même droit à l'égard de l'étranger non résidant, à la charge d'en référer immédiatement au ministre de l'Intérieur. »

Dans les termes de cet article 7 de la loi de 1849,

n'était-il pas tout naturel de chercher un moyen de combattre le fléau du vagabondage en bandes ?

Cette faculté que le législateur avait octroyée à l'autorité administrative, elle devait paraître précieuse, surtout si on en envisageait l'usage sur les frontières du pays. Et était-il déraisonnable de juger que l'on en pourrait faire une arme autant contre les délinquants de droit commun, contre les habitués du vagabondage, que contre les étrangers suspects à cause de leur attitude politique ? Cette pensée n'avait-elle pas été celle du législateur lui-même ? Certes, au lendemain de la Révolution de 1848 on avait voulu, surtout, s'efforcer d'expulser du territoire les éléments politiques dangereux pour la sécurité du régime ; mais on peut affirmer que la préoccupation de libérer le pays de la tourbe des vagabonds, des mendiants et des gueux de toutes sortes qui s'y pressaient, n'avait pas été absente des délibérations de l'Assemblée nationale législative.

On en trouve la preuve dans le rapport qu'à la séance du 8 novembre 1849, *M. de Montigny* lut à l'Assemblée pour exposer les idées et les principes qui avaient présidé à la rédaction de la loi (1).

« C'est un des droits du pouvoir exécutif de faire sortir du territoire français les étrangers dont la présence pourrait être dangereuse pour le pays... En effet, il n'est que trop prouvé aujourd'hui que les complots qui menacent non plus seulement l'ordre gouvernemental, mais l'ordre social tout entier, sont ourdis par une vaste association

(1) *Le Moniteur universel*, n° du 9 novembre 1849.

d'agitateurs, qui, ayant abdiqué l'idée de la patrie, se transportent partout où se présente la possibilité d'un bouleversement, et qui, aussitôt après la ruine de leurs criminelles entreprises, vont reformer leurs rangs sur le territoire de l'Etat le plus voisin.

... Il est une autre considération que le législateur ne saurait négliger... C'est surtout dans nos départements frontières que se font sentir dans tout leur poids, au plus fort de la misère publique, ces invasions d'hommes souvent sans aveu et toujours sans ressources, qui paralysent les efforts faits avec le plus de zèle pour l'extinction de la mendicité ; la répression judiciaire de la mendicité et du vagabondage est trop lente dans ses effets et trop restreinte dans son application pour remédier efficacement à un aussi grand mal, qui, d'après l'état actuel des choses, ne pouvait être arrêté que par une application discrétionnaire des lois de police confiée aux agents de la force publique ; c'est afin de régulariser la position équivoque qui en résulte pour l'Administration que votre Commission a pensé qu'il conviendrait de donner au préfet, dans les départements frontières, mais seulement à l'égard des étrangers non résidant et à la charge par lui d'en référer immédiatement au Gouvernement, les pouvoirs que la proposition attribue au ministre de l'Intérieur... »

Nous ne disons pas que le rapporteur songeait à nos Bohémiens, quand il parlait de « ces hommes souvent sans aveu et toujours sans ressources, dont les invasions se font sentir de tout leur poids, au plus fort de la misère publique » ; mais nous prétendons que l'idée devait se faire

tout naturellement jour que cette arme, mise aux mains du pouvoir administratif, celui-ci devrait s'en servir aussi contre les nomades. Cette opinion est d'autant plus soutenable que, dans les travaux d'élaboration mêmes de la loi du 16 juillet 1912, nous en trouvons confirmation :

Dans le rapport présenté à la Chambre des députés le 7 juillet 1908, par M. *Marc Réville* (1), au nom de la Commission relative à la répression du vagabondage et de la mendicité, il est écrit, à propos des nomades :

« En attendant, on peut et on doit interdire résolument l'entrée de nos frontières à ces tribus errantes... Point n'est besoin de mettre à cet effet une arme nouvelle entre les mains du Pouvoir exécutif : la loi du 3 décembre 1849, lui suffit pour cela ».

Ce passage prouve bien qu'on avait eu l'idée d'user, à l'égard des Bohémiens, de la loi de 1849. Mais il marque aussi que, si on entendait en faire un mode de répression du vagabondage en roulottes, la loi de 1849 n'était pas suffisante. M. *Marc Réville* ne parlait que de l'appliquer aux nomades qui se présenteraient dans l'avenir, aux frontières de notre pays. C'était plutôt une interdiction d'entrée qu'une mesure d'expulsion qu'il préconisait. Quant aux errants qui se trouvaient déjà à l'intérieur de la France, il fallait, reconnaissait M. *Réville*, pour les en chasser, trouver un autre moyen. C'est aussi ce que nous avons l'intention de démontrer.

Le droit d'expulsion, que donne aux autorités administratives la loi du 3 décembre 1849, n'est point suffisam-

(1) *Journal officiel*, Documents parlementaires de mars 1909, page 2170.

ment efficace pour débarrasser notre pays des nomades, et cela pour les raisons suivantes :

a) On peut justement penser, croyons-nous, que les préfets auront parfois quelque hésitation à prendre d'eux-mêmes (s'il s'agit d'un département frontière), ou à solliciter du ministère de l'Intérieur, une mesure d'expulsion contre toute une caravane de Bohémiens.

Qu'on reconduise à la frontière un individu isolé, convaincu d'un délit ou d'une faute quelconque, pour lequel sa responsabilité est nettement établie, la chose ne souffre pas de difficultés. Mais, si l'on peut penser avec raison d'une façon générale que la présence des nomades est une calamité pour une nation, il n'en est pas moins sûr que, lorsqu'on considérera une bande déterminée, il sera souvent très difficile de prouver qu'elle a commis ou non les méfaits qu'on lui reproche. Nous savons que nos gens possèdent une habileté consommée pour commettre les pires larcins d'une façon occulte, pour ainsi dire. Une autre cause ajoute à la difficulté de la preuve : ceux-mêmes qui sont les victimes des errants, les paysans, par crainte de représailles, demeurent muets. De nombreuses plaintes anonymes parviennent aux Parquets, mais ne contiennent aucune précision. Il en résulte que les mesures d'expulsion, à moins que l'on n'en fasse un système généralisé et appliqué d'une façon constante, risqueront parfois de manquer d'équité. L'arrêté pourra être pris contre des innocents ; et l'on peut justement redouter que, par suite de ces réflexions, les Préfets n'aient pas l'énergie de soutenir d'une façon continue ce régime de prescription.

b) En second lieu, ces mesures, même quand elles seront prises en toute connaissance de cause et avec la certitude de frapper juste, ne seront pas aisées à appliquer. Et cela pour une raison bien simple : Ces nomades, qui nous paraissent des hôtes incommodes et dangereux, sont également « indésirables » pour les habitants des régions qui se continuent au delà de nos frontières.

Hors le cas, où l'on pourra établir d'une manière suffisamment probante que les romanichels dont il s'agit sont des nationaux du pays voisin, ce pays fera tous ses efforts pour ne pas accepter sur son sol les errants que nous voudrions expulser.

c) Et, d'ailleurs, les nomades eux-mêmes seront les premiers à ne tenir aucun compte de l'arrêté d'expulsion pris contre eux. Si le souci de ce qu'ils croient leur intérêt, si la moindre rigueur de la loi, si le climat plus doux, ou simplement leur fantaisie leur conseillent de revenir aux lieux d'où ils furent bannis, peu leur importera d'encourir l'emprisonnement et d'enfreindre l'ordre d'expulsion. Nos gens ne connaissent pas de frontières ; leur patrie, c'est celle où le gendarme est moins farouche, c'est celle dont le ciel leur semble le plus riant. Et pour lois, ils ne connaissent que celles de leurs caprices.

D'ailleurs, jusqu'à la loi de 1912, rien ne leur était plus facile que de violer les arrêtés d'expulsion. Les romanichels sont, pour la plupart, sans état civil nettement établi, et même ils font tous leurs efforts pour qu'il en soit ainsi. Aussi rien ne les empêchait de rentrer en France, comme on l'a dénoncé à la tribune de la Chambre,

quelques jours et même quelques heures après en être sortis, sous un nom nouveau.

Ce que nous venons de dire relativement à la difficulté d'appliquer et de maintenir des mesures d'expulsion vis-à-vis des nomades, on pourrait le prouver par mille faits particuliers, l'illustrer de mille anecdotes :

A la séance de la Chambre des Députés du 29 octobre 1907, M. *Fernand David*, interpellant le ministre de l'Intérieur sur les mesures de police qu'il comptait prendre pour assurer la sécurité des campagnes et mettre fin aux incursions des bandes de romanichels, racontait ce qui suit (1) :

« L'année dernière, le 10 juillet 1906, une bande de nomades, comprenant 30 personnes, franchissait le petit Saint-Bernard et se dirigeait sur Bourg-Saint-Maurice. Les gendarmes du poste de Sainte-Barbe, voisin de la frontière, s'opposèrent à son entrée en France et lui firent regagner l'Italie. Mais, dans la nuit du 11 au 12 juillet, la bande passait de nouveau la frontière et, cette fois, on ne put la réintégrer en Italie, parce que les carabiniers italiens s'y opposaient.

Voici quelle fut alors l'odyssée de cette bande.

L'arrondissement de Moutiers, ne pouvant pas s'en débarrasser, voulut la diriger sur l'arrondissement d'Albertville, qui la refoula sur l'arrondissement de Moutiers et, quand les refoulements réciproques de l'un à l'autre arrondissement eurent duré assez longtemps, les autorités administratives de la Savoie se mirent d'accord pour di-

(1) *Journal officiel* du 30 octobre 1907, page 1973.

riger les romanichels sur le département de la Haute-Savoie. Celui-ci, ne voulant rien entendre, s'arrangea pour les diriger, à son tour, sur le département de la Savoie.

Alors le sous-préfet de Moutiers, qui cherchait à écouler quelque part les nomades qui vivaient aux dépens de la population et commettaient mille méfaits quotidiens, prit la très intelligente mesure suivante : « il les fit entasser dans un chariot automobile et on les conduisit à la frontière ; ils arrivèrent le 30 juillet au petit Saint-Bernard ; on les dissimula dans une vieille chapelle abandonnée et on leur donna des vivres, du tabac et de l'argent pour qu'ils ne fissent pas de bruit. Dans la nuit du 30 au 31 juillet, grâce à des guides expérimentés, on leur fit franchir la frontière sans que les carabiniers s'en aperçussent et on les introduisit en Italie. Puis, pendant 8 jours, gendarmes et douaniers français veillèrent pour empêcher leur retour. Ils ne revinrent pas, ou plutôt ils ne revinrent pas de ce côté ; mais quelque temps après, on les retrouvait pénétrant en Haute-Savoie par le canton du Valais ».

Ces menus incidents de frontière, dont la répétition est assez fréquente, ne prouvent-ils pas surabondamment l'insuffisance de la loi de 1849, en ce qui concerne la lutte contre le vagabondage des Bohémiens. Ces malheureux errants sont ballotés sur la frontière, pourchassés par les autorités de l'un ou de l'autre pays. Leur sort n'est pas enviable dans les pays même où ils ont pu s'introduire, car nous les avons vus refoulés de commune en commune, de département en département. Il est bien évi-

dent que ce système n'a qu'un résultat certain : celui d'augmenter encore la mobilité de ceux dont le danger est précisément le défaut de fixité sur le territoire. Il est bien clair, que ce soit entre pays voisins ou entre circonscriptions administratives d'une même nation, qu'il est totalement insuffisant et inutile de se borner à chasser un peu plus loin les nomades dont on a à se plaindre. Ce n'est pas là faire disparaître le mal ; c'est peut-être même l'augmenter encore, puisqu'on enlève ainsi toute possibilité aux errants de s'attacher au sol et d'adopter enfin une vie sédentaire.

L'absurdité de cette méthode a son expression la plus vive dans le récit d'une aventure, racontée par le journal *Le Temps* du 4 février 1908 :

« Le premier octobre 1907, une roulotte de Bohémiens, contenant une famille de huit personnes (le père, la mère et six enfants), était amenée par les gendarmes d'Aubange (Belgique) à la frontière française, par la route menant à Longwy-Haut. Comme les nomades étrangers allaient pénétrer en France, les gendarmes de Mont-Saint-Martin (Meurthe-et-Moselle), agissant en vertu des instructions préfectorales sur la circulation des nomades, s'opposèrent à l'entrée de la roulotte en territoire français. Les gendarmes belges s'opposèrent de leur côté à ce qu'elle fit demi-tour, et, des deux côtés du poteau frontière, près duquel la voiture était arrêtée, les gendarmes des deux pays restèrent en faction au bord de la route. Le 2 février 1908 (exactement quatre mois après l'arrivée de la roulotte à la frontière), la situation était la même.

« De douze heures en douze heures, gendarmes belges et

français sont relevés deux par deux et continuent leur surveillance. Du côté français, on a construit une baraque en planches, où les gendarmes peuvent s'abriter. En outre, comme les quatre gendarmes qui composent la brigade de Mont-Saint-Martin sont absolument immobilisés par cette surveillance, on a envoyé, des brigades de Briey et du poste de Saulnes (Meurthe-et-Moselle), un gendarme pour renforcer la brigade supprimée du fait de sa fonction. Chaque gendarme en déplacement touchant 1 fr. 50, par jour, on a ainsi dépensé 360 francs. La municipalité de Mont-Saint-Martin doit pourvoir à la nourriture et au chauffage des huit individus retenus à la frontière, et à l'éclairage et au chauffage de la cahute des gendarmes.

« De ce fait, dépense de 6 francs par jour, soit 720 francs. La surveillance des nomades a donc coûté jusqu'à plus de 1.000 francs (1.080 francs exactement).

« Le transfert des Bohémiens par chemin de fer à n'importe quelle frontière de France n'aurait pas coûté le tiers de cette somme et aurait duré quelques jours à peine. On aurait, en outre, évité de laisser un pays, où foisonnent les étrangers, sans patrouilles de gendarmerie (1). »

On avouera que les arrêtés d'expulsion ne sont point aux mains des autorités administratives un moyen suffisant de combattre le fléau du vagabondage en roulottes.

(1) Cette aventure eut cependant une fin : dans la nuit du 2 au 3 avril 1908, les romanichels, après avoir vendu leur cheval et leur voiture, s'ennuyant de cette longue station à la limite des deux pays, décampèrent d'eux-mêmes, vers la Belgique.

Décret du 2 octobre 1888.

Les autres textes de lois, qui régissent le séjour des étrangers en France, ne peuvent guère être considérés comme une arme bien supérieure.

Sans approfondir la question de savoir si les *lois du 1^{er} février 1792 et 28 vendémiaire an III*, qui imposaient aux étrangers pénétrant en France l'obligation de se munir d'un passeport, sont encore en vigueur, bien que tombées depuis longtemps en désuétude ; nous ne nous occuperons que des textes actuellement en application.

Aux termes du *Décret du 2 octobre 1888*, « *Décret relatif aux Etrangers résidant en France* », *article premier*.

« Tout étranger non admis à domicile qui se proposera d'établir sa résidence en France devra, dans le délai de quinze jours à partir de son arrivée, faire à la mairie de la commune où il voudra fixer cette résidence une déclaration énonçant... »

L'article 3 ordonne :

« En cas de changement de domicile, une nouvelle déclaration sera faite devant le maire de la commune où l'étranger aura fixé sa nouvelle résidence ».

Et la sanction des prescriptions législatives se trouve dans *l'article 5* :

« Les infractions aux formalités édictées par le présent décret seront punies des peines de simple police, sans préjudice du droit d'expulsion qui appartient au mi-

nistre de l'Intérieur en vertu de la loi du 3 décembre 1849, article 7 ».

Le décret de 1888 s'applique à tous les étrangers non admis à domicile, qu'ils exercent ou non une profession, venus en France avec l'intention de s'y fixer définitivement ou du moins d'y faire un séjour prolongé. Restent en dehors de cette réglementation ceux qui ne font que passer par le pays, pour leurs plaisirs ou pour leurs affaires.

Parmi ceux-là nos Bohémiens ne figurent-ils pas au premier rang ? Font-ils autre chose que de passer par le pays, sans le moindre souci de s'y attacher par quelque lien. Et puis le texte ne parle-t-il pas de déclaration à faire à la mairie de la commune de la résidence ?

Et, lors même que l'on penserait que les nomades n'échappent pas à l'application du décret de 1888, ce texte possède-t-il des sanctions suffisantes pour forcer l'obéissance ?

Les infractions sont passibles des peines de simple police. Cela veut dire que les contrevenants ne pourront jamais être l'objet d'un emprisonnement préventif, qu'ils devront être assignés régulièrement, et qu'ils s'empresseront de déguerpir à la moindre menace de poursuites. Le décret de 1888, dont la stricte application est très difficile aux étrangers domiciliés, devient absolument inefficace à l'égard des romanichels.

Loi du 8 août 1893.

Aussi inefficace, *la loi du 8 août 1893*, conçue dans le même ordre d'idées que le décret de 1888.

Cette loi, relative au séjour des *Etrangers en France* et à la protection du travail national, a organisé, à l'égard des étrangers, un système particulier de surveillance et de police.

« Tout étranger non admis à domicile, dit l'*article premier*, arrivant dans une commune pour y exercer une profession, un commerce ou une industrie, devra faire à la mairie une déclaration de résidence en justifiant de son identité dans les huit jours de son arrivée... En cas de changement de commune, l'étranger fera viser son certificat d'immatriculation, dans les deux jours de son arrivée, à la mairie de sa nouvelle résidence. »

D'après les termes mêmes de cet article premier, ne semble-t-il pas que nos gens devront échapper à cette réglementation? Eux, dont le sort est de toujours cheminer, sans rester huit jours consécutifs dans une localité, ne seront-ils pas dispensés de faire à la mairie la déclaration exigée par la loi?

Ainsi, il semble dès l'abord que cette loi de 1893, qui devait avoir, dans l'esprit de ses auteurs, le bienfaisant effet « de constituer une sorte d'état civil à l'étranger (car sans cela la police est impuissante à son égard, il est insaisissable et rien ne met sur ces traces) », ne peut englober dans son application, précisément, les plus dangereux et les plus insaisissables de tous les étrangers. Mais il y a pire : le but poursuivi par le législateur, en cela même qu'il espérait atteindre l'étranger, dont l'existence n'est pas vagabonde, n'a pas été atteint. L'insuffisance de la loi de 1893 a été reconnue d'une façon si cer-

taine qu'à la date du 16 juillet 1912, en même temps que la loi sur les nomades, était voté un texte destiné à compléter celui de la loi de 1893.

La loi de 1893 aurait été une arme puissante contre le vagabondage en roulotte, si, répondant aux espérances de ceux qui l'avaient adoptée, elle avait permis de constituer une sorte d'état civil aux étrangers, aux Bohémiens.

L'immunité dont ceux-ci bénéficient, l'insaisissabilité dont ils profitent, leur viennent surtout de ce que de la plupart d'entre eux l'identité est inconnue. Souvent eux-mêmes ignorent leur état civil exact, leur nationalité ; en tout cas, ils prennent, à les dissimuler, un soin jaloux. Changeant sans cesse de nom, se substituant les uns aux autres, déroutant les recherches par des renseignements que rien ne vient infirmer ou confirmer, ils peuvent aisément se dérober à la justice. On conçoit aisément de quelle utilité eût été la loi de 1893, si elle avait atteint le résultat qu'on avait prétendu réaliser. Mais, nous le répétons, elle a fait piteusement faillite.

C'est dans l'exposé des motifs de la proposition de loi, qui a complété le texte insuffisant de 1893, que l'on trouvera l'énumération la plus complète des griefs adressés à celui-ci (1).

« Les procédés actuels d'immatriculation, dit cet exposé, n'offrent aucune sécurité en vue d'établir l'identité. La pratique a démontré et démontre tous les jours, plus

(1) Exposé des motifs de la proposition de loi tendant à réprimer le vagabondage et la mendicité, exercés par les étrangers, présentée par M. Albert Lebrun, député. Séance du 25 février 1908. *Journal officiel*, docum. parlam., mai 1908, page 159.

particulièrement dans les départements voisins des frontières où résident un grand nombre d'étrangers, que l'inscription prévue par la loi n'est qu'une simple formalité de police superficielle, qu'un accomplissement mécanique des prescriptions légales, qu'elle se résume, dans la pratique, à l'acquiescement d'une taxe, à la perception d'un droit, et, qu'en un mot, la loi est inexécutée dans son esprit. »

La loi de 1893 a édicté que l'étranger devrait faire une déclaration... en justifiant de son identité. Mais elle n'a pas décidé quelles pièces devraient être déposées par l'étranger à l'appui de sa déclaration.

« Il s'ensuit, dit M. *Lebrun*, que des milliers d'immatriculations, d'apparence conformes à la loi, sont essentiellement viciées, qu'elles peuvent servir à plusieurs étrangers indistinctement, et que, sous le couvert des formalités qui précèdent, une bonne partie des expulsés rentre librement en France. »

D'ailleurs, en supposant même que l'on obtienne de l'étranger qu'il fasse la déclaration légale, en temps voulu, et qu'il la fasse en justifiant de son identité par des pièces authentiques, le résultat acquis sera-t-il de longue durée ?

L'article 3 de la loi a bien décidé que :

« L'étranger qui n'aura pas fait la déclaration imposée par la loi dans le délai déterminé, ou qui refusera de produire son certificat à la première réquisition, sera passible d'une amende de 50 à 200 francs. »

Mais la disposition de l'article premier qui impose à l'étranger de faire viser son certificat d'immatriculation,

hors d'un changement de résidence, est constamment violée, car elle ne comporte aucune sanction pénale.

Pour toutes ces raisons, la loi de 1893 n'a produit aucun des résultats que législateur en attendait ; et pour cette raison aussi que, les poursuites contre les contrevenants devant se faire sur assignation régulière, sans qu'il soit jamais possible de les arrêter préventivement, les intéressés ne tardent pas à disparaître dès qu'ils se voient dresser procès-verbal.

Comme nous l'avons dit déjà à propos du décret de 1888, l'application de la loi de 1893 est à plus forte raison inefficace à l'égard des romanichels.

Nous avons assez longuement insisté sur le décret de 1888 et sur la loi de 1893, bien que ni l'un ni l'autre ne s'occupent des nomades, parce que ces textes sont, avec la loi de décembre 1849 et les articles du Code pénal relatifs au vagabondage, ceux dans lesquels on pouvait être le plus naturellement tenté de rechercher un remède possible au mal du vagabondage en roulotte. Ce sont ces textes que l'on a cités dans les discussions qui ont précédé le vote de la loi du 16 juillet 1912, surtout pour en montrer l'inefficacité à l'égard des Bohémiens. Nous avons suffisamment établi, croyons-nous, qu'aucun d'eux ne pouvait constituer, contre les incursions sans cesse renouvelées des errants, un obstacle sérieux. Comme, d'autre part, on ne peut que dresser un procès-verbal de carence quand on recherche les mesures que le législateur, au cours du xix^e siècle, a pu édicter spécialement contre les nomades, il en résulte assez nettement qu'avant le vote

de la loi de 1912, les pouvoirs publics étaient complètement désarmés dans la lutte à soutenir. D'ailleurs, eux-mêmes en faisaient l'aveu :

« Nous sommes complètement désarmés devant de semblables invasions, déclarait le Secrétaire général de la préfecture de la Marne au mois d'avril 1907. Si nous expulsions ces Bohémiens par une extrémité du département, ils rentrent par l'autre. Tant qu'aucun délit précis n'est relevé contre eux, nous ne pouvons les arrêter. Nous savons qu'ils vivent de pillage et de rapines ; mais les paysans, par crainte de représailles, n'osent porter contre eux des plaintes précises et se contentent de nous transmettre anonymement leurs doléances. Ce n'est pas suffisant. Nous allons, pour l'instant, nous efforcer de refouler ces nomades de commune en commune jusqu'à un département voisin qui, à son tour, les chassera comme il pourra. Les lois en vigueur jusqu'ici ne nous permettent pas d'envisager d'autres solutions (1). »

TROISIÈME SECTION

Lois diverses dont on a pensé faire usage à l'égard des Bohémiens.

Il est un certain nombre de lois que quelques personnes ont jugées de nature à remédier, dans une certaine mesure,

(1) *Le Matin* du 10 avril 1907.

au vagabondage en roulotte. Outre la *loi du 3 décembre 1749*, ces lois sont : celle du *7 décembre 1884 « sur la protection des enfants dans les professions ambulantes »*, celle du *24 juillet 1889 « sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés »*, la *loi du 19 avril 1898 « sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté, et attentats commis envers les enfants »* et enfin la *loi du 3 avril 1903*.

Dans la séance de la Chambre des députés du 29 octobre 1907, M. *Adigard* indiquait ces divers textes comme étant des armes possibles contre les nomades.

Mais nous pensons que ces lois, lors même que l'on aurait songé à les utiliser contre les errants, n'auraient pas été d'un secours bien grand. En effet, depuis le jour de leur promulgation, leur application est demeurée à peu près lettre morte, par suite de l'incertitude où l'on est resté de l'identité des nomades, et de la difficulté d'assurer la surveillance de ceux-ci. Nous croyons avec M. *Clémenceau* (1) que l'exécution de la loi nouvelle de juillet 1912 aura, précisément, pour heureux résultat de favoriser l'application des textes que nous venons de citer.

(1) « *Projet de loi du Gouvernement sur la circulation des nomades.* » Dépôt du projet, 25 novembre 1908. Texte, *J. O.*, Docum. parlam., mars 1909, page 111.

QUATRIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

PREMIÈRE SECTION

Les Bohémiens en Europe à l'époque actuelle.

Les rigueurs qu'édicte l'ancien régime à l'égard des Bohémiens, dont les incursions venaient menacer les campagnes du royaume, peuvent sembler discutables. On en peut contester l'efficacité et la justice ; édits de bannissement pris contre une race entière, conduite en masse aux galères du roi, n'étaient peut-être pas le remède qui convenait au mal.

Mais quand on constate que, depuis plus d'un siècle, en France, aucun gouvernement, aucune législature n'ont élevé la moindre barrière contre l'invasion de ceux qui autrefois ravageaient le pays, on est tenté de se demander :

Les nomades, ayant terminé enfin leur perpétuelle randonnée, ont-ils fixé leur vie en quelque point du monde ? Le nombre des errants est-il devenu si petit, leurs mœurs se sont-elles à ce point transformées, que ceux à qui, de-

puis cent ans, a incombé le souci d'assurer la sécurité du territoire, aient pu les oublier ?

Importance de leur population.

Les Bohémiens, dans la première période de leur apparition, n'étaient pas très nombreux dans notre pays. Nous avons vu que, vers 1438, leur troupe se composait de 600 personnes au maximum.

Il est vrai, qu'à cette date le grand mouvement d'invasion générale, venu des confins de l'Europe et de l'Asie, était à peine commencé. Les flots qui suivirent ne purent qu'augmenter la densité de cette population mouvante.

La France ne fut cependant jamais un lieu de prédilection pour les nomades ; comparativement aux pays voisins, ils y furent toujours assez peu nombreux. *Grellmann* (1) prétend que c'est parce que tous ceux qu'on pouvait atteindre étaient livrés à la justice. Que ce soit pour cette raison ou tout simplement parce que leur fantaisie faisait préférer aux errants d'autres lieux que le nôtre, c'est là un fait constaté à peu près unanimement (2).

Les anciens auteurs qui ont écrit sur les Egyptiens, et ils sont nombreux, n'ont fourni aucune indication sur le total de la population bohémienne, vivant à travers le monde. *Grellmann* (3), à la fin du XVIII^e siècle, estime qu'on peut évaluer entre 7 ou 800.000, le nombre des errants répandus en Europe ; pour la France il se borne à dire,

(1) *Grellmann*, page 40.

(2) *Bataillard, Recherches*, page 538.

(3) *Grellmann*, page 47.

que les Bohémiens y sont « en fort petite quantité ». M. *Kogalnitchan*, dans son livre écrit en 1847, répartit comme suit les Bohémiens, dans les divers pays d'Europe :

Moldavie et Valachie.	200.000
Turquie	200.000
Hongrie	100.000
Espagne	40.000
Angleterre	10.000
Russie (1).	10.000
Allemagne, France, Italie	40.000
Total	600.000

Population bohémienne de la France.

Quand on recherche quel est actuellement le nombre des Bohémiens qui parcourent les routes de France, il est très difficile de fournir une réponse précise. Cela se comprend aisément, et s'explique par diverses raisons : Le recensement d'une population toujours fuyante, toujours prête à se dissimuler, est fort malaisé. A cette difficulté, s'ajoute celle de l'ignorance à peu près complète où l'on se trouve de l'identité des nomades, le danger de dénombrer plusieurs fois les mêmes individus et de laisser échapper les autres au contrôle. De plus, la population bohémienne se confond avec une foule de nomades toutes sortes : vagabonds, gens sans aveu, bateleurs, marchands ambulants, rôdeurs. Cette confusion ne peut qu'augmenter la difficulté de différencier les errants à caractère ethnique.

(1) Kogalnitchan, *Esquisse sur l'histoire de Cigains*, page 24, ouvrage cité.

« En 1895 (1), l'ordre fut donné à la gendarmerie d'interpeller le même jour sur toutes les voies de communication, les individus inconnus dans la région, qui les parcouraient ; de les interroger, de relever leurs papiers d'identité, leur état civil, leur profession, et de procéder à une sorte de dénombrement de cette population vagabonde. Beaucoup d'isolés échappèrent à ce recensement, la gendarmerie devant porter ses investigations surtout sur les individus voyageant en bande et accompagnés de roulettes ; néanmoins, on put constater qu'ils étaient au nombre de 25.000. »

Dans la réunion du 3 mars 1902 on faisait remarquer, à la *Société des agriculteurs de France*, qu'il y avait en France, d'après les statistiques, 400.000 vagabonds (2). C'est également ce chiffre de 400.000 que donna M. *Marc Réville* dans le rapport présenté à la Chambre au nom de la Commission relative au vagabondage et à la mendicité, le 7 juillet 1908, « 400.000 vagabonds ou mendiants sur lesquels il y en a à peine une vingtaine de mille qui soient déférés aux tribunaux (3). »

Parmi ces 400.000 individus, combien se trouvent de Bohémiens ?

(1) Rapport fait au nom de la Commission extraparlamentaire instituée par décret du 13 novembre 1897 pour rechercher les moyens propres à améliorer la police du vagabondage et des campagnes. *Journal Officiel* du 29 mars 1898, page 1940.

(2) Exposé des motifs de la proposition de loi relative aux moyens propres à réprimer le vagabondage et la mendicité exercés par les nomades étrangers, présentée par M. le marquis de Pomereu, à la Chambre des Députés, le 20 décembre 1907 (en note), *J. O.*, doc. parl., de février 1908, page 3.

(3) *J. O.*, docum. parl. de mars 1909, page 2162.

M. *Emile Hinzelin* s'est posé la question et y a répondu en ces termes :

« Voici la statistique la plus récente. Elle est exacte, si l'on peut exactement compter les gouttes d'une eau qui glisse entre les doigts. Il y a environ 750.000 Bohémiens dans le monde entier. L'Europe en a, pour sa part, 600.000. En France 40.000 ; en Angleterre 4.000 ; en Espagne 20.000 ; en Bohême 20.000 : en Roumanie (1) plus de 200.000 ; le reste en Turquie et en Hongrie. »

Nous pensons que ces chiffres sont notoirement exagérés, au moins en ce qui concerne notre pays. Nous croyons que les Bohémiens, en France, sont loin d'atteindre le chiffre de 40.000. Dans les Bureaux de la Direction de la sûreté générale, au ministère de l'Intérieur, qui sera principalement chargée de l'exécution de la loi du 16 juillet 1912, on nous a déclaré que les dénombrements établis par les brigades de police mobile avaient fixé à neuf mille environ le chiffre des romanichels, et que leur nombre pouvait s'élever à dix mille, en tenant compte de la difficulté d'un recensement exact.

*Bohémiens ayant abandonné la vie errante pour adopter
une vie sédentaire.*

Ces errants, qui comptent aujourd'hui en Europe plus d'un demi-million d'individus, qui ont encombré les routes du monde depuis plusieurs siècles, n'ont-ils jamais laissé en arrière de leur caravane quelques-uns des leurs ?

(1) Emile Hinzelin, *Les nomades au XX^e siècle en France*, *La Revue* (ancienne *Revue des Revues*), 1^{er} février 1913, n^o 3, page 292.

Un certain nombre de Bohémiens, soit par renonciation spontanée à l'esprit même de leur race : l'éternel vagabondage, soit par soumission à la volonté de quelque puissant prince, n'ont-ils pas acquis, en quelque coin du monde, une résidence sédentaire et une vie enfin localisée ?

Dans l'île de Chypre, où leur première apparition remonte à une époque immémoriale, déjà au milieu du xvi^e siècle quelques tribus de Bohémiens avaient « leurs terres et possessions » qu'elles cultivaient régulièrement (1).

Peut-être ce premier établissement stable des errants eut-il pour cause l'asservissement auquel les soumièrent les seigneurs du pays ? Et, de fait, la plupart du temps, la fixation des nomades sur un territoire a été le résultat de mesures persévérantes prises par les autorités de ce territoire, contre la volonté des Bohémiens (2). C'est ainsi qu'un peu avant le milieu du siècle dernier, la Valachie et la Moldavie contenaient ensemble environ deux cent cinquante mille Bohémiens, tous attachés au sol, mais tous esclaves (3).

Cependant, dans la plupart des pays d'Europe, un certain nombre d'Égyptiens, en restant de condition libre, sont devenus sédentaires. En France même, dans le début du xix^e siècle, une petite population bohémienne de 300 têtes s'est fixée à Saint-Jean-de-Luz et à Ciboure (Basses-

(1) Bataillard, *Nouvelles recherches*, page 19.

(2) Bataillard, *Nouvelles recherches*, page 23.

(3) Bataillard, *Nouvelles recherches*, page 30.

Pyrénées) pour y vivre paisiblement et laborieusement des produits de la pêche (1).

Mais il faut reconnaître que cet oubli des traditions de leur race voyageuse a été peu fréquent de la part des nomades.

DEUXIÈME SECTION

La proportion de ceux qui continuent à cheminer est la plus considérable ; et les romanichels du ^{xx}^e siècle ne sont pas meilleurs, hélas, que les « penanciers » de 1427. Ils n'ont pas cessé, comme disait Adam Théveneau de ceux du ^{xvii}^e siècle, de « se répandre sur le plat pays, ainsi que sauterelles pour le manger et décevoir la simplicité du peuple plus grande que dans les villes ».

Mœurs actuelles des Bohémiens. Leur mépris de toutes lois civiles et pénales et de toutes règles d'hygiène.

Et que l'on ne croit pas que nous jugeons nos gens d'après l'opinion des anciens chroniqueurs. Leurs méfaits, à travers les campagnes, font, tout comme autrefois, s'élever des plaintes nombreuses ; le récit des crimes qu'on leur reproche se trouve presque chaque matin dans les journaux. A la tribune du Parlement, plus d'une fois, on a rapporté les doléances des paysans accablés de plus en plus par ce fléau.

(1) Bataillard, *Nouvelles recherches*, page 27.

Le 29 octobre 1907, à la Chambre des Députés, M. *Adigard* dénonçait les nomades qui mettent les campagnes en coupe réglée par leurs rapines, leurs maraudes et leur mendicité accompagnée de menaces (1). Le mal, disait-il, est d'autant plus grand que les romanichels ne se cantonnent pas, comme peut-être on pourrait le croire, dans les régions frontières ou dans celles qui les avoisinent, mais que leurs excursions s'étendent sur la France entière.

Dans l'exposé des motifs des diverses propositions, sur la circulation des nomades, dans les discussions du texte qui est devenu la loi du 16 juillet 1912, on a apporté contre les Bohémiens des griefs nombreux. Tous ceux qui ont étudié la question sont d'accord pour voir en eux les plus dangereux des vagabonds.

Ils ne vivent que « de mendicité, de pillage et de rapines », dit M. *de Pomereu* (2).

« Chaudronniers ou rétameurs, tel est, en général, leur métier avoué ; leurs femmes souvent très belles, sous des haillons sordides, disent la bonne aventure. Tous sont des pillards et des voleurs, et malheur à la région qu'ils traversent et surtout à celle où ils séjournent : les légumes des potagers, les volailles dans les basses-cours, le portemonnaie oublié sur une table, près d'une porte ou d'une croisée ouvertes, un veau ou un cheval à l'herbage, tout leur est bon à prendre, ils vivent sur notre sol comme en terrain conquis, sans souci des lois civiles qu'ils ignorent,

(1) *J. O.* du 30 octobre 1907.

(2) Prop. Pomereu. Voir note 2, page 140 ci-dessus.

ne déclarant jamais ni mariage, ni naissance, ni décès, et sans respect des lois pénales qu'ils violent effrontément (1). »

Et ce n'est pas tout; par leur mépris des lois de l'hygiène la plus élémentaire, ils offrent un danger de plus pour les localités où ils voyagent. Leur passage s'accompagne souvent de maladies épidémiques et contagieuses, dont leurs voitures sont les plus sûrs véhicules de transmission. M. de Pomereu rappelle dans sa proposition de loi qu'en 1893, après la venue d'une troupe de Bohémiens le typhus ravagea Beauvais, Lille et Amiens, faisant dans cette seule ville 37 victimes.

Enfin pour énumérer jusqu'au dernier les reproches qu'on a adressés à nos gens, citons encore M. de Pomereu.

« Parmi ces nomades se trouvent des espions qui travaillent pour le compte de l'étranger et qui donnent à nos ennemis des renseignements utiles sur la qualité de nos routes et sur les ressources que peuvent offrir les localités (2). »

Et il se pourrait que dans cette accusation, il y ait quelque chose de vrai. Plusieurs l'ont répétée et déjà *Grellmann* écrivait, au XVIII^e siècle : « Il est facile à l'ennemi de les former à l'espionnage et à la trahison, délits dont ils ont déjà été accusés dans les siècles précédents ; mais qu'on a peut être exagérés ; quoiqu'au reste ils soient très propres à devenir des agens infidèles (3). »

(1) Marc Réville. Chambre des Députés, séance du 7 juillet 1908. Voir note 2, page 140 ci-dessus.

(2) Prop. Pomereu. Voir note 2, page 140 ci-dessus.

(3) *Grellmann*, page 176.

Leur immunité de toutes charges.

Ainsi, c'est une population de près de dix mille individus qui s'abritent sur le territoire français, s'efforçant de se dérober à l'application de toutes les lois civiles et pénales, créant par leur seule présence un perpétuel danger pour les habitants des campagnes. Vivant sur notre sol, dont ils ne possèdent pas un pouce, n'apportant pas la moindre parcelle de labeur à l'activité commune, ils bénéficient de tous les avantages de la société. Et ils s'affranchissent de toutes les charges que celle-ci pourrait leur imposer. Pour le montrer d'une façon merveilleuse, nous n'avons qu'à reproduire, après M. de Pomereu, ce que disait en 1899 à la 9^e Commission de législation de *La société des agriculteurs de France*, M. le comte d'Esterno (1).

« 1^o Les camps volants, sont déchargés de la cote personnelle et on les étonnerait beaucoup si on leur disait qu'elle existe ; 2^o les camps volants ne payent pas d'impôts de portes et fenêtres ; ils ont des maisons roulantes qui ont des portes et fenêtres, mais ils ne payent rien ; 3^o ils ont le droit de mendier partout où ils passent, et la défense de mendier inscrite sur quelques poteaux indicateurs n'est point faite pour eux ; 4^o ils ne prennent pas de permis de chasse, mais ils chassent partout et dans toutes les saisons ; 5^o ils ne payent pas, comme le font les Français, d'impôts sur les chiens et pourtant beaucoup de ces

(1) Proposition Pomereu. Voir note 2, page 140 ci-dessus.

camps volants ont plusieurs chiens qui leur servent à chasser dans les bois ou les buissons ou à prendre des poules ; les chiens ne portent pas de colliers, ni de muselières, contrairement aux règlements qui obligent les propriétaires de chiens à leur mettre un collier portant leur nom et leur domicile. Ils transmettent fréquemment la rage aux chiens qu'ils rencontrent dans les campagnes ; 6° ils ne payent pas davantage d'impôts sur les chevaux et voitures, tout en ayant, au su et vu de tout le monde, chevaux et voitures. C'est grâce à ces bêtes errantes, mal soignées, mal tenues, que se transmettent, se transportent et se propagent bien souvent les maladies contagieuses ; 7° ils ne payent pas de droit de stationnement et passent pourtant les nuits arrêtés sur le bord des routes ; 8° les camps volants sont dispensés de payer patente ; pourtant, une grande partie d'entre eux avec les bois, osiers, cou-driers, châtaigniers qu'ils dérobent le long de leur route confectionnent des meubles rustiques qu'ils vendent sur leur chemin : paniers, corbeilles, chaises, tables, petits bancs, etc., ou objets quelconques ; 9° enfin tous les Français étant censés se servir des chemins et routes établis sur le territoire et par conséquent les user, sont tenus de contribuer à leur entretien ou à leur réparation, qu'ils possèdent ou non des chevaux et des voitures ; c'est une obligation que l'on nomme prestation ; les camps volants ont des chevaux et des voitures ; ils se servent des chemins et des routes et par conséquent ils les usent puisqu'ils y passent leur vie, mais jamais ils ne contribuent à leur entretien et à leur réparation. »

Et cette heureuse immunité, les Bohémiens ne l'ont pas

acquise de date récente. N'avons-nous pas vu que déjà au début du xvii^e siècle, ils étaient : « francs de toutes impositions, charges et servitudes publiques, libres et garantis de toutes censures et corrections civiles, hors de cour et de toute juridiction... (1)? »

Ainsi, loin de s'être éteint, comme aurait pu le faire croire l'absence de toute mesure de répression, loin même d'avoir diminué, le fléau du vagabondage en roulotte semble, de nos jours, s'appesantir sur nos campagnes aussi durement qu'autrefois. D'ailleurs, il paraît assez naturel qu'il en soit ainsi. Depuis plusieurs années les nations voisines ont pris des dispositions rigoureuses pour débarrasser leur sol de ces parasites qui s'y accrochaient depuis des siècles.

Presque partout, des mesures d'expulsion ont été édictées ; la surveillance de ceux qui ont pu échapper à la prescription est devenue extrêmement minutieuse, tracassière. Le résultat en est que les éternels errants s'empres- sent de chercher au loin une terre plus hospitalière. Les chemins de France s'ouvrent devant leurs caravanes, larges et libres.

Quand nous avons reçu ces hôtes, il nous faut bien les garder, car ceux qui nous les ont envoyés, font désormais bonne garde aux frontières. Et petit à petit, tous les nomades, qu'éloignent de Belgique, d'Allemagne, de Suisse, les rigueurs d'une réglementation trop sévère,

(1) Corneille Agrippa, *Paradoxe sur l'incertitude, vanité et abus des sciences*, chap. Lxv, page 216. Voir ci-dessus, page 55 en note.

retrouvent en la France la patrie perdue depuis des siècles.

D'autre part, depuis la suppression de la surveillance de la haute police et son remplacement par l'interdiction de séjour, les campagnes ont vu s'augmenter leur population d'un élément nouveau, mais peu désirable. Chassés des grandes agglomérations et rejetés sur les centres ruraux, les apaches, les souteneurs y forment des bandes. Fréquemment aussi, ces malfaiteurs citadins s'enrôlent dans les tribus de romanichels errants (Il est arrivé plus d'une fois que les brigades de police mobile eussent à opérer l'arrestation de repris de justice dans les roulottes des Bohémiens).

Sous le poids de tels maux, sillonnées et ravagées par une armée d'errants de tous noms : mendiants, vagabonds, gens sans aveu, bateleurs, chemineaux, trimardeurs, Bohémiens, les campagnes ne peuvent que gémir. Versant, plus encore par crainte que par charité, à tous ceux qui tendent la main, un impôt de près de 40 millions par an, les paysans de France font entendre des doléances de plus en plus vives (1).

(1) On a calculé qu'il y avait en France 400.000 vagabonds. En admettant que ces individus se procurent 30 centimes par jour, soit 100 francs par an, c'est 40 millions qu'ils prélèvent sur la classe laborieuse (compte rendu, *Bulletin de la Société nationale des agriculteurs de France*, session 1902, 2^e fascicule, p. 203).
Note au bas de la proposition de M. de Pomereu.

CHAPITRE II

PREMIÈRE SECTION

Premières tentatives faites pour combattre le vagabondage en roulotte.

Ainsi, dans les dernières années du siècle écoulé, il devenait de la plus extrême urgence de prendre des mesures énergiques pour arrêter l'élan des flots qui menaçaient d'envahir les campagnes. C'était surtout aux incursions sans cesse renouvelées des Bohémiens, de tous les nomades à caractère ethnique, qu'il convenait d'apporter un remède. Vis-à-vis des vagabonds proprement dits « le pouvoir judiciaire et la police étaient mal armés évidemment, mais ils étaient armés tout de même, et, avec une vigilance soutenue, le vagabondage pouvait être combattu (1) ». Mais à l'égard des nomades, il n'en était pas de même. Le fléau allait, augmentant sans cesse ; nul obs-

(1) M. Clémenceau. Projet du Gouvernement. Voir note 1, ci-dessous, page 135.

tacle ne l'enrayait ; il devenait coupable de ne point agir.

A l'automne de 1897, l'instruction ouverte contre Vacher, à la suite des crimes effroyables dont il s'était rendu coupable, mit en plus vive lumière encore le mal dont souffraient les campagnes.

Elle révéla combien était nombreux alors ces errants, ces « coureurs » que l'on voit cheminer le long des routes de France, d'un air placide et honnête, mais que la moindre occasion rend prêts à toutes les besognes, à tous les crimes.

Le 13 novembre 1897, le ministre de l'Intérieur, M. Louis Barthou, adressa au Président de la République un rapport dans lequel il signalait l'urgence et l'intérêt exceptionnel qu'il convenait de donner à « la recherche d'un moyen pratique de parvenir à une surveillance plus active et plus efficace des vagabonds, mendiants ou gens sans aveu ».

Commission extraparlamentaire de 1898.

A la suite de ce rapport, à cette même date du 13 novembre 1897, un Décret parut instituant une *Commission chargée de rechercher les moyens propres à assurer une surveillance plus étroite des vagabonds et gens sans aveu et à faciliter la découverte des auteurs de crimes et de délits* (1).

(1) *Journal Officiel* du 29 mars 1898, page 1940.

*Mesures préconisées pour la réglementation des
nomades.*

Cette Commission se composait de : MM.

Marcère (de), sénateur, président,

Lasserre (Maurice), député, vice-président,

Bouffet, conseiller d'Etat,

Pallain, directeur général des douanes,

Mourlan (le général), président du comité de la gendarmerie au ministère de la Guerre,

Viguié, directeur de la sûreté générale,

Couturier, directeur des affaires criminelles au ministère de la Justice,

Daubrée, directeur des forêts au ministère de l'Agriculture.

Alapetite, préfet du Pas-de-Calais.

Regnault, procureur général à Amiens.

Hennequin, chef de bureau au ministère de l'Intérieur.

Lefebvre, rédacteur principal à la direction de la sûreté générale, secrétaire.

Le travail de la Commission extraparlémentaire fut résumé dans un remarquable rapport, signé de *M. de Marcère*, et publié au *Journal officiel* du 29 mars 1898. La Commission avait travaillé, comme elle en avait reçu mission, à rechercher les moyens propres à assurer une diminution du vagabondage dans les campagnes et à faciliter la découverte des auteurs de crimes ou de délits ;

mais elle l'avait fait, dans un esprit spécial. Elle s'est efforcée, dit le rapport, de trouver des remèdes immédiats au mal signalé, sans conseiller des modifications administratives trop nombreuses et trop profondes, ou des réformes législatives qui auraient entraîné des frais trop considérables et des délais trop longs ». La Commission proposa au ministre de l'Intérieur une meilleure utilisation des armes dont on disposait, sans en créer d'autres par de nouvelles lois. L'ensemble des mesures préconisées par elle pourrait se résumer en ces quelques lignes qui terminaient le rapport de M. *de Marcère* :

« Reconstituer les cadres et le personnel déjà existants de la milice de la sûreté publique ; restituer aux divers agents qui la composent leur vraie valeur ; la coordonner dans son action multiple et une à la fois ; lui fournir les moyens d'exécution qui lui manquent ou dont on avait perdu l'usage : rendre plus efficace l'œuvre de la police par le concours de la justice ; susciter chez tous les agents, fonctionnaires, magistrats, gendarmes qui concourent à l'œuvre de la police et de la sûreté générale un renouveau de zèle, la volonté de travailler en commun à cette partie si importante de l'ordre social ; réveiller chez tous le sentiment de la responsabilité ; mettre de la suite dans les idées et de la constance dans l'exécution ; concentrer enfin tous ces services dans une main unique, de degré en degré, jusqu'au sommet, jusqu'au ministre de l'Intérieur, de manière que la police redevienne ce qu'elle doit être, une affaire d'Etat. »

Exiger de ceux qui, à chaque échelon devaient en avoir le souci, une application plus soutenue dans l'exécution

des textes réprimant le vagabondage et la mendicité, c'était bien.

Mais cela pouvait-il suffire, contre l'invasion des Bohémiens, alors que nous avons constaté que les autorités administratives aussi bien que les magistrats de l'ordre judiciaire demeuraient, devant eux, impuissants ?

Pourtant la Commission n'a pas omis de voir que c'était aussi du vagabondage en roulotte que se plaignaient les paysans ; et dans son rapport elle a préconisé des mesures applicables aux nomades de toutes sortes qui ne peuvent pas être atteints comme vagabonds, parce qu'ils ne remplissent pas les conditions du délit.

« En ce qui concerne les nomades proprement dits, exerçant ou non une profession, ceux qui constituent principalement l'armée du vagabondage dangereux, la Commission propose de mettre en mouvement l'autorité gouvernementale par une série de mesures qui se complètent les unes les autres.

Et d'abord, aucun de ces individus ne pourra circuler sans être muni d'une autorisation délivrée par les préfets, Cette autorisation ne sera donnée que sur le vu de pièces d'identité déterminées. Tel est l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral dont voici les termes :

Le préfet d.

Vu la loi du 10 vendémiaire, an IV, titre III ;

Vu la loi du 5 avril 1864, article 99 ;

Considérant que, dans l'intérêt de la sécurité publique, il est indispensable de prendre des mesures à l'effet d'assurer d'une manière plus efficace la surveillance des no-

mades de toutes catégories circulant sur les routes, chemins et voies publiques du département.

Arrête !

Article 1^{er}. — Tout individu exerçant une profession, une industrie ou un commerce ambulants doit, au préalable, en avoir obtenu l'autorisation.

L'autorisation ne pourra être donnée que sur la présentation d'un certificat de bonnes vie et mœurs émanant des autorités locales de la dernière résidence de l'impétrant.

Elle sera consignée sur un carnet spécial contenant vingt-quatre feuillets cotés et paraphés par l'autorité administrative qui en aura fait la délivrance.

Ce carnet énoncera le nom et les prénoms de l'impétrant, son âge, le lieu de sa naissance, celui de son domicile ou de sa résidence habituelle et son signalement exact. Il mentionnera le genre d'industrie ou de commerce auquel il entend se livrer ; il indiquera, en outre, l'âge, le sexe, les noms et prénoms et le lieu de naissance des personnes qui l'accompagnent.

Il devra être présenté à toute réquisition des agents de la force publique et, dans tous les cas, être soumis au visa des maires dans la commune desquels le porteur se propose d'exercer sa profession. Les droits de police de ces derniers sont et demeurent réservés.

Article 2. — Tout nomade sans profession habituelle, errant à travers le département, devra justifier à toute réquisition des agents de la force publique de son identité.

Cette identité sera légalement établie, soit par un passeport avec ou sans secours de route, un livret d'ouvrier, soit, à défaut de ces pièces, par une carte d'identité individuelle ou collective contenant l'état civil, le signalement exact et l'indication du dernier domicile ou de la résidence de celui qui en sera détenteur.

Sur la production de toute pièce justificative utile, ces cartes d'identité seront mises gratuitement à la disposition des intéressés, dans les bureaux des préfectures et sous-préfectures.

Article 3. — Tout individu visé par le présent arrêté, qui ne serait pas en mesure d'établir son identité par la production de l'une des pièces sus-énumérées, sera retenu administrativement à l'effet de rechercher cette identité.

Pour le cas où ces recherches resteraient infructueuses, il sera déféré aux tribunaux sous l'inculpation de vagabondage ou comme contrevenant aux dispositions du présent arrêté.

A défaut de ces autorisations, le nomade sera retenu administrativement et sa situation sera l'objet d'un examen immédiat et rapide de la part des autorités. »

En proposant ainsi de donner au Préfet le droit de décréter, pour une certaine catégorie de personnes, l'obligation d'établir leur identité au moyen de pièces officielles, la Commission extraparlamentaire ne préconisait-elle pas, somme toute, une mesure législative ? Dans la législation antérieure existait-il quelque texte permettant cette exigence de l'autorité préfectorale ?

Nous verrons bientôt que ce fut précisément l'absence

de ce texte, qui amena le gouvernement à enrayer les résultats qu'aurait pu donner la mise en pratique des mesures conseillées par la Commission.

Pourtant il sembla tout d'abord que quelques-unes de ces mesures allaient recevoir réalisation. Par une circulaire du 10 juin 1898, M. *Louis Barthou* s'efforça, conformément aux vues de la Commission, de montrer aux Préfets et aux Maires tout le parti qu'il leur était possible de tirer, pour la répression plus efficace du vagabondage, des armes mises à leur disposition par les lois antérieures.

Sur plusieurs points, la circulaire ministérielle sanctionnait les décisions prises par la Commission de Marcère. Mais quant à l'obligation, pour tout individu exerçant une profession ambulante ou nomade, de se munir d'une autorisation préfectorale, le Ministre déclarait : que « tout en adoptant les vues de la Commission, il n'avait pas pensé qu'une mesure aussi grave que l'obligation d'une carte d'identité peut être imposée par un arrêté réglementaire, uniforme pris par les divers Préfets en vertu de l'article 99 de la loi de 1884 ». Il décidait qu'un projet de loi serait préparé, à cet effet, d'accord avec le Département de la Justice et soumis ultérieurement au Parlement (1).

Il semblait donc apparaître que la Commission de 1898 n'avait pas forgé l'arme dont on userait enfin d'une manière efficace contre les éternels voyageurs. Les roulotiers semblaient avoir encore devant eux de belles années d'indépendance.

(1) *Revue pénitentiaire et de Droit pénal, Bulletin de la Société générale des Prisons*, année 1898, page 1118.

DEUXIÈME SECTION

*Arrêtés préfectoraux inspirés par les conclusions du
rapport de la Commission de 1898.*

*Leur insuffisance et leur inefficacité pour une répression
générale de vagabondage en roulotte.*

Pourtant les travaux de la Commission ne demeurèrent pas absolument stériles, et les mesures qu'elle avait préconisées ne restèrent pas sans réalisation aucune. Certains administrateurs tentèrent de démontrer que, même avec les moyens insuffisants dont on disposait, il était possible, en faisant preuve d'une grande vigilance et de beaucoup de zèle, d'opposer des obstacles puissants au fléau de vagabondage et de la mendicité. Même en ce qui concerne le vagabondage en roulottes, on put croire un instant qu'il allait diminuer, grâce à l'énergie de ceux qui le combattaient. Mais ce ne fut, hélas, qu'un fugitif espoir ! L'initiative de ces administrateurs fut bien vite entravée et découragée.

Un des personnages qui avaient fait partie de la Commission de 1898, M. *Alapetite*, préfet du Pas-de-Calais, s'avisa que peut-être il ne suffisait pas, pour arrêter le développement du vagabondage et de la mendicité, de nommer des commissions et d'établir des rapports. Il ju-

gea que, la Commission extraparlamentaire de Marcère ayant pris des conclusions et préconisé des mesures, il serait peut-être utile d'essayer l'efficacité de ces mesures. Dans le département qu'il administrait, très peuplé et particulièrement ravagé par le vagabondage, parce que proche de la frontière, M. *Alapetite* eut le désir de diminuer le mal. Il prétendit y parvenir par des améliorations d'ordre purement administratif. A la date du *2 janvier 1899*, il adressa aux Maires du département *un arrêté et une circulaire* dont les dispositions se ramenaient à ceci :

a) Injonction aux maires de faire conduire devant eux tous les errants, qui demanderaient à passer la nuit dans la commune, d'exiger d'eux tous renseignements utiles sur leur état civil, leur profession, le but et les raisons de leur voyage ; et enfin de surveiller ces nomades jusqu'à leur sortie du territoire communal.

b) Nécessité pour les ambulants à professions diverses et surtout pour les Bohémiens de se munir d'une autorisation municipale de résider. Recommandation d'user, en cas de désordre, contre les Bohémiens, de la faculté d'expulsion accordée par la loi de 1849.

c) Etablissement dans chaque localité et centralisation à la Préfecture de fiches quotidiennes sur les nomades de passage dans tout le département.

d) Ordre donné aux gendarmes et aux gardes-champêtres de mettre en état d'arrestation tout individu mendiant dans une commune autre que celle de son domicile.

e) Enfin, rappel de la décision, prise d'accord avec le

Conseil général, ordonnant la mise au régime cellulaire des individus condamnés, pour vagabondage ou mendicité, à plus d'un mois d'emprisonnement.

M. *Alapetite* espérait que les Bohémiens, les chemineaux, les « coureurs » de toutes catégories, gênés par le contrôle et la surveillance dont ils seraient l'objet, s'éloigneraient rapidement de cette contrée par trop inhospitalière.

Et il avait raison de l'espérer. Les résultats de ces efforts ne tardèrent pas à se manifester et, dans un rapport du 27 juin 1900, M. *Rivière* pouvait déclarer (1) : « L'opinion publique est unanime, dans le Pas-de-Calais, à reconnaître l'heureux effet de l'ensemble des mesures prises : le général inspecteur de la gendarmerie déclarait, au terme de sa récente tournée, que tous les chefs de poste lui donnaient l'assurance que le résultat visé avait été atteint ».

Des améliorations apportées par M. *Alapetite*, dans la lutte contre le vagabondage, la mesure la plus nouvelle, en même temps peut-être que la plus efficace, était la nécessité dans laquelle il plaçait tout professionnel ambulancier et surtout tout Bohémien de se munir d'une autorisation municipale de résider.

Il y avait peut-être quelque audace à décider une pareille obligation, après la circulaire du 10 juin 1898.

Il est vrai, que cette audacieuse initiative, un autre préfet l'avait eue avant M. *Alapetite*, à une date plus rapprochée encore de la circulaire ministérielle.

(1) Proposition Pomereu. Voir note 2, page 140 ci-dessus.

M. *Joliet*, préfet de la Vienne, n'avait pas l'excuse d'avoir été membre de la Commission de Marcère, quand il prit l'arrêté du 3 novembre 1898.

Dans cet arrêté, M. *Joliet* soumettait les nomades en roulotte à l'obligation de se munir d'une autorisation du Maire de la commune sur le territoire de laquelle ils avaient l'intention de stationner. C'était là le point capital ; c'était là la hardiesse de l'initiative. Cette autorisation municipale devait être consignée sur le carnet réglementaire prescrit par les circulaires des 6 janvier 1868 et 18 avril 1884. Les maires, aux termes de l'arrêté, auraient le devoir de faire surveiller d'une façon vigilante, jusqu'à leur départ, les nomades stationnant sur le territoire de la commune.

« Les mesures prescrites par l'arrêté du 3 novembre 1898 de M. le Préfet de la Vienne, écrit M. *Rivière*, furent exécutées assez exactement pour que les intéressés crussent devoir éviter ce département désormais inhospitalier (1). Mais, pour que la lutte contre le vagabondage en roulotte put avoir un résultat décisif, « ce n'était pas seulement dans 3, 5, 10 départements qu'on aurait dû prendre des mesures analogues » comme le reconnaît M. de *Pomereu*. Il aurait fallu les étendre à la France entière. »

L'exemple donné par M. *Joliet* et M. *Alapetite* fut suivi par plusieurs de leurs collègues. A la session du mois d'août 1899, les Conseils Généraux apportèrent aux représentants du gouvernement des réclamations et des

(1) Proposition Pomereu. Voir note 2, page 140 ci-dessus.

plaintes nombreuses motivées par l'envahissement des campagnes par les nomades. Quelques préfets prirent alors une initiative semblable à celles que nous avons vues.

A la séance de la Chambre du 5 décembre 1899 M. *Georges Berry* signalait particulièrement celle de M. le Préfet de la Haute-Vienne, M. *Paul Boudier* :

Le 10 octobre 1899, M. *Boudier* avait adressé aux Maires et aux Chefs de Brigade de gendarmerie de son département *l'Arrêté* dont la teneur suit (1) :

« Le préfet.....

Arrêté :

Article 1^{er}...

Article 2. — « Nul ne pourra exercer une profession ambulante, telle que celle de saltimbanque, bateleur, chanteur ambulant, et toutes autres industries similaires, sans être muni :

1° D'une première autorisation délivrée par le Préfet du département du domicile ou par le Préfet d'un département frontière, pour les étrangers.

2°) D'une deuxième autorisation délivrée par le maire de chaque commune où l'intéressé voudra séjourner.

Article 3. — Le stationnement sur la voie publique et sur les terrains communaux des voitures servant au logement des Bohémiens, camps volants ou autres individus

(1) *Journal officiel*, Chambre des Députés, séance du 5 décembre 1899, « Discussion du budget de l'exercice 1900 ».

nomades sans profession avouée, est formellement interdit dans le département.

Article 4. — Les individus étrangers désignés à l'article précédent seront refoulés sur la limite du département, dans la direction de leur lieu d'origine.

Article 5. — Les individus qui ne justifieraient pas d'un domicile certain et de moyens de subsistance et qui n'auraient ni métier ni profession, seront arrêtés et déférés aux tribunaux comme vagabonds.

Article 6. — Les nomades étrangers qui n'auraient pas satisfait aux dispositions de la loi du 8 août 1893 relative au séjour des étrangers en France, seront immédiatement déférés aux tribunaux... »

L'application rigoureuse de cet arrêté eut un résultat appréciable, puisque M. *Georges Berry* pouvait affirmer dans cette séance du 5 décembre 1899 « que les efforts de M. *Boudier* dataient de fin octobre et que déjà ne circulaient plus ou presque plus dans les départements de chemineaux ou de Bohémiens ».

Ces prescriptions de M. *Boudier* renfermaient parmi elles, aussi, l'obligation pour les professionnels ambulants de se munir d'une double autorisation du Préfet et du Maire. Ne pouvait-on craindre que cette mesure, édictée par simple arrêté préfectoral, ne parût au gouvernement, comme elle avait paru à M. Barthou, exorbitante sinon illégale ? Ne pouvait-on redouter surtout que son extension à tous les départements du territoire ne fût à peu près impossible, précisément à cause de cette défaveur que lui avait témoignée le pouvoir central ?

Il ne fut plus permis d'en douter après cette séance du 5 décembre 1899, à la Chambre des Députés (1) :

« Croyez-vous, monsieur le Ministre, que, dans l'intérêt général (demanda M. *Georges Berry* à M. *Waldeck Rousseau*, ministre de l'Intérieur), pour éviter d'abord ces actions isolées qui portent préjudice aux départements, voisins, et, d'autre part, pour que tout le monde profite de ce qui a été fait par les Préfets dont je parle, croyez-vous, dis-je, qu'il ne vous soit pas possible d'imposer à tous vos Préfets une mesure d'ensemble, les forçant à afficher un arrêté analogue à celui que je viens de lire, et à faire reconduire par la gendarmerie les Bohémiens à la limite du département, dans la direction de leur lieu d'origine. Certes, je ne demande pas d'arrêter tous les vagabonds, il y en a trop ! la gendarmerie serait impuissante à le faire, et les prisons seraient trop petites pour loger tous ceux qu'il y aurait à arrêter.

Ce que je vous demande, monsieur le Ministre, c'est, en attendant la loi, de vouloir bien prendre des mesures qui atténuent dans une certaine proportion les vexations, les spoliations, dont sont victimes les campagnes de la part des chemineaux, des vagabonds, des mendiants. »

Et M. le Ministre de l'Intérieur et des cultes, président du conseil, répondit :

« J'approuve complètement les instructions qui ont été données par mes honorables prédécesseurs et qui avaient pour but de réprimer dans une certaine mesure le fléau du vagabondage ; mais, comme eux aussi, je reconnais

(1) *J. O.* du 6 décembre 1899.

que ces instructions demeureront tout à fait inopérantes jusqu'au moment où la Chambre aura voté le projet de loi dont elle est actuellement saisie.

L'honorable M. *Berry* vous disait que dans certains départements, dans le Pas-de-Calais notamment, au moyen d'édits préfectoraux de proscription pris contre les vagabonds, on s'était débarrassé des chemineaux, qui sont, en effet, un sujet de terreur pour les habitants de nos campagnes.

Qu'il me permette de lui faire observer que ces mesures, quand elles sont appliquées à un département qui rejette tous ses vagabonds sur les départements voisins, peuvent être très efficaces pour le département en question ; mais que, si les autres départements suivent cet exemple, on se trouve alors mis directement en présence de la question du vagabondage.

Cela montre que les arrêtés préfectoraux sont insuffisants pour résoudre une question qui ne peut être tranchée que par une mesure législative ».

Comme si, après ces paroles, on pouvait douter encore du sentiment qui les avait inspirées, disons qu'une lettre, adressée par M. *Waldeck Rousseau* à un des préfets auxquels il avait été fait allusion dans le débat du 5 décembre 1899, l'exprimait plus significativement encore.

Cette lettre permet de préciser le sens des mots « Edits de proscription », le Ministre voyant dans les arrêtés des Préfets une atteinte à la liberté individuelle :

« Dans l'état actuel de la législation, l'obligation d'établir son identité par la production de certaines pièces, n'est nulle part édictée... Il est exorbitant et insolite de

forcer le vagabond à se présenter spontanément à la mairie pour fournir tous les renseignements qui pourront être réclamés par l'Administration municipale (1). »

Ce peu d'enthousiasme que témoigna le ministère de l'Intérieur à encourager les efforts que certains Préfets avaient tentés, en s'inspirant des conclusions du rapport de Marcère, empêcha, cela est sûr, de continuer (partiellement et sur des points localisés, il est vrai) la lutte entreprise contre le vagabondage et la mendicité. Suivant certaines opinions il aurait même été l'une des raisons qui ont fait croire, dans ces dernières années, insoluble le problème du vagabondage (2).

Quoiqu'on pense de l'attitude adoptée par le ministère de l'Intérieur à l'égard de ces initiatives préfectorales, qu'on en critique ou non la justesse, on ne pourra contester que les Préfets durent, tout naturellement, en subir l'influence. S'il est exact qu'il y eut un certain nombre d'arrêtés pris postérieurement à cette date du 5 décembre 1899, il est indéniable qu'on n'assista plus désormais qu'à des tentatives, trop isolées pour avoir un résultat vraiment utile (3).

(1) *Revue pénitentiaire*, 1908, page 274. « Les questions pénales devant les Conseils généraux de 1903 à 1906 » sous la signature de M. Louis Rivière.

(2) M. de Pomereu, dans l'exposé des motifs de sa proposition, de loi, semble être de cette opinion.

(3) Arrêtés pris : le 7 mai 1900 par M. le Préfet d'Ille-et-Vilaine ; le 10 juin 1900 par M. Joucla-Peloux, préfet de Meurthe-et-Moselle ; le 20 juillet 1900, par M. Fourcy, préfet de l'Ariège ; le 15 mai 1903 par M. le Préfet de la Marne ; le 13 mars 1905, par M. Duréault, préfet du Pas-de-Calais ; le 3 juillet 1905, par M. Diény, préfet de Saône-et-Loire.

Seule, une application généralisée de la mesure aurait atteint le but ; et elle était à peu près impossible. Sans tirer de ce fait d'autres conséquences, disons que par là s'affirmait de plus en plus la nécessité d'une intervention du législateur.

Ce n'était pourtant pas le sentiment de tous. Devant les résultats surprenants que M. *Boudier* avait obtenus dans son département, « M. *Charles Morel d'Arleux*, un des hommes qui, au nom de *La société des agriculteurs de France*, s'est attaché avec le plus de ténacité à rechercher les moyens d'enrayer le vagabondage en France, crut pouvoir en 1900 et en 1902 réunir en une brochure ces divers arrêtés et envoyer son opuscule à tous les conseillers généraux de France, en les exhortant à faire prendre des dispositions semblables dans leurs départements respectifs. Peine perdue ! la plupart des assemblées départementales, obéissant à cette mentalité trop répandue qui préfère à l'effort personnel l'appel à l'Etat providence, se bornèrent à émettre des vœux tendant à ce que les pouvoirs publics organisassent une première répression de ce mal public (1). »

(1) M. Marc Réville, séance du 7 juillet 1908. Rapport, voir note 2, page 140 ci-dessus.

CINQUIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

PREMIÈRE SECTION

Nécessité d'une intervention législative pour la répression du vagabondage en roulotte.

Ainsi, pour mettre fin au vagabondage en roulotte des Bohémiens, la nécessité de faire intervenir le législateur devenait absolue.

Parmi les lois établies, aucune ne pouvait être utilisée de manière efficace ; les mesures préconisées par la commission extraparlamentaire de 1898, en ce qui concerne les nomades, n'étaient pas passées en application ; les tentatives de certains préfets pour leur donner vigueur et vie avaient été découragées, et en tout cas étaient demeurées isolées, partant inopérantes pour le résultat général à atteindre.

Vœux des Conseils généraux.

Le rapporteur de 1898 (1) signalait déjà que, depuis

(1) Rapport de Marcère. J. O. du 29 mars 1898.

plusieurs années, *les Conseils généraux* se faisaient l'écho des plaintes des populations rurales. Et, depuis lors, presque à chacune de leur session, les Assemblées départementales ont émis des vœux demandant au Gouvernement de déposer un projet de loi sur la Réglementation de la circulation des nomades. Le 26 septembre 1907, le Conseil général de Seine-et-Oise, un des départements les plus ravagés par les bandes de romanichels, décidait (1) :

« Le Conseil général, vu le vœu présenté par MM. Le-grand et Colin ; considérant que les incursions des bandes dites de romanichels sur le territoire français présentent les plus grands dangers pour la sécurité publique, particulièrement dans les campagnes ; que les moyens pratiques de les expulser sont entravés souvent par des difficultés inévitables ; la 3^e commission entendue, émet le vœu que des mesures efficaces soient prises par le Parlement pour arriver à empêcher ces bandes de pénétrer et de séjourner sur le territoire français et pour les expulser ; qu'une convention internationale intervienne pour faciliter ce résultat ; et qu'un crédit spécial soit ouvert à la sûreté générale et affecté au rapatriement rapide des bandes qui auraient réussi à s'introduire sur le territoire français ».

En 1909, après même le dépôt du Projet du gouvernement sur la Réglementation de la circulation des nomades, les Conseils généraux de l'Aisne et de la Côte-d'Or réclamaient la prohibition de la circulation des nomades et des romanichels (2).

(1) Proposition Pomereu. Voir ci-dessus page 140, note 2.

(2) *Revue pénitentiaire*, mai 1909, page 763.

Vœux de la société des agriculteurs de France.

La société des agriculteurs de France s'est faite également, à diverses reprises, l'interprète des sentiments exprimés dans les campagnes sur les coureurs des grandes routes. Plusieurs fois elle a émis des vœux, réclamant du pouvoir central qu'il assurât d'une façon plus certaine la protection des paysans. Dans la séance du 20 mars 1908, à la suite d'un rapport de M. *Morel d'Arleux*, la société votait le texte suivant :

« *La société des agriculteurs de France*, renouvelant les vœux émis par l'Assemblée générale les 7 mars 1899, 3 mars 1902, 14 mars 1903 (1) ;

Emet le vœu :

1) Que, sans attendre le vote des mesures proposées au Parlement en vue de réprimer le vagabondage et la mendicité, le gouvernement se serve des pouvoirs de police dont il dispose, pour interdire aux nomades étrangers l'entrée en France avant d'avoir :

1° Justifié des ressources suffisantes pour faire le voyage.

2° Payé les impôts et taxes que les Français sont tenus d'acquitter.

3° Justifié de leur état civil et de celui de toutes les personnes qui les accompagnent, spécialement des femmes et des enfants mineurs.

(1) *Revue pénitentiaire*, année 1908, page 818.

II) Que M. le ministre de l'Intérieur veuille bien déposer à bref délai « le projet de réglementation sur la circulation des nomades » qu'a annoncé M. *Maujan*, sous-secrétaire d'Etat, dans la séance de la Chambre des Députés du 29 octobre 1907.

III) Que le gouvernement propose aux Etats voisins une Conférence internationale, en vue d'étudier la question des nomades étrangers et de lui donner une solution rapide.

Et que, tout d'abord, il se mette en rapport, s'il ne l'est déjà, avec le conseil fédéral suisse, dont la circulaire du 11 juillet 1906, aux gouvernements cantonaux, se terminait en ces termes : « Nous avons l'intention de proposer aux gouvernements des pays voisins une Conférence internationale pour discuter la question des tziganes ».

Vœux de la société internationale d'Assistance.

La société internationale pour l'étude des questions d'Assistance, dans la séance du 25 mars 1908, entendait la lecture d'un rapport de M. *Louis Rivière*, dont les conclusions contenaient les paragraphes suivants (1) :

« La société internationale émet le vœu :

4° Que tous les étrangers, entrant en France pour y exercer une profession ambulante, soient tenus de consigner une somme suffisante pour garantir le paiement des impôts et taxes auxquels ils sont susceptibles d'être assujettis.

5° Que la répression de tout délit commis par ces étran-

(1) *Revue pénitentiaire*, année 1908, page 684.

gers soit assurée d'une façon énergique, notamment ceux de vagabondage et de mendicité.

6° Que tout étranger qui aura été condamné trois fois pour vagabondage ou mendicité soit expulsé du territoire français à l'expiration de sa peine. »

Nous pourrions citer encore les nombreuses délibérations de *La société générale des Prisons*, au cours desquelles fut discutée la grave question du vagabondage en roulotte. Ainsi, à travers le pays, ceux qui avaient reçu ou qui s'étaient donné mission de défendre les intérêts des habitants de nos campagnes : Assemblées départementales et sociétés savantes, dénonçaient le mal de plus en plus aggravé.

*Promesses faites dès 1907 par le Gouvernement du
Dépôt d'un projet de loi.*

A la séance de la Chambre des Députés du 29 octobre 1907, M. *Maujan*, sous-secrétaire d'Etat de l'intérieur, répondant à l'interpellation de M. *Fernand David*, déclarait : « Le ministère de l'Intérieur prépare en ce moment un projet de réglementation sur la circulation des nomades ». Et la Chambre adoptait l'ordre du jour suivant : « La Chambre, confiante dans le gouvernement, compte sur son active vigilance pour assurer l'ordre et la sécurité dans les villes et les campagnes, et pour débarrasser le pays des incursions des bandes de romanichels » (1).

Cette promesse, que le gouvernement dans un court

(1) *Journal officiel* du 30 octobre 1907.

délai mettrait au jour un projet de loi, sembla être confirmée par M. *Waldeck Rousseau*, à la séance de la Chambre des Députés du 5 décembre 1899, quand, à la suite du discours de M. *Georges Berry* sur la question du vagabondage et de la mendicité, le Ministre reconnut que « les arrêtés préfectoraux étaient insuffisants pour résoudre une question qui ne pouvait être tranchée que par une mesure législative » (1).

Malgré ces apparences, cette mesure législative ne fut soumise à l'assentiment des Chambres qu'à la date du 25 novembre 1908. Et le projet serait peut-être encore à l'étude dans les bureaux du ministère, si l'initiative parlementaire n'était venue stimuler le zèle gouvernemental.

Le projet de loi du 25 novembre 1908, présenté au nom de M. Armand Fallières, président de la République française, par M. Georges Clémenceau, président du Conseil, ministre de l'Intérieur, fut, en effet, précédé de diverses propositions relatives, les unes à la question générale du vagabondage et de la mendicité, les autres plus spécialement au vagabondage en roulotte. Nous allons les énumérer toutes, pour la raison que le vagabondage par bandes des Bohémiens n'est qu'une facette de la question plus vaste du vagabondage, sous toutes ses formes. Ces formes sont nombreuses : vagabondage dans les villes et dans les campagnes, vagabondage des étrangers ayant une résidence sur le sol français, vagabondage des nomades eux-mêmes..., etc.

La loi du 16 juillet 1912, que nous étudierons, n'est

(1) *Journal officiel* du 6 décembre 1899.

qu'une fraction d'un ensemble de mesures générales destinées à combattre le mal du vagabondage et de la mendicité sous toutes leurs apparences. Nous verrons comment, dans la suite des discussions du Parlement, l'accord n'ayant pu se faire définitivement que sur les articles de loi édictant des mesures contre les nomades et contre les étrangers domiciliés en France, ces articles furent détachés du projet général et votés séparément. Mais il n'en demeure pas moins que la loi de 1912 était destinée à faire partie d'un système plus vaste et qu'elle y rentrera, quand l'accord du Sénat et de la Chambre se sera fait sur les divers autres textes soumis à leur approbation.

DEUXIÈME SECTION

Propositions diverses d'initiative parlementaire.

Enumération :

A la date du 25 janvier 1899, M. Jean Cruppi avait déposé sur le bureau de la Chambre une proposition de loi en 24 articles, *relative aux moyens d'assistance ou de coercition propres à prévenir ou à réprimer le vagabondage et de la mendicité.*

Proposition de M. Jean Cruppi du 19 décembre 1907.

La proposition, renvoyée à la Commission de législation criminelle, fit l'objet d'un rapport présenté, au nom

de la Commission, par M. *Jean Cruppi* le 28 novembre 1899. La Commission demandait l'adoption de la proposition, qu'elle avait d'ailleurs modifiée sur plusieurs points.

Mais la proposition ne put venir en discussion dans le cours de la législature et ne fut pas reprise. Elle fut soumise, à nouveau, telle qu'elle avait été adoptée par la Commission de 1899, aux délibérations de la Chambre des Députés, dans la séance du 19 décembre 1907, par M. *Jean Cruppi* et plusieurs de ses collègues.

Proposition de M. de Pomereu du 20 décembre 1907.

Le lendemain, 20 décembre 1907, M. le marquis de *Pomereu* déposait à la Chambre une proposition de loi relative aux moyens propres à réprimer le vagabondage et la mendicité exercés par les nomades étrangers.

La Chambre décida que la proposition serait renvoyée à la Commission relative à la répression du vagabondage, qui devait être ultérieurement nommée.

Proposition de M. Georges Berry du 27 décembre 1907.

Le 27 décembre 1907, une proposition de loi tendant à la suppression du vagabondage et de la mendicité, présentée par M. *Georges Berry*, fut renvoyée à la même Commission.

Proposition de M. Flandin du 20 janvier 1908.

Moins d'un mois plus tard, le 20 janvier 1908, apparaissait la première proposition de loi, s'occupant spécialement des nomades, en dehors de toute idée de vagabondage et de mendicité : *Proposition de loi relative à la révision des lois pénales concernant le vagabondage et la mendicité, à l'organisation de l'assistance par le travail et à la surveillance des nomades exerçant des professions ambulantes*, présentée par M. Etienne Flandin (Yonne) député. Le renvoi à la Commission fut décidé.

Proposition de M. A. Lebrun du 25 février 1908.

Enfin, la Commission fut également saisie d'une proposition de loi, *tendant à réprimer le vagabondage et la mendicité exercés par les étrangers*, présentée par M. Albert Lebrun, le 25 février 1908, à la Chambre des députés.

Cette Commission était composée de :

MM. Dubief (président); Etienne Flandin (Yonne) et Dron (vice-présidents); Pierre Berger (secrétaire); Torchut, Dubuisson, Tentiney, Réville, Guilloteaux, Lebrun, Arago, Lagasse, Raoul Péret, Larquier, Prade, Pichery, Lhopiteau, de Saint-Pol, Roblin, Renard, Laurent Bougère, Munin Bourdin.

M. Réville fut chargé de rapporter l'étude, faite par la

Commission, des cinq propositions de loi que nous avons énumérées. Le rapport fut déposé à la Chambre, dans la 2^e séance du 7 juillet 1908, mais distribué seulement dans les derniers jours de décembre (1).

Ces diverses propositions, nous l'avons déjà dit, avaient entre elles un lien de parenté très rapprochée, et même, au moins en partie, se répétaient les unes les autres.

Il était tout naturel qu'elles fissent, de la part de la Commission, l'objet de la même étude et des mêmes discussions. Il était naturel aussi que, de ces discussions, sortît un projet de loi unique, englobant les mesures répressives jugées nécessaires contre le vagabondage et la mendicité, quelques formes qu'ils prissent, et s'inspirant de l'initiative des divers auteurs de propositions.

Le projet de la Commission contient 12 articles. La plupart sont consacrés à une répression plus efficace des délits de mendicité et de vagabondage et aussi à l'établissement de l'assistance pour ceux que l'âge où les infirmités empêchent de travailler. Seul l'article 8 de la proposition s'occupe des nomades.

TROISIÈME SECTION

Dépôt du projet du gouvernement le 25 novembre 1908.

Avant même que le rapport de M. Réville fût distribué aux députés, un nouveau texte était soumis à l'approba-

(1) *Journal officiel*, docum. parl. de mars 1909, page 2157.

tion du Parlement. Dans la deuxième séance du 25 novembre 1908, M. Clémenceau déposait enfin devant la Chambre le projet de loi *relatif à la réglementation de la circulation des nomades*, qui avait été promis par le gouvernement, dès le 29 octobre 1907.

Historique du projet.

Le projet devant la Chambre des Députés.

Ce projet fut renvoyé à la commission spéciale. Celle-ci ne crut pas devoir l'étudier séparément de ceux dont elle était saisie déjà.

« La commission a pensé (déclarait en son nom M. Réville, rapporteur, le 7 juin 1909) (1) qu'il n'y avait pas lieu de proposer à vos suffrages deux lois différentes, mais qu'il valait mieux intercaler dans ses propositions primitives les dispositions essentielles, et ayant un caractère purement législatif, du projet du gouvernement. Ce projet en effet comprenait un certain nombre d'articles qui nous ont paru devoir figurer plus utilement dans des règlements administratifs que dans un texte de loi. Le gouvernement a partagé cette manière de voir ; il s'est mis d'accord avec la Commission à ce sujet et, dès lors, le rapport, que nous avons l'honneur de vous soumettre, reproduit purement et simplement les dispositions que

(1) « Rapport fait au nom de la commission du vagabondage et de la mendicité », J. O., doc. parlam. d'octobre 1909, page 1213.

nous vous proposons d'adopter pour la répression du vagabondage et de la mendicité envisagés sous leurs diverses modalités ; vagabondage et mendicité des adultes, des mineurs, vagabondage spécial, etc..., mais en outre il complète le texte primitivement soumis à votre approbation en ce qui touche le vagabondage en bandes pratiqué par des nomades. »

Et, en effet, l'initiative gouvernementale, si elle fut tardive, eut du moins ce résultat d'attirer plus vivement l'attention de la commission sur la question du vagabondage en roulotte. Dans le projet primitif de la Commission, un seul article avait été consacré aux mesures à prendre contre les nomades. La Commission, après le dépôt du projet Clémenceau, supprima purement et simplement son texte premier en ce qui touchait l'article 8 et proposa une rédaction nouvelle inspirée par le projet du gouvernement.

Ce que nous venons de dire, M. *Réville* l'affirma d'ailleurs, quand, le 7 juin 1909, il présenta à la Chambre, un premier rapport supplémentaire, au nom de la commission du vagabondage et de la mendicité. Dans le texte qui accompagnait ce rapport, les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 s'occupaient des nomades.

La législature prit fin avant que, sur ce projet, la discussion put s'ouvrir.

Sous celle qui suivit, les rapports, faits au nom de la Commission du vagabondage et de la mendicité, furent repris, le 13 juin 1910, en application de l'article 18 du règlement (1).

(1) *J. O.* du 14 juin 1910 et texte *J. O.* du 24 juillet 1910, docum. parlam., page 524.

La Commission spéciale du vagabondage et de la mendicité, nommée en juillet 1910, décida de faire siennes, sauf en deux points, les conclusions adoptées par la Commission de la précédente législature.

A la date du 17 novembre 1910, M. *Marc Réville* déposa, au nom de la commission, un bref rapport complétant et modifiant légèrement le texte antérieurement voté (1). Ce nouveau projet était, quant au fond, absolument semblable, à l'ancien. En particulier, les articles relatifs au délit de vagabondage et de mendicité étaient refondus dans le même esprit. C'est précisément sur ces articles que devait se manifester la divergence d'opinions, qui existait entre diverses fractions de la Chambre. Il n'avait pas paru à tous que la définition juridique nouvelle, qu'on entendait donner des délits de vagabondage et de mendicité, fût à l'abri de la critique ; de même pour certaines modalités de la répression proposée. Mais, des conférences que le Président et le Rapporteur de la Commission avaient eues avec ceux de leurs collègues qui entendaient discuter et tâcher de faire repousser le texte soumis à l'approbation de la Chambre, il était résulté que ceux-là ne repoussaient aucunement celles des conclusions tendant à réglementer la circulation des nomades.

Une solution s'imposait logiquement ; la commission l'adopta : du texte complet soumis à la Chambre elle fit l'extraction des mesures concernant les nomades, et prépara un projet limité à ces dispositions.

Ce nouveau texte fut présenté à la chambre, par M. *Marc*

(1) Texte *Journal officiel*, docum. parlem., mars 1911, page 118.

Réville, dans la première séance du 15 décembre 1910 (1). Il était la reproduction des onze derniers articles du projet précédent, à l'exclusion des sept premiers articles, concernant la répression du vagabondage et de la mendicité, qui devaient faire l'objet d'un débat ultérieur et spécial.

En réalité, le projet de la commission ne comprenait pas uniquement, comme l'annonçait le rapporteur, des prescriptions relatives aux nomades. L'article 8 nouveau s'occupait de tout autres gens qu'eux. Cet article avait pour but de modifier les articles 1 et 3 de la loi du 8 août 1893, concernant les étrangers qui fixent leur résidence dans une commune pour y exercer une profession, un commerce ou une industrie. Si nous trouvons réunis ainsi, dans le même texte, nos errants, qui font l'objet spécial de notre étude, et des étrangers, qui ne sont pas, théoriquement au moins, sans domicile, cela tient à ce que, du vaste projet général, seules avaient surnagé et les mesures relatives aux nomades et les mesures concernant ces étrangers. Sur les unes et sur les autres, l'accord avait pu se faire.

Nous verrons que ce projet du 15 décembre 1910, bien que déformé dans certains de ses aspects, mutilé même dans certaines de ses dispositions, finira par rallier les suffrages de la Chambre et du Sénat. Demeuré intact, dans son ensemble, il deviendra la loi du 16 juillet 1912, et cela nous explique que celle-ci soumette à son applica-

(1) Rapport de la Commission, déposé le 15 décembre 1910. Texte *J. O.*, doc. parl., mars 1911, p. 207.

tion des catégories d'individus que rien ne semblait logiquement rapprocher.

Le vote de la Chambre des Députés du 22 décembre 1910.

Le projet de loi de la Commission, tel qu'il avait été présenté à la séance du 15 décembre 1910, vint en discussion, devant la Chambre des Députés, le 22 décembre 1910. Dans la première séance de ce jour, l'urgence fut déclarée ; et dans la deuxième séance le projet fut adopté sans discussion (1).

Le lendemain, il fut transmis au Sénat et présenté par M. *Théodore Girard*, garde des Sceaux, ministre de la Justice, au nom de M. le Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des cultes. Le renvoi fut prononcé à la Commission relative à la mendicité et au vagabondage (2).

Le projet devant le Sénat.

Quand le projet voté par la Chambre lui parvint, le Sénat était déjà saisi d'une proposition de loi sur les nomades. Avant même que la dixième législature de la Chambre eût repris, pour son compte, à la date du 13 juin 1910, les rapports faits antérieurement au nom de la Commission du vagabondage et de la mendicité, M. *Etienne Flandin*, devenu sénateur, avait soumis à ses collègues sa proposition de loi ancienne.

(1) *Journal officiel* du 23 décembre 1910.

(2) *J. O.* du 24 déc. 1910. Texte *J. O.* du 7 février 1911, pa e 47, doc. parl.

Le 1^{er} juin 1910, il présentait au Sénat, comme il l'avait fait à la Chambre, sa proposition *relative à la révision des lois pénales concernant la mendicité, le vagabondage, et le vagabondage spécial, à l'organisation de l'assistance par le travail et à la surveillance des nomades exerçant des professions ambulantes* (1).

Quelques jours plus tard, le 9 juin 1910, M. Flandin, confirmait les arguments fournis dans l'exposé des motifs de sa proposition, et faisait un rapport sommaire, au nom de la 4^e commission d'initiative parlementaire qui avait reçu la mission d'examiner celle-ci (2).

Ce fut à cette Commission que fut confiée l'étude du projet voté par la Chambre et transmis le 23 décembre 1910.

« Il parut à la Commission que la meilleure méthode à suivre pour solutionner promptement les questions très complexes que soulevait l'étude des mesures d'assistance ou de coercition destinées à prévenir ou à réprimer le vagabondage et la mendicité, serait de présenter successivement aux délibérations du Sénat, après une discussion d'ensemble, trois textes législatifs distincts dont l'un, en réglant la circulation des nomades, protégerait les populations rurales contre l'invasion des Bohémiens ou romanichels, vivant d'aumônes qu'on n'ose leur refuser ou de rapines, échappant à toute répression (3). »

(1) J. O. du 2 juin 1910. Texte J. O., doc. parlam. juillet 1910, page 954.

(2) J. O. du 10 juin 1910. Texte J. O., doc. parl., août 1910, page 962.

(3) Rapport de la Commission sénatoriale. Texte J. O., 1911. Doc, par., p. 93 du 31 mars 1911.

Ce texte législatif fut présenté au Sénat le 30 mars 1911, avec un rapport fait au nom de la Commission, par M. *Etienne Flandin* (1). La Commission sénatoriale reproduisait, non sans d'ailleurs lui faire subir une modification assez profonde, quant à la classification des individus visés par la loi — le texte adopté par la Chambre des Députés.

Le premier vote du Sénat du 22 décembre 1911.

A la date du 22 décembre 1911, l'ordre du jour appela la première délibération sur le projet de loi ; le texte fut discuté et adopté dans son intégralité (2).

Mais il ne devait pas être définitif. A la suite d'un nouvel échange de vues avec le gouvernement, la Commission décida de modifier, sur quelques points, la rédaction primitive. Le texte nouveau fut présenté au Sénat le 7 mars 1912 (3). « Il suffisait de le rapprocher de celui que la Haute Assemblée avait adopté en première lecture pour constater qu'il s'agissait de modifications de pure forme, devant contribuer soit à rendre la loi plus précise et plus claire, soit à en faciliter l'application à l'Algérie et aux colonies (4). »

(1) *J. O.* du 31 mars 1911. Texte *J. O.*, doc. parl., mai 1911, page 136.

(2) *J. O.* du 23 déc. 1911.

(3) *J. O.* du 8 mars 1912. Texte doc. parl., avril 1912, p. 703.

(4) Rapport de la Commission sénatorial du 7 mars 1912.

Le deuxième vote du Sénat du 12 mars 1912.

Aussi, quand, le 12 mars 1912, le Sénat fut appelé à délibérer pour la 2^e fois sur le projet, celui-ci fut adopté, sans la moindre discussion.

Dans la séance du 6 juin suivant, il subit une légère modification : par suite d'une erreur purement matérielle, la quotité d'une amende, adoptée en première délibération, n'avait pas été mentionnée dans le texte soumis au deuxième vote. La rectification, demandée par M. Flandin, fut ordonnée par le Sénat (1).

*Retour à la Chambre des Députés du projet
modifié.*

D'ailleurs dès le 30 mars 1912, le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, était revenu à la Chambre.

Celle-ci décida son renvoi à la Commission relative à la répression du vagabondage et de la mendicité (2).

La Commission chargea M. Réville du soin de rapporter ses travaux. M. Réville déposa son rapport sur la tribune de la Chambre, dans la 2^e séance du 7 juin 1912 (3). « La

(2) J. O. du 7 juin 1912.

(2) J. O. du 31 mars 1912.

(3) J. O. du 8 juin 1912 et texte J. O., doc. parl., août 1912, page 1299.

Commission, déclarait ce rapport, s'est livrée à une étude attentive des textes comparés votés par les deux assemblées; elle s'est convaincue du fait que les deux rédactions, si elles diffèrent en la forme, aboutissent à des conclusions identiques. » La Commission reconnaissait qu'« on ne devait avoir qu'une préoccupation, celle de rendre applicable le plus tôt possible une loi attendue avec impatience par l'opinion publique et en particulier par les populations des campagnes. »

Vote définitif le 20 juin 1912.

En conséquence, d'accord avec le Gouvernement, elle proposait à la Chambre d'adopter purement et simplement le projet de loi voté par le Sénat. La Chambre des députés suivit ce conseil, puisque, dans la 2^e séance du 20 juin 1912, elle adopta sans discussion le texte qui, ayant enfin réuni l'assentiment des deux assemblées, allait devenir la loi du 16 juillet 1912 (1).

(1) J. O. du 21 juin 1912.

CHAPITRE II

PREMIÈRE SECTION

But que devait se proposer le législateur en édictant des mesures contre les nomades.

Qu'un pays fasse bonne garde sur ses frontières et n'accorde l'accès de son territoire qu'aux étrangers qui offrent certaines garanties, à l'exclusion de ceux qui pourraient devenir une charge pour ses finances ou un péril pour sa sécurité, cela est admissible ! Une nation l'a fait, que l'on cite souvent comme offrant le plus de sauvegardes à la liberté individuelle (1). Mais, qu'aux étrangers,

(1) En Angleterre, l'*Aliens Act* de 1905, relatif au séjour des étrangers dans le Royaume-Uni, est un texte législatif de caractère à la fois préventif et répressif : préventif en ce qu'il interdit l'entrée de l'Angleterre aux immigrants « non désirables » c'est-à-dire :

- 1° Ceux qui n'ont pas de moyens de subsistance ;
- 2° Ceux que leur état d'incapacité physique destine à tomber à la charge du public ;
- 3° Les condamnés de droit commun ;
- 4° Les expulsés (exception faite en faveur des réfugiés politiques).

une fois admis sur son sol, un gouvernement prétende imposer tel ou tel mode de vie, la chose est impossible.

En édictant des lois contre les nomades, il ne pouvait être question de leur interdire purement et simplement la vie errante, et d'ériger en délit la désobéissance à cette prohibition.

Le mal qu'il s'agissait de faire disparaître ou du moins d'atténuer, c'était bien la mobilité sur le territoire de ces étranges voyageurs, leur insaisissabilité ; c'était aussi l'ignorance absolue où l'on se trouvait, où ils étaient eux-mêmes souvent de leur identité.

On pouvait y remédier, en formulant des prescriptions,

Répressif, en ce qu'il permet l'expulsion de l'étranger :

- 1° Qui a subi certaines condamnations ;
- 2° Qui est tombé à la charge du public ;
- 3° Qui vit en état de vagabondage ou dans des conditions particulières d'insalubrité ;
- 4° Enfin du criminel de droit commun qui a été condamné dans un pays étranger avec lequel il y a un traité d'extraction.

Cette législation relative au séjour des étrangers en Angleterre se distingue de la nôtre à deux points de vue. En premier lieu, elle permet d'interdire l'entrée du territoire à un certain nombre d'individus qui seraient une charge ou un danger pour les nationaux, alors qu'en France l'entrée du territoire est ouverte à tous les étrangers sans exception, qui n'ont pas été l'objet d'une mesure préalable d'expulsion. En deuxième lieu, elle limite les cas où le droit d'expulsion peut être exercé à l'encontre des étrangers, tandis qu'en France ce droit est sans limite pour le gouvernement. Autrement dit, l'étranger admis à séjourner en Angleterre a une sorte de droit acquis, qui ne peut lui être enlevé que pour des raisons nettement déterminées par la loi.

(Sous la signature de M. Maurice Théry, avocat à la Cour d'appel de Paris) (*Analyse du Journal de Droit international privé et de la législation comparée*, volume de l'année 1907). *Revue pénitentiaire*, 1908, page 493.

dont la méconnaissance serait sanctionnée par une pénalité :

A) Prescriptions ayant pour but d'établir l'état civil exact des nomades, de leur en créer au besoin un nouveau, et qui demeurerait désormais invariable.

B) Prescriptions dont l'accomplissement permettrait de suivre, d'une façon constante, l'itinéraire parcouru par les errants ; d'exercer sur eux une surveillance sévère et qu'eux-mêmes sentiraient de tous les instants.

Il est vrai que le législateur avait à s'occuper encore d'une catégorie de nomades, autres que ceux que l'on recevrait dans l'avenir, volontairement, sur le territoire. Il devait tenir compte, qu'au jour de la mise en vigueur de la loi, un nombre plus ou moins considérable d'errants se trouveraient déjà en France. Pour ces individus, venus chez nous, par suite de la tolérance ou de la négligence des autorités gardiennes de la frontière, la question restait-elle la même, et devait-elle recevoir la même solution ?

La proposition de loi que M. *Cruppi* présenta à la Chambre des Députés le 19 décembre 1907 et celle que M. *Georges Berry* déposa le 27^e jour du même mois, ne contenaient aucune disposition particulière aux nomades. Elles ne pouvaient les concerner, qu'en tant qu'ils sont ordinairement vagabonds et mendiants.

La proposition de M. *Albert Lebrun*, datée du 25 février 1908 — tendant à réprimer le vagabondage et la mendicité exercés par les étrangers — fut, nous l'avons vu, également renvoyée à la commission du vagabondage

et de la mendicité. Cette proposition a cela de commun avec l'étude qui nous intéresse, qu'elle s'occupe d'étrangers. Mais elle s'occupe d'étrangers — dont elle ne dit pas d'ailleurs qu'ils sont sans nationalité déterminée, comme la plupart des vagabonds qui portent le nom de Bohémiens — qui arrivent dans une commune pour y établir leur résidence, y exercer un métier ou une profession.

DEUXIÈME SECTION

Etude des divers projets et propositions de lois qui ont réglé la circulation des nomades.

Proposition déposée le 20 décembre 1907 par M. de Pomereu.

Nomades étrangers.

La question du vagabondage par bandes des Bohémiens fut, pour la première fois, portée à la Tribune de la Chambre, le 20 décembre 1907. *M. le marquis de Pomereu* présenta « *une proposition de loi relative aux moyens propres à réprimer le vagabondage et la mendicité exercés par les nomades étrangers* (1). »

(1) Le titre même de la proposition ne paraît pas à l'abri de la critique. Le texte projeté par M. de Pomereu a pour but de régler la circulation des nomades — en dehors de toute idée de vagabondage et de mendicité. Les nomades, vagabonds

Ces nomades, dont s'occupe l'auteur de la proposition, ce sont bien les Bohémiens, descendants des Egyptiens apparus en France au début du xv^e siècle ; ce sont bien les errants à caractère ethnique, presque toujours de nationalité imprécise.

« Que de fois déjà s'est posé ce redoutable problème du vagabondage et de la mendicité (dit M. de Pomereu dans l'*Exposé des motifs*), mais que de fois aussi la solution en a été reculée ! Aussi ne craignons-nous pas de jeter à nouveau le cri d'alarme et de redire que nos populations rurales attendent avec une anxiété profonde qu'on les débarrasse de ces individus sans aveu, de ces gens interlopes qui traversent journellement nos villages les plus reculés, laissant derrière eux une traînée de répulsion et de terreur.

Que tous les crimes et tous les vols n'aient pas pour auteurs les vagabonds, certes, mais du moins peut-on affirmer, sans craindre de démenti, que ces nomades en commettent la plus grande partie..... Parmi eux « se trouvent ces étrangers dangereux et malfaisants qui se répandent en bandes nombreuses sur les routes paisibles de nos campagnes, qu'on les appelle bohémiens, romani-chels ou nomades (1) ».

« Pour débarrasser les campagnes de tous les Bohémiens qui les dévastaient et pour rendre au pays un peu de la sécurité qui lui manquait et qu'il réclamait avec tant ou mendiants, tombent sous le coup de la législation générale en la matière. Et point n'était besoin pour les atteindre d'un texte nouveau.

(1) Exposé des motifs de la proposition de M. Pomereu. Voir ci-dessus note 1, p. 134.

d'insistance » M. de Pomereu apportait une proposition de loi en cinq articles :

Le principe de la réglementation indiquée était celui qui devait se retrouver dans les diverses propositions que nous examinerons, et dans la loi même du 16 juillet 1912 :

Obliger le nomade, avant de commencer sa vie errante, à se munir d'une ou de plusieurs autorisations, qu'il serait tenu de représenter à toute réquisition des agents de la force publique, et de faire viser aux autorités des localités traversées.

« *Article 1^{er}.* — Les nomades étrangers ne pourront exercer en France une profession ambulante sans être munis de deux autorisations.

La première sera délivrée par le préfet du département frontière, sur l'attestation que les nomades possèdent des ressources et des moyens d'existence suffisants pour entreprendre leur voyage.

La demande énoncera le genre du métier ou d'exercice auquel ils entendent se livrer, ainsi que tous les renseignements qui seraient jugés nécessaires par l'autorité préfectorale. L'autorisation du préfet devra contenir un signalement détaillé de tous les permissionnaires, hommes, femmes et enfants.

Les individus munis d'autorisation préfectorale seront tenus de faire viser leur carnet à la préfecture ou à la sous-préfecture la plus voisine du point par lequel ils seront entrés dans le département frontière.

La seconde autorisation sera délivrée par le maire de la commune où devra séjourner l'intéressé.

Les individus munis de l'autorisation du maire seront tenus de faire viser leur carnet à la mairie de la commune dans laquelle ils voudront exercer leur profession.

Les autorisations précitées devront être présentées à toute réquisition des agents de la force publique et des autorités. Elles seront immédiatement retirées par ceux-ci à tout individu qui se livrera à la mendicité ou au vagabondage et commettra une infraction aux lois et règlements.

Avis du retrait sera porté de suite à la connaissance du préfet ».

Principe de l'autorisation administrative nécessaire pour circuler en France.

(Préfet-Maire).

Ainsi, aux termes de cet article premier, le nomade aura besoin d'une double autorisation. La première, celle accordée par le Préfet du Département frontière, sera certes la plus importante. Le préfet qui la délivrera aura la responsabilité, et devra avoir le souci, de ne pas laisser pénétrer en France un individu dangereux ou seulement susceptible de tomber à la charge de la charité publique. Pour l'éviter, le préfet devra s'entourer de tous renseignements, réclamer du nomade la justification de ressources et de moyens d'existence suffisants.

Il va sans dire, encore que la proposition ne le demande pas assez formellement, que l'étranger devra justifier de son identité. L'autorisation du Préfet devra con-

tenir l'état civil ainsi que le signalement détaillé du bénéficiaire, et le genre de métier ou de profession.

« La seconde autorisation, dit l'article 1^{er}, sera délivrée par le maître de la commune où devra séjourner l'intéressé. » Ici, semble apparaître une difficulté. Ce séjour, pour lequel le nomade devra demander la permission à la Mairie, de quelle durée sera-t-il ? M. de Pomereu ne l'a pas fixé.

Les deux autorisations, qu'ils auront obligatoirement sollicitées et obtenues, les nomades devront les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des autorités. Les gendarmes, les gardes-champêtres, les agents des brigades de police mobile auront ainsi le droit d'exiger des errants la production de leur permission ; et non seulement, ils en auront le droit, mais il faut espérer qu'il leur en sera fait un devoir. D'un pareil contrôle, on voit immédiatement tous les avantages. Tout d'abord, par les visas que ne manqueront pas d'apposer les agents, dont il vient d'être parlé, sur les autorisations, on pourra rétablir, en cas de besoin, l'itinéraire suivi par le nomade isolé ou par la caravane. La coïncidence de son passage en un lieu et d'un crime déterminé pourra faciliter parfois la découverte des coupables. Enfin le nomade se sentant surveillé, ayant perdu cette heureuse fortune de voiler à tous son cheminement et ses actes, craindra davantage de commettre des méfaits, de l'impunité desquels il ne sera plus assuré.

Ainsi le second but que devait se donner le législateur, en organisant la réglementation des nomades (pouvoir suivre d'une façon constante l'itinéraire parcouru par les

errants, exercer sur eux une surveillance sévère et de tous les instants), paraît avoir été assez heureusement atteint par M. de Pomereu. Et cela d'autant mieux que l'obligation d'obtenir l'autorisation du maire de chaque commune, où le nomade séjournera, est un moyen encore de reconstituer sa route.

Mais il nous semble que la proposition de M. de Pomereu n'insiste pas assez sur la nécessité d'établir l'état civil du nomade.

« L'autorité préfectorale devra, dit l'article premier, s'entourer de tous les renseignements qu'elle jugera nécessaires » ; mais il aurait fallu, croyons-nous, décider que le préfet n'accorderait l'entrée du territoire qu'aux individus pouvant justifier d'une identité certaine.

« *Article 2.* — Le stationnement sur la voie publique ou sur les terrains communaux des voitures, servant au logement des Bohémiens, camps volants ou autres individus nomades, est formellement interdit à moins d'autorisation régulière ».

L'autorisation préfectorale, parce qu'elle aura été accordée à la frontière, ne présumera en rien de l'autorisation municipale, également indispensable :

Muni de la première, le nomade pourra arriver dans une commune et se voir refuser la permission du maire. En ce cas, le stationnement, sur la voie publique ou sur les terrains communaux, des voitures, des errants, sera impossible. La caravane devra continuer sa route vers une localité plus accueillante, à moins qu'un particulier ne l'autorise à s'installer sur sa propriété, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux.

S'il n'en est pas ainsi, et que les Bohémiens fassent quelque difficulté pour s'éloigner, le maire trouvera, dans l'article 3 du projet, le pouvoir de les y contraindre :

« Article 3. — Les nomades étrangers désignés à l'article précédent seront, par les soins des autorités locales, refoulés avec leurs voitures et dans le plus bref délai possible, dans la direction de leur pays d'origine constaté ou présumé ou de leur domicile de secours, ou de l'endroit où ils justifieraient avoir du travail assuré.

Il en sera de même pour tous ceux qui circulent actuellement en France et qui ne pourront pas justifier de leurs moyens d'existence.

Les avances faites par les communes et les départements pour nourriture ou logement seront remboursées par le service de la sûreté générale ».

Somme toute, par ces articles 2 et 3, l'auteur du projet n'a fait autre chose que de renforcer les pouvoirs appartenant au maire en vertu de l'article 97 de la loi du 5 avril 1884. Sous le régime de celle-ci, les nomades avaient liberté de s'installer sur la voie publique et sur les terrains communaux, sauf à s'en voir expulser si le maire jugeait leur présence dangereuse ou nuisible. Dans le texte de M. de Pomereu, c'est la défense de stationner sur la voie publique qui est la règle, l'autorisation l'exception.

Il est, dans le projet de M. de Pomereu, une grave lacune : aucune pénalité n'a été fixée contre ceux qui contreviendraient aux dispositions de la loi.

L'article 4 dit seulement :

« Article 4. — Les nomades étrangers qui auront contre-

venu aux dispositions ci-dessus ou qui auront essayé d'égarer les autorités sur leur identité seront déférés aux tribunaux compétents ».

En revanche, la proposition contient une mesure qui a reparu dans divers projets ultérieurs, mais qui n'a pas été maintenue, à tort croyons-nous, dans la loi du 16 juillet 1912. Dans l'exposé des motifs, M. de Pomereu avait émis le désir que tous les étrangers admis en France fussent obligés au versement d'une somme représentative des taxes, charges et impôts, auxquels sont normalement soumis les citoyens français. Cette obligation est formulée, dans le texte même de sa proposition, par l'*article 5* ainsi conçu :

« *Article 5.* — Les nomades étrangers se présentant à la frontière pour demander une autorisation de séjourner en France devront consigner une somme représentant les impôts et taxes que les Français sont tenus d'acquitter, taxe sur les chevaux et voitures, impôt des portes et fenêtres, contribution mobilière, patente, prestation pour la circulation sur les routes, port d'armes, taxes sur les chiens et les vélocipèdes.

La quittance qui leur sera délivrée devra être présentée aux maires des communes traversées et à toute réquisition des autorités et agents de la force publique ».

Nous verrons quelle fut la fortune de cette proposition relative à la consignation des droits ; comment, votée en première délibération par le Sénat le 22 décembre 1911, elle ne fit pas partie du texte définitivement adopté par le législateur.

TROISIÈME SECTION

*Proposition déposée par M. Et. Flandin
le 20 janvier 1908. — Nomades étrangers et nomades
français.*

Certes, la plupart des errants que l'on rencontre sur nos routes, qu'on les nomme Bohémiens, Romanichels, Tziganes, Gitanes, sont des individus à caractère ethnique. Ceux-là pourraient, au besoin, donner, à leur inlassable vagabondage, cette excuse qu'ils n'ont pas de patrie.

Mais il en est d'autres dont l'éternelle course ne s'explique que par la fantaisie qui leur fait préférer la vie nomade. Ces derniers pourraient se recommander d'une nationalité nettement établie ; ils possèdent parfois en un point du monde un domicile fixe. Parmi eux se trouvent des Français.

M. de Pomereu, dans sa proposition, ne s'était occupé que des nomades étrangers. M. Etienne Flandin songea à défendre les populations rurales contre tous les nomades, de quelque nationalité qu'ils soient.

« Tous nomades (dit-il dans l'exposé des motifs de sa proposition) qui, n'ayant en France ni domicile ni rési-

dence fixe, voudront exercer une profession ambulante » seront soumis à la réglementation. Ce terme « tous nomades » comprend donc les nomades étrangers et les nomades français.

M. E. Flandin présenta à la Chambre des Députés, le 20 janvier 1908, une *Proposition de loi relative à la révision des lois pénales concernant le vagabondage et la mendicité, à l'organisation de l'assistance par le travail et à la surveillance des nomades exerçant des professions ambulantes* (1).

Le but de la proposition est nettement indiqué dès les premiers mots de l'exposé des motifs.

Cette proposition a pour objet d'arrêter le développement du vagabondage et de la mendicité :

1° En révisant les textes des lois pénales qui répriment ces délits ;

2° En organisant l'assistance par le travail ;

3° En édictant des mesures nécessaires de surveillance à l'encontre des nomades qui, sans domicile ni résidence fixe, prétendent exercer des professions ambulantes (2).

Cette dernière partie de sa proposition est celle à laquelle M. Flandin donne le moins d'importance, du moins si l'on en juge par le peu de place qu'il lui consacre. Il ne s'occupe des nomades que d'une façon complémentaire, pourrait-on dire ; que parce qu'il considère qu'une loi complète sur le vagabondage et la mendicité ne peut pas

(1) *J. O.* du 21 janvier 1908. Texte de la proposition *J. O.*, docum. parlem., avril 1908, p. 68 (session ordinaire).

(2) Exposé des motifs.

les ignorer. Les prescriptions à imposer aux nomades sont — selon les termes mêmes de l'exposé des motifs — des mesures nécessaires de surveillance qui ne peuvent manquer d'accompagner l'ensemble des mesures de coercition ou d'assistance destinées à enrayer le développement du vagabondage et de la mendicité.

La proposition de M. *Flandin* comprend huit articles. Le dernier est seul consacré aux nomades.

Article 8. — « Tous nomades qui, n'ayant ni domicile ni résidence fixe, voudront exercer une profession ambulante seront tenus de se munir d'une autorisation écrite du préfet du département dans lequel ils entendront circuler.

Tous nomades arrivant dans une commune devront présenter cette autorisation au maire avec leurs feuilles signalétiques visées par la préfecture. Les maires viseront ces feuilles à l'arrivée et au départ.

Toute contravention aux dispositions du présent article constituera les nomades contrevenants en état de vagabondage et les rendra passibles des peines édictées par le Code pénal ».

Autorisation administrative nécessaire.

M. *Flandin* admet, lui aussi, le principe de l'autorisation nécessaire. Tout nomade — français ou étranger — sans domicile ni résidence, avant de commencer l'exercice d'un métier ou d'une industrie ambulante, devra demander cette autorisation au Préfet.

Préfet.

Mais, alors que, dans la proposition de M. *de Pomereu*, l'autorité préfectorale n'intervenait qu'au moment de l'entrée des nomades en France, pour la défendre ou pour la permettre, dans ce nouveau texte, le préfet a un pouvoir plus étendu. C'est de lui que les errants doivent solliciter l'autorisation de circuler sur le territoire du département.

En revanche, le pouvoir des maires est diminué. Ils n'ont plus à délivrer d'autorisation de séjour. Sur ce point, leur droit de décision est supprimé. Les nomades seront seulement tenus, à l'arrivée et au départ, de faire viser leur autorisation à la mairie, en même temps que les feuilles signalétiques.

Il est bien évident, et M. *Flandin* n'a pas manqué de le dire dans l'exposé des motifs, que les municipalités conserveront, en ce qui concerne les permis de stationnement, les droits qu'elles tiennent de la législation antérieure. Les maires ne seront pas dépossédés des pouvoirs de police que leur donne l'article 97 de la loi du 5 avril 1884, mais cela est différent du principe posé dans l'article deux de la proposition de M. *de Pomereu*.

On pourrait, de la proposition de M. *Flandin*, comme nous l'avons fait de celle de M. *de Pomereu*, dire qu'elle n'a pas eu assez le souci d'ordonner des mesures destinées à établir l'identité exacte des nomades.

Le second but que devait se proposer le législateur (assurer une surveillance facile et constante des errants), M. *Flandin* l'a rempli par l'obligation de faire viser l'auto-

risation préfectorale et les feuilles signalétiques, dans chaque commune traversée. Il sera ainsi aisé de refaire l'itinéraire suivi par la caravane, et « à l'exemple de ce qui a lieu en Belgique, de dresser une sorte de casier du vagabondage ». Il est hors de doute, bien que l'auteur de la proposition ne l'ait pas dit formellement, que les agents de la force publique auront le devoir de réclamer de tout nomade rencontré qu'il leur exhibe son autorisation régulière.

Enfin, le dernier paragraphe de l'article 3 décide que tout contrevenant sera considéré comme vagabond et puni comme tel.

QUATRIÈME SECTION

Projet de la Commission de la Chambre relative au vagabondage et à la mendicité. Rapport du 7 juillet 1908.

La Commission relative à la Répression du vagabondage et de la mendicité, présidée par M. *Dubief*, fut chargée, comme nous l'avons vu, d'examiner les propositions de de MM. *Cruppi*, *Berry*, *Lebrun*, *Pomereu* et *Flandin*.

Le résultat de ses travaux fut rapporté par M. *Réville* et déposé à la tribune de la Chambre, dans la 2^e séance du 7 juillet 1908 (1).

(1) *J. O.* du 8 juillet 1908. Texte *J. O.*, doc. parlam., mars 1909, page 2157.

La Commission avait reconnu que « le vagabondage et la mendicité avaient pris, depuis une vingtaine d'années, un développement tel dans les campagnes et dans les villes de France qu'il était urgent d'apporter, par voie législative, un remède à cette situation » (1).

Cette grave question, il était naturel et nécessaire de la régler par un système unique de législation, par un document contenant des mesures destinées à réprimer le vagabondage et la mendicité sous toutes leurs modalités. La Commission, « tenant à présenter au Parlement un texte complet réglant la matière, s'inspira des diverses propositions qu'elle avait reçu mission d'étudier, et les fondit ensemble, faisant siennes les idées communes ou spéciales formulées par chacune d'elles (2) ».

En ce qui concerne les mesures de répression ou d'assistance à prendre à l'égard des mendiants ou des vagabonds proprement dits, la Commission adopta les idées générales préconisées par M. *Cruppi* dès 1899, reprises par M. *Berry* sous une forme un peu plus succincte et précisées par M. *Flandin*.

« Le texte de ce dernier, plus serré grâce aux études et aux discussions dont la proposition de M. *Cruppi* avait été l'objet à la *Société générale des Prisons*, dans divers Congrès, et de la part de nombreux criminalistes, condensait le plus heureusement les desiderata de la Commission et présentait sous une forme à la fois concise, complète et

(1) Exposé des motifs du projet de la commission.

(2) Exposé des motifs.

juridique, l'ensemble des mesures qu'il importait de prendre d'urgence (1) .»

C'est également de l'initiative de *M. Flandin*, en même temps que des vues de *M. de Pomereu*, que la Commission s'inspira pour fixer la réglementation à laquelle les nomades seraient soumis. Dans le projet de la Commission comme dans celui de *M. Flandin*, ces mesures n'occupent qu'une place médiocre. Sur les 12 articles qu'il contient, un seul, l'article 8, leur est consacré.

Nomades français et nomades étrangers.

Le texte de la Commission, de même que celui de *M. Flandin*, entend appliquer les mesures proposées à tous les nomades, quelle que soit leur nationalité : « Tous nomades, sans domicile ni résidence fixe », dit-il. Cela comprend les nomades étrangers et les nomades de nationalité française.

Pour ces nomades les mesures demandées par le Rapport de *M. Réville* sont, de tous points, semblables à celles que *M. Flandin* avait préconisées. L'inspiration de celui-ci est tellement certaine que l'article 8 de sa proposition est reproduit presque mot à mot par l'article 8 du projet de la Commission.

« Article 8. — Tous nomades sans domicile ni résidence fixe, exerçant ou non une profession ambulante, seront tenus de se munir d'une autorisation écrite du préfet du département dans lequel ils entendront circuler.

(1) Exposé des motifs.

Tous nomades arrivant dans une commune devront présenter cette autorisation au maire avec leurs carnets anthropométriques visés par la préfecture. Les maires viseront ces feuilles à l'arrivée et au départ.

Toute contravention aux dispositions du présent article constituera les nomades contrevenants en état de vagabondage et les rendra passibles des peines édictées par le Code pénal ».

Autorisation administrative nécessaire. Préfet.

C'est encore le système de l'autorisation unique délivrée par le Préfet de chaque département où le nomade voudra voyager. C'est le visa obligatoire à la mairie de chaque commune, à l'arrivée et au départ.

C'est la même pénalité, en cas de contravention à la loi : constitution des nomades en état de vagabondage. Ce que nous avons dit du texte de M. *Flandin*, peut s'appliquer à celui-ci.

Pourtant il y a quelque chose de nouveau dans cet article 8 de la Commission : le § 2 parle de « carnets anthropométriques. Et les explications que le rapporteur fournit sur ces carnets anthropométriques font apparaître, bien que le législateur ne l'indique pas explicitement, la nécessité d'une autre autorisation :

« Tout nomade, exerçant ou non une profession ambulante et n'ayant un point d'attache sur le sol qui soit son domicile ou sa résidence fixe, doit désormais être muni d'un carnet anthropométrique délivré par le préfet du premier département où il entendra circuler. Il doit y avoir

autant de carnets que de personnes voyageant avec le pétitionnaire. Si ce dernier est étranger ou Français, s'il vit à l'étranger et entend exercer son métier en France, il doit adresser sa requête au préfet du département frontitière, en même temps il doit se faire délivrer une autorisation écrite par cet administrateur. Que va faire ce dernier ? s'agit-il d'un individu déjà circulant en France, le préfet fera une enquête rapide : s'il résulte des renseignements fournis que réellement le requérant exerce un métier sérieux, qu'il ne dissimule pas sous une profession apparente des habitudes de vagabondage et de maraude, carnet et autorisation seront délivrés.

Au cas contraire ils seront refusés et si, malgré cela, le pétitionnaire évincé continue sa vie errante, on lui appliquera les peines sur le vagabondage avec internement dans une colonie de travail à la seconde récidive. Si le pétitionnaire vient de l'étranger il ne pourra pas pénétrer en France avant d'avoir obtenu son autorisation. C'est aux agents des frontières à ne tolérer aucun passage. *La requête sera systématiquement repoussée, si elle émane d'un romanichel* ; si elle émane au contraire d'un Français ou d'un étranger offrant des garanties de travail et ne paraissant pas un maraudeur, elle pourra être accueillie ; mais, si elle est repoussée, le pétitionnaire ne pourra rentrer en France qu'à la condition d'y prendre une situation fixe, et, s'il n'a pas d'ouvrage, de recourir immédiatement à l'assistance par le travail ; s'il continue au contraire à errer, il se verra appliquer les lois répressives de vagabondage analysées ci-dessus » (1).

(2) Exposé des motifs.

C'est par l'obligation de ce carnet anthropométrique que la Commission entendait arriver au résultat nécessaire de l'établissement de l'identité des nomades. Ce souci avait été insuffisant dans les propositions antérieures. Les membres de la Commission ne l'oublièrent pas. « Il importait d'identifier tous ces gens dont l'état civil exact est souvent ignoré d'eux-mêmes, de sorte que leurs voitures servent trop souvent de refuge à de dangereux repris de justice (1). »

La Commission indiqua que, dans l'avenir, le préfet du premier département, où les nomades entendraient circuler, devrait s'enquérir de tous renseignements nécessaires à la constitution de leur état civil. Elle déclara que le carnet devrait contenir une série de mentions au premier rang desquelles, après l'état civil, figureraient le signalement et la photographie.

Mais elle ne crut pas devoir décider le détail des conditions à remplir par ce carnet anthropométrique ; elle estima qu'un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique serait mieux à même de le faire.

La Commission, reprenant les termes dont avait usé M. Flandin, avait décidé que « tous nomades » — sans distinction de nationalité — n'ayant pas de domicile ou de résidence fixe, seraient soumis aux prescriptions que nous venons de voir.

Ne pouvait-on redouter que fussent trop nombreuses les personnes visées par ces mots ?

(1) Exposé des motifs.

*Précisions apportées par la Commission au sens du
terme : « Nomade ».*

N'y a-t-il pas, en France, une foule de gens fort honnêtes qui, par métier (pour parler seulement de ceux-là), sont obligés de voyager sans cesse, et qui n'ont point de domicile ou de résidence fixe ?

La Commission prévient les réclamations qui pourraient s'élever, et jugea utile de calmer d'avance des craintes justifiées :

« Que faut-il entendre par ce mot ? Comprend-il des commerçants parfaitement honorables qui, *domiciliés ou résidant dans une localité déterminée*, vont de ville en ville, de foire en foire, étaler et vendre leurs marchandises ? Pas le moins du monde. Ces gens-là payent patente, se soumettent aux droits de place exigibles aux termes des règlements municipaux et, loin de causer un préjudice quelconque aux populations qu'ils visitent, ils leur rendent le service de mettre à leur disposition des marchandises ou des denrées dont l'écoulement ne serait pas toujours assuré dans chaque localité pour des marchandises emmagasinées à demeure.

Les nomades que nous avons en vue sont des gens qui n'ont, en général, ni domicile, ni résidence fixe et qui exercent ou font semblant d'exercer une profession ambulante ; certes, parmi ceux-là encore, il y a *des hommes très honorables* ; les ramoneurs, les rémouleurs, quelquefois des rétameurs et les rempailleurs de chaises

sont, en général, d'honnêtes artisans qui, pour n'avoir pas pignon sur rue, n'en sont pas moins très dignes d'estime. Mais ce sont eux, précisément, qui demandent une législation nouvelle pour tous ces individus qui vont de village en village, s'installant à l'entrée de la localité au coin de la forêt qu'ils parcourront soi-disant pour s'approvisionner de bois nécessaire à la fabrication de leurs paniers, mais, en réalité, pour y tendre des pièges et détruire le gibier ; ou bien, établissant leur roulotte auprès d'un village, ils iront, de maison en maison, offrir leurs services en faisant main basse sur tout ce qui se trouve à leur portée ; ce sont des vagabonds et de très dangereux vagabonds, mais ils ne tombent pas sous le coup de l'article 270 et suivants du Code de 1810, car leur roulotte est, disent-ils, leur domicile et ils exercent une profession ou, du moins, ils ont l'air d'en exercer une.

De tous ces nomades, ceux qui inspirent le plus de terreur aux laborieuses populations des campagnes, ce sont les vagabonds à caractère ethnique : romanichels, bohémiens ou tziganes, en France ; zingari, en Italie ; gitanos, en Espagne ; charami (voleurs) pour les Arabes ; gypsies, en Angleterre ; zigeuner, en Allemagne ; répandus partout, puisqu'on en trouve en Valachie (cyganis) ; en Turquie (tchingenis) ; en Perse (siah-hindou), sans qu'on puisse, en toute sûreté, leur attribuer une origine certaine, eux-mêmes se qualifiant : roma (les hommes), ou kola (les noirs) (1). »

(1) Exposé des motifs.

CINQUIÈME SECTION

*Projet déposé par M. Clémenceau au nom du
Gouvernement, le 25 novembre 1908.*

La Commission, suivant en cela l'initiative de *M. Flan-*
din, n'avait édicté de réglementation que pour les No-
mades n'ayant en France ni domicile ni résidence fixe.
Quant à ceux qui circulent sur le territoire, mais qui
possèdent dans notre pays un point d'attache, comme les
marchands ambulants, le rapport de *M. Réville* ne les
avait pas oubliés. Mais le rapporteur n'en avait parlé que
précisément pour déclarer que les mesures préconisées
ne les atteindraient pas.

*A) Nomades étrangers et Nomades français (sans
domicile ni résidence fixe).*

« Il ne saurait être question, avait-il dit, de soumettre
ces honnêtes négociants à une surveillance spéciale et,
cependant, la gêne causée à tous par les nomades pro-
prement dits est telle, que beaucoup de ces braves gens
vivant de leur travail accepteraient volontiers de se sou-
mettre à une réglementation administrative, si celle-ci
devait avoir pour effet de débarrasser les grandes routes

de ceux sur qui doit, à l'heure actuelle, se porter tout spécialement notre attention (1). »

*B) Ambulants français et Ambulants étrangers
(ayant un domicile ou une résidence fixe).*

Cette idée de réglementation administrative, applicable à des gens fort honorables, souvent domiciliés, n'était qu'en germe dans le rapport du 7 juillet 1908. Elle ne devait pas tarder à venir à maturité. Au désir de rendre efficaces les mesures prises contre les véritables nomades, devait s'ajouter le souci d'éviter toute fausse application de la loi en préparation :

« Dans l'intérêt même des marchands ambulants, il importait de mettre ceux-ci dans une situation tellement nette, vis-à-vis des autorités, qu'ils ne puissent pas être confondus avec les nomades proprement dits (2). »

Le projet de loi que, le 25 novembre 1908, *M. Georges Clémenceau* présenta à la Chambre des députés, au nom du Gouvernement, était inspiré de ces idées (3). Ce projet

(1) Exposé des motifs du projet présenté par la Commission le 7 juillet 1908.

(2) Rapport supplémentaire déposé par la Commission le 7 juin 1909. Texte *J. O.*, docum. parlam., octobre 1909, page 1213.

(3) Ce projet s'intitule : « Projet de loi relatif à la Réglementation de la circulation des nomades, présenté, au nom de *M. Armand Fallières*, président de la République française, par *M. G. Clémenceau*, président du Conseil, ministre de l'Intérieur. » *J. O.* du 26 nov. 1908. Texte *J. O.*, Docum. parlam., mars 1909, page 111.

est divisé en quatre sections dont la première a pour titre : « Réglementation du commerce ambulants. »

Distinction plus nette apportée entre les différentes catégories de nomades, d'ambulants et d'errants.

« Les Voyageurs qui parcourent les campagnes, disait M. Clémenceau dans l'Exposé des motifs du projet, peuvent être compris sous les deux vocables génériques d'ambulants et nomades ; on peut les définir ainsi :

« L'ambulant » est celui qui va de village en village en exerçant une profession déterminée ayant, par conséquent, des moyens d'existence connus ; il a souvent un domicile fixe.

« Le nomade » est celui qui n'a point d'habitudes régulières, vit au jour le jour, sans profession bien définie et avec des moyens d'existence toujours équivoques. Il n'a jamais de domicile fixe.

Les ambulants ou nomades peuvent être divisés en quatre grandes catégories :

1° Les ambulants français ou étrangers, admis à domicile, exerçant un petit commerce, *ayant un domicile ou une résidence fixe* auquel ils reviennent après leurs tournées et où ils sont honorablement connus, en général payant patente ;

2° Les artistes ambulants, tenanciers de chevaux de bois, acrobates, chanteurs et musiciens, montreurs d'animaux et phénomènes, somnambules ou tireuses de cartes. Ces singuliers artistes exercent leur industrie les jours de

foires et marchés importants. Les actes délictueux qu'ils peuvent commettre sont des tromperies, parfois un peu de prostitution clandestine, et vraisemblablement beaucoup de maraude. Etant donné que ces forains ne peuvent exercer avec profit leur industrie qu'aux centres même des communes, qu'ils sont obligés de demander aux autorités locales la permission de le faire et la désignation d'un emplacement, qu'ils possèdent généralement un matériel (voitures et engins professionnels), qu'ils sont assez souvent porteurs de pièces d'identité, la recherche de leur identité, la constatation de leurs déplacements, leur surveillance, en un mot, sont relativement faciles ;

3° Les roulottiers, ou romanichels proprement dits ; ces nomades vivent et voyagent à travers la France, dans des voitures le plus souvent misérables et traînées tantôt à bras, tantôt par des chiens, tantôt par des chevaux efflanqués.

Chacune de ces pauvres maisons roulantes renferme une nombreuse famille. Le chef de famille a ordinairement l'air d'exercer l'un des métiers suivants : vannier, rempailleur de chaises, rétameur, etc. ; mais en réalité la famille vit surtout de la mendicité que pratiquent du matin au soir une longue théorie d'enfants de tous âges, et aussi parfois des femmes avec de tout jeunes enfants sur les bras, et de la maraude, à laquelle s'ajoute souvent le braconnage du gibier et du poisson.

4° Les chemineaux et les trimardeurs de tout âge. Les vieux se disent « anciens ouvriers qu'on ne veut plus employer » ; les jeunes et les valides « ouvriers sans travail et qui en cherchent ». A la vérité, ces « vieux ouvriers »

vagabondent depuis de longues années, vingt ou trente ans souvent, un demi-siècle quelquefois, et ces « ouvriers sans travail » n'ont souvent travaillé que dans les prisons. Certains d'entre eux ont bien souvent trente, quarante et parfois même cinquante condamnations.

Les nomades de cette catégorie sont ceux que les populations des campagnes redoutent le plus, et avec raison. Il y a certainement parmi eux beaucoup de malfaiteurs dangereux. Ils ne travaillent que très exceptionnellement, vivent le plus souvent d'aumônes — requises au besoin avec violences et menaces, d'incendie notamment — de maraudes, de vols et de petits secours en argent que beaucoup de municipalités leur donnent pour en débarrasser momentanément le territoire de leur commune. Ils sont d'autant plus audacieux et redoutables qu'ils n'ont pas, comme les roulottiers, à se préoccuper de leur famille, qu'ils ne sont pas embarrassés d'un matériel si mince de valeur qu'il soit, et qu'ils peuvent ainsi plus facilement se déplacer, se cacher, et échapper aux recherches de la police (1). »

Il est bien évident qu'à ces diverses catégories d'individus ne pouvait s'appliquer le même système de mesures.

Le projet de loi du gouvernement se divise, nous l'avons dit, en quatre sections et comprend vingt-trois articles.

La première section est relative à la « Réglementation du commerce ambulant ». La deuxième concerne « la Ré-

(1) M. Clémenceau dans l'Exposé des motifs du projet du Gouvernement, le 25 novembre 1908.

glementation de la circulation des nomades ». La troisième contient des sanctions contre ceux des nomades qui contreviendraient à la loi. La quatrième formule des dispositions générales.

Principe de la simple déclaration.

Sous-préfet.

AMBULANTS. — Si le texte du gouvernement contient des mesures pour les ambulants domiciliés, en même temps que pour les nomades, il se garde bien de les confondre dans la même réglementation.

La différence est nettement marquée entre les régimes applicables aux uns et aux autres :

Article 1^{er}. « — Quiconque voudra exercer une profession, une industrie ou un commerce ambulant sera tenu d'en faire la déclaration à la sous-préfecture de l'arrondissement où il a son domicile et où il paye ses contributions ; la déclaration comprendra les nom, profession, domicile, date et lieu de naissance du déclarant. Récépissé lui en sera délivré sur la seule justification de son identité. »

Les individus que concerne cet article premier, ce sont les ambulants, quelle que soit leur nationalité, qui possèdent en France un domicile ou une résidence fixe.

Ceux-là, s'ils désirent exercer une profession, un commerce ou une industrie ambulants, devront nécessairement en faire la déclaration. Mais que l'on ne s'y trompe pas ; il ne s'agit pas d'une autorisation à solliciter. « Les

industriels ambulants seront soumis à une simple déclaration, analogue à celle qu'on exige des colporteurs de livres et de journaux (article 18 de la loi du 29 juillet 1881), et dont un récépissé devra leur être obligatoirement délivré, sur la seule justification de leur identité (1). »

Il n'y a là aucune atteinte à la liberté individuelle. Nous savons déjà qu'il s'agit d'une mesure de protection prise à l'égard d'honnêtes commerçants et non d'une mesure de répression et de défiance. Personne, en conséquence, n'aura de raison de se soustraire à cette formalité. Celui qui ne se conformera pas à l'obligation légale fera preuve d'une négligence impardonnable ou même de mauvaise volonté. Il sera donc juste de le frapper d'une pénalité. Celle-ci sera d'ailleurs de peu de gravité.

« Le défaut de déclaration, sa fausseté, le défaut de présentation du récépissé à toute réquisition, disait M. *Clémenceau* en présentant le projet, seront considérés comme de simples contraventions (article 21 de la loi du 29 juillet 1881). »

L'article 2 précise les peines encourues par les contrevenants :

Article 2. — « L'exercice d'une profession, d'une industrie ou d'un commerce ambulants sans déclaration préalable, la fausseté de la déclaration, le défaut de présentation du récépissé à toute réquisition constituent des contraventions.

Les contrevenants seront punis d'une amende de 5 à

(1) Exposé des motifs du projet du Gouvernement.

15 francs et pourront l'être, en outre, d'un emprisonnement de un à cinq jours.

En cas de récidive ou de déclaration mensongère, l'emprisonnement sera nécessairement prononcé. »

Autorisation administrative nécessaire.

Sous-préfet.

NOMADES. — A l'égard des nomades, le projet du gouvernement se montre beaucoup plus rigoureux. Les obligations qui leur sont imposées sont absolument différentes de celles auxquelles sont astreints les ambulants. Il ne s'agit plus ici d'une simple déclaration. « Il nous a paru, disait M. *Clémenceau* dans l'exposé des motifs, que la base de la réglementation devait être l'obligation pour tous les nomades, aussi bien français qu'étrangers, d'obtenir une autorisation administrative, pour être admis à circuler en France. »

Article 3. — « Tout individu qui circulera en France sans profession déterminée ou qui, arguant d'une profession ou d'un commerce, n'aura pas de domicile fixe ou ne payera pas l'une des quatre contributions directes, sera considéré comme nomade au sens de la présente loi. Tout nomade devra être muni d'un carnet d'identité. »

Ainsi, si l'on s'en tient aux termes de cet article 3, devra être considéré comme nomade :

a) Tout individu, français ou non, qui circulera en France, sans profession déterminée.

Faut-il sous entendre : « même s'il a un domicile fixe » ?

Cela est peu probable, surtout si l'on se rappelle que, dans l'exposé des motifs, M. *Clémenceau* affirmait que le nomade n'avait jamais de domicile fixe.

b) Tout individu, français ou non qui, arguant d'une profession ou d'un commerce, n'aura pas de domicile fixe ou ne payera pas l'une des quatre contributions directes.

Il faudra donc, pour ne pas être considéré comme nomade, au sens de cet article 3, quelle que soit la nationalité :

1° Exercer une profession déterminée ;

2° Avoir un domicile fixe et payer l'une des 4 contributions directes.

Nous traduisons ce membre de phrase : « N'aura pas de domicile fixe ou ne payera pas l'une des quatre contributions directes » par « n'aura pas de domicile fixe et, en outre, ne payera pas... »

En effet, supposons un instant que puisse se libérer des obligations imposées aux nomades celui qui, arguant d'une profession ou d'un commerce (et il le prouvera par la patente), payera, en outre, l'une des quatre contributions directes (celle de la patente par exemple) : on arrive à ce résultat absurde que le Français ou même l'étranger, sans domicile fixe, échappera à l'application de l'article 3, par la seule présentation de la Patente. Le nomade serait ainsi plus favorisé que les ambulants eux-mêmes, domiciliés, qui sont obligés à une déclaration.

Mesures destinées à l'identification des nomades.

Carnet d'identité.

Le projet Clémenceau, beaucoup plus que les précédentes propositions de loi, a eu le souci d'établir, d'une façon aussi précise que possible, l'identité des nomades. Ceux-ci devront, avant de commencer sur notre territoire leur vie vagabonde, se munir d'une autorisation administrative. Cette autorisation sera délivrée sous la forme d'un carnet spécial, dit « Carnet d'identité », destiné à contenir toute une série de renseignements et d'indications, dont l'ensemble permettra de parvenir à l'identification complète et certaine du titulaire.

Que sera ce carnet ? — Le législateur, estimant avec raison qu'il lui était difficile de prévoir toutes les mentions qu'il devrait contenir, a décidé de laisser à un règlement d'administration publique, à intervenir, le soin d'en fixer les diverses modalités. Cependant, il était certains renseignements que l'on ne pouvait manquer d'y inscrire ; les auteurs du projet les ont énumérés eux-mêmes, à seul titre d'indications, d'ailleurs.

« Il énoncera, dit l'Exposé des motifs, les noms, prénoms du titulaire, son âge, son lieu de naissance, son domicile ou sa résidence habituelle, sa nationalité... »

Chaque membre de la caravane aura un carnet d'identité. Cela résulte de l'article 3, qui dit nettement dans le dernier paragraphe : « Tout nomade devra être muni d'un

carnet d'identité ». Mais tous ces carnets n'auront pas une égale importance.

Parmi eux, celui délivré au chef de famille aura un rôle prépondérant :

En effet, l'article 7 décide :

Article 7. — « Le carnet délivré au chef de famille indiquera l'état civil et le signalement de toutes les personnes voyageant avec lui, ainsi que les liens de droit ou de parenté qui le rattachent à chacune de ces personnes. Mention y sera portée, au fur et à mesure qu'ils interviendront, des actes de naissance, de mariage et de décès intéressant un membre du groupe.

« Le carnet devra en conséquence être produit dans chacune de ces circonstances aux officiers de l'état-civil. »

Le carnet du chef de famille fournira ainsi, à un simple examen, la nomenclature complète des membres de la caravane. Il sera aisé, à l'agent qui le vérifiera, d'identifier immédiatement chaque nomade désigné. Cette identification sera d'autant plus facile que la photographie est appelée à jouer ici un grand rôle. « Le carnet d'identité pourra — tout au moins le carnet du père de famille — renfermer sa photographie, celle des parents et collaborateurs qui l'accompagnent, des animaux et des voitures qui lui appartiennent (1) ».

Le législateur a témoigné ainsi d'un louable souci de fixer d'une façon immuable et définitive l'identité, si fuyante jusqu'alors, des errants. Mais il fallait prévoir le cas — et il se produira fréquemment — où le nomade se

(1) Exposé des motifs.

refuserait à dévoiler son état civil, et le cas, aussi, où il l'ignorerait lui-même.

Le projet distingue entre les nomades qui se trouvent actuellement en France et ceux qui désireront y pénétrer après la mise en vigueur de la loi :

1° Pour les premiers, on se trouvera en présence d'une situation de fait à régulariser. Ces nomades circulant en France, nous savons trop qu'on ne pourra pas se borner à les reconduire à la frontière, quelques raisons que l'on ait de le faire. — Pour ceux-là, s'il n'est pas possible de les identifier, on leur constituera une identité, qu'ils garderont au moins jusqu'au jour de la découverte de leur véritable état-civil.

Article 4. — « Lors de la mise à exécution de la présente loi, le carnet sera délivré aux nomades actuellement en France par le sous-préfet de l'arrondissement dans lequel ils se trouveront.

Dans le cas où un nomade serait dans l'impossibilité de justifier de son identité, il lui sera remis un carnet provisoire sous l'état civil et la nationalité qu'il aura indiqués.

Le titulaire du carnet aura, à dater du jour de la délivrance de cette pièce, l'identité qui y sera mentionnée. Si les recherches effectuées par les soins de l'administration établissent ultérieurement sa véritable identité, le carnet provisoire sera remplacé par un carnet définitif. »

Les nomades, qui pourront établir leur identité, obtiendront sans difficulté la délivrance du carnet.

2° Pour les errants qui se présenteront à la frontière

française, dans l'avenir, ils ne seront admis à pénétrer chez nous, que s'ils peuvent justifier d'une identité certaine.

Article 5. — « Les nomades étrangers ne seront admis à pénétrer en France qu'à la condition de se munir du carnet d'identité ; ce carnet leur sera remis, s'il y a lieu, à la sous-préfecture de l'arrondissement frontière auquel ressortira le point d'entrée. Il ne pourra être délivré qu'aux étrangers, qui justifieront d'une identité certaine par la production de pièces authentiques ; il sera refusé à ceux qui ne pourront faire cette justification. »

Plaque de contrôle spécial apposée sur les véhicules des nomades.

Pour compléter cet ensemble de mesures permettant de parvenir à la constitution aussi parfaite que possible de l'identité de chaque nomade, le projet de gouvernement a décidé, en outre, qu'on « imposerait aux véhicules l'apposition d'une plaque de contrôle spéciale, dans le genre de celle imposée aux automobiles, et dont le numéro serait reproduit sur le carnet du chef de famille (1). »

Article 8. — « Outre les plaques prévues par les art. 3 de la loi du 31 mars 1851 et 16 du décret du 10 août 1852 concernant la police du roulage, les véhicules de toute nature assujettis à la présente loi devront être munis d'une plaque de contrôle spécial dont le numéro sera reporté sur le carnet d'identité. »

(1) Exposé des motifs.

*Surveillance des errants au cours de leurs
pérégrinations.*

L'identification des nomades devait être le premier souci du législateur. C'est elle seule qui permettra l'application aisée d'une réglementation destinée à enrayer le fléau du vagabondage par bandes. Cette réglementation, nous avons vu qu'elle devait surtout consister dans une surveillance constante et rigoureuse des errants, durant tout leur séjour dans notre pays. Pour réaliser cette surveillance, le projet du gouvernement a repris les mesures qu'avaient préconisées les différentes initiatives parlementaires que nous avons examinées.

« Le carnet d'identité, dit l'Exposé des motifs, contiendra des pages destinées à enregistrer les différents endroits du travail des nomades, de leur résidence ou de leur passage : dans ce but, dès l'arrivée du nomade dans une commune où il aura l'intention de séjourner au moins une journée, le carnet devra être soumis au visa du commissaire de police ou du commandant de la brigade de gendarmerie ou, à leur défaut, du maire. Ainsi le carnet d'identité permettra de suivre son titulaire dans tous ses déplacements. » En outre chaque agent de la force publique aura le droit et l'obligation de réclamer de tout nomade rencontré la présentation du carnet. L'article 6 du projet donne leur expression légale à ces prescriptions :

Article 6. — « Le carnet d'identité devra être présenté par son titulaire à toute réquisition des agents de la force

publique. Dès l'arrivée du nomade dans une commune où il aura l'intention de séjourner au moins une journée, le carnet devra être soumis au visa du commissaire de police, ou du commandant de la brigade de gendarmerie, et, à leur défaut, du maire. Toutefois, si le carnet a déjà été visé dans la commune, un nouveau visa ne sera obligatoire que s'il s'est écoulé au moins deux mois depuis l'apposition de l'ancien. »

*Sanctions prises pour obliger les nomades au respect
de la loi.*

L'obligation du carnet d'identité entraîne tout naturellement un certain nombre de sanctions :

« Tout d'abord, celui qui ne se munira pas du carnet prescrit devra être frappé d'une peine rigoureuse. Etant donnée la facilité avec laquelle ce carnet s'obtiendra, il est certain que celui qui ne pourra le présenter aura fait preuve d'une mauvaise volonté évidente, d'une idée bien arrêtée de ne pas se conformer à la loi ; il pourra donc être frappé d'une peine de un mois à un an d'emprisonnement.

Si, au cours de l'information ouverte contre l'inculpé ou au cours de la détention qu'il subira, son identité a pu être établie d'une manière quelconque, l'administration lui délivrera un carnet d'identité à sa sortie de prison. Si au contraire les recherches effectuées sur son compte ont été infructueuses, il lui sera délivré un carnet d'identité provisoire aux nom et prénoms sous lesquels il aura été condamné (1). »

(1) Exposé des motifs.

C'est l'article 9 qui édicte cette première pénalité :

Article 9. — « Tout individu visé par les articles 3 et suivants de la présente loi, qui ne justifiera pas à toute réquisition du carnet d'identité prescrit par ces mêmes articles, sera déféré aux tribunaux de police correctionnelle et puni pour ce seul fait d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Dans le cas où les recherches effectuées à l'effet d'établir son identité seraient restées infructueuses, il lui sera délivré au moment de sa libération un carnet d'identité établi dans les conditions de l'article 4, § 2, de la présente loi. »

Il fallait prévoir également que certains nomades se livreraient à la falsification, à l'altération ou à la substitution des carnets. Le fait est beaucoup plus grave que de négliger simplement d'obtempérer à la loi. En conséquence l'article 10 décide :

Article 10. — « Celui qui fabriquera un faux carnet d'identité, ou falsifiera un carnet d'identité originairement véritable ou fera usage d'un carnet fabriqué ou falsifié, sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de trois ans au plus ».

« Il arrivera vraisemblablement, d'autre part que des individus peu scrupuleux prendront le nom d'un tiers pour se faire délivrer un carnet d'identité. Dans ce cas le fait tombera sous le coup de la loi du 11 juillet 1900 sur le casier judiciaire, qui édicte une peine de six mois à cinq ans d'emprisonnement contre ceux qui auront pris le nom d'un tiers dans des circonstances qui ont déterminé

ou auraient pu déterminer l'inscription d'une condamnation au casier judiciaire de ce tiers.

Dans le cas où des individus feraient simplement inscrire sur leur carnet un nom spécial d'individu inexistant, ce fait, moins répréhensible, puisqu'il ne pourrait avoir aucune conséquence pour un tiers réel, pourrait être puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans (1). »

D'où :

Article 11. — « Quiconque prendra sur un carnet d'identité un nom supposé, même si ce fait ne devait pas être de nature à déterminer l'inscription d'une condamnation au casier judiciaire d'un tiers réellement existant, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

La même peine sera applicable à tout individu qui aura fait usage d'un carnet d'identité délivré sous un autre nom que le sien. »

Article 12. — « Les dispositions qui précèdent ne feront pas obstacle à ce que les délinquants soient déférés aux tribunaux sous l'inculpation du délit de vagabondage. »

Enfin il fallait songer à contraindre la négligence ou la mauvaise volonté des nomades à présenter leurs carnets aux autorités et aux agents chargés de l'application de la loi.

Article 13. — « Le refus de présentation prévue par l'article 6 sera puni d'une peine de six jours à deux mois d'emprisonnement.

(1) Exposé des motifs.

Tout porteur du carnet d'identité qui aura négligé de le présenter aux visas des autorités encourra une peine de 6 jours à un mois de prison et une amende de 16 à 200 francs ou une de ces deux peines seulement. Cette peine sera doublée en cas de récidive.

La même peine sera applicable à celui qui aura volontairement déchiré ou maculé des feuilles de son carnet dans le but de dissimuler certains renseignements portés audit carnet. »

Article 14. — « L'article 463 du Code pénal sera applicable à toutes les pénalités prévues par la présente loi. »

« Toutes les peines encourues en vertu de la présente loi figureront tout naturellement au carnet, et il y aura lieu à cet effet d'instituer un casier central par fiches, qui sera tenu au contrôle des recherches judiciaires au ministère de l'Intérieur, seule façon de vérifier avec soin les antécédents des nomades (1). »

Les auteurs du projet ont estimé que ce serait une innovation heureuse que de stimuler le zèle de surveillance des agents chargés de l'application de la loi, en leur attribuant, pour chaque procès-verbal suivi de condamnation définitive, une prime analogue à celles qui sont accordées aux agents verbalisateurs, en matière de chasse, de pêche, de fraude... (2).

Ces agents, qui auront la mission d'appliquer la loi nouvelle, le projet du gouvernement propose que ce soit tous

(1) Exposé des motifs.

(2) Exposé des motifs.

les agents énumérés dans l'article 15 de la loi du 30 mai 1851, sur la police du roulage : c'est-à-dire les conducteurs, agents voyers, cantonniers chefs et autres employés du service des ponts et chaussées ou des chemins vicinaux de grande communication, commissionnés à cet effet, les gendarmes, les gardes-champêtres, les employés des contributions indirectes, agents forestiers ou de douanes, et employés des poids et mesures ayant droit de verbaliser, et les employés des octrois ayant le même droit, et aussi les maires et adjoints, les commissaires et agents assermentés de police, les ingénieurs des Ponts et chaussées, les officiers et sous-officiers de gendarmerie, et toute personne commissionnée par l'autorité départementale pour la surveillance de l'entretien des voies de communication.

Article 16. — « Tous les agents énumérés dans l'article 15 de la loi du 30 mai 1851 auront qualité pour constater les délits prévus par la présente loi et en dresser procès-verbal ainsi que les gardes particuliers assermentés sur le territoire des communes dans lesquelles ils ont été agréés. »

Article 17. — « Une prime de 10 francs sera allouée à tout agent verbalisateur pour poursuites exercées et ayant donné lieu à une condamnation, ayant acquis la force de chose jugée en vertu des articles 6, 10, 11 et 12 de la présente loi. »

Rétention des voitures et animaux des nomades.

Cette énumération des agents verbalisateurs n'a pas été le seul emprunt fait à la loi du 30 mai 1851.

Les auteurs du projet ont cru qu'ils trouveraient une arme de plus pour lutter contre les incursions des Romani-chels dans la transposition, dans le texte proposé, d'une mesure adoptée lors du vote de celle-ci.

« Il nous a paru également intéressant, déclarent-ils dans l'exposé des motifs, de décider par une mesure analogue à celle de l'article 20 de la loi du 30 mai 1851 sur la police du roulage, que toutes les fois où il y aura matière à application de la loi à l'égard d'un contrevenant non domicilié en France, les voitures et animaux pourront être retenus, provisoirement à moins de caution suffisante. Cette mesure sera pour les nomades le complément des peines corporelles qui pourront leur être infligées, et les atteindra vraisemblablement d'une manière encore plus sensible ».

Et l'article 18 décide : « Toutes les fois qu'il y aura matière à l'application de la présente loi à l'égard d'un contrevenant non domicilié en France, les voitures et animaux pourront être provisoirement retenus, à moins de caution suffisante, et les frais de fourrière qui en résulteront seront à la charge du propriétaire. »

Le projet de loi du Gouvernement n'est pas dirigé uniquement contre les nomades. L'une de ses dispositions atteint directement une tout autre catégorie de personnes :

*Obligations imposées aux propriétaires des terrains
occupés par les nomades.*

Article 15. — « Quiconque louera ou concédera, même à titre gratuit, l'usage d'un terrain, d'une cour ou d'un enclos quelconque pour le stationnement des nomades sera astreint aux obligations imposées aux hôteliers, logeurs, par l'article 475, paragraphe 2, du Code Pénal et puni comme eux d'une amende de 6 à 10 francs, en cas d'infractions aux dispositions de cet article. »

Nous verrons quelles critiques seront adressées à cette disposition, et quel sort on lui fera au cours des transformations successives du texte.

Dans l'esprit de ceux qui l'avaient établi, l'exécution du projet de loi devait, outre le but directement poursuivi, favoriser l'application d'autres textes : *loi du 7 décembre 1874 sur la protection des enfants employés dans les professions ambulantes*, loi trop peu utilisée par suite du manque de surveillance, *loi du 14 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés*, *loi du 19 avril 1898 sur les violences commises envers les enfants* (1).

Mesures sanitaires.

Les dispositions nouvelles devaient encore, pensait-on, faciliter l'application des règlements sanitaires. « Les no-

(1) Exposé des motifs.

mades (disait M. Clémenceau dans l'exposé des motifs) constituent présentement un danger exceptionnel pour la santé publique. Il n'est pas rare qu'une roulotte contaminée colporte la variole de commune en commune et détermine de graves épidémies.

Il est donc indispensable de les soumettre plus que d'autres à la vaccination périodique et à la visite obligatoire de leurs voitures. Nous avons pensé cependant qu'il était superflu d'introduire dans le texte même de la loi des dispositions de détail qui n'auraient pu que l'alourdir et qu'il était préférable, d'autre part, de ne pas fixer par une loi des mesures appelées à être modifiées fréquemment par suite des progrès de la science.

Pour ces diverses raisons, nous avons estimé qu'il était plus pratique de donner au conseil supérieur d'hygiène et au Conseil d'Etat un mandat très formel et très large : un règlement d'administration publique déterminera les mesures de prophylaxie, notamment la vaccination périodique, auxquelles devront être soumis tous les ambulants et nomades assujettis à la présente loi ».

C'est l'article 20 du projet qui délègue à un règlement d'administration publique ce soin d'établir des mesures de prophylaxie :

Article 20. « En vue de défendre les communes contre la propagation des maladies transmissibles visées par l'article 4 de la loi du 15 février 1902, un règlement d'administration publique, rendu après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France, déterminera les mesures de prophylaxie, notamment les revaccinations

périodiques, auxquelles devront être soumis tous les ambulants et nomades assujettis à la présente loi. »

L'article 19 avait déjà décidé qu'un règlement d'administration publique ordonnerait le détail de l'application de la loi :

Article 19. — « Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi et fixera notamment la forme et les modalités du carnet d'identité prévu par ladite loi, ainsi que les mentions énonciations et visas que celui-ci comportera. Il indiquera en outre la nature et toutes les indications de la plaque de contrôle prévue par l'article 8. Il déterminera également les conditions dans lesquelles des carnets seront attribués aux nomades actuellement en France. »

Mais le législateur, entendant que ces règlements d'administration publique fussent observés et sanctionnés, a édicté, à l'avance, les pénalités qu'encourraient les contrevenants :

Article 21. — « Les infractions aux règlements d'administration publique, pris en exécution de la présente loi, seront punies d'une peine de six jours à un mois d'emprisonnement, et d'une amende de 16 à 200 francs ou de l'une de ces deux peines seulement. »

*Non application de la loi à certaines catégories
de salariés.*

Enfin pour éviter que certaines catégories d'ouvriers qui travaillent, d'une façon habituelle, dans des entre-

prises diverses et qui changent fréquemment de chantier ou d'atelier, pussent être inquiétées par suite des dispositions préconisées, et pour les mettre nettement en dehors de l'atteinte de la loi (1), le projet a décidé dans l'article 22.

Article 22. — « Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux salariés de toute catégorie qui travaillent d'habitude dans les entreprises industrielles ou agricoles, chantiers, ateliers, etc., publics ou privés ».

Article 23. — « La présente loi ne sera applicable que dans le délai d'un mois à partir de la publication des règlements d'administration publique qu'elle édicte. »

SIXIÈME SECTION

Projet de la Commission de la Chambre du 7 juin 1909.

Le projet de loi déposé par M. Clémenceau fut renvoyé à la Commission du vagabondage et de la mendicité.

Les dispositions qu'il contenait semblaient à beaucoup les plus propres à permettre de lutter, enfin, d'une façon efficace, contre le vagabondage en roulotte. Diverses as-

(1) Exposé des motifs.

semblées départementales émirent des vœux pour que le vote en fût réalisé, le plus tôt possible, par le Parlement. Dans la séance du 23 décembre 1908, *la Société internationale d'Assistance* étudia et discuta le projet Clémenceau. M. *Louis Rivière* venait de déposer, devant la société, un très compétent rapport sur le vagabondage et les moyens de le réduire. En ce qui concerne les nomades, M. *Rivière* avait émis trois vœux que l'Assemblée avait ratifiés. Dans la séance du 23 décembre, M. *Rivière* fit un exposé très complet du projet du 25 novembre précédent, en montra la conformité avec les principes exposés par lui dans son rapport et conclut finalement à la suppression de ses trois vœux et à leur remplacement par un vœu général, demandant le vote intégral du texte Clémenceau.

Au sein même de la Commission de la Chambre des Députés, le projet du gouvernement ralliait de nombreux suffrages ; au moins dans ses grandes lignes, on pouvait penser en effet que les vingt-trois (23) articles du projet Clémenceau contenaient plusieurs dispositions qui auraient figuré plus utilement dans des règlements administratifs. Le résultat de cette diversité d'opinions fut que la Commission adopta le projet, en l'élaguant d'un certain nombre d'articles.

Le nouveau texte, né des labeurs de la Commission, fut présenté, le 7 juin 1909, à la Chambre des Députés, par M. *Réville* (1).

(1) *J. O.* du 8 juin 1909. Texte *J. O.*, docum. parlem., octobre 1909, p. 1213.

*Part due dans le projet de la Commission à l'inspiration
du projet du gouvernement.*

*A. Nomades étrangers et Nomades français sans
domicile ni résidence fixe.*

*B. Ambulants français et Ambulants étrangers
(domiciliés).*

Le délégué de la Commission, dès les premières lignes de son rapport, dévoile nettement quelle part est due, dans le texte nouveau, à l'inspiration du projet gouvernemental :

« Antérieurement, dit-il, la Commission s'était exclusivement préoccupée des nomades sans *domicile ni résidence fixe*, de ceux qu'on désigne communément sous le nom de bohémiens, romanichels ou tziganes. Le Gouvernement, dans son projet de loi, vise d'une façon plus générale tous les nomades, qu'il s'agisse d'ambulants, ayant souvent un domicile fixe et exerçant une profession (artisans, artistes, commerçants) ou de nomades proprement dits, roulottiers vivant et voyageant à travers la France, faisant semblant d'exercer un métier, mais se livrant en réalité à la maraude et à la rapine, sans avoir ni domicile, ni résidence. »

Mais inspirée des mêmes idées qui avaient amené les auteurs du projet du gouvernement à édicter à l'égard

des ambulants une réglementation non point répressive mais plutôt protectrice, la Commission reconnaît la justesse de ces vues nouvelles et les adopte. Désormais, suivant en cela la méthode de M. *Clémenceau*, elle sépare en deux catégories nettement distinctes les personnes auxquelles la loi va s'appliquer : Les ambulants domiciliés ; Les nomades sans domicile.

L'ambulant, c'est, aux termes de l'article 8 : « Quiconque voudra, quelle que soit sa nationalité, exercer une profession, une industrie ou un commerce ambulant. » Celui-là a en France un domicile ou une résidence fixe et peut en justifier.

Le nomade, c'est, selon l'article 9 : « Tout individu, circulant en France, sans domicile ni résidence fixe, encore bien qu'il prétende avoir ou qu'il ait des ressources, qu'il exerce ou prétende exercer une profession ambulante » ; et quelle que soit sa nationalité, précise le rapport de M. *Réville*.

Ne peut-on penser que ce texte de la Commission est trop imprécis encore ? Ainsi, un Français qui n'aura en France ni domicile ni résidence fixe, encore qu'il ait des ressources ou un métier, sera, en toutes circonstances, tenu pour nomade et soumis aux prescriptions de la loi ?

Dans le projet de la Commission qui, ne l'oublions pas, est relatif à la mendicité et au vagabondage sous toutes leurs modalités et comprend dix-huit articles, les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 concernent les ambulants et les nomades.

Dans le système de sa réglementation, le nouveau texte

suit encore les principes du projet Clémenceau : il ne peut être question de soumettre aux mêmes mesures, ambulants et nomades.

Les premiers ne seront tenus qu'à une simple déclaration :

Ambulants. — Simple déclaration, Préfet ou Sous-Préfet.

AMBULANTS. *Article 3.* — « Quiconque voudra, quelle que soit sa nationalité, exercer une profession, une industrie ou un commerce ambulant, sera tenu d'en faire la déclaration à la préfecture ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où il a son domicile.

La déclaration comprendra les nom, profession, domicile, date et lieu de naissance du déclarant.

Récépissé lui en sera délivré sur la seule justification de son identité ».

Cependant la Commission apporte quelque chose de nouveau dans les prescriptions relatives aux ambulants.

Naturellement on devait prévoir, de la part de certains d'entre eux, de la négligence à se soumettre aux injonctions de la loi, la mauvaise volonté, la fraude. Des sanctions s'imposaient : le projet du gouvernement les avait traduites en décidant que « les contrevenants seraient punis d'une amende de 5 à 15 francs et pourraient l'être, en outre, d'un emprisonnement de 1 à 5 jours ». En cas de récidive ou de déclaration mensongère, l'emprisonnement devait nécessairement être prononcé.

Les membres de la Commission ont cru devoir se montrer plus rigoureux :

Article 3. — « Seront punis des peines des articles 479 ou 480 du Code pénal (c'est-à-dire d'une amende de onze à quinze francs inclusivement ou de l'emprisonnement pendant cinq jours au plus) suivant les circonstances, l'exercice de profession, industrie ou commerce ambulant, sans déclaration préalable, la fausse déclaration ou le refus de présenter le récépissé ci-dessus prescrit à toute réquisition des agents de la force publique désignés en l'article 2 de la présente loi.

En cas de récidive, les peines édictées par le Code Pénal pour la répression du vagabondage seront applicables ».

« Il n'y aura pour les intéressés, dit l'Exposé des motifs qui explique ces pénalités, aucune raison de se refuser à faire cette déclaration, s'ils entendent réellement exercer un métier ou une profession honorables. Si, néanmoins, ils refusent de le faire, ils s'exposeront à l'une des peines de simple police des articles 479 ou 480 du Code pénal. Si, malgré cet avertissement, ils persistaient à ne pas vouloir faire leur déclaration d'ambulants, *ce seront les peines du vagabondage qui seront applicables*. Mais dans ce cas on se trouvera en présence de gens qui s'obstinent à ne pas se soumettre à une loi de police édictée dans l'intérêt de tous, c'est-à-dire de gens qui paraissent avoir un intérêt à dissimuler leur identité et contre lesquels la société a le droit de prendre des mesures de précaution ».

Nomades.

Autorisation administrative nécessaire.

Préfet ou Sous-Préfet.

Les nomades, conformément au principe admis par tous ceux qui ont entrepris de réglementer leur circulation, seront soumis à la nécessité de demander et d'obtenir une autorisation administrative.

« Si pour l'ambulant, encore qu'il ne dispose d'aucunes ressources, on peut se contenter d'une simple déclaration, *parce qu'il se rattache à une localité déterminée*, où il a son domicile et où les autorités compétentes peuvent avoir tous renseignements sur sa personnalité, il ne saurait en être de même pour un individu qui parcourt la France, qui ne peut alléguer ni domicile, ni résidence fixe soit dans notre pays, soit à l'étranger ; ici une grande méfiance s'impose, alors même que l'intéressé aurait sur lui quelque forte somme d'argent (le cas est plus fréquent qu'on ne le croit chez les romanichels) ou qu'il exercerait ou prétendrait exercer une profession ambulante(1). »

Identification des nomades.

Carnet d'identité.

Fidèle au système suivi par le gouvernement, la Commission a voulu que cette autorisation fût délivrée sous la forme d'un carnet d'identité.

(1) Exposé des motifs.

Article 9, § 1^{er}. — « Tous nomades ou individus circulant en France sans domicile, ni résidence fixe, encore bien qu'ils prétendent avoir ou qu'ils aient des ressources ou prétendent exercer une profession ambulante, devront se munir d'un carnet anthropométrique d'identité. »

Ce carnet anthropométrique d'identité, que sera-t-il ? Comment sera-t-il constitué ? Y aura-t-il lieu d'établir un carnet provisoire, qui ne deviendra définitif qu'après des retouches et des vérifications opérées par les autorités compétentes ? (1)

Le texte du gouvernement contenait, à cet égard, des dispositions intéressantes ; mais la Commission n'a pas cru devoir les adopter : « Ce sont là, a-t-elle jugé, autant de points qu'un règlement d'administration publique pourra déterminer, mais qu'il nous a paru superflu de régler par un texte de loi » (2). Et cette délégation au décret portant règlement d'administration publique est contenue dans l'article 16 du projet :

Article 16. — Des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application de la présente loi, en ce qui touche notamment... la forme et les modalités du carnet anthropométrique d'identité pour nomades, les mentions et visas à porter sur ce carnet, les conditions dans lesquelles ce carnet pourra être délivré aux nomades étrangers circulant actuellement en France... »

Ainsi, la Commission a jugé qu'elle ne devrait pas, relativement aux modalités que pourrait présenter le carnet,

(1) Exposé des motifs.

(2) Exposé des motifs.

formuler de prescriptions impératives immuables. Il est cependant quatre points qu'elle a cru devoir retenir, parmi les nombreuses prescriptions projetées à ce sujet par le gouvernement. « Ce sont quatre injonctions que le Décret à intervenir n'aurait pas pu formuler sans une injonction précise émanant du législateur (1) ».

L'un des points les plus importants était celui-ci : Le carnet d'identité serait-il collectif pour tous les membres de la caravane, ou individuel ? Ce point devait être réglé par le législateur lui-même. C'est pourquoi l'article 11 du projet, en son début, décide :

Article 11. — Le carnet anthropométrique d'identité sera collectif, s'il est demandé par un chef de famille, sinon il sera individuel... » « Si le nomade entend circuler isolément (s'explique sur ce sujet l'Exposé des motifs) ou tout au moins conserver la faculté de se séparer de ses compagnons de route, il sollicitera un carnet individuel. Mais, en fait, l'expérience démontre que les véritables romani-chels, ceux qui font de la vie nomade leur existence en quelque sorte professionnelle, voyagent presque toujours en famille ou plutôt en tribu sous la direction d'un chef qui est ou prétend être le chef de la famille. Pour ce cas, il est à la fois plus simple et plus conforme à l'esprit de la loi que nous vous invitons à voter de délivrer un carnet collectif ».

C'est ce même article 11 qui prescrit quelles seront, selon la volonté du législateur, les mentions qui ne pourront

(1) Exposé des motifs.

manquer de figurer au carnet anthropométrique. Le législateur les a énoncées lui-même, estimant, comme nous l'avons vu plus haut, que le règlement d'Administration publique n'aurait pas eu l'autorité et le droit de les ordonner.

Article 11. — « (Le carnet anthropométrique d'identité) indiquera, outre les mentions exigées par le règlement d'administration publique prévu ci-après :

1° L'état civil et le signalement de toutes les personnes voyageant avec le chef de famille, ainsi que les liens de droit ou de parenté qui le rattachent à chacune de ces personnes ;

2° La mention, au fur et à mesure qu'ils interviendront des actes de naissance, de mariage et de décès intéressant un des membres du groupe. En conséquence, et dans chacune de ces circonstances, le carnet devra être produit aux officiers de l'état civil qui devront inscrire les mentions ;

3° Le numéro de la plaque de contrôle spécial dont devront être munis, à compter de la promulgation de la présente loi, les véhicules de toute nature employés par les nomades, indépendamment des plaques prévues par les articles 3 de la loi du 30 mai 1851, et 16 du décret du 10 août 1852. »

Comme le texte gouvernemental, le projet de la Commission distingue entre les nomades qui se trouveront en France au moment de la promulgation de la loi et ceux qui voudront ultérieurement y pénétrer.

Pour les premiers, c'est le § 2 de l'article 9 qui règle

la manière dont ils devront se munir du carnet anthropométrique d'identité :

Article 9, § 2. — « Ce carnet sera délivré par le préfet pour l'arrondissement du chef-lieu de département, et par le sous-préfet pour les autres arrondissements et devra être demandé par les nomades dans l'arrondissement où ils se trouveront au moment de la promulgation de la présente loi et dans le mois au plus tard. »

Quant aux autres, le problème est tout différent. Pour ceux-là on ne se trouve pas en face d'une situation de fait qu'il s'agit de régulariser.

Article 9, § 2. — « Les nomades venant de l'étranger ne seront admis à pénétrer en France qu'après avoir obtenu, suivant la distinction ci-dessus, du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement frontière un carnet anthropométrique d'identité. La délivrance de cette pièce ne pourra jamais être consentie qu'aux nomades étrangers qui justifieront, tant pour eux-mêmes que pour les personnes les accompagnant, d'une identité certaine constatée par la production de pièces authentiques. »

« Il appartiendra aux fonctionnaires administratifs (préfet ou sous-préfet) de l'arrondissement frontière de faire preuve de la plus grande circonspection. En principe, il faudra refuser la délivrance du carnet ; ce n'est qu'au cas où les impétrants justifieront, tant pour eux-mêmes que pour toutes les personnes les accompagnant, d'une identité certaine, constatée par la production de pièces authentiques, que le carnet anthropométrique pourra être délivré (1). »

(1) Exposé des motifs.

Au surplus, et cela est répété dans le rapport de M. Réville, l'article 9 (§ 4) décide : « Cette délivrance ne sera jamais obligatoire, et, même quand elle aura été consentie, elle ne pourra jamais faire obstacle à l'application des dispositions de la loi du 3 décembre 1849 ».

Surveillance des nomades au cours de leurs voyages.

La Commission ayant, comme le gouvernement, le souci d'une identification aussi précise que possible des nomades, a décrété à peu près les mêmes mesures que lui, pour y parvenir. Elle a adopté aussi le même système de prescriptions, destinées à permettre la surveillance et le contrôle incessant des caravanes en route à travers le pays.

C'est toujours l'obligation faite aux nomades de :

1° Dans toute localité où ils entendront séjourner, non seulement présenter le carnet d'identité, s'ils en sont requis par les autorités, mais encore, tant à l'arrivée qu'au départ, le faire viser spontanément :

Article 9, § 5. — « Tous nomades séjournant dans une commune devront, à leur arrivée, présenter leurs carnets à fin de visa, au commissaire de police, s'il s'en trouve un dans la localité, sinon au commandant de la brigade de gendarmerie, et, là où il n'y aura pas de brigade de gendarmerie, au maire. Ils feront également viser leurs carnets par les mêmes officiers de police au moment de leur départ. »

2° Présenter le carnet à toute réquisition :

Article 9, § 6. — « Le carnet d'identité devra être présenté par son titulaire à toute réquisition des agents de la force publique, chargés aux termes de l'article 2 de la présente loi, de la répression du vagabondage. »

Ces agents qu'énumère l'article 2 du projet général de la Commission, ce sont : les maires, commissaires de police, gendarmes, gardes-champêtres, gardes-forestiers, douaniers, gardes particuliers, cantonniers et éclusiers spécialement assermentés, et en général tous les agents de la force publique.

Sanctions.

Ainsi, en condensant le texte qu'avait présenté le gouvernement, la Commission a réuni dans le seul article 9 les articles 3, 4, 5, 6 du projet Clémenceau. L'article 10 rapproche en un texte unique les sanctions proposées par le gouvernement en cinq articles (9 à 14) pour le cas de violation de l'article 9 ou pour le cas de fraudes opérées pour en éluder la portée.

Le gouvernement avait établi toute une série de dispositions pénales, allant, suivant le délit commis, d'un mois à un an, à deux ans et même à trois ans d'emprisonnement. La Commission n'a pas cru opportun de suivre cette progression.

« L'application de l'article 271 du Code pénal, déclarait M. Réville en son nom dans le Rapport du 7 juin 1909, frappant de trois mois à six mois d'emprisonnement le vagabond reconnu tel, nous a paru suffisante, d'autant plus que, d'une part, le jeu des circonstances atténuantes per-

met de réduire jusqu'à une simple amende de 16 francs la peine corporelle et que, d'autre part, en cas de récidive répétée, le vagabond devra, si l'on accepte notre rédaction nouvelle de l'article 271, être interné dans une colonie de travail pour une durée de deux années au moins et de cinq années au plus (1). »

C'est donc aux seules pénalités du délit de vagabondage que seront exposés les contrevenants à la loi :

Article 10. — « Tomberont sous le coup des peines édictées par le Code pénal, pour la répression du vagabondage, telles qu'elles sont modifiées par la présente loi :

1° Toute contravention à l'article précédent (c'est-à-dire le fait de ne pas avoir demandé le carnet, ou d'avoir vécu en errant après s'être vu refuser la délivrance du carnet) ;

2° Le fait d'avoir fabriqué un faux carnet d'identité, d'avoir falsifié un carnet d'identité originairement véritable, ou d'avoir fait usage d'un carnet fabriqué ou falsifié ;

3° Le fait d'avoir pris, dans un carnet d'identité, un

(1) Il ne faut pas oublier que les mesures concernant les nomades, dans le projet de la Commission, faisaient partie d'un système général destiné à combattre le vagabondage et la mendicité, sous toutes leurs formes.

Voici quelle était la rédaction nouvelle proposée par la Commission pour l'article 271 du Code pénal :

« Les vagabonds ou gens sans aveu, qui auront été légalement déclarés tels, seront, pour ce seul fait, punis de trois à six mois d'emprisonnement.

Après trois condamnations, le condamné sera, à l'expiration de sa peine, interné dans une colonie de travail pour une durée de deux années au moins et de cinq années au plus... »

nom supposé, quand même cette supposition de nom n'aurait pas pour effet de faire inscrire une condamnation au casier judiciaire d'un tiers réellement existant ;

4° Le fait, par un individu, d'avoir fait usage d'un carnet d'identité délivré sous un autre nom que le sien. »

Rétention des voitures et animaux des nomades.

Le projet de la Commission reproduit, dans l'article 12, une disposition que nous avons déjà vue dans le texte du gouvernement : c'est celle qui est relative à la saisie temporaire des voitures et animaux appartenant aux nomades.

Cette disposition n'avait pas, tout d'abord, rallié la majorité des membres de la Commission. Mais le gouvernement a apporté une grande insistance à en demander l'adoption, et finalement la Commission a reconnu « qu'en effet cette mesure pouvait avoir une utilité pratique » et elle lui a fait place dans le texte de son projet :

Article 12. — « En cas de contravention aux dispositions des articles 9, 10 et 11 ci-dessus, les voitures et animaux des nomades étrangers pourront être provisoirement retenus, à moins de caution suffisante. Les frais de fourrière qui en résulteront seront à la charge des contrevenants ; en cas de non-paiement le jugement de condamnation ordonnera la vente dans les formes prévues à l'article 617 du Code de procédure. »

*Obligations imposées aux propriétaires des terrains
occupés par les nomades.*

Nous venons d'examiner les mesures que la Commission et le Gouvernement proposaient au Parlement de prendre contre les nomades.

La Commission, comme le Gouvernement l'avait déjà fait, a estimé qu'elles n'étaient point suffisantes et qu'il fallait demander aux populations elles-mêmes, qu'on entendait protéger, d'apporter leur concours dans la lutte contre les tribus errantes.

« Il importe que les autorités soient constamment à même de savoir où sont ces groupements errants ; il faut surtout que les maires sachent si une bande s'est installée sur le territoire de la commune ; il ne faut pas que soit par intérêt, soit par peur, le propriétaire qui a loué ou concédé l'usage d'un emplacement à des nomades, laisse ignorer le séjour de ces gens-là au maire (1). »

Dans l'article 15 de son projet, le gouvernement avait étendu aux propriétaires, qui loueraient ou concéderaient, même à titre gratuit, l'usage d'un terrain quelconque aux nomades, les obligations imposées aux hôteliers et logeurs.

Dans les discussions soutenues au sein de la Commission, le représentant du gouvernement — celui-ci abandonnant le libellé de son article 15 — demandait que le

(1) Exposé des motifs.

propriétaire d'un terrain fut tenu d'informer l'autorité municipale, de l'installation des nomades, dans les 24 heures, sous peine d'une amende de 1 franc. « Mais cette disposition a rencontré une certaine opposition de la part de quelques membres de la Commission. Certes, tous se sont trouvés d'accord pour en reconnaître le bien fondé quand il y avait concession de terrain à titre onéreux ; mais, quand les nomades se seraient installés d'autorité sur un terrain, il y aurait bien en droit commun, concession à titre gratuit, mais en fait le propriétaire, quelquefois très éloigné de l'emplacement occupé, pourrait ignorer l'usage fait de son bien par les vagabonds. Après un échange de vues entre les opposants et le représentant de M. le ministre de l'Intérieur, qui insistait énergiquement pour le maintien de la disposition, la Commission s'est arrêtée à une rédaction qui paraît devoir donner satisfaction aux vœux de tous. Le propriétaire ne sera tenu d'informer l'autorité municipale que si la location ou la concession, même à titre gratuit, ont une durée de huit jours au moins ; dès lors s'il s'agit d'un simple passage des nomades, le propriétaire n'aura aucune déclaration à faire, mais si l'on a affaire à une véritable installation avec tous les dangers que celle-ci présente pour les populations environnantes, la déclaration par le propriétaire sera obligatoire sous peine d'une amende de 1 franc, si elle n'a pas lieu *dans les vingt-quatre heures qui suivent le huitième jour du séjour des nomades sur la propriété de l'intéressé* (1). »

(1) Exposé des motifs.

Article 13. — « Quiconque, pendant plus de 8 jours, louera ou concédera, même à titre gratuit, l'usage d'un terrain, d'une cour, ou d'un enclos quelconque pour le stationnement des nomades, devra en informer l'autorité municipale dans les 24 heures sous peine d'une amende de 1 franc. »

Non application de la loi à certains salariés.

Enfin, c'est encore sur la demande formelle du gouvernement que la Commission a répété, *mot pour mot*, en en faisant l'article 14 de son projet, l'article 22 du projet Clémenceau :

Article 14. — « Les dispositions des articles 9, 10, 11 et 12 ci-dessus ne sont pas applicables aux salariés de toute catégorie qui travaillent d'habitude dans les entreprises industrielles ou agricoles, chantiers, ateliers, etc., publics ou privés. »

En revanche, elle a repoussé, à la presque unanimité, l'idée qu'avait préconisée le gouvernement d'allouer, en certains cas, une prime aux agents qui dresseraient, pour l'application de la loi, des procès-verbaux contre les nomades contrevenants.

Mesures sanitaires.

La Commission n'a pas oublié qu'entre tous les dangers que les nomades font courir à un pays, celui-là n'est pas le moindre qu'ils offrent, en tant qu'agents de contagion

de maladies épidémiques. Mais, imitant encore en ce point la sagesse du gouvernement, elle a pensé que le législateur ne serait pas à même d'édicter d'une manière compétente des mesures de prophylaxie, qui devraient naturellement être modifiées, dans l'avenir, par suite des progrès de la Science.

Elle a donc décidé, dans l'article 16, § 2, de son projet, que :

Article 16, § 2. — « Un règlement spécial d'administration publique, après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, déterminera les mesures de prophylaxie, notamment les revaccinations périodiques, auxquelles devront être soumis tous les ambulants et nomades ainsi que les étrangers de l'article 14 ci-dessus, assujettis à la présente loi. »

Et pour donner à cette prescription toutes chances de recevoir une application stricte, la Commission a proposé au Parlement de la sanctionner, d'ores et déjà, par une double pénalité :

Article 16, § 3. — « Les infractions à ce règlement d'administration publique seront punies d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 200 francs ou de l'une de ces deux peines seulement ».

SEPTIÈME SECTION

Projet de la Commission de la Chambre du 17 novembre 1910.

Le projet que nous venons d'examiner avait été déposé à la tribune de la Chambre des Députés, dans la séance du 7 juin 1909. On pouvait espérer que l'urgente nécessité de prendre enfin des mesures réelles de répression contre les errants, qui dévastaient les campagnes, et contre les vagabonds et mendiants de toutes espèces, apparaîtrait aux yeux de tous. Cependant la législature prit fin, sans que le texte de la Commission pût venir en discussion.

Sous la législature qui suivit, quelques députés songèrent à tirer parti des travaux de la précédente Commission relative à la répression du vagabondage et de la mendicité. Dans la séance du 13 juin 1910, conformément à l'article 18 du règlement modifié par la résolution du 16 juin 1903, M. Marc Réville et plusieurs de ses collègues déclarèrent reprendre le rapport déposé le 7 juillet 1908, et demandèrent le renvoi à la Commission du vagabondage et de la mendicité (1). La Chambre consultée prononça la reprise du rapport.

L'ancien projet de la Commission allait donc revivre. La

(1) J. O. du 14 juin 1910, p. 2128. Texte J. O., docum. parlam. de juillet 1910, p. 524.

Commission spéciale du vagabondage et de la mendicité, nommée par les bureaux en juillet 1910, l'étudia et décida de le faire sien, sauf sur deux points. Elle chargea M. Réville de présenter à la Chambre, dans la séance du 17 novembre 1910, le texte nouveau qu'elle entendait soumettre aux discussions du Parlement (1).

*Son identité, sauf sur deux points, avec le projet
du 7 juin 1909.*

Dans le projet du 7 juin 1909, l'article 9, un de ceux relatifs aux nomades, se terminait par ces mots : « Le carnet d'identité devra être présenté par son titulaire à toute réquisition des agents de la force publique, chargés aux termes de l'article 2 de la présente loi de la répression du vagabondage. »

Parmi ces agents qu'énumérait l'article 2 se trouvaient les gardes particuliers. On avait cru pouvoir leur donner, concurremment avec les gendarmes, gardes-champêtres et autres fonctionnaires publics, le soin de participer à l'exécution de la loi.

La nouvelle Commission jugea autrement. « Dans l'article 2 du projet (disait le rapport du 17 novembre 1910) la Commission a cru devoir retirer aux gardes particuliers la faculté d'arrêter les individus trouvés en état de vagabondage ou de mendicité ; on a craint qu'une telle disposition ne prêtât à des abus. »

(1) *J. O.* du 18 nov. 1910. Texte *J. O.*, docum. parlam., mars 1911, page 118.

En conséquence elle raya les gardes particuliers des agents cités dans l'article 2 du projet général.

« D'autre part (constatait encore le rapport), on a remarqué que les injonctions de l'article 11 ne faisaient l'objet d'aucune disposition permettant aux autorités compétentes de demander une sanction pénale autre que la mise en fourrière des voitures et animaux appartenant aux nomades étrangers qui ne feraient pas inscrire les mentions d'état civil, désormais obligatoires, sur le carnet anthropométrique individuel ou collectif, ou qui ne se feraient pas délivrer ou n'apposeraient pas sur leurs véhicules la plaque de contrôle spéciale prévue par le projet de loi (1). »

La Commission inséra donc en tête de l'article 12 un paragraphe nouveau ainsi conçu :

Article 12. — « Tous nomades qui auront enfreint les dispositions de l'article précédent, en ne faisant pas inscrire sur le carnet anthropométrique les mentions prévues aux deux premiers paragraphes de cet article, ou qui n'auront pas apposé sur leurs véhicules la plaque de contrôle spéciale visée au paragraphe 3, seront punis des peines de l'article 480 du Code pénal... »

Les peines de l'article 480 du Code pénal, rappelons-le, c'est l'emprisonnement pendant cinq jours au plus.

Le reste de l'article 12 fut maintenu par la Commission, ainsi que tous les autres articles de l'ancien projet. Et, sous la réserve des deux modifications que nous venons de voir, la Commission du vagabondage et de la mendicité

(1) Rapport de la Commission du 17 nov. 1910.

proposa à la Chambre des Députés, le 17 novembre 1910, d'adopter le texte rapporté au cours de la précédente législature.

HUITIÈME SECTION

Projet de la Commission de la Chambre du 15 décembre 1910.

Séparation faite par la Commission des mesures relatives aux ambulants et nomades des autres dispositions de l'ancien projet relatif à la répression générale du vagabondage et de la mendicité.

Les conclusions du rapport, ainsi transformées, avaient été mises à l'ordre du jour de la Chambre. Mais un délai ne pouvant être évité, elles durent en être retirées.

Cependant, il devenait indispensable d'aboutir et d'obtenir dans le plus bref délai possible du Parlement, le vote de la partie au moins du projet relative aux nomades. « Vis-à-vis des vagabonds (comme le reconnaissait M. Clémenceau) (1), la police et la justice étaient mal armées évidemment, mais elles étaient armées, tout de même, et avec une vigilance soutenue, le vagabondage pouvait être combattu, mais à l'égard des nomades, il n'en était pas de même. »

(1) Dans l'Exposé des motifs du projet du Gouvernement.

De ceux-là, il était urgent de ne plus tarder à délivrer nos campagnes.

La Commission de la Chambre le comprit. Il était résulté des conférences, que son président et son rapporteur avaient eues avec divers députés, que les opinions divergentes, qui s'étaient manifestées au cours du débat, ne s'appliquaient en rien à celles des dispositions qui visaient les nomades. Pour les nomades, chacun était d'avis qu'il convenait d'en réglementer, au plus vite, la circulation et le séjour en France et personne ne repoussait les conclusions présentées par la Commission.

Cet accord étant certain, une solution s'imposait, comme nous l'avons montré dans un précédent chapitre ; la Commission adopta le parti le plus sage et le plus utile au but qu'elle poursuivait. Elle sépara, de son projet général, les mesures relatives aux nomades et, de cet ensemble nouveau, elle constitua un projet distinct, qui fut présenté à la Chambre le 15 décembre 1910 (1).

Identité des articles contenant les prescriptions faites aux ambulants et nomades avec les articles correspondants de l'ancien projet.

Les articles qui constituent ce nouveau projet sont absolument semblables, quant à leurs prescriptions, aux articles qui « dans le projet antérieur » concernaient les nomades. Leur numérotage seul est différent. Toutefois,

(1) J. O. du 16 déc. 1910. Texte J. O., doc. parl., mars 1911, p. 207.

certaines d'entre eux ont dû subir quelques modifications de forme, tenant au fait que les dispositions correspondantes anciennes visaient des articles distraits du texte nouveau.

C'est ainsi que l'article 4^{er} énumère les agents de la force publique, chargés de verbaliser contre les nomades et ambulants, en infraction avec les prescriptions de la loi.

A l'article 2, *in fine*, une modification analogue a été nécessaire.

Ce même article 2 contient d'ailleurs quelque chose de nouveau. Au cours des travaux de la Commission, plusieurs des députés qui la composaient crurent nécessaire de rappeler explicitement le maintien, en face de la législation nouvelle, des pouvoirs que les maires tenaient de textes antérieurs. On leur objecta que l'esprit général de la loi, destinée à renforcer et non à diminuer les moyens des pouvoirs publics contre les nomades, ne permettait pas de doute sur ce point. Cependant, sur l'insistance montrée par quelques-uns, on a inséré dans le 4^e paragraphe de l'article 2, le membre de phrase suivant : « Cette délivrance (du carnet) ne sera jamais obligatoire, et, même quand elle aura été consentie, elle ne pourra jamais faire obstacle à l'application des dispositions de la loi du 3 décembre 1849, ni à l'exercice des droits des maires résultant des lois et décrets sur le stationnement des nomades, sur le territoire de leurs communes. »

Sur *l'article 3*, une observation nous semble s'imposer :

Nous croyons que la Commission n'a pas pris garde

qu'en séparant les dispositions relatives aux ambulants et nomades, des autres articles de l'ancien projet, concernant la répression du vagabondage et de la mendicité dans son ensemble, elle devait nécessairement changer la rédaction du début de l'article 3 nouveau.

Celui-ci est libellé ainsi :

« *Article 3.* — « Tomberont sous le coup des peines édictées par le Code pénal pour la répression du vagabondage..., etc... »

Cet article est reproduit de l'article 40 de l'ancien projet :

« *Article 40.* — « Tomberont sous le coup des peines édictées par le Code pénal pour la répression du vagabondage..... »

Mais cet article 40 se continuait par ces mots : « telles qu'elles sont modifiées par la présente loi. » Ces peines, elles étaient énoncées dans l'article 2 du projet général *modifiant l'article 271 du Code pénal*. Les vagabonds ou gens sans aveu, qui auront été légalement déclarés tels seront, pour ce seul fait, punis de 3 à 6 mois d'emprisonnement...

Après trois condamnations, le condamné sera « à l'expiration de sa peine » interné dans une colonie de travail pour une durée de deux années au moins et de cinq années au plus.

Les raisons pour lesquelles la Commission avait cru devoir frapper des peines, que nous venons d'énumérer, les infractions à la loi projetée, nous les avons vues dans

le rapport qui accompagnait le texte déposé le 7 juin 1909 (1).

Dans le projet du 15 décembre 1910, la Commission maintient, comme sanctions aux infractions à la loi, les pénalités répressives du vagabondage. Mais, désormais, il ne peut plus être question que d'appliquer les pénalités du délit de vagabondage, telles qu'elles sont prononcées par l'article 271 du Code pénal de 1810. Et trouvera-t-on dans cet article 271 les moyens de proportionner la répression à la culpabilité des délinquants, l'élasticité que pouvait offrir l'article 271 dans sa rédaction nouvelle ?

Quant à l'esprit de la réglementation à établir, quant à la distinction des catégories d'individus auxquels la loi s'appliquera, le projet, soumis à l'approbation de la Chambre des Députés le 15 décembre 1910, n'innove rien.

Comme le précédent, il sépare très nettement :

A) Les ambulants, domiciliés en France, quelle que soit leur nationalité.

B) Les nomades, sans domicile, quelle que soit leur nationalité.

Cependant, dans le rapport de M. *Réville*, apparaît l'ébauche d'une distinction qui s'établira plus tard. Était-il bien juste d'appliquer des mesures semblables au nomade étranger et au nomade français ? N'existe-t-il pas dans notre pays un nombre assez considérable de gens, exerçant un métier modeste, qui n'ont, ni domicile ni rési-

(1) Voir ci-dessus page 223.

dence fixe, mais qui ne méritent point cependant qu'on les considère comme des malfaiteurs? Au sein même de la Commission, cette idée n'avait pas passé inaperçue. Et dans le rapport qui accompagnait le dépôt du projet du 15 décembre 1910, on retrouve ces paroles, prononcées par M. Réville : « Un de nos collègues nous a prié, en prévision des règlements d'administration publique à intervenir après le vote de la loi, de signaler l'intérêt qu'il y aurait à délivrer aux nomades français, par exemple aux forains honorablement connus, des livrets différents de ceux que l'on croirait pouvoir délivrer à des nomades étrangers qui, sans être des gens dangereux (auquel cas le refus d'un carnet s'imposerait), ne présenteront cependant pas les mêmes garanties que ceux de nos compatriotes qui exercent, au grand jour, et sans péril aucun pour la société, leur profession dans des localités diverses et successives. Cette observation était trop juste pour qu'elle ne fût pas reproduite ici. »

Mais le texte du projet de loi ne traduit pas cette nécessité qu'il y aurait eu de faire une différence entre nomades français et nomades étrangers. On peut penser que le législateur aurait dû ne pas laisser au règlement d'administration publique le soin d'établir la distinction.

Vote du projet par la Chambre, le 22 décembre 1910.

Il était d'autant plus regrettable que la Commission n'eût pas cru devoir l'inscrire, dans le texte même du projet qu'elle soumettait à l'approbation du Parlement,

que ce fut ce texte que la Chambre vota, le 22 décembre 1910.

Dans la première séance de ce jour l'urgence fut déclarée, et dans la deuxième séance les douze articles du projet furent adoptés sans discussion (1).

NEUVIÈME SECTION

Critiques diverses adressées au texte voté par la Chambre.

Que faut-il penser du texte de la loi, tel que la Chambre venait de le sanctionner par son vote ?

Certes, il ne devait pas manquer de susciter des critiques.

Tout d'abord, la communauté de réglementation appliquée aux nomades français et aux nomades étrangers, leur confusion, n'allaient pas tarder à faire s'élever des récriminations nombreuses. Les commerçants et industriels forains, dès le lendemain du vote de la Chambre, témoignèrent une émotion profonde. Ces forains, c'est-à-dire des gens n'ayant ni domicile ni résidence fixe, mais de nationalité française, sont, dans notre pays, plus de cent mille. Qu'ils exploitent des cirques, des manèges, des ménageries, des théâtres ; qu'ils installent dans les fêtes et dans les foires de plus modestes établissements : lote-

(1) J. O. du 23 décembre 1910.

ries, confiseries, pâtisseries, bazars ; qu'ils déballent simplement en plein vent des marchandises installées sur une caisse, se sont, en général, d'honnêtes gens, qui supportent leur part, parfois fort lourde, des charges publiques et payent patente. On ne peut nier que ces gens-là offrent plus de garanties que les nomades proprement dits, c'est-à-dire des individus étrangers, de nationalité indéterminée pour la plupart, sans métier régulier, sans domicile, sans patrie ?

« Si le légitime souci de la sécurité publique commande les précautions nécessaires à l'égard des individus qui exercent ou prétendent exercer des professions ambulantes, il est manifeste que les mesures à prendre ne sauraient être les mêmes à l'égard des uns et des autres (1). »

Dès le mois de janvier 1911, apparaissait dans la *Revue Pénitentiaire* une autre critique, à l'adresse du texte voté au mois de décembre précédent (2) :

« Cette loi paraît destinée à recevoir une application très large. Qu'est-ce, en effet, qu'une profession ambulante ? Cette expression semble comprendre les commis voyageurs, les mariniers. Dans quelle mesure atteindra-t-elle l'employé de chemin de fer du service de la traction, le commerçant ou l'industriel qui se déplace chaque semaine pour visiter soit ses usines ou chantiers, soit sa clientèle ? Au fond, son article 1^{er} est rédigé en termes trop vagues, son application réserve certainement des sur-

(1) M. Flandin, à la séance du Sénat du 22 décembre 1911.

(2) *Revue pénitentiaire*, année 1911, page 156.

prises et il revient à rendre le passeport obligatoire pour un grand nombre de citoyens.

Cette critique devait être répétée, et après même le vote de la loi du 16 juillet 1912, elle ne devait pas cesser d'être exacte. Nous aurons l'occasion de voir combien les termes de l'article premier du texte définitivement adopté, semblable quant à son fond à l'article premier voté par la Chambre, peuvent laisser de liberté à ceux qui seront chargés de l'interpréter et combien de plaintes ils ont, dès la promulgation de la loi, suscitées.

Après le vote de la Chambre des Députés, les craintes devaient être d'autant plus vives de la part de ceux qui, par nécessité, menaient une vie plus ou moins errante, de se voir englober dans l'application de cet article premier que — ne l'oublions pas — les députés avaient adopté le dernier paragraphe ainsi conçu :

« En cas de récidive, les peines édictées par le Code pénal pour la répression du vagabondage seront applicables ».

Ne semblait-il pas excessif que des commerçants honorables, ayant un domicile, des moyens d'existence, payant régulièrement patente, pussent être assimilés à des vagabonds ?

Enfin la rédaction, et l'esprit de *l'article 6* du même projet n'étaient-ils pas très justement critiquables ?

« Quand un nomade demande l'autorisation gratuite de stationner sur un terrain particulier, il n'annonce pas d'ordinaire son intention de s'y établir pour un long délai. Il promet généralement de partir le lendemain ou le surlendemain ; mais il est rare qu'il tienne sa promesse, et

la difficulté de le faire déguerpir oblige trop souvent le propriétaire à une patience forcée. Or, notre article est rédigé en termes tels que, si le stationnement consenti pour moins de 8 jours, et pour lequel, par conséquent, aucune déclaration n'est exigée, se prolonge jusqu'à atteindre ce délai, le propriétaire devra payer l'amende (1) ! »

DIXIÈME SECTION

Transmission au Sénat du Projet voté par la Chambre.

Le Sénat, à qui le texte adopté par la Chambre avait été transmis le 23 décembre 1910, ne pouvait manquer de tenir compte de ces plaintes et de ces critiques.

On pouvait penser que, sans rien oublier de l'urgence qu'il y avait à faire aboutir des mesures si impatiemment attendues, la Commission sénatoriale estimerait que le projet, qui lui était soumis, devait subir des modifications et des rectifications. Il fallait d'abord, semblait-il, « prévenir de dangereuses erreurs d'interprétations de la loi, et empêcher que, contrairement au vœu manifeste de ses auteurs mêmes, la loi visant exclusivement les nomades, Bohémiens ou romanichels, ne pût être abusivement étendue à des citoyens pour lesquels elle n'avait pas été faite » (2).

(1) *Revue pénitentiaire*, année 1911, mois de janvier, page 159.

(2) Rapport de la Commission au Sénat, 30 mars 1911, *J. O.*

*Dépôt du projet de M. Flandin devant le Sénat
1^{er} juin 1910.*

Quand le projet de la Chambre parvint au Sénat, à la fin de l'année 1910, la Haute Assemblée était saisie déjà de la question des nomades.

Le 1^{er} juin 1910, M. Etienne Flandin avait présenté au Sénat une proposition de loi relative à la révision des lois pénales concernant la mendicité, le vagabondage et le vagabondage spécial, à l'organisation de l'assistance par le travail et à la surveillance des nomades exerçant des professions ambulantes (1).

Deux ans plus tôt, M. Flandin, alors député, avait apporté déjà, sur le bureau de la Chambre, cette même proposition.

En 1908, M. Flandin ne s'était, à la vérité, occupé des nomades que d'une façon presque incidente, parce que, nous l'avons déjà dit, un projet de répression générale du vagabondage et de la mendicité ne pouvait pas les ignorer. Le seul article 8, le dernier de la proposition, était consacré à nos gens.

du 31 mars 1911. Texte J. O., docum. parlam., mai 1911, page 136.

(1) J. O. du 2 juin 1910. Texte J. O., docum. parlam., juillet 1910, p. 954.

A) *Nomades étrangers, et nomades français.*

« D'ailleurs, les nomades, dont l'auteur entendait faire réglementer les pérégrinations à travers le territoire, c'était les nomades « proprement dits ».

B) *Ambulants français et Ambulants étrangers.*

« Tous nomades, disait l'article 8, qui n'ayant ni domicile, ni résidence fixe... » Il ne pouvait donc être question des ambulants.

*Inspiration due aux travaux de la Commission de la
Chambre.*

*Reproduction des dispositions essentielles adoptées par
celle-ci.*

Dans le texte soumis à l'approbation du Sénat, en 1910, sept articles sur douze sont consacrés aux nomades... ; aux nomades et aux ambulants, car M. *Flandin*, dans cette nouvelle proposition, s'occupe de ces derniers. S'il le fait, c'est d'ailleurs sous l'inspiration des idées qui avaient animé la Commission de la Chambre au cours de la précédente législature.

« Une distinction primordiale, dit-il dans l'Exposé des motifs de sa proposition, s'imposait entre l'individu do-

micilié en France qui veut exercer une profession ambulante et le nomade proprement dit, n'ayant en France ni domicile, ni résidence fixe (1)... »

Sur d'autres points encore, M. *Flandin* a admis les solutions qu'avaient montrées les meilleures des discussions prolongées devant la Commission, présidée par M. *Dubief* et dont lui-même avait fait partie.

Sa proposition reproduit « les dispositions essentielles adoptées au cours de la précédente législature par la Commission de la Chambre des Députés chargée de rechercher les mesures de nature à assurer la répression du vagabondage et de la mendicité ». C'est lui-même qui en fait l'aveu, dans l'Exposé des motifs.

Dès l'abord, on peut faire au texte de M. *Flandin*, le reproche que méritait le projet de la Chambre :

Les prescriptions proposées sont de deux sortes :

A) Celles qui s'appliquent aux ambulants,

B) Celles qui atteindront les nomades.

Ici encore, les nomades français et les nomades étrangers sont confondus dans la réglementation.

Simple déclaration (Préfet ou sous-Préfet)

AMBULANTS. — *L'article 6* est relatif aux ambulants :

Article 6. — « Quiconque voudra, quelle que soit sa nationalité, exercer une profession, une industrie ou un commerce ambulant, sera tenu d'en faire la déclaration à la

(1) J. O., docum. parl., juillet 1910, p. 956.

préfecture ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où il a son domicile.

La déclaration comprendra les nom, profession, domicile, date et lieu de naissance du déclarant.

Récépissé lui en sera délivré sur la seule justification de son identité.

Seront punis d'amende de 11 à 15 francs l'exercice de profession, industrie ou commerce ambulant, sans déclaration préalable, la fausse déclaration ou le refus de présenter le récépissé ci-dessus spécifié à toute réquisition des agents de la force publique désignés à l'article 3 de la présente loi.

En cas de récidive, les peines édictées par le Code pénal pour la répression du vagabondage seront applicables. »

En ce qui concerne les formalités imposées aux ambulants, cet article 6 est absolument conforme à l'article 8 du projet présenté par la Commission de la Chambre le 7 juin 1909, repris par la Chambre le 13 juin 1910 et voté sans modification le 22 décembre 1910.

C'est toujours l'obligation pour l'ambulant de faire une déclaration, simple déclaration dont on ne peut refuser le récépissé dès qu'il justifie de son identité.

Les pénalités encourues par les contrevenants diffèrent. Dans le projet de la Chambre, elles devaient être celles des articles 479 ou 480 du Code pénal, suivant les circonstances.

Dans la proposition Flandin, elles sont : l'amende de 11 à 15 francs, c'est-à-dire celles, seulement, de l'article 479.

Les agents qui auront le droit de requérir la présenta-

tion du récépissé de déclaration, dans le texte de M. Flandin, sont énumérés dans l'article 3 (1). Ce sont exactement ceux qu'énumérerait le projet repris par la Chambre, au début de la législature. Nous savons que, dans les travaux de la Commission, avant le vote, on décida de rayer de cette liste les gardes particuliers.

NOMADES. — L'article 7 de la proposition Flandin, qui règle les prescriptions auxquelles seront astreints les nomades :

Autorisation administrative nécessaire.

Préfet ou Sous-Préfet, carnet d'identité.

Article 7. — « Tous nomades ou individus circulant en France, sans domicile ni résidence fixe, encore bien qu'ils prétendent avoir ou qu'ils aient des ressources, ou qu'ils exercent ou prétendent exercer une profession ambulante, devront se munir d'un carnet anthropométrique d'identité.

Ce carnet sera délivré par le préfet pour l'arrondissement du chef-lieu de département, et par le sous-préfet pour les autres arrondissements. Il devra être demandé par les nomades dans l'arrondissement où ils se trouveront au moment de la promulgation de la présente loi et dans le mot qui suivra au plus tard.

Les nomades venant de l'étranger ne seront admis à

(1) Il ne faut pas oublier que la proposition de M. Flandin contient d'autres prescriptions que celles qui sont relatives aux nomades, et possède 12 articles. Les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, concernant les ambulants et nomades.

pénétrer en France qu'après avoir obtenu du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement frontière un carnet anthropométrique d'identité. La délivrance de ce carnet ne pourra jamais être consentie qu'aux nomades étrangers justifiant, tant pour eux-mêmes que pour les personnes les accompagnant, d'une identité certaine constatée par la production de pièces authentiques.

Cette délivrance ne sera jamais obligatoire et, même quand elle aura été accordée, elle ne pourra faire obstacle à l'application des dispositions de la loi du 3 décembre 1849.

Tous nomades séjournant dans une commune devront, à leur arrivée, présenter leurs carnets à fin de visa au commissaire de police, s'il s'en trouve un dans la localité, sinon au commandant de la brigade de gendarmerie et, là où il n'y aura pas de brigade de gendarmerie, au maire. Ils feront également viser leurs carnets au moment de leur départ par les mêmes officiers de police.

Le carnet d'identité devra être présenté par son titulaire à toute réquisition des agents de la force publique, chargés, aux termes de l'article 3 de la répression du vagabondage, »

L'Article 8. — « Seront punis des peines prévues par le Code pénal pour la répression du vagabondage, telles qu'elles sont modifiées par la présente loi :

1° Toute contravention à l'article précédent ;

2° Le fait d'avoir fabriqué, ou falsifié un carnet d'identité ou d'avoir fait usage d'un carnet fabriqué, altéré ou falsifié ;

3° Le fait d'avoir pris, dans un carnet d'identité, un nom supposé, quand même cette supposition de nom n'aurait pas pour effet l'inscription d'une condamnation au casier judiciaire d'un tiers ;

4° L'usage, par un individu, d'un carnet d'identité délivré sous un autre nom que le sien » ;

L'Article 9. — « Le carnet anthropométrique d'identité pourra être collectif s'il est demandé par un chef de famille. Il indiquera, outre les mentions exigées par le règlement d'administration publique prévu ci-après :

1° L'état civil et le signalement de toutes les personnes voyageant avec le chef de famille, ainsi que les liens de droit ou de parenté le rattachant à chacune de ces personnes ;

2° La mention, au fur et à mesure qu'ils devront intervenir, des actes de naissance, de mariage et de décès intéressant des membres du groupe, ladite mention inscrite au carnet par les officiers de l'état civil ;

3° Le numéro de la plaque de contrôle spécial dont devront être munis, à compter de la promulgation de la présente loi, les véhicules de toute nature employés par les nomades, indépendamment des plaques prévues par les articles 3 de la loi du 3 mai 1851 et 16 du décret du 10 août 1852 » ;

L'Article 10. — « En cas de contravention aux articles 7, 8 et 9 ci-dessus, les voitures et animaux des nomades étrangers pourront être provisoirement retenus, à moins de caution suffisante. Les frais de fourrière qui

en résulteront seront à la charge des contrevenants. En cas de non paiement, le jugement de condamnation ordonnera la vente dans les formes prévues à l'article 617 du Code de procédure civile. »

L'Article 11. « --- Des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application de la présente loi, en ce qui touche l'organisation de l'assistance par le travail, l'installation des colonies¹ de travail pour vagabonds et mendiants récidivistes, la forme et les modalités du carnet anthropométrique d'identité pour nomades, les mentions et visas à porter sur ce carnet, les conditions dans lesquelles il sera délivré aux nomades circulant actuellement en France, la nature et les indications de la plaque de contrôle spécial prévue par l'article 9, paragraphe 3, ci-dessus.

Un règlement spécial d'administration publique, après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, déterminera les mesures de prophylaxie, notamment les revaccinations périodiques, auxquelles devront être soumis tous les ambulants et nomades. Les infractions à ce règlement d'administration publique seront punies d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 200 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Et l'article 12. — « L'article 463 du Code pénal est applicable aux délits prévus par la présente loi, sauf à ceux spécifiés à l'article 2. Toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées. »

Sont absolument conformes aux articles correspon-

dants du projet adopté par la Chambre des Députés le 22 décembre 1910, sauf sur le point suivant :

L'article 2, § 4 du texte de la Chambre rappelle explicitement que sont conservés les droits des maires résultant des lois et décrets sur le stationnement des nomades sur le territoire des communes.

M. *Flandin* ne fait pas ce rappel dans sa proposition. Il se contente de l'indiquer dans l'exposé des motifs, et cela semble suffisant, étant donné l'esprit général de la loi.

La proposition de M. *Flandin* ne contient aucune mention analogue à celles des articles 6 et 7 du projet de la Chambre :

Article 6. — Concernant les propriétaires qui consentent à l'établissement des nomades sur leurs terrains.

Article 7. — Relatif à un certain nombre de personnes, exclues de l'application de la loi.

ONZIÈME SECTION

*Projet déposé par la Commission sénatoriale, après
l'étude du projet voté par la Chambre.*

La proposition de loi de M. *Flandin* avait été renvoyée à la 4^e Commission d'initiative parlementaire.

A la date du 9 juin, M. *Flandin* présenta au Sénat un

Rapport sommaire, fait au nom de la Commission, sur le texte dont il était l'auteur. A l'unanimité la Commission demandait au Sénat de prendre en considération la proposition de M. *Flandin*; et manifestait l'espérance « que l'étroite réglementation à laquelle les nomades seraient tenus de se soumettre, aurait promptement le salutaire effet de les éloigner de notre territoire (1) ».

Mais le mois de juin est proche des vacances. Les nomades furent une fois encore oubliés. Les jours passèrent et l'année 1910 était à peu près écoulée, quand le Sénat fut placé à nouveau devant l'éternelle question du vagabondage en roulotte.

Le projet approuvé par la Chambre et transmis au Sénat le 23 décembre 1910, fut renvoyé devant la Commission qui avait reçu le soin d'examiner la proposition de M. *Flandin*. Trois mois plus tard, la Commission avait terminé ses travaux, et, dans la séance du 24 mars 1911, M. *Etienne Flandin* en présentait les fruits au Sénat (2).

Nous avons déjà vu que la meilleure méthode à suivre avait paru, à la Commission, consister dans le dépôt successif de trois textes législatifs distincts, destinés :

a) L'un, à réprimer les délits de vagabondage et de mendicité.

b) Le deuxième, à punir le vagabondage spécial et à réviser les lois des 27 mai 1885 et 3 avril 1903.

c) Le dernier, à réglementer la circulation des nomades.

(1) *J. O.* du 10 juin 1910. Texte *J. O.*, docum. parlam., août 1910, page 962.

(2) *J. O.* du 22 mars 1911. Texte *J. O.*, docum. parl., 1911, p. 93.

Ce troisième texte législatif fut déposé sur le Bureau du Sénat le 30 mars 1911 et accompagné d'un rapport fait, au nom de la Commission, par M. *Flandin* (1).

Texte présenté au Sénat le 30 mars 1911.

Enfin, s'établit de façon fort nette, la distinction entre le nomade français et le nomade étranger, dont nous avons vu la première manifestation, au moins théorique, dans le rapport fait par M. *Réville*, à la Chambre, le 15 décembre 1910 (2).

Désormais, les individus auxquels s'appliqueront les prescriptions projetées, sont rangés en trois classes différentes :

A) *Ambulants (français ou étrangers).*

B) *Nomades français (forains).*

C) *Nomades étrangers.*

« Parmi les individus qui circulent à travers la France, déclarait le Rapport de la Commission, en exerçant ou en prétendant exercer des professions ambulantes, à trois catégories, nettement distinctes, sont à établir :

1° Les commerçants ambulants, *français ou étrangers*, qui, ayant en France *un domicile ou une résidence fixe*, s'en vont dans les campagnes, sans s'écarter généralement d'un rayon déterminé, détailler leurs marchandises, mais

(1) *J. O.* du 31 mars 1911. Texte *J. O.*, doc, parl., mai 1911, p. 136.

(2) Voir ci-dessus, p. 236.

reviennent après leurs tournées au lieu où ils ont leur principal établissement, où ils payent patente et où ils sont honorablement connus ;

2° Les commerçants et industriels *forains*, qui n'ont *ni domicile, ni résidence fixe*, dont la profession consiste à mener une existence commerciale errante, non plus dans une région déterminée seulement, mais à travers toute la France, se transportant dans les villes et les villages les jours de foires, de marchés, de fêtes locales pour offrir à une clientèle de passage leurs marchandises ou leurs « attractions ».

3° Les nomades proprement dits, les roulotteurs, n'ayant ni domicile, ni patrie, la plupart vagabonds à caractère ethnique, romanichels, bohémiens, tziganes. »

A ces trois ordres de personnes allaient naturellement correspondre trois séries de mesures différentes. Auparavant, les projets n'en avaient conçu que deux :

- a) Pour les ambulants, une déclaration à faire ;
- b) Pour les nomades, une autorisation à obtenir.

Puisque l'on jugeait juste de séparer les nomades des forains, il devait s'ensuivre inévitablement que ceux-ci ne seraient plus, comme antérieurement, soumis à l'obligation du carnet anthropométrique d'identité.

La formalité à laquelle astreint les forains le projet de la Commission sénatoriale, c'est « la production d'un carnet d'identité mentionnant leur signalement avec photographie à l'appui ».

Ainsi, devant les réclamations des petits commerçants et industriels forains, la Commission sénatoriale avait opéré la transformation que nous venons de voir.

Les protestations de ceux à qui devaient s'appliquer les prescriptions de l'article premier des anciens projets firent tomber aussi ce qui, de cet article, était la particularité la plus exorbitante : l'assimilation des ambulants récidivistes aux vagabonds.

Et nous verrons enfin que les propriétaires eurent satisfaction, qui réclamaient la suppression de la mesure les concernant.

AMBULANT. — C'est toujours l'article premier du projet qui règle la situation des ambulants :

Article 1^{er}. — « Tous individus, domiciliés en France ou y possédant une résidence fixe, qui voudront, quelle qu'elle soit leur nationalité, exercer une profession, une industrie ou un commerce ambulants seront tenus d'en faire la déclaration à la préfecture ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où ils ont leur domicile ou leur résidence fixe.

La déclaration comprendra les noms, prénoms, professions, domiciles, résidences, dates et lieux de naissance des déclarants. Récépissé leur en sera délivré sur la seule justification de leur identité.

L'exercice d'une profession, d'une industrie ou d'un commerce ambulants sans déclaration préalable et le défaut de présentation du récépissé, visé au paragraphe précédent, à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publiques, constitueront des contraventions. Les contrevenants seront punis d'une amende de 5 à 15 francs et pourront l'être, en outre, d'un emprisonnement d'un à cinq jours.

En cas de récidive ou de déclaration mensongère, l'emprisonnement sera nécessairement prononcé. »

Simple Déclaration. Préfet ou sous-Préfet.

Le texte de la Commission sénatoriale n'innove rien en ce qui concerne les prescriptions imposées aux ambulants. C'est toujours pour eux l'obligation de faire une déclaration à l'autorité administrative.

Mais les pénalités qui sanctionnent ces dispositions ne sont plus les mêmes. L'amende dont les contrevenants seront passibles sera de 5 à 15 francs ; l'emprisonnement dont ils pourront l'être sera de 1 à 5 jours. En cas de récidive ou de déclaration mensongère l'emprisonnement sera nécessairement prononcé.

Il n'est plus du tout question des peines du délit de vagabondage.

« Il avait semblé à la Commission (déclarait le rapport du 30 mars 1911) qu'en aucun cas, des commerçants honorables, ayant un domicile, des moyens d'existence certains, payant régulièrement patente, ne pouvaient être assimilés à des vagabonds. »

FORAINS. — L'article 2 du projet du Sénat est absolument nouveau :

Article 2. — « Tous individus de nationalité française qui, n'ayant en France ni domicile ni résidence fixe, voudront circuler sur le territoire français pour exercer la profession de commerçants ou industriels forains devront,

dans le mois qui suivra la promulgation de la présente loi, se munir d'un carnet d'identité reproduisant leur signalement avec photographie à l'appui et énonçant leurs noms, prénoms, lieux et dates de naissance et leur dernier domicile avec l'indication du genre de commerce ou industrie qu'ils entendront exercer.

Ce carnet sera délivré par le préfet pour l'arrondissement du chef-lieu de département et par le sous-préfet pour les autres arrondissements. Il devra être réclamé par les commerçants et industriels forains dans l'arrondissement où ils se trouveront au moment de la mise à exécution de la présente loi.

Le carnet d'identité des commerçants et industriels forains devra être présenté à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force et de l'autorité publiques.

Toute contravention aux dispositions du présent article sera punie d'une amende de 16 à 100 francs et d'un emprisonnement de cinq jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive ou de déclarations mensongères, la peine de l'emprisonnement sera nécessairement prononcée. »

*Nécessité de se munir d'un carnet d'identité. Préfet
ou Sous-Préfet.*

Les nomades de nationalité française ou mieux les forains seront tenus à l'obtention « d'un carnet d'identité ». Le texte dit « devront se munir », car il ne pourra être question de refuser le carnet à celui qui le réclamera. Ce

carnet permettra sans cesse de savoir exactement où se trouvent les forains, qui n'ont nulle part de point d'attache et qui parcourent, dans leurs tournées, la France entière ; il permettra de contrôler leur identité.

C'est là une mesure rendue indispensable par le caractère d'instabilité de la vie foraine. Mais la demande du carnet sera la seule obligation à laquelle seront assujettis les nomades français.

« Ils devront produire leur carnet d'identité à toute réquisition de tous officiers de police judiciaire et de tous agents de la force et de l'autorité publiques, mais, à la différence des nomades, ils ne seront astreints ni à l'obligation de présenter un carnet anthropométrique d'identité, ni à celle de faire viser leur carnet dans les localités où ils voudront exercer leur profession, sauf, bien entendu, l'obligation pour eux de se conformer aux conditions fixées par l'autorité municipale ou préfectorale pour la police de la voie publique et des halles et marchés (1). »

Ces formalités imposées aux forains, on en réclamera aussi l'exécution de tous ceux qui les accompagneront, qui voyageront avec eux.

Cette prescription est formulée dans l'article 3 :

Article 3. — « Tous individus sans domicile ni résidence fixe qui accompagneront les commerçants ou industriels forains devront, dans les mêmes conditions et sous

(1) Rapport de la Commission du 30 mars 1911.

les mêmes peines au cas de contraventions aux dispositions de la présente loi, être munis d'un carnet d'identité.

Toutefois, le commerçant ou industriel forains pourra réclamer la délivrance d'un carnet d'identité collectif pour toutes personnes voyageant avec lui. »

*Autorisation administrative nécessaire. Préfet ou
Sous-Préfet.*

Carnet anthropométrique d'identité.

NOMADES. — L'article 4 ne concerne plus maintenant que « les Nomades, sans domicile ni résidence fixe, ne rentrant dans aucune des catégories ci-dessus spécifiées » dit le texte. Il a perdu beaucoup de son champ d'application. Ce ne sont plus guère que les nomades étrangers auxquels ses prescriptions s'appliqueront.

Article 4. — « Tous nomades circulant en France sans domicile ni résidence fixe et ne rentrant dans aucune des catégories ci-dessus spécifiées, encore qu'ils prétendent avoir ou qu'ils aient des ressources ou qu'ils exercent ou prétendent exercer une profession ambulante, devront, dans le mois qui suivra la mise à exécution de la présente loi, se munir d'un carnet anthropométrique d'identité.

Ce carnet sera délivré par le préfet du département ou par le sous-préfet de l'arrondissement où les nomades se trouveront.

Les nomades venant de l'étranger devront adresser

leur demande à la préfecture ou à la sous-préfecture de l'arrondissement frontière. Ils ne seront admis à pénétrer en France qu'à la condition de justifier d'une identité certaine constatée par la production de pièces authentiques tant pour eux-mêmes que pour toutes personnes voyageant avec eux.

La délivrance du carnet anthropométrique d'identité ne sera jamais obligatoire. Même quand elle aura été consentie, elle ne pourra faire obstacle à l'application des dispositions de la loi du 3 décembre 1849 sur le séjour des étrangers en France, non plus qu'à l'exercice des droits reconnus aux maires sur le territoire de leurs communes par les lois, décrets et règlements relatif au stationnement des nomades.

En accordant la délivrance du carnet anthropométrique d'identité, le préfet ou le sous-préfet ordonnera toutes mesures utiles à l'effet d'assurer le recouvrement des contributions et taxes, patentes ou autres, auxquelles les nomades seront soumis.

Tous nomades séjournant dans une commune devront, à leur arrivée et à leur départ, présenter leurs carnets, à fin de visa, au commissaire de police s'il s'en trouve un dans la localité, sinon au commandant de la gendarmerie et, là où il n'y aura pas de gendarmerie, au maire.

Le carnet anthropométrique d'identité devra être présenté par son titulaire à toute réquisition des agents de la force ou de l'autorité publiques.

Toute contravention aux dispositions du présent article rendra les contrevenants passibles des pénalités édictées contre le vagabondage. »

*Conformité des mesures proposées par la Commission
Sénatoriale et de celles votées par la Chambre des
Députés en concerne les prescriptions imposées aux
nomades.*

Dans ses dispositions, dans sa rédaction même, cet article 4 est semblable à l'article correspondant du projet voté par la Chambre. Les nomades étrangers, à l'exclusion désormais des Français — ne pourront commencer ou continuer leurs voyages, sans se munir de ce passeport nécessaire délivré par l'autorité administrative.

Dans le § 4, reparait le membre de phrase qui conserve aux maries les droits accordés par les lois et décrets antérieurs, sur le stationnement des nomades, on peut se demander si cette adjonction a un autre résultat que d'allonger le texte ?

L'article 4 contient un *paragraphe* 5, ainsi conçu :

« En attendant la délivrance du carnet anthropométrique d'identité, le préfet ou le sous-préfet ordonnera toutes mesures utiles à l'effet d'assurer le recouvrement des contributions et taxes, patentes ou autres, auxquelles les nomades seront soumis ».

Le préfet ou le sous-préfet, s'il croit devoir autoriser le passage des nomades en France « devra » (répète l'Exposé des motifs) « ordonner toutes mesures utiles à l'effet d'assurer le recouvrement des contributions et taxes, patentes ou autres, auxquelles les nomades seraient soumis au cours de l'année ».

Enfin, il faut encore remarquer dans cet article 4 que les auteurs du projet n'ont pas cru devoir énumérer limitativement les agents de la force ou de l'autorité publiques auxquels devra être présenté le carnet anthropométrique d'identité. La raison en est la suivante :

« Si large que fût (de ces agents) l'énumération indiquée par la Chambre, les agents et inspecteurs de police des brigades mobiles, particulièrement qualifiés pour exercer la surveillance des nomades, avaient été omis (1). » La Commission sénatoriale jugea qu'il était dangereux « de procéder par voie d'énumération forcément limitative ».

L'article 5 du projet du Sénat :

Article 5. — « Le carnet anthropométrique d'identité sera collectif, s'il est demandé par un chef de famille ; sinon il sera individuel. Il indiquera, outre les mentions exigées par le règlement d'administration publique prévu ci-après :

1° L'état civil et le signalement de toutes les personnes voyageant avec le chef de famille, ainsi que les liens de droit ou de parenté le rattachant à chacune de ces personnes ;

2° La mention au fur et à mesure qu'ils interviendront, des actes de naissance, de mariage, de divorce et de décès intéressant un des membres du groupe. Dans chacune de ces circonstances, le carnet devra être produit aux officiers de l'état civil pour l'inscription desdites mentions ;

(1) Exposé des motifs du projet de la Commission sénatoriale du 30 mars 1911.

3° Le numéro de la plaque de contrôle spécial dont devront être munis, à compter de la mise à exécution de la présente loi, les véhicules de toute nature employés par les nomades, indépendamment des plaques prévues par les articles 3 de la loi du 30 mai 1851 et 16 du décret du 10 août 1852.

Tous nomades qui auront enfreint les dispositions du présent article en ne faisant pas inscrire sur le carnet anthropométrique d'identité les mentions prévues aux deux premiers paragraphes, ou qui n'auront pas apposé sur leurs véhicules la plaque de contrôle spécial visée au paragraphe 3 seront punis des peines prévues par l'article 480 du Code pénal. »

Reproduit les mentions contenues dans l'article 4 du texte adopté par la Chambre des Députés. Il s'augmente du premier paragraphe de l'article 5 de ce texte qui prononce des pénalités pour les infractions aux dispositions que nous venons de voir. Dans les deux projets, la pénalité est absolument la même : Ce sont les peines de l'article 480 du Code pénal qui s'appliqueront.

Rétention des voitures et animaux des nomades.

Le deuxième paragraphe de l'article 5 de la Chambre autorisait, nous l'avons vu, la retenue et la mise en fourrière des voitures et animaux des nomades. Cette discussion se retrouve dans le texte de la Commission sénatoriale. Elle forme à elle seule l'article 8 du projet.

Article 8. — « En cas de contravention à la présente loi

les voitures et animaux des nomades pourront être provisoirement retenus, à moins de caution suffisante. Les frais de fourrière seront à la charge des contrevenants ; au cas de non-paiement, le jugement de condamnation ordonnera la vente dans les formes prévues par l'article 617 du Code de procédure civile. »

Dans le projet voté par la Chambre des Députés, nous avons remarqué que pour les différentes infractions :

a) Contraventions aux dispositions obligeant le nomade à se munir d'un carnet ;

b) Fabrication d'un faux carnet, falsification d'un carnet originairement véritable, usage d'un carnet fabriqué ou falsifié ;

c) Fait d'avoir pris, dans un carnet, un nom supposé ;

d) Fait d'avoir usé d'un carnet délivré sous un autre nom que le sien ;

Une seule pénalité étant prononcée :

« Tomberont sous le coup des peines édictées par le Code pénal pour la répression du vagabondage... disait l'article 3.

Nous avons, croyons-nous, montré quelle erreur les auteurs du projet avaient commise, en maintenant cette rédaction, alors que les mesures concernant les nomades ne s'accompagnaient plus de mesures répressives du vagabondage et de la mendicité.

Il semble que dans cette faute la Commission sénatoriale n'ait pas voulu retomber.

Dans l'article 4, *in fine*, de son projet, elle prononce, il est vrai, la peine du vagabondage, mais elle la prononce contre les seuls contrevenants aux dispositions de cet article 4.

Pour les pénalités atteignant les autres infractions aux prescriptions de la loi, elles sont émunérées dans les articles 6 et 7 du projet du Sénat :

Article 6. — « Seront munis de deux à cinq années d'emprisonnement et d'une amende de 100 francs à 1.000 francs :

Le fait d'avoir fabriqué, soit un faux récépissé de la déclaration prévue à l'article 1^{er}, soit un faux carnet d'identité, soit une fausse plaque de contrôle ;

Le fait d'avoir altéré ou falsifié, soit un récépissé, soit un carnet d'identité originellement véritables, soit une plaque de contrôle, ou d'avoir sciemment fait usage d'un récépissé de déclaration ou d'un carnet d'identité fabriqué altéré ou falsifié, ou d'une plaque de contrôle fabriquée, altérée ou falsifiée. »

Article 7. — « Seront punis d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de 50 francs à 500 francs :

Tous individus qui, pour obtenir soit le récépissé de déclaration prévu à l'article 1^{er}, soit le carnet d'identité prévu aux articles 2, 3 et 4, auront pris un nom supposé, quand même cette supposition de nom n'aurait pas pour effet de faire inscrire une condamnation au casier judiciaire d'un tiers réellement existant ;

Tous individus qui auront fait usage d'un carnet délivré sous un autre nom que le leur ou ne s'appliquant pas à leur personne. »

*Sanctions ; Pénalités différentes de celles que la
Chambre avait admises.*

Non seulement, les rédacteurs du projet ont estimé que la peine édictée par l'article 271 du Code pénal, ne variant que de trois à six mois d'emprisonnement, était insuffisante ; mais ils ont pensé qu'il était nécessaire d'établir deux échelles de pénalités pour pouvoir, en toute justice, proportionner la répression à la culpabilité des délinquants.

Il y a aussi dans ces deux articles quelque chose de nouveau. Le texte de la Chambre ne s'était occupé que de punir la fabrication d'un faux carnet, la falsification d'un carnet originairement véritable, l'usage d'un carnet faux ou falsifié. On n'avait pas songé que les ambulants, tenus à la simple déclaration, pourraient trouver quelque intérêt à frauder sur le récépissé de déclaration. — On n'avait pas davantage prévu la falsification de la plaque de contrôle, ou l'usage d'une plaque falsifiée.

La Commission sénatoriale crut, au contraire, « qu'il convenait de prévoir le cas où, pour éluder les conséquences de la législation, des commerçants ou industriels ambulants ou forains (tout comme des nomades), dissimuleraient leur personnalité grâce à de faux récépissés de déclaration ou à de faux carnets d'identités (1) ».

Il faut remarquer que le *dernier paragraphe de l'ar-*

(1) Exposé des motifs.

Article 7 du projet du Sénat envisage un cas auquel on n'avait pas songé antérieurement :

« Seront punis...

Tous individus qui auront fait usage d'un carnet délivré sous un autre nom que le leur, ou ne s'appliquant pas à leur personne ».

« Ce dernier membre de phrase a été ajouté, par la Commission du Sénat, au texte adopté par la Chambre des Députés pour ne pas laisser impuni le fait d'un individu qui userait d'une pièce établie non pour lui, mais pour un homonyme (1). »

Nous nous rappelons que, parmi les critiques élevées contre le projet de loi voté par la Chambre, l'une s'adressait à l'article 6, relatif aux propriétaires qui louent ou concèdent à titre gratuit l'usage de leur terrain aux nomades. La Commission sénatoriale devait entendre cette critique. Le projet qu'elle élaborait ne comprend aucun article correspondant à l'article 6 du texte de la Chambre.

Suppression des obligations imposées aux propriétaires des terrains occupés par les nomades.

« Votre Commission, déclarait M. *Flandin* dans le rapport du 30 mars 1911, a pensé qu'une semblable disposition serait dépourvue d'efficacité pratique et qu'elle imposerait sans compensation suffisante aux propriétaires ruraux une obligation qui sera mal accueillie et vexatoire.

(1) Exposé des motifs.

La plupart du temps, les Bohémiens et romanichels installent leur campement sans demander aucune autorisation. Comment le propriétaire, qui aura peut-être ignoré le campement de la tribu, établira-t-il qu'on a occupé son terrain sans son assentiment? »

En revanche, la quatrième Commission jugea à propos de maintenir, avec une légère modification de rédaction, la disposition déclarant la loi inapplicable à certaines catégories de salariés.

Conservation de la mention excluant de l'application de la loi certaines catégories de salariés.

Article 9. — « Les dispositions des articles 1, 2, 3, 4 et 5 ci-dessus ne sont pas applicables aux salariés de toute catégorie qui travaillent d'habitude dans les entreprises industrielles, commerciales ou agricoles. »

Dans l'article 11 du projet du Sénat, le législateur délègue à des règlements d'administration publique le soin d'ordonner le détail d'application de la loi, de déterminer des mesures nécessaires de prophylaxie et sanctionne, par l'emprisonnement et l'amende, l'inobservation des formalités qui seront imposées par ces divers règlements.

Mesures sanitaires.

Article 11. — « Dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi, des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application

de la loi, en ce qui touche notamment le registre d'immatriculation pour étrangers et les modalités du carnet d'identité des commerçants et industriels forains et du carnet anthropométrique d'identité pour les nomades, les mentions et visas à porter sur ce carnet, les conditions dans lesquelles ce carnet pourra être délivré aux nomades étrangers circulant actuellement en France, ainsi que la nature et les indications de la plaque de contrôle spécial prévue par l'article 4, paragraphe 4 ci-dessus.

Un règlement spécial d'administration publique, après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, déterminera les mesures de prophylaxie, notamment les vaccinations et revaccinations périodiques, auxquelles devront être soumis tous les ambulants, forains et nomades, ainsi que les étrangers visés à l'article 11, assujettis à la présente loi.

Les infractions aux dispositions de ce règlement d'administration publique seront punies d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 200 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Article 12. — « L'article 463 du Code pénal est applicable aux cas prévus par la présente loi. »

Article 13. — « Toutes dispositions contraires sont abrogées, sans qu'il soit en rien dérogé aux lois et règlements en vigueur concernant les pouvoirs du préfet de police, des préfets des départements et des autorités municipales pour la police de la voie publique, des halles, marchés, fêtes locales et, généralement, pour la protection du bon ordre, de la sûreté et de la salubrité publiques. »

Article 14. — « La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion. Elle sera exécutoire six mois après sa promulgation. »

Nous savons à la suite de quelles circonstances le projet de loi voté par la Chambre contenait, à côté des mesures concernant les ambulants et les nomades, un certain nombre d'articles relatifs aux étrangers arrivant dans une commune pour y exercer une profession, un commerce ou une industrie.

La Commission sénatoriale, saisie du projet de la Chambre, retint dans son examen ces dispositions modifiant et complétant *la loi insuffisante du 8 août 1893*, et les transporta dans son projet, où elles forment le texte de l'article 10.

*Première délibération du Sénat sur le projet de la
Commission le 22 décembre 1911.*

Adoption du texte proposé.

Le rapport de M. *Flandin* fut déposé le 30 mars 1911. La question des errants fut abandonnée jusqu'à la fin de la même année.

Dans la séance du 22 décembre 1911 —, comme si le Sénat avait décidé d'attendre ce jour anniversaire du vote de la Chambre —, l'ordre du jour appela la première délibération sur « le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la Réglementation de la circulation des nomades ».

Par décret en date du 21 décembre 1914, M. *Hennion*, directeur de la Sûreté générale au ministère de l'Intérieur, avait été désigné, en qualité de commissaire du gouvernement, pour assister le président du Conseil, ministre de l'Intérieur, dans la discussion du projet de loi.

Après un exposé du rapporteur, M. *Etienne Flandin*, qui montra à nouveau quelles raisons présentes motivaient la réglementation des nomades et expliqua l'esprit de chaque prescription proposée, le Sénat adopta, en première lecture, le projet de la Commission (1).

La plupart des articles furent votés sans discussion. Une seule observation fut présentée, sur l'article 2, par M. *Jean Cruppi*, garde des sceaux, ministre de la Justice, observation ne portant d'ailleurs que sur une question de forme :

« L'article 2, dit-il, est ainsi conçu :

« Tous individus de nationalité française qui, n'ayant en France ni domicile ni résidence fixe, voudront circuler sur le territoire français pour exercer la profession de commerçants ou industriels forains devront, dans le mois qui suivra la promulgation de la présente loi, se munir d'un carnet d'identité... »

Or, il ne me paraît pas possible d'exiger l'accomplissement de cette formalité, dans le mois qui suivra la promulgation de la loi, puisque celle-ci prévoit des règlements qui, précisément, fixeront les formes et les modalités du carnet d'identité. D'autre part, l'article 11 doit déterminer le contenu de ces règlements d'administration publique

(1) *Journal officiel* du 23 décembre 1914.

et préciser la délégation du Conseil d'Etat. J'ai donc proposé à la Commission, qui l'a acceptée, la rédaction suivante : « Tous individus... qui voudront circuler sur le territoire français pour exercer la profession de commerçants ou industriels forains devront demander un carnet d'identité ».

Nous supprimerions ainsi les mots : « ...dans le mois qui suivra la promulgation de la présente loi ». J'ajoute que la pensée de la Commission et la mienne est de réunir les articles 2 et 3 en un seul texte (1) ».

La modification proposée par M. *Cruppi* fut autorisée par le Sénat. Le reste du projet n'attira pas la moindre discussion. Cependant, après la lecture de l'article 3, M. *Sarrien*, président de la Commission, fit la déclaration suivante :

« M. le Garde des Sceaux m'a remis tout à l'heure un exemplaire des modifications qu'il réclame au projet préparé par la Commission.

En ce qui concerne l'article 2, nous acceptons bien volontiers la suppression, dans le premier paragraphe, de ces mots : « ... dans le mois qui suivra la promulgation de la présente loi ».

Le paragraphe 3 de la rédaction proposée par le gouvernement est identique à celui de la Commission, mais le paragraphe 4 est tout à fait différent. La Commission n'a pas pu délibérer sur ces modifications. Il nous serait très facile de nous mettre d'accord avec M. le Garde des Sceaux que la Commission entendrait entre la première et la se-

(1) *J. O.* du 23 décembre 1911, p. 1677.

conde délibération. Aussi, proposons-nous au Sénat de voter aujourd'hui le texte de la Commission ; nous soumettrons au Sénat un texte rectifié en deuxième délibération. »

Sur la demande de la Commission, et avec l'assentiment du Sénat, le projet de la loi prit le titre suivant :

Projet de loi sur l'exercice des professions ambulantes et la Réglementation de la circulation des nomades.

Nouvelle rédaction du texte, proposée par la Commission sénatoriale, le 7 mars 1912.

Modifications de pure forme.

A la suite d'un échange de vues entre le gouvernement et la Commission, celle-ci décida d'adopter pour le projet voté en première lecture, une rédaction nouvelle. Ce texte transformé fut déposé sur le bureau du Sénat, le 7 mars 1912 (1).

Comme le déclara alors le rapporteur, M. *Etienne Flandin*, « il suffit de rapprocher le texte nouveau de celui adopté en première lecture pour constater qu'il s'agissait de modifications de pure forme, devant contribuer soit à rendre la loi plus précise et plus claire, soit à en faciliter l'application à l'Algérie et aux colonies (2) ».

Voici ce texte :

(1) *J. O.* du 8 mars 1912. Texte *J. O.*, doc. parl., avril 1912, p. 703.

(2) Rapport de la Commission du 7 mars 1912.

Article 1^{er}. — « Tous individus domiciliés en France ou y possédant une résidence fixe, qui voudront, quelle que soit leur nationalité, exercer une profession, une industrie ou un commerce ambulants, seront tenus d'en faire la déclaration à la préfecture ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où ils ont leur domicile ou leur résidence fixe.

La déclaration comprendra les noms, prénoms, professions, domiciles, résidences, dates et lieux de naissance des déclarants. Récépissé leur en sera délivré sur la seule justification de leur identité.

L'exercice d'une profession, d'une industrie ou d'un commerce ambulants, sans déclaration préalable, et le défaut de présentation du récépissé, visé au paragraphe précédent, à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique constitueront des contraventions. Les contrevenants seront punis d'une amende de cinq à quinze francs et pourront l'être, en outre, d'un emprisonnement d'un à cinq jours. En cas de récidive ou de déclarations mensongères, l'emprisonnement sera prononcé. »

Article 2. — « Tous individus de nationalité française qui, n'ayant en France ni domicile, ni résidence fixe, voudront circuler sur le territoire français pour exercer la profession de commerçants ou industriels forains devront demander un carnet d'identité reproduisant leur signalement avec photographie à l'appui et énonçant leurs noms, prénoms, lieux et dates de naissance, ainsi que leur dernier domicile ou leur dernière résidence avec l'indication

du genre de commerce ou d'industrie qu'ils entendront exercer.

Ce carnet sera délivré par le préfet pour l'arrondissement du chef-lieu du département et par le sous-préfet pour les autres arrondissements.

Le carnet d'identité des commerçants et industriels forains devra être présenté à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique.

Tous individus sans domicile ni résidence fixe qui accompagneront les commerçants ou industriels forains devront, dans les mêmes conditions, être munis d'un carnet d'identité.

Les commerçants et industriels forains ne pourront employer les personnes visées au paragraphe précédent qu'après s'être assurés qu'elles seront bien pourvues du carnet d'identité.

Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie d'une amende et d'un emprisonnement de cinq jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive ou de déclaration mensongère, la peine d'emprisonnement sera nécessairement prononcée. »

Article 3. — « Sont réputés nomades pour l'application de la présente loi, quelle que soit leur nationalité, tous individus circulant en France sans domicile ni résidence fixe et ne rentrant dans aucune des catégories ci-dessus spécifiées, même s'ils ont des ressources ou prétendent exercer une profession. Ces nomades devront être munis d'un carnet anthropométrique d'identité.

Ceux qui se trouveront en France lors de la mise à exécution de la loi devront, dans un délai d'un mois, demander le carnet prévu au paragraphe précédent, soit au préfet dans l'arrondissement chef-lieu du département, soit au sous-préfet dans les autres arrondissements.

Les nomades venant de l'étranger ne seront admis à circuler en France qu'à la condition de justifier d'une identité certaine constatée par la production de pièces authentiques tant pour eux-mêmes que pour toutes personnes voyageant. Ils adresseront leur demande de carnet à la préfecture ou à la sous-préfecture du département ou de l'arrondissement frontière.

La délivrance du carnet anthropométrique d'identité ne sera jamais obligatoire pour l'administration. Elle ne fera pas obstacle à l'application des dispositions de la loi du 3 décembre 1849 sur le séjour des étrangers en France, non plus qu'à l'exercice des droits reconnus aux maires sur le territoire de leurs communes par les lois et règlements relatifs au stationnement des nomades.

Tous nomades séjournant dans une commune devront, à leur arrivée et à leur départ, présenter leurs carnets à fin de visa au commissaire de police, s'il s'en trouve un dans la commune, sinon au commandant de la gendarmerie et, à défaut de brigade de gendarmerie, au maire.

Le carnet anthropométrique d'identité devra être présenté par son titulaire à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique.

Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie des peines édictées contre le vagabondage. »

Article 4. — « Le carnet anthropométrique d'identité est individuel. Toutefois, le chef de famille devra se munir d'un carnet collectif comprenant tous les membres de la famille.

Les mentions à porter sur ces carnets seront déterminées par les règlements d'administration publique prévus à l'article 10 de la présente loi. Elles comporteront notamment :

1° L'état civil et le signalement de toutes les personnes voyageant avec le chef de famille, ainsi que les liens de droit ou de parenté le rattachant à chacune de ces personnes ;

2° La mention, au fur et à mesure qu'ils interviendront, des actes de naissance, de mariage, de divorce et de décès des personnes ci-dessus visées. Dans chacune de ces circonstances, le carnet devra être produit aux officiers de l'état civil pour l'inscription desdites mentions ;

3° Le numéro de la plaque de contrôle spécial dont devront être munis, à compter de la mise à exécution de la présente loi, les véhicules de toute nature employés par les nomades, indépendamment des plaques prévues par les articles 3 de la loi du 30 mai 1851, et 16 du décret du 10 août 1852.

Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie des peines portées aux articles 479 et 480 du Code pénal. »

Article 5. — « Seront punis de deux à cinq années d'emprisonnement et d'une amende de 100 à 1.000 francs :

Ceux qui auront fabriqué, soit un faux récépissé de la déclaration prévue à l'article 1^{er}, soit un faux carnet d'identité, soit une fausse plaque spéciale de contrôle ;

Ceux qui auront altéré ou falsifié, soit un récépissé, soit un carnet d'identité originairement véritables, soit une plaque spéciale de contrôle, ou qui auront sciemment fait usage d'un récépissé de déclaration ou d'un carnet d'identité fabriqué, altéré ou falsifié, ou d'une plaque spéciale de contrôle fabriquée, altérée ou falsifiée. »

Article 6. — « Seront punis d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de 50 à 500 francs :

Tous individus qui pour obtenir, soit le récépissé de déclaration prévu à l'article 1^{er}, soit le carnet d'identité prévu aux articles 2, 3 et 4, auront pris un nom supposé, quand même cette supposition de nom n'aurait pas pour effet de faire inscrire une condamnation au casier judiciaire d'un tiers réellement existant.

Tous individus qui auront fait usage d'un carnet délivré sous un autre nom que le leur ou ne s'appliquant pas à leur personne. »

Article 7. — « En cas d'infraction soit à la présente loi, soit aux lois et règlements de police, les voitures et animaux des nomades pourront être provisoirement retenus à moins de caution suffisante. Les frais de fourrière seront à la charge des délinquants ou contrevenants ; au cas de non-payement, le jugement de condamnation ordonnera la vente dans les formes prévues par l'article 617 du Code de procédure civile. »

Article 8. — « Les dispositions des articles 1, 2, 3 et 4 ci-dessus ne sont pas applicables aux salariés de toute catégorie qui travaillent d'habitude dans les entreprises industrielles, commerciales ou agricoles. »

Article 10. — « La présente loi sera applicable six mois après sa promulgation.

Avant l'expiration de ce délai, des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application de la loi notamment en ce qui touche la délivrance et les modalités du carnet anthropométrique d'identité pour les nomades, les mentions et les visas à porter sur ce carnet, ainsi que la nature et les indications de la plaque spéciale de contrôle prévue par l'article 4. »

Article 11. — « Un règlement spécial d'administration publique rendu, après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, déterminera les mesures de prophylaxie, notamment les vaccinations et revaccinations périodiques, auxquelles devront être soumis tous les ambulants, forains et nomades ainsi que les étrangers visés à l'article 2 assujettis à la présente loi.

Les infractions aux dispositions de ce règlement d'administration publique seront punies d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 200 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Article 12. — « L'article 463 du Code pénal est applicable aux cas prévus par la présente loi. »

Article 13. — « Toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées, sans qu'il soit en rien dérogé

aux lois et règlements en vigueur concernant les pouvoirs du préfet de police, des préfets des départements et des autorités municipales pour la police de la voie publique des halles, marchés, fêtes locales et, généralement, pour la protection du bon ordre de la sûreté et de la salubrité publiques. »

Article 14. — « Des règlements d'administration publique détermineront les conditions dans lesquelles la présente loi sera applicable à l'Algérie et aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion. »

L'article 1^{er} n'a subi d'autres modifications que la suppression du mot « nécessairement » dans la phrase finale. « En cas de récidive ou de déclaration mensongère, l'emprisonnement sera prononcé. »

Le texte adopté en première délibération disait « ... sera nécessairement prononcé ».

Les articles 2 et 3, conformément à la demande de M. Cruppi, d'accord en cela avec la Commission, ont été réunis en un seul, qui forme l'article 2 nouveau.

On peut noter que la deuxième phrase du 2^e paragraphe de l'ancien article 2 « (Le carnet) devra être réclamé par les commerçants et industriels forains dans l'arrondissement où ils se trouveront au moment de la mise à exécution de la présente loi... » a été supprimée. De même a disparu le deuxième paragraphe de l'ancien article 3 : « Toutefois, le commerçant ou industriel forain pourra réclamer la délivrance d'un carnet d'identité collectif pour toutes personnes voyageant avec lui ».

En revanche, la disposition principale de *l'ancien article 3*, passé dans *l'article 2 nouveau*, s'accompagne maintenant d'une injonction, qu'on n'avait pas édictée antérieurement.

« Les commerçants ou industriels forains ne pourront employer les personnes visées au paragraphe précédent, qu'après s'être assurés qu'elles seront bien pourvues du carnet d'identité. »

« Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie (*article 2 nouveau in fine*) d'une amende et d'un emprisonnement de cinq jours à un mois... »

Le taux de l'amende qu'encourront les contrevenants n'est pas indiqué ; c'est certainement l'effet d'un oubli matériel. En se reportant au texte voté en première lecture, il est aisé de fixer le chiffre absent ; « amende de seize à cent francs », disait l'article 2.

L'article 3 du projet nouveau de la Commission correspond à l'article 4 ancien.

« Tous nomades circulant en France... »

Telle était la rédaction de cet article 4. Au sein de la Commission sénatoriale, après le premier vote, on manifesta la crainte qu'une telle formule ne donnât lieu à des difficultés pour la détermination de ceux qui devraient être considérés comme nomades. On estima qu'il était nécessaire de donner, en quelque sorte, une définition des gens que le législateur entendait englober sous la dénomination de nomades.

« Sont réputés nomades... » (*article 3 nouveau*).

Nous verrons qu'on peut discuter les éléments de cette définition et redouter l'extensibilité de son application.

L'article 4 du texte transformé formule un certain nombre de prescriptions sanctionnées par une pénalité légère. Dans l'article 5 ancien, correspondant, il était parlé simplement des peines prévues par l'article 480 du Code pénal. La Commission a cru devoir ajouter à ces peines celles de l'article 479.

L'article 5 a subi une transformation purement matérielle :

« Seront punis, dit-il, ceux qui... » et non plus (ancien article 6) « seront punis... le fait ».

Ce changement s'explique par le désir d'avoir une formule égale à celle de l'article suivant.

Le nouveau texte conserve aux autorités administratives la faculté de retenir, en certains cas, les voitures et les animaux des nomades. Le nombre de ces cas a même été augmenté par la Commission.

Le Sénat avait autorisé cette retenue et cette mise en fourrière « en cas de contravention à la présente loi » (article 8 ancien). Désormais (*article 7*) on pourra les exercer « en cas d'infraction soit à la présente loi, soit aux lois et règlements de police ».

L'article 11 du projet adopté en première délibération a subi, au cours des travaux de la Commission, un sectionnement. Les éléments qui le composaient forment désormais la matière des *articles 10 et 11*.

Le début de *l'article 10* a subi une heureuse transformation. « La présente loi sera applicable six mois après sa promulgation.

Avant l'expiration de ce délai, des règlements... »

L'ancien texte était resté muet sur l'indication de la date de mise en application de la loi.

DOUZIÈME SECTION

De l'idée d'obliger les nomades, à leur entrée en France, à verser une somme représentative des taxes et impositions.

Dans le projet adopté par le Sénat, le 22 décembre 1911, l'article 4, § 5, contenait la mention suivante :

« En accordant la délivrance du carnet anthropométrique d'identité, le préfet ou le sous-préfet ordonnera toutes mesures utiles, à l'effet d'assurer le recouvrement des contributions et taxes, patentes ou autres, auxquelles les nomades seront soumis ».

Le texte rédigé par la Commission, en complet accord avec le Gouvernement, ne comprend plus aucune prescription semblable.

L'obligation imposée aux nomades de verser une part contributive aux charges d'un pays dont ils acceptent tout, sans lui rien apporter, ne reparaitra plus. La loi du 16 juillet 1912 sera votée sans avoir consacré ce principe.

Et cela est regrettable.

C'est par M. de Pomereu qu'avait été apportée, pour

la première fois, au Parlement, l'idée de faire verser aux nomades arrivant en France une somme représentative des impositions et taxes auxquelles sont normalement soumis tous les habitants du territoire.

« Nous désirerions que les étrangers qui se présenteraient à la frontière, pour demander une autorisation de séjourner en France, fussent tenus de consigner une somme représentant les impôts que tout citoyen doit acquitter, car il n'est pas juste que ces individus soient exemptés de toutes les charges imposées aux français (1). »

Telles étaient les paroles prononcées par M. de Pomereu, dans l'Exposé des motifs qui accompagnait sa proposition. Et l'article 5 de celle-ci était ainsi conçu :

Article 5. — « Les nomades étrangers, se présentant à la frontière pour demander une autorisation de séjourner en France, devront consigner une somme représentant les impôts et taxes que les Français sont tenus d'acquitter, taxe sur les chevaux et voitures, impôt des portes et fenêtres, contribution mobilière, patente, prestation pour la circulation sur les routes, port d'armes, taxes sur les chiens et les vélocipèdes.

La quittance qui leur sera délivrée devra être présentée aux maires des communes traversées et à toute réquisition des autorités et agents de la force publique. »

D'ailleurs, depuis plusieurs années déjà, ceux qui souffraient le plus des incursions des romanichels avaient

(1) M. de Pomereu dans l'exposé des motifs de sa proposition. Voir ci-dessus page 140.

protesté contre cette immunité de toutes charges publiques.

La société des agriculteurs de France, dans la séance du 3 mars 1902, sur le rapport de M. *Morel d'Arleux*, avait émis un vœu semblable à celui de M. *de Pomereu*.

Dans la séance du 20 mars 1908, sur la proposition de M. *Morel d'Arleux*, *la Société des agriculteurs* sollicita à nouveau des pouvoirs publics une prompte réglementation qui mettrait les campagnes à l'abri de ces malfaiteurs redoutés « les Bohémiens » et demanda que l'entrée du territoire fût interdite à ceux d'entre eux qui n'auraient pas « payé les impôts et taxes que les Français sont tenus d'acquitter ».

A la même époque, le 25 mars 1908, *La société internationale pour l'étude des questions d'Assistance*, après discussion d'un rapport de M. *Louis Rivière*, rassembla les votes de ses membres sur le texte de plusieurs conclusions dont l'une était :

« Que tous les étrangers entrant en France pour y exercer une profession ambulante soient tenus de consigner une somme suffisante pour garantir le paiement des impôts et taxes auxquels ils sont susceptibles d'être assujettis ».

Et encore : le 23 décembre 1908, *La société internationale d'Assistance* « tout en décidant d'appuyer de toute son influence le projet Clémenceau, qui venait de voir le jour, n'oublia pas de réclamer, toujours sur la proposition de M. *Morel d'Arleux*, que les étrangers ne soient admis en France qu'à la condition de consigner à la frontière sommes suffisantes pour répondre des taxes et obligations

de toute nature, comme les automobilistes français sont obligés de le faire, à leur entrée en Allemagne ».

Elle paraissait donc très juste, cette idée que *M. de Pomereu* avait enfermée dans sa proposition. On pouvait espérer qu'elle trouverait son expression dans la loi future.

La proposition de *M. de Pomereu* fut, nous le savons, renvoyée à la Commission relative au vagabondage et à la mendicité. Celle-ci fut saisie ensuite des textes de *M. Flandin* et de *M. Lebrun* qui ne manifestaient point, à l'égard des nomades, la même exigence. La Commission ne retint pas, dans ses travaux, l'article 5 de la proposition de *M. de Pomereu*.

Le projet du gouvernement présenté par *M. Clémenceau*, les divers projets successifs de la Commission, dont la dernière expression fut votée par la Chambre le 22 décembre 1910, n'obligeaient les nomades à aucune contribution pécuniaire.

Quand *M. Flandin* soumit au Sénat, le 1^{er} juin 1910, la proposition de loi qu'il avait apportée antérieurement à la Chambre, il ne songea pas à imposer aux nomades l'acquittement d'un droit, d'une contribution quelconque.

Le projet adopté par la Chambre, transmis au Sénat, fut soumis à l'examen de la quatrième Commission, chargée également d'étudier la proposition de *M. Etienne Flandin*. Il est assez difficile d'expliquer à la suite de quelles circonstances, cette Commission reprit à son compte l'idée autrefois émise par *M. de Pomereu*, quoi qu'il en soit, le texte du Projet de loi, rapporté à la Haute Assemblée, le

30 mars 1911, contenait, nous l'avons vu, dans l'article 4, un paragraphe ainsi conçu :

« En accordant la délivrance du carnet anthropométrique d'identité, le préfet ou le sous-préfet ordonnera toutes mesures utiles à l'effet d'assurer le recouvrement des contributions et taxes, patentes ou autres, auxquelles les nomades seront soumis ».

« Si le préfet ou le sous-préfet (ajoutait l'Exposé des motifs), à la suite des renseignements recueillis et des justifications produites, constate qu'il est en présence de nomades exerçant un métier réel et ne dissimulant pas, sous une profession apparente, des habitudes de vagabondage et de maraude, il pourra accorder le carnet demandé, mais il devra alors ordonner toutes mesures utiles à l'effet d'assurer le recouvrement des contributions et taxes, patentes ou autres, auxquelles les nomades seraient soumis au cours de l'année. »

Le texte de l'article 4 fut voté dans son intégralité, par le Sénat, dans la séance du 22 décembre 1911.

« Ces mesures utiles », que le législateur laissait à la charge du préfet ou du sous-préfet de prendre, quelles devraient-elles être ? Cette formule était trop vague assurément et rendait nécessaire l'élaboration d'un texte ultérieur qui la préciserait. Mais c'était là du moins la consécration législative d'un principe excessivement équitable.

Plus tard, la Commission sénatoriale, d'accord avec les représentants du gouvernement, ne crut pas utile de maintenir dans le texte du projet cette mesure qui pourtant avait reçu une première approbation du législateur :

Les phrases qui composaient le 5^e paragraphe de l'article 4 ont, tout simplement, été rayées du projet, sans que le Rapport de la Commission expliquât en rien leur disparition.

TREIZIÈME SECTION

*Adoption en 2^e lecture par le Sénat du texte
de la Commission le 12 mars 1912.*

Dans la séance du Sénat du 12 mars 1912, personne n'ayant demandé la parole, le projet de loi, dans la nouvelle rédaction de la Commission, fut adopté en deuxième délibération, sans discussion.

En conséquence, subsistait l'erreur matérielle que nous avons aperçue dans le dernier paragraphe de l'article 2 : l'omission du taux d'une amende.

Le 6 juin 1912, M. *Etienne Flandin* demanda et obtint du Sénat la rectification du texte, sur ce point. Le texte fut complété comme il l'était originairement et les mots : « de 16 à 100 francs » furent rétablis (1).

Le projet de loi, auquel le Sénat venait ainsi de donner son approbation, devait revenir à la Chambre des Députés, le texte voté par celle-ci au mois de décembre 1910, ayant subi des transformations, au cours des travaux de la Commission sénatoriale.

(1) *Journal Officiel* du 7 juin 1912.

*Retour du projet à la Chambre des Députés,
30 mars 1912.*

Dans la 2^e séance du 30 mars 1912, M. le Président de la Chambre des Députés annonça à l'Assemblée qu'il avait reçu de M. le ministre de l'Intérieur « un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, relatif à l'exercice des professions ambulantes et à la réglementation de la circulation des nomades ». Il fut décidé que le projet serait imprimé, distribué et renvoyé à la Commission relative à la répression du vagabondage et de la mendicité (1).

*Rapport de la Commission de la Chambre du 7 juin
1912.*

La Commission comprit qu'il était temps enfin de donner force de loi aux prescriptions depuis si longtemps discutées. Dans la 2^e séance du 7 juin 1912, M. *Marc Réville*, au nom de la Commission, déposa un rapport résumant les travaux de celle-ci (2).

Nous nous rappelons que dans le texte adopté par la Chambre des Députés, les individus, auxquels la loi devait s'appliquer, ne formaient que deux catégories : Ambu-

(1) *Journal Officiel* du 31 mars 1912.

(2) *J. O.* du 8 juin 1912. Texte : *J. O.*, docum. parlam. du mois d'août 1912, page 1298.

lants domiciliés. — Nomades sans domicile, français ou étrangers.

Le Sénat avait estimé — et nous avons vu pour quelles bonnes raisons — qu'il était impossible d'assimiler les nomades français, c'est-à-dire les forains, aux nomades étrangers. C'était le point principal sur lequel avaient porté les modifications de la Commission sénatoriale. La Chambre des Députés allait-elle persister dans son vote primitif, et repousser la rédaction nouvelle qui lui était proposée ?

« Nous n'avons qu'une préoccupation (affirma M. Réville, à la Chambre, dans cette séance du 7 juin 1912), c'est de rendre applicable le plus tôt possible une loi attendue avec impatience par l'opinion publique et en particulier par les populations des campagnes : et comme le projet, qui nous est revenu du Sénat consacre tous les desiderata formulés par la Chambre, celle-ci aurait mauvaise grâce à tenir au maintien de sa propre rédaction, qui ne présente aucun avantage spécial au point de vue du résultat à atteindre (1). »

« La Commission, déclara encore le rapporteur, s'est livrée à une étude attentive des textes comparés votés par les deux assemblées ; elle s'est convaincue du fait que les deux rédactions, si elles diffèrent en la forme, aboutissent à des conclusions identiques. »

La Chambre ne pouvait guère se refuser à suivre les conclusions de sa Commission.

(1) Rapport de la Commission de la Chambre du 7 juin 1912.

Vote du projet sans modifications, le 20 juin 1912.

L'Ordre du jour appela la discussion du projet de loi, dont l'urgence avait été déclarée, le 20 juin 1912. Dans la 2^e séance de ce jour, « le projet sur l'exercice des professions ambulantes et la réglementation de la circulation des nomades, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat » fut définitivement voté, sans modification ni discussion (1).

(1) *Journal Officiel* du 21 juin 1912.

SIXIÈME PARTIE

Loi du 16 juillet 1912.

Généralités.

« La loi sur l'exercice des professions ambulantes et la réglementation de la circulation des nomades » fut promulguée le 16 juillet 1912 et parut au *Journal officiel* du 19 juillet 1912.

« La présente loi sera applicable six mois après sa promulgation », disait l'article 10. « Avant l'expiration de ce délai, des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application de la loi... »

La promesse ne fut pas tenue. Plus d'une année s'est écoulée depuis son vote et la loi n'est pas encore en exécution. Diverses causes ont obligé à ce retard. Nous verrons ce qu'il faut en penser, en étudiant l'article 10 de la loi.

Le premier décret, portant règlement d'Administration publique pour l'exécution de la loi, a été publié au *Journal officiel* du 19 février 1913, exactement sept mois après la publication de la loi. Nous étudierons les dix-sept articles de ce décret, conjointement avec la loi du 16 juillet 1912, car les précisions de son texte nous serviront à compléter, à expliquer celui de la loi elle-même.

Le législateur, ayant à réprimer les méfaits commis par cette sorte spéciale de vagabonds que sont les nomades, ne pouvait, nous avons montré pour quelles raisons, régler la question par une simple prohibition législative. Il ne pouvait se borner à constituer en délit le seul fait de mener une vie errante. Mais il avait le droit et le devoir d'édicter certaines prescriptions, que les errants seraient tenus d'observer, et de les sanctionner par des pénalités.

Pour obvier à l'incertitude où l'on se trouvait de l'identité des nomades, il était urgent de prendre des mesures destinées : à établir l'état civil de chacun d'eux, au besoin à lui en constituer un nouveau.

Pour parer aux dangers que faisait naître leur mobilité sur le territoire, il fallait créer un système de surveillance et de contrôle aussi efficaces, aussi constants que possible.

C'était là le but que devait se proposer, à l'origine, le législateur. Mais, au fur et à mesure que les textes se transformaient jusqu'à devenir la loi du 16 juillet 1912, le nombre de personnes que celle-ci atteindrait devenait plus considérable ; mais, en même temps, s'établissait, entre ces personnes, un sectionnement bien net :

Ambulants. — Forains. — Nomades.

Ce sont trois catégories de personnes différentes. Nous l'avons répété, — et on l'a reconnu maintes fois dans les travaux préparatoires — il ne pouvait être question d'appliquer aux unes et aux autres des mesures semblables.

La loi, — au début loi de garantie sociale prise à l'égard de malfaiteurs — comprit ensuite dans son application

d'honnêtes citoyens, les petits commerçants et industriels ambulants. Mais — on ne le redira jamais assez — c'est précisément pour éviter à leur égard toute fausse application de la loi, pour empêcher qu'ils ne fussent confondus avec ceux que l'on voulait frapper, que les ambulants ont été contraints à certaines formalités.

Quant aux forains, c'est-à-dire aux nomades français, qui n'ont dans notre pays aucun domicile, aucune résidence fixe, il convenait de leur accorder plus de crédit qu'à leurs frères étrangers. Ce sont, pour la plupart de très honnêtes gens, mais c'est à travers la France entière* qu'ils exercent leur profession, et ils n'ont nulle part un point d'attache fixe. On était mis dans l'obligation de conserver à leur égard un mode de surveillance assez sérieux.

Le double souci qui dut hanter son esprit dès le début, augmenté des considérations que nous venons de voir, amena le législateur à la solution suivante :

A) *De l'ambulant :*

1° On exigera qu'il établisse son état civil d'une façon certaine, et fasse la déclaration de sa profession ambulante. Mais il n'aura pas à s'en plaindre ; la loi veut qu'il soit mis à l'abri de toute mesure vexatoire, de tout risque de confusion avec les nomades redoutés. Pour cela il est nécessaire, et dans son intérêt même, que son identité soit connue.

2° On exigera qu'il se soumette à un certain contrôle, qu'il présente le récépissé de sa déclaration à toute réquisition des agents de la force publique. Mais ce con-

trôle sera indispensable, puisque seul il permettra de distinguer l'ambulant du nomade.

B) *Du forain :*

1° On exigera qu'il justifie de son état civil, d'une façon aussi précise que possible, et qu'il sollicite la délivrance d'un carnet d'identité.

2° On exigera également de lui qu'il présente son carnet à toute réquisition des agents de la force publique.

Ces prescriptions imposées aux forains ne semblent pas manquer de justice, quand on songe qu'elles sont destinées à remplacer, vis-à-vis de la Société, la garantie que le domicile de chaque citoyen constitue normalement.

C) *Du nomade :*

1° On exigera, tout d'abord, la justification de l'identité, aux moyens de pièces authentiques. Cette justification sera la condition indispensable qui pourra, seule, laisser quelque chance à l'Errant d'obtenir le droit de circuler sur notre territoire.

2° Cette autorisation, il devra non seulement la présenter à toute réquisition, mais il devra spontanément l'offrir au visa de certaines autorités.

Le système est ici appliqué dans toute sa rigueur. On est parti de l'idée exacte que le nomade est, presque toujours, un malfaiteur.

Si les prescriptions légales sont appliquées strictement on atteindra le double but que s'était donné le législateur :

a) Etablissement de l'identité des nomades.

b) Surveillance de leurs pérégrinations.

CHAPITRE PREMIER

LES AMBULANTS

Loi du 16 juillet 1912.

Article 1^{er}. — « Tous individus domiciliés en France ou y possédant une résidence fixe, qui voudront, quelle que soit leur nationalité, exercer une profession, une industrie ou un commerce ambulants, seront tenus d'en faire la déclaration à la préfecture ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où ils ont leur domicile ou leur résidence fixe. »

La déclaration comprendra les noms, prénoms, professions, domiciles, résidences, dates et lieux de naissance des déclarants. Récépissé leur en sera délivré sur la seule justification de leur identité. »

Article 1^{er} de la loi.

Articles 1, 2, 3, du décret du 16 février 1913.

« L'exercice d'une profession, d'une industrie ou d'un commerce ambulants sans déclaration préalable et le dé-

faut de présentation du récépissé, visé au paragraphe précédent, à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique, constitueront des contraventions. Les contrevenants seront punis d'une amende de 5 francs à 15 francs (5 fr. à 15 fr.) et pourront l'être, en outre, d'un emprisonnement d'un à cinq jours. En cas de récidive ou de déclaration mensongère, l'emprisonnement sera prononcé. »

Décret du 16 février 1913.

Article 1^{er}. — La déclaration prévue par l'article 4^{er} de la loi du 16 juillet 1912 est exigée de tous ceux qui, Français ou étrangers, exercent une profession, une industrie ou un commerce ambulants soumis ou non à la patente, hors de la commune dans laquelle ils ont soit leur résidence fixe, soit un domicile où ils reviennent périodiquement pour y séjourner dans l'intervalle de leurs tournées.

Cette déclaration ne dispense pas les étrangers de celle qu'ils doivent faire en vertu de la loi du 8 août 1893 modifiée par l'article 9 de la loi du 16 juillet 1912.

Pour le département de la Seine, la déclaration doit être faite à la préfecture de police.

Article 2. — A l'appui de leur déclaration, qui doit comprendre l'indication de la nationalité, des nom, prénoms, domicile ou résidence, date et lieu de naissance, profession, les intéressés doivent produire toutes pièces justificatives de nature à établir leur identité.

Ils doivent justifier de leur domicile ou de leur résidence par un certificat du commissaire de police ou, à défaut de commissaire de police, par un certificat du maire de la commune établissant qu'ils exercent une profession, une industrie ou un commerce ambulants et qu'ils reviennent périodiquement dans cette commune.

Ils produisent également, à moins qu'ils n'exercent une profession, une industrie ou un commerce compris dans les exceptions prévues par la loi des patentes, l'extrait du rôle des patentes les concernant.

Un récépissé de leur déclaration, indiquant la profession, l'industrie ou le commerce qu'ils exercent leur est aussitôt délivré.

Article 3. — En cas de perte du récépissé le titulaire doit se pourvoir d'un nouveau récépissé, en se conformant aux prescriptions indiquées à l'article 2.

PREMIÈRE SECTION

*Obligations imposées aux ambulants par la loi :
simple déclaration.*

Caractère de cette formalité.

Ainsi l'obligation imposée aux Ambulants sera une « déclaration » ; « une simple déclaration analogue à celle qu'on exige des colporteurs de livres et de journaux » précisait l'Exposé des motifs du projet du Gouver-

nement qui, le premier, songea à réglementer l'exercice des professions ambulantes ; déclaration « dont un récépissé devra leur être obligatoirement délivré sur la seule justification de leur identité (1) ».

« Qu'on ne s'y trompe pas ; répétait M. *Réville* dans le rapport fait à la Chambre au nom de la Commission, le 7 juin 1909 (2). Il ne s'agit pas de demander une autorisation. C'est une simple déclaration qui est imposée à cet ambulant et récépissé de cette formalité ne peut lui être refusé, dès lors qu'il justifie de son identité. »

Le législateur, lui-même, prévint que des réclamations ne manqueraient pas de s'élever contre l'obligation de cette formalité, pourtant peu exigeante :

« Il n'y a là aucune atteinte à la liberté individuelle, tint-il à affirmer (3) ; nul ne peut être blessé d'avoir à se soumettre à cette obligation. Par contre, le commerçant et l'artiste ambulants qui seront munis de cette pièce régulière, ne risqueront pas d'être confondus avec ces nomades contre lesquels les populations des campagnes demandent à être protégées ».

Déjà, en 1898, la Commission présidée par M. *de Marcère* protestait contre cette tendance que l'on a de voir en chaque formalité, imposée dans l'intérêt général, une atteinte à la dignité du citoyen. « Il est permis, disait le rapport remis à M. *Barthou*, de penser qu'il y a un pré-

(1) Rapport du 25 novembre 1908, *J. O.*, docum. parlam., mars 1909, p. 111.

(2) *J. O.*, doc. parl., octobre 1909, page 1213.

(3) Rapport du 7 juin 1909, *J. O.*, doc. parl., oct. 1909, p. 1213.

jugé à croire que la nécessité du passeport soit une atteinte au principe de la liberté individuelle. Cela est si peu vrai qu'il n'est guère, aujourd'hui, de catégories de citoyens qui ne soient obligatoirement munis d'un signe quelconque d'identité. Sans compter les tickets de chemins de fer et les cartes de circulation, les officiers en voyage, les touristes, les membres des Sociétés sportives, les voyageurs de commerce et tant d'autres sont porteurs de cartes, additionnées le plus souvent de photographies. Ainsi, presque tous les voyageurs sont tenus d'être munis d'une pièce justificative de leur identité ou de la raison de leur présence dans les lieux où ils se trouvent (1). »

*Imprécision des termes qui désignent les personnes
qui seront soumises à la formalité de la déclaration.*

Critiques.

Les protestations contre les formalités prescrites par *l'article premier* de la loi devaient d'autant moins manquer de se faire entendre, que la formule était vague, que l'on avait adoptée pour désigner les individus soumis à ce régime.

« Tous individus domiciliés en France ou y possédant une résidence fixe, qui voudront, quelle que soit leur nationalité, exercer une profession, une industrie ou un commerce ambulants... »

Nous savons que des critiques s'étaient déjà élevées,

(1) Rapport de la Commission extraparlamentaire. J. O. du 29 mars 1898, p. 1944.

au lendemain du premier vote de la Chambre. « Au fond, l'application de l'article premier revient à rendre le passeport obligatoire pour un grand nombre de citoyens », lisait-on dans la *Revue pénitentiaire* du mois de janvier 1911 (1).

Après que, dans sa séance du 22 décembre 1911, le Sénat eut adopté, pour l'article premier, une rédaction que les votes suivants devaient laisser définitive, M. *Henri Prudhomme* écrivit, dans la *Revue Pénitentiaire* de février 1912 (2), les lignes suivantes :

« Nous sommes quelque peu effrayé du vague de l'article 1^{er}. Nous l'avons déjà dit et on nous pardonnera de le répéter, cet article vise, sans nécessité, un nombre incalculable de personnes. Sans vouloir prendre parti sur la question de la réforme électorale ni contrister les partisans de la R. P., dont nous ne méconnaissons aucun des avantages, nous serions tenté de supplier nos parlementaires de se rappeler qu'ils sont, par leur origine, des arrondissementiers, et de se reporter par la pensée sur la place publique, le jour du marché, de telle ou telle petite commune de leur arrondissement : ils verront quels sont les gens que l'article 1^{er} va atteindre. Ce sera le boucher, le charcutier, le marchand de toile ou de vêtements, les marchands de légumes du village voisin qui viennent étaler leurs marchandises à la disposition de leurs clients connus et qui, le lendemain ou le surlendemain, iront dans une autre commune, située à trois ou quatre kilomètres dans une autre partie du même canton ou dans un

(1) *Revue pénitentiaire*, 1911, p. 156.

(2) *Revue pénitentiaire*, 1912, p. 372.

canton limitrophe, faire la même opération ; ce sera peut-être, car le mot profession est général et comprend même les professions agricoles, la femme du petit cultivateur qui, un panier au bras, se rend chaque semaine, à quarante-huit heures d'intervalle, dans les deux ou trois marchés voisins pour vendre son beurre, ses œufs, son lapin ou sa paire de poulets. Ce sera la laitière qui chaque matin « fournit » ses clients de deux ou trois communes voisines. Voilà ceux et celles que l'on va astreindre à une déclaration, qui devront avoir le récépissé de cette déclaration dans leur poche sous peine d'amende ou de prison, s'ils sont mal vus du maire. Depuis longtemps ces braves gens sont victimes des déprédations des romanichels et des bohémiens ; ils les voient piller leurs récoltes et leurs poulaillers ; ils doivent consentir à leur donner souvent un abri par crainte de représailles et notamment de l'incendie ; aussi depuis longtemps ils supplient les pouvoirs publics de les protéger contre ces maraudeurs. Les grandes sociétés d'agriculture se font un honneur d'appuyer leurs doléances ; on s'ingénie pour leur donner une satisfaction légitime, et c'est tout d'abord à eux-mêmes qu'on impose des obligations nouvelles et probablement aussi un nouvel impôt, car, ou je me trompe fort ou ces formalités ne vont pas sans motiver la perception de quelques menus droits ; c'est eux que l'on menace d'abord de l'amende et de la prison ! »

Difficultés à prévoir.

Et il faut bien reconnaître que le texte de l'article 1^{er} de la nouvelle loi n'offre pas toute la précision désirable. Certes,

il n'était pas aisé de définir ceux que la loi qualifie d' « ambulants ». Il n'en reste pas moins certain que l'application de cet article 1^{er} donnera lieu à des difficultés nombreuses. Telle catégorie de commerçants ou d'industriels se verra dresser un procès-verbal de contravention, alors qu'elle se croyait à l'abri des mesures législatives. Il en résultera, auprès des pouvoirs publics, des protestations nombreuses ; les autorités administratives, les tribunaux seront appelés à décider à quelles personnes s'appliquera la loi. Et cette substitution du juge ou de l'administrateur au législateur sera regrettable. D'ailleurs, ce n'est pas en vain que l'on peut faire des prédictions pessimistes. Avant même que la loi fût régulièrement en application, des incidents se sont produits, qui montrent combien étaient fondées les craintes que nous avons vues se manifester.

*Incidents survenus avant même la mise en vigueur
des prescriptions législatives.*

Protestations de certaines corporations visées par la loi.

Dès le mois de mars 1913, *La Tribune*, organe officiel de l'*Union syndicale nationale des voyageurs et représentants de commerce* (1), publiait les lignes suivantes, sous la signature de M. *Louis Noguères*, avocat à la cours de Paris :

« C'est un cri de stupeur et d'indignation que je jette hâtivement ici.

(1) *La Tribune*, 1913, n° 64.

Le *Journal officiel* du 19 février dernier publie un décret se rapportant à la loi du 16 juillet 1912 sur l'exercice des professions ambulantes, et qu'y vois-je ?

A partir d'aujourd'hui, tous les voyageurs et représentants de commerce doivent faire une déclaration de leur profession ; à Paris cette déclaration se fera à la Préfecture de Police.

Ils indiqueront leur nationalité, nom, prénoms, domicile, date et lieu de naissance, justifieront de leur domicile par certificat du commissaire de police ou du maire, justifieront de leur profession, produiront, le cas échéant, un extrait du rôle des patentes.

Contre tout cela on leur remettra un récépissé. Un délai d'un mois est accordé pour se conformer à ces prescriptions.

Ainsi voilà qui est net : les voyageurs et représentants passent sous la surveillance de la police. Les voilà soumis à un régime spécial, les voilà en carte !

Et déjà les journaux de Bordeaux vous font connaître les effets bienfaisants de la loi nouvelle : on a arrêté là-bas un homme se disant représentant de commerce, mais « il n'a pu exhiber, quand on le lui a demandé, le Carnet anthropométrique exigé par la loi... »

Je le demande hautement : qui pourrait l'exhiber ? L'Union syndicale nationale a rendu bien des services ; je demande qu'elle se mette à la tête d'un mouvement énergique de protestation contre des mesures intolérables qui ne tendent à rien moins qu'à créer un régime insultant pour une corporation où l'honneur n'a jamais manqué.

On dresse devant nous une Bastille : nous la prendrons (1).

(1) L'incident auquel font allusion ces lignes est celui-ci : Dans les premiers jours du mois de mars 1913, un représentant de commerce, membre de l'union syndicale, arrivait en gare de Bordeaux. Pour son malheur, l'honnête voyageur de commerce avait quelque ressemblance physique avec un malfaiteur dont le signalement avait été transmis à la Police bordelaise. Il en résulta, naturellement, qu'il fut arrêté à sa descente du train, conduit auprès du Procureur de la République et averti qu'il était recherché pour nous ne savons plus quel délit. Notre représentant protesta avec énergie, arguant de son honnêteté, offrant des références nombreuses. Le Parquet fut fort embarrassé, se trouvant dans l'impossibilité d'établir l'identité entre le malfaiteur recherché et le voyageur de commerce arrêté.

Pourtant, il s'agissait de garder ce dernier jusqu'à ce que les renseignements demandés fussent parvenus à Bordeaux. On s'avisa tout à coup que la loi du 16 juillet 1912 décidait, dans son article premier, que tout individu exerçant une profession ambulante serait tenu de faire une déclaration à la préfecture ou à la sous-préfecture de son domicile. On oublia ce détail, que le Décret du 19 février 1913 prorogeait d'un nouveau mois le délai accordé pour se mettre en règle avec la loi. Et le représentant de commerce fut mis en demeure d'exhiber le récépissé de déclaration qu'il devait posséder. Il ne put le représenter. C'était un excellent prétexte pour garder l'homme à la disposition de la justice jusqu'après vérifications nécessaires.

[Les renseignements qui précèdent sont dus à l'amabilité de M^e Louis Noguères, avocat à la Cour de Paris, conseil de « l'Union syndicale nationale des voyageurs et représentants de commerce »].

Le moyen était peut-être ingénieux ; nous avons déjà remarqué qu'il n'était pas très régulier. En tout cas, il ne fut pas du goût de celui qui était victime de cette aventure. L'Union syndicale, saisie de sa plainte, s'émut fort naturellement. Le lundi 10 mars 1913, une délégation de l'Union, composée de MM. Chérif, président, Roubeaud et Ledoux, membres du Conseil d'Administration, accompagnés de M^e Louis Noguères, se rendit au ministère de l'Intérieur. Reçue par M. Péan, directeur du cabi-

Si l'on recherche, dans le décret du 16 février 1913, quelques précisions permettant d'interpréter les termes de l'article 1^{er} de la loi, il semble que l'expression est encore généralisée, qui désigne les personnes soumises à la formalité de la déclaration.

On a l'impression qu'on a entendu ne laisser hors de l'application de la loi aucun commerce, aucune industrie, qui ne s'exerce, d'une façon constante, en un point localisé du pays.

« Hors de la commune » dit le décret ; que faut-il décider, si l'ambulant circule, pour l'exercice de son métier, sur un territoire plus étendu que celui de la commune, mais revient chaque soir à son domicile ? Nous ne croyons pas que la loi, en ce cas, doive s'appliquer.

net du président du Conseil, elle lui fit part de ses doléances. A la suite de la discussion engagée et des explications fournies, M. Péan, au nom du Président du Conseil, ministre de l'Intérieur, voulut bien affirmer que la nouvelle loi ne serait pas appliquée aux voyageurs et représentants de commerce. Il laissa espérer à la délégation que, dans la circulaire qui réglerait les conditions d'application de la loi, il serait spécifié qu'on ne saurait l'étendre aux voyageurs et représentants.

Précisant, et sur demande formelle de M^e Louis Noguères : « Les voyageurs et représentants doivent-ils, dans le délai imparti, faire la déclaration à la Préfecture de Police ? »

M. Péan répondit : « non » (*La Tribune*, n^o 64).

Mais c'était là paroles de directeur du cabinet d'un ministre. Magistrat, M. Péan interpréterait-il de la même façon les termes de l'article premier de la loi du 16 juillet 1912 ?

Quoi qu'il en soit, le Ministère tomba sans que la circulaire promise fût apparue. La situation reste donc indécise pour les représentants de commerce et pour une foule d'autres professions !

L'ambulant français et l'ambulant étranger sont également soumis aux formalités de l'article 1^{er} de la loi.

En soumettant les ambulants à la formalité de la déclaration, la loi de 1912 a voulu ne faire aucune distinction entre l'ambulant de nationalité française et l'ambulant étranger.

« Quelle que soit leur nationalité » précise l'article premier. Et c'est raisonnable, car l'étranger, régulièrement domicilié, ou résidant, n'offrira pas moins de garanties que l'ambulant français. Cette nouvelle formalité, à laquelle il sera tenu, aux termes de la loi sur les professions ambulantes, ne dispensera d'ailleurs nullement l'étranger de celles qui lui sont imposées par les textes antérieurs, notamment par la loi du 8 août 1893. La question aurait pu rester douteuse, mais le décret du 16 février 1913 a pris le soin de la trancher :

L'étranger ne sera pas dispensé des formalités imposées par les textes antérieurs.

« Cette déclaration (dit le paragraphe 2 de l'article 1^{er}) ne dispense pas les étrangers de celle qu'ils doivent faire en vertu de la loi du 8 août 1893 modifiée par l'article 9 de la loi du 16 juillet 1912. »

La déclaration, étrangers et français, la feront « à la

préfecture ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où ils ont leur domicile ou leur résidence fixe ».

« Pour le département de la Seine, ajoute *le décret, article 1^{er}*, elle devra être faite à la préfecture de Police. »

*Mentions que contiendra la déclaration
faite par l'ambulant.*

« La déclaration comprendra les noms, prénoms, professions, domiciles, résidences, date et lieux de naissance des déclarants. » (*Article 1^{er} de la loi.*)

L'article 2 du décret complète très heureusement ce bref paragraphe.

Nous avons rappelé, au début de ce chapitre, que même en ce qui concerne les ambulants, le législateur n'avait pas abandonné le souci d'établir leur identité d'une façon aussi authentique que possible. Voici comment *le décret de 1913* a pourvu à ce souci :

Article 2. — « A l'appui de leur déclaration qui doit comprendre l'indication de la nationalité, des nom, prénoms, domicile ou résidence, date et lieu de naissance, profession, les intéressés doivent produire toutes pièces justificatives de nature à établir leur identité.

Ils doivent justifier de leur domicile ou de leur résidence par un certificat du commissaire de police, ou à défaut de commissaire de police, par un certificat du maire de la commune établissant qu'ils exercent une profession, une

industrie ou un commerce ambulants et qu'ils reviennent périodiquement dans cette commune... »

Il semblait assez naturel d'exiger de tout commerçant, de tout industriel ambulant, qu'avant de commencer ses tournées professionnelles, il remplît toutes les obligations légales relatives à son commerce ou à son industrie. Aussi l'*article 2 du décret* décide, dans son *paragraphe 3*, ce qui suit :

« Ils produisent également, à moins qu'ils n'exercent une profession, une industrie, ou un commerce compris dans les exceptions prévues par la loi des patentes, l'extrait du rôle des patentes les concernant ».

La loi ne faisait aucune mention de cette exigence, mais on ne prétendra pas que le décret a ajouté à son texte. Tout simplement, il a rappelé une prescription à laquelle sont soumises toutes les professions, fixes ou ambulantes.

Il ne sera rien exigé de plus de l'ambulant. Quand il aura justifié de son identité et prouvé qu'il a acquitté sa patente, récépissé de sa déclaration lui sera délivré immédiatement. La loi le dit, le Décret le répète. Ce récépissé indiquera « la profession, l'industrie ou le commerce exercé » (*art. 2, in fine du Décret*).

Article 3 du Décret. — « En cas de perte du récépissé, le titulaire doit se pourvoir d'un nouveau récépissé en se conformant aux prescriptions indiquées à l'article 2. »

L'ambulant sera tenu, et cela dans son intérêt même, de présenter le récépissé de sa déclaration à toute réquisition légitime.

L'ambulant, dont l'identité aura soigneusement été établie, pourra librement circuler à travers le pays. Il devra pouvoir exercer, en toute indépendance, en toute sécurité, son métier ou son industrie. Il ne devra pas courir le moindre risque de se voir inquiéter. Il faudra, surtout, éviter de le considérer et de le traiter comme un nomade. Pour cela, dans l'intérêt même bien entendu de l'ambulant, celui-ci devra pouvoir à tout instant justifier de sa qualité d'ambulant. Il sera donc indispensable qu'il présente le récépissé de sa déclaration, à toute réquisition des agents de la force publique. Nous ne croyons pas que l'ambulant ait sujet de se plaindre de cette obligation, à condition, naturellement, que ce droit de réquisition ne soit pas exercé d'une façon abusive et dans une intention vexatoire.

DEUXIÈME SECTION

Pénalités prononcées pour les contraventions à l'art. 1^{er} de la loi.

La formalité, qui consiste en une simple déclaration à faire à la préfecture ou à la sous-préfecture de son domi-

cile, n'offre pour l'ambulant aucun caractère désobligeant.

« Dès lors, il n'y aura pour les intéressés aucune raison de se refuser à faire cette déclaration, s'ils entendent réellement exercer un métier ou une profession honorables (1). »

Celui-là donc qui se refusera à obéir à cette prescription légale s'exposera à une pénalité. La peine encourue sera l'amende ou l'emprisonnement.

De même, sera puni d'amende ou d'emprisonnement, selon les cas, l'ambulant qui se refusera à présenter, sur légitime réquisition, le récépissé de sa déclaration :

Article 1^{er} de la loi, § 3. — « L'exercice d'une profession, d'une industrie ou d'un commerce ambulants sans déclaration préalable, et le défaut de présentation du récépissé, visé au paragraphe précédent, à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique, constitueront des contraventions. Les contrevenants seront punis d'une amende de cinq francs à quinze francs (5 fr. à 15 fr.) et pourront l'être, en outre, d'un emprisonnement d'un à cinq jours. En cas de récidive ou de déclaration mensongère, l'emprisonnement sera prononcé. »

Les contrevenants seront, en tous cas, justiciables du tribunal de simple police ; les peines infligées par cette juridiction seront certainement suffisantes pour assurer le respect de la loi, en ce qui concerne les ambulants.

Dans le texte voté par la Chambre, se trouvait un pa-

(1) Rapport de la Commission de la Chambre du 7 juin 1909.

ragraphe qui assimilait à des vagabonds les récidivistes de ces contraventions.

Nous ne le rappelons, ayant examiné ce point ailleurs, que pour marquer combien sa suppression fut légitime.

Mais si les pénalités que nous venons de voir paraissent à l'abri de la critique, les termes dans lesquels elles sont édictées ne le sont pas.

« En cas de récidive ou de déclaration mensongère, l'emprisonnement sera prononcé. » (*Article 1^{er} de la loi, in fine*).

Tout d'abord remarquons qu'il faut comprendre : « Sera nécessairement prononcé ». Ce mot se trouvait dans le texte proposé au Sénat, au nom de la Commission, par M. Flandin, le 30 mars 1911. Il fut ensuite supprimé. Mais le sens de la phrase n'en demeure pas moins clair, encore qu'on puisse penser que, par mesure de symétrie avec l'article 2, *in fine*, il aurait dû être conservé. Mais la critique ne porte pas sur ce point :

Quand le législateur a écrit le mot « récidive », s'est-il bien souvenu des conditions exigées par le Code pénal pour qu'il y ait récidive, en matière de contraventions ?

« Il y a récidive, dit l'article 483 du Code pénal, dans tous les cas prévus par le présent livre, lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant, dans les douze mois précédents, un premier jugement pour contravention de police commise dans le ressort du même tribunal... »

Ne peut-on penser raisonnablement que cette dernière condition sera rarement réalisée ?

Quand le projet de loi, voté par le Sénat, revint à la Chambre, il méritait déjà cette observation. Elle lui fut

faite par M. *Laborde*, professeur à la faculté de Droit de Montpellier (1).

L'éminent professeur fit remarquer, en outre, que l'article 483 n'était applicable qu'aux contraventions de police prévues par le Code pénal. Dans quelles conditions, la récidive, dont parle l'article premier de la loi du 16 juillet 1912, sera-t-elle donc punissable ? Le soin de le décider incombera à la jurisprudence.

(1) *Les Lois Nouvelles*, année 1912, 2^e partie, p. 37.

CHAPITRE II

LES FORAINS

Loi du 16 février 1912.

Article 2. — « Tous individus de nationalité française qui, n'ayant en France ni domicile, ni résidence fixe, voudront circuler sur le territoire français pour exercer la profession de commerçants ou industriels forains, devront *demandeur* un carnet d'identité reproduisant *leur signalement avec photographie* à l'appui et énonçant leurs noms, prénoms, lieux et dates de naissance, ainsi que leur dernier domicile ou leur dernière résidence avec l'indication du genre de commerce ou d'industrie qu'ils entendront exercer.

Ce carnet sera délivré par le préfet pour l'arrondissement du chef-lieu du département, et par le sous-préfet pour les autres arrondissements.

Le carnet d'identité des commerçants et industriels forains devra être présenté à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique. »

Article 2 de la loi.

Articles 4-5-6 du Décret.

« Tous individus sans domicile ni résidence fixe qui accompagneront les commerçants ou industriels forains devront, dans les mêmes conditions, être munis d'un carnet d'identité.

Les commerçants et industriels forains ne pourront employer les personnes visées au paragraphe précédent qu'après s'être assurés qu'elles sont bien pourvues du carnet d'identité.

Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie d'une amende de seize à cent francs (16 à 100 fr.), et d'un emprisonnement de cinq jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive ou de déclaration mensongère, la peine d'emprisonnement sera nécessairement prononcée. »

Décret du 16 février 1913.

Article 4. — « Tout forain, c'est-à-dire tout individu de nationalité française qui, n'ayant en France ni domicile ni résidence fixe, se transporte habituellement pour exercer sa profession, son industrie ou son commerce, dans les villes et villages, les jours de foire, de marché ou de fête locale, doit déposer à la préfecture ou à la sous-préfecture de l'arrondissement dans lequel il se

trouve une demande à l'effet d'obtenir le carnet d'identité prescrit par l'article 2 de la loi du 16 juillet 1912.

A l'appui de sa demande, l'intéressé doit justifier de son identité, prouver qu'il possède la nationalité française et déposer trois épreuves de sa photographie sur papier simple ; une épreuve est collée sur le carnet d'identité.

La même obligation est imposée à tout individu sans domicile ni résidence fixe qui accompagne un forain ou est employé par lui.

Toutefois, il n'est pas établi de carnet d'identité pour les enfants qui n'ont pas treize ans révolus, appartenant à la famille du forain ou à celles de ses employés.

Pour le département de la Seine, la demande doit être adressée à la préfecture de police.

Article 5. — Le carnet d'identité des forains porte un numéro d'ordre et la date de sa délivrance.

Il est établi dans les préfectures et les sous-préfectures des notices contenant toutes les indications figurant aux carnets visés ci-dessus. Un double de chaque notice est adressé au ministère de l'Intérieur.

Article 6. — En cas de perte du carnet d'identité, le titulaire fait immédiatement une déclaration de perte à la préfecture ou à la sous-préfecture, s'il se trouve dans un chef-lieu de département ou d'arrondissement, dans les autres localités au commissariat de police et, à défaut de commissariat, à la brigade de gendarmerie la plus voisine. Il y mentionne le lieu où le premier carnet a été délivré. Récépissé de sa déclaration lui est aussitôt remis. Ce ré-

cépissé est valable pendant huit jours jusqu'à la délivrance du nouveau carnet d'identité qui doit porter la mention « duplicata. »

PREMIÈRE SECTION

Différence profonde qui devra exister, pour l'application de la loi, entre les nomades français et les nomades étrangers.

Dans le projet voté par la Chambre des Députés le 22 décembre 1910, des mesures communes étaient, nous l'avons vu, appliquées à tous les nomades circulant sur le sol de France, de quelque nationalité qu'ils fussent. La confusion était fort regrettable. Nous ne reviendrons pas sur les raisons qui ont amené le Sénat, saisi à son tour de la question des errants, à établir une distinction fort nette entre les nomades français, autrement dits forains, et les nomades étrangers.

La Chambre des Députés, quand lui revint son projet ainsi transformé, ne voulut pas, par une nouvelle discussion, retarder encore le vote définitif.

« Votre Commission (déclarait M. Réville, à la Chambre dans la séance du 7 juin 1912,) s'est convaincue du fait que les deux rédactions, si elles diffèrent en la forme, aboutissant à des conclusions identiques. »

Nous n'estimons pas avec M. Réville qu'il y avait, du

texte du Sénat à celui de la Chambre, un simple changement de formules. La différence était profonde aussi, croyons-nous, que le Sénat venait de créer entre le mode de réglementation applicable aux forains et celui applicable aux nomades. La différence ne consistera pas seulement en ce que les premiers n'auront à se munir que d'un carnet d'identité, tandis que les autres devront obtenir un carnet anthropométrique d'identité ; en ce que les forains ne seront pas obligés, comme les nomades de présenter leur carnet aux autorités municipales de chaque commune traversée. Elle devra surtout consister, croyons-nous, dans l'esprit même avec lequel la loi sera appliquée, à l'égard des uns et à l'égard des autres :

Les Nomades, sauf des exceptions très rares, sont de dangereux malfaiteurs. A leur égard, la société ne prendra jamais assez de garanties de sauvegarde. Il en résulte que ceux qui auront le souci de faire exécuter la loi devront remplir leur devoir avec la plus extrême rigueur. Les errants devront se voir réclamer à tout instant la présentation de leur carnet. Ils devront, malgré leur apathie naturelle, avoir conscience que sur eux s'exerce une vigilance constante et inébranlable.

D'ailleurs, ce n'est pas seulement un sentiment personnel que nous exprimons là. A maintes reprises, au cours des travaux préparatoires, les auteurs du projet de loi ont manifesté l'espérance que l'application stricte des mesures préconisées arriverait, dans un avenir plus ou moins rapproché, à débarrasser notre territoire de tous les errants qui l'encombrent.

Le 22 décembre 1911, au Sénat, dans la séance où fut

adopté en première délibération le projet de loi, M. *Flandin*, rapporteur de la Commission, ne déclarait-il pas ?

« Est-il téméraire de penser que toute cette réglementation, peu compatible avec le genre de vie des Bohémiens ou romanichels, et sanctionnée par des pénalités sévères, aura pour effet de les éloigner de notre terre de France, considérée par eux comme insuffisamment hospitalière et de les décider à cesser de venir exercer chez nous leur menaçante mendicité (1) ? »

Osera-t-on prétendre que, dans l'esprit du législateur, le même désir « d'éloigner du sol de France » des forains, c'est-à-dire des Français, ait pu se manifester ?

*Véritable caractère de l'obligation à laquelle le forain
sera soumis.*

Au surplus, il y a une différence fondamentale entre la réglementation des forains et celles des nomades :

*Les formalités présentes par l'article 2 de la loi.
se résolvent, somme toute, en une simple déclaration.*

Les nomades — en ne considérant du moins que ceux qui se présenteront à nos frontières, après la mise en exécution de la loi — devront, s'ils entendent continuer sur notre sol leur vie vagabonde, en obtenir la permission. Les forains — Français — ne pourront se voir interdire de mener, s'il leur plaît, une existence errante, et il ne pourra

(1) *J. O.*, du 23 décembre 1911.

être question d'autre part, de les chasser hors du territoire.

*Cette déclaration sera constatée par la remise au forain
d'un carnet d'identité.*

Les nomades seront tenus de solliciter une autorisation, qu'on pourra toujours leur refuser.

Les forains n'auront qu'à faire une déclaration qu'on ne pourra manquer d'accueillir.

Le texte de la loi n'est pas assez précis sur ce point. — Le projet, présenté au Sénat et voté en première lecture, disait : « Les forains devront se munir d'un carnet... » La rédaction définitive est celle-ci : « devront demander un carnet... ». Mais il ne faut pas s'y tromper. — La loi peut exiger du forain qu'il demande un carnet d'identité ; mais ce carnet ne pourra pas lui être refusé. Ce qui aboutit, somme toute, à obliger le forain à une déclaration, semblable à celle de l'ambulancier, et comme elle « simple déclaration dont on ne pourra refuser de lui délivrer une récépissé ». Que ce récépissé prenne la forme et le nom d'un carnet d'identité, qu'il contienne un certain nombre de mentions destinées à préciser l'identité du titulaire, l'esprit de la formalité n'en sera point changé !

Ce carnet d'identité devra être demandé au préfet pour l'arrondissement du chef-lieu du département, et au sous-préfet, pour les autres arrondissements.

L'intéressé, précise *l'article 4, paragraphe 1 du Décret du 16 février 1913*, doit déposer sa demande « à la préfecture

ou à la sous-préfecture de l'arrondissement dans lequel il se trouve ». « Pour le département de la Seine, la demande doit être adressée à la Préfecture de police » (*Décret art. 4, in fine*).

Cette requête devra être faite, aux termes de *l'article 2 de la loi* par : « Tous individus de nationalité française, qui n'ayant en France ni domicile ni résidence fixe, voudront circuler sur le territoire français pour exercer la profession de commerçants ou industriels forains... » et le *Décret* précise encore (*article 4*) : « Tout forain, c'est-à-dire tout individu de nationalité française, qui n'ayant en France ni domicile ni résidence fixe, se transporte habituellement pour exercer sa profession, son industrie ou son commerce dans les villes et villages, les jours de foire, de marché ou de fête locale...

Mentions qui seront renfermées dans le carnet d'identité.

L'ambulant et le forain étant tenus l'un et l'autre, somme toute, à une obligation analogue, pourquoi ne pas avoir poussé jusqu'au bout l'assimilation des mesures les concernant ?

Ces mentions seront plus nombreuses que celles qui figureront sur le récépissé de déclaration de l'ambulant : Signalement, photographie.

Les prescriptions imposées aux forains sont plus rigoureuses que celles édictées pour les ambulants. Cela a été voulu par le législateur :

« Nous vous proposons (disait, M. *Etienne Flandin* dans le rapport présenté au nom de la Commission sénatoriale le 30 mars 1911) (1), de soumettre à des formalités un peu plus sévères les individus de nationalité française qui, n'ayant en France ni domicile ni résidence fixe, voudront circuler sur le territoire français pour exercer la profession de commerçants et industriels forains.

Ceux-là ne se contentent pas d'exercer leur commerce ou leur industrie dans un rayon déterminé : ils parcourent toute la France et ils n'ont nulle part leur principal établissement, le point d'attache où ils sont connus ». « Il faut qu'on sache exactement qui ils sont, que l'on puisse contrôler leur identité » disait encore le rapporteur.

Et comme conséquence, les mesures, ayant pour but d'établir l'identité des forains, sont plus compliquées, plus exigeantes que pour les ambulants.

Comme ceux-ci, les forains devront naturellement faire la justification de leur état civil. L'article 2 de la loi déclare que le carnet énoncera : « leurs noms, prénoms, lieux et dates de naissance, ainsi que leur dernier domicile ou leur dernière résidence, avec l'indication du genre de commerce ou d'industrie qu'ils entendront exercer ».

Mais l'article 4 du Décret du 16 février 1913 précise, dans le paragraphe 2. « A l'appui de sa demande, l'intéressé doit justifier de son identité, prouver qu'il possède la nationalité française... »

Cette dernière prescription se comprend, puisque c'est

(1) *J. O.*, doc. parlam., 1911, mai, p. 136.

la seule qualité de français qui distingue le forain du nomade.

En plus, le carnet d'identité des forains reproduira « leur signalement avec photographie à l'appui » (*art. 2 de la loi, 1^{er} paragraphe*).

« Il nous a paru nécessaire d'exiger d'eux (disait M. Flandin au Sénat) (1), la production d'un carnet d'identité mentionnant leur signalement avec photographie à l'appui. » Ce sont les termes mêmes que l'on retrouve dans la loi.

Le signalement — à condition qu'il soit relevé de façon plus précise qu'on ne l'a fait jusqu'à ce jour dans la pratique courante de l'Administration française — et la photographie complètent fort heureusement les énonciations du carnet d'identité. Eux seuls, permettront de décider dès le premier moment s'il y a identité entre le porteur du carnet et le véritable titulaire. Nous verrons que des pénalités ont été édictées contre ceux qui feraient usage d'un carnet ne leur appartenant pas. Mais l'examen de la photographie et du signalement permettra de déjouer plus aisément toute tentative de fraude.

Et nous nous demandons si l'on n'a pas commis un oubli regrettable, en ne décidant pas la mention du signalement et l'apposition de la photographie sur le récépissé de la déclaration de l'ambulant. Nous ne pensons pas que l'addition de ces deux éléments aurait pris un caractère vexatoire, et son utilité aurait été indéniable. Par quel moyen préviendra-t-on l'emploi d'un récépissé de déclara-

(1) Rapport du 30 mars 1911. *J. O.*, doc. parl., mai 1911, page 136.

tion faite par une autre personne que celle qui le représentera ? Le danger semble d'autant plus certain que la loi n'a prononcé aucune sanction contre cet usage frauduleux.

La photographie apposée sur le carnet du forain sera, d'ailleurs une photographie ordinaire, fournie par l'intéressé. « Celui-ci, décide *l'article 4 du Décret* » doit déposer trois épreuves de sa photographie sur papier simple ; une épreuve est collée sur le carnet d'identité ».

Enfin, il est un point sur lequel ni la loi ni le Décret n'ont particulièrement insisté :

Ces nomades français, ne seront, naturellement, considérés comme forains et soumis au régime de l'article 2. que s'ils ont vraiment une profession honorable. Et il est bien évident qu'ils devront le prouver par la présentation de l'extrait du rôle des patentes les concernant, à moins qu'ils n'exercent une profession, une industrie ou un commerce compris dans les exceptions prévues par la loi des patentes.

Contrôle auquel devront se soumettre les forains.

« Il faut qu'on sache exactement qui ils sont, que l'on puisse contrôler leur identité », disait, en parlant des forains, le rapporteur de la Commission sénatoriale. Il était de toute nécessité, aussi, qu'au cours de leurs pérégrinations les forains subissent un contrôle rigoureux. Nous employons à dessein le mot contrôle et non celui de surveillance.

Présentation du carnet à toute réquisition.

Sur les nomades on devra exercer une surveillance destinée à préserver de leurs méfaits les régions traversées. Pour les forains, on peut estimer que le simple contrôle de leur carnet d'identité sera plutôt une mesure de protection que de suspicion. Comme pour les ambulants, il faudra, croyons-nous, éviter de les confondre avec les nomades. La présentation de leur carnet, certifiant de leur honorabilité, sera le meilleur moyen d'y parvenir.

Aussi *l'article 2 de la loi* édicte :

« Le carnet d'identité des commerçants et industriels forains devra être présenté à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publiques ».

Cette mesure sera suffisante pour le but à atteindre. Et les forains ne pourront s'en formaliser, attendu qu'elle est indispensable, et que les ambulants domiciliés y sont soumis comme eux : « Ce sera du reste la seule formalité à laquelle les forains seront assujettis... ; à la différence des nomades, ils ne seront astreints ni à l'obligation de présenter un carnet anthropométrique d'identité, ni à celle de faire viser leur carnet dans les localités où ils voudront exercer leur profession (1) ».

(1) M. Flandin, dans le rapport du 30 mars 1911, voir ci-dessus, p. 311.

Les formalités imposées aux forains s'appliqueront aussi à tous ceux qui les accompagneront.

« Tous individus, sans domicile ni résidence fixe, qui accompagneront les commerçants ou industriels forains devront, dans les mêmes conditions, être munis d'un carnet d'identité. » Telle est la rédaction du 4^e paragraphe de l'article 2 de la loi. Et l'article 4 du Décret répète : « La même obligation est imposée à tout individu sans domicile ni résidence fixe qui accompagne un forain ou est employé par lui ».

Si l'individu, dont il s'agit, est vraiment au service du forain, la chose ne souffrira aucune difficulté. Il pourra le prouver par un certificat délivré par son patron. Mais quelles seront les autres personnes qui accompagneront le forain, sans être ses parents ou ses serviteurs ? Ne pourra-t-il arriver que des individus, n'exerçant eux-mêmes aucune profession, trouvent, à la faveur de cette disposition de la loi, asile auprès d'une caravane foraine et échappent, contre toute justice, à des prescriptions plus sévères peut être même à la répression édictée contre le vagabondage ?

L'avant dernier paragraphe de l'article 2 de la loi fait une obligation aux forains de n'employer les personnes dont nous venons de parler « qu'après s'être assurés qu'elles sont bien pourvues du carnet d'identité ». Le texte dit « ne pourront employer les personnes... qu'après... » Mais nous pensons que c'est là une prescription aussi ri-

goureuse que celles que nous avons déjà examinées, sanctionnée comme elles par les peines fixées dans les dernières lignes de l'article 2.

Prescriptions applicables aux enfants mineurs de 13 ans.

Ainsi il ne sera pas un membre de la caravane qui ne doive représenter, à la réquisition, un carnet d'identité. Le groupe ne pourra pas s'augmenter d'une seule personne qui ne soit en règle avec la loi. Et le chef lui-même veillera à ce qu'il en soit ainsi, puisque la loi l'a rendu responsable.

Cependant, il y aura une exception :

« Il n'est pas établi de carnet d'identité pour les enfants qui n'ont pas 13 ans révolus, appartenant à la famille du forain ou à celle de ses employés » (*Article 4 du Décret du 16 février 1913, in fine*).

DEUXIÈME SECTION

Il était indispensable que les diverses prescriptions imposées aux forains fussent sanctionnées par des pénalités, plus ou moins rigoureuses suivant la culpabilité des délinquants.

C'est le *dernier paragraphe de l'article 2 de la loi* qui prononce ces pénalités :

Sanctions infligées aux forains contrevenant à la loi.

« Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie d'une amende de seize à cent francs (16 à 100 fr.) et d'un emprisonnement de cinq jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive ou de déclaration mensongère, la peine d'emprisonnement sera nécessairement prononcée. »

Seront donc punis d'une amende 16 à 100 francs et d'un emprisonnement de 5 jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement :

1° Les individus qui auront exercé une profession, une industrie ou un commerce forains, sans avoir fait, auparavant, la demande du carnet d'identité.

2° Les forains qui auront refusé de présenter leur carnet d'identité à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publiques.

3° Les patrons forains qui auront employé des individus, sans domicile ni résidence fixe, sans s'être assurés que ceux-ci étaient bien munis du carnet d'identité.

4° Les individus, sans domicile ni résidence fixe, qui auront accompagné les commerçants ou industriels forains, à titre de domestiques ou autres, sans s'être munis du carnet d'identité.

Ces peines sont du domaine de la police correctionnelle. Elles sont assez graves et l'on peut croire qu'elles suffiront à assurer le respect de la loi par les forains.

Mais la rédaction du texte qui les édicte semble assez défectueuse :

« ... Sera punie d'une amende de 16 à 100 francs et d'un emprisonnement de 5 jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement. »

C'est laisser, évidemment, au juge la faculté de prononcer, à son choix, l'une ou l'autre de ces pénalités ou toutes les deux cumulativement. Mais pourquoi le minimum de l'emprisonnement est-il fixé à cinq jours ?

Sur le texte voté au Sénat et revenu à la Chambre le 30 mars 1912, M. Laborde faisait déjà cette observation :

« Cinq jours n'est pas le minimum d'une peine correctionnelle. Si l'infraction de l'article 2 est un délit, il faut que l'emprisonnement soit correctionnel aussi bien par son minimum que par son maximum. C'est un emprisonnement supérieur à cinq jours et pouvant aller à un mois « qu'il aurait fallu écrire (1) » .

« En cas de récidive ou de déclaration mensongère, la peine d'emprisonnement sera nécessairement prononcée. » Faut-il conclure que dans ces deux cas, le juge devra, obligatoirement, condamner à l'emprisonnement ?

Une difficulté se présente : L'article 12 de la loi décide : « L'article 463 du Code pénal est applicable aux cas prévus par la présente loi ». Comment concilier cette disposition avec le terme « nécessairement » de l'article 2 ?

(1) M. Laborde, *Les Lois Nouvelles*, 1912, 2^e partie, p. 37.

« Ce mot malencontreux veut-il dire que, malgré l'adoption de circonstances atténuantes, on ne pourra jamais descendre à l'amende, que l'emprisonnement devra toujours être prononcé dans les deux cas de récidive et de déclaration mensongère (1) ? »

Nous ne le pensons pas. L'article 12 ordonne l'application de l'article 463 du Code pénal « aux cas prévus par la présente loi », à tous les cas, car il n'indique aucune exception. Il nous semble que le terme « nécessairement », intercalé dans la dernière phrase de l'article 2, a simplement pour but de supprimer, en cas de récidive ou de déclaration mensongère, l'alternative qui demeure au juge de prononcer la peine d'emprisonnement ou l'amende. Cette expression ne fait pas obstacle à l'application des circonstances atténuantes, même si le jeu de celles-ci doit faire disparaître, en fait, la peine d'emprisonnement.

Ces forains, qui vont circuler ainsi sur les routes de France munis d'un carnet d'identité régulièrement délivré, on a jugé utile de leur constituer à chacun un dossier. On a cru nécessaire d'établir une sorte de casier central, permettant de retrouver instantanément les renseignements concernant tel ou tel forain. La précaution n'est pas à blâmer. Nous avons dit, certes, que les forains ne devaient point sentir peser sur eux le poids de la surveillance rigoureuse édictée pour les nomades. Mais il n'en reste pas moins exact, qu'à cause de leur perpétuelle mobilité, les forains auront toute facilité pour se dérober à la res-

(1) Paul Dupont, avocat, *La loi du 16 juillet 1912 sur les nomades*, *Les Lois Nouvelles*, n° 5, mars 1913. 1^{re} partie, p. 98.

ponsabilité des actes délictueux qu'ils pourront commettre. Il sera bien plus aisé de les retrouver, si l'on possède, d'eux en double ou en triple, les renseignements d'identité, le signalement, la photographie, fournis au moment de la constitution du carnet.

Aussi l'*article 5 du Décret* du 16 février 1913 a-t-il établi cette mesure, d'ordre purement réglementaire :

Article 5. — « Le carnet d'identité des forains porte un numéro d'ordre et la date de sa délivrance.

Il est établi dans les préfectures et les sous-préfectures, des notices contenant toutes les indications figurant aux carnets visés ci-dessus. Un double de chaque notice est adressé au ministère de l'Intérieur. »

Nous nous rappelons que chaque forain doit fournir trois épreuves de sa photographie. L'une sera collée sur le carnet, et les deux autres sur chacune des deux notices. Enfin l'*article 6 du Décret* contient des prescriptions pour le cas de perte du carnet d'identité. Le texte de cet article est très clair et se passe de tout commentaire.

CHAPITRE III

LES NOMADES

Loi du 16 juillet 1912.

Article 3. — Sont réputés nomades pour l'application de la présente loi, quelle que soit leur nationalité, tous individus circulant en France sans domicile ni résidence fixes et ne rentrant dans aucune des catégories ci-dessus spécifiées, même s'ils ont des ressources ou *prétendent exercer* une profession. Ces nomades devront être munis d'un carnet anthropométrique d'identité.

Ceux qui se trouveront en France lors de la mise à exécution de la loi devront, dans un délai d'un mois, demander le carnet prévu au paragraphe précédent, soit au préfet dans l'arrondissement chef-lieu du département, soit au sous-préfet dans les autres arrondissements.

Les nomades venant de l'étranger ne seront admis à circuler en France qu'à la condition de justifier d'une identité certaine, constatée par la production de pièces authentiques, tant pour eux-mêmes que pour toutes personnes voyageant avec eux. Ils adresseront leur demande

de carnet à la préfecture ou à la sous-préfecture du département ou de l'arrondissement frontière.

La délivrance du carnet anthropométrique d'identité ne sera jamais obligatoire pour l'administration. Elle ne fera pas obstacle à l'application des dispositions de la loi du 3 décembre 1849 sur le séjour des étrangers en France, non plus qu'à l'exercice des droits reconnus aux maires sur le territoire de leurs communes, par les lois et règlements relatifs au stationnement des nomades.

Tous nomades séjournant dans une commune devront, à leur arrivée et à leur départ, présenter leurs carnets, à fin de visa, au commissaire de police, s'il s'en trouve un dans la commune, sinon au commandant de la gendarmerie et, à défaut de brigade de gendarmerie, au maire.

Le carnet anthropométrique d'identité devra être présenté par son titulaire à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique.

Article 4. — Le carnet anthropométrique d'identité est individuel. Toutefois, le chef de famille devra se munir d'un carnet collectif comprenant tous les membres de la famille (V. *J. O.*, 8, p. 1215).

Les mentions à porter sur ces carnets seront déterminées par les règlements d'administration publique prévus à l'article 10 de la présente loi. Elles comporteront notamment :

1° L'état civil et le signalement de toutes les personnes voyageant avec le chef de famille, ainsi que les liens de

droit ou de parenté le rattachant à chacune de ces personnes ;

2° La mention, au fur et à mesure qu'ils interviendront, des actes de naissance, de mariage, de divorce et de décès des personnes ci-dessus visées. Dans chacune de ces circonstances, le carnet devra être produit aux officiers de l'état civil pour l'inscription desdites mentions ;

3° Le numéro de la plaque de contrôle spécial dont devront être munis, à compter de la mise à exécution de la présente loi, les véhicules de toute nature employés par les nomades, indépendamment des plaques prévues par les articles 3 de la loi du 30 mai 1851, et du décret du 10 août 1852. »

Décret du 16 février 1913.

Article 7. — « Tout individu réputé nomade dans les conditions prévues à l'article 3 de la loi du 16 juillet 1912 doit déposer à la préfecture ou à la sous-préfecture de l'arrondissement dans lequel il se trouve une demande à l'effet d'obtenir un carnet anthropométrique d'identité.

Il est tenu de justifier de son identité.

Il doit, pour le département de la Seine, adresser sa demande à la préfecture de police.

Article 8. — Le carnet anthropométrique porte les nom et prénoms, ainsi que les surnoms sous lesquels le nomade est connu, l'indication du pays d'origine, la date et le lieu de naissance, ainsi que toutes les mentions de nature à établir l'identité.

Il doit, en outre, recevoir le signalement anthropométrique qui indique notamment la hauteur de la taille, celle du buste, l'envergure, la longueur et la largeur de la tête, le diamètre bizygomatique, la longueur de l'oreille droite, la longueur des doigts médius et auriculaire gauches, celle de la coudée gauche, celle du pied gauche, la couleur des yeux : des cases sont réservées pour les empreintes digitales et pour les deux photographies (profil et face) du porteur du carnet.

Tout carnet anthropométrique porte un numéro d'ordre et la date de la délivrance.

Il n'est pas établi de carnet d'identité pour les enfants qui n'ont pas treize ans révolus.

Article 9. — Indépendamment du carnet anthropométrique d'identité, obligatoire pour tout nomade, le chef de famille ou de groupe doit être muni d'un carnet collectif concernant toutes les personnes rattachées au chef de famille par des liens de droit ou comprises, en fait, dans le groupe voyageant avec le chef de famille. Ce carnet collectif, qui est délivré en même temps que le carnet anthropométrique individuel, contient :

1° L'énumération de toutes les personnes constituant la famille ou le groupe et l'indication, au fur et à mesure qu'elles se produisent, des modifications apportées à la constitution de la famille ou du groupe.

2° L'état civil et le signalement de toutes les personnes accompagnant le chef de famille ou de groupe, avec l'indication des liens de droit ou de parenté le rattachant à chacune de ces personnes ;

3° La mention des actes de naissance, de mariage, de divorce et de décès des personnes ci-dessus visées ;

4° Le numéro de la plaque de contrôle spécial décrite à l'article 14 du présent décret ;

5° Les empreintes digitales des enfants qui n'ont pas treize ans révolus ;

6° La description des véhicules employés par la famille ou le groupe.

Le carnet collectif indique les numéros d'ordre des carnets anthropométriques délivrés à chacun des membres de la famille ou du groupe.

Article 12. — « Tout nomade devant séjourner dans une commune doit, à son arrivée et à son départ, faire viser son carnet individuel par le commissaire de police, à défaut ou en l'absence de commissaire de police, par le commandant de la brigade de gendarmerie, et à défaut de brigade de gendarmerie, par le maire de ladite commune.

Tous les agents de la force ou de l'autorité publique, rencontrant des nomades en cours de route, doivent se faire présenter les carnets individuels et collectifs et apposer leurs visas sur le carnet individuel.

Les visas de ces diverses autorités sont apposés sur les cases du carnet individuel, avec indication du lieu, du jour et de l'heure. »

Avec les articles relatifs aux nomades, nous arrivons à des dispositions dans lesquelles le véritable esprit de la loi a reçu son application entière.

Les sentiments qui ont inspiré les auteurs des divers

projets, qui se sont manifestés souvent au cours des travaux, demeurent intacts dans cette partie de la loi du 16 juillet 1912.

Articles 3 et 4 de la loi.

Articles 7, 8, 9 et 12 du Décret.

Ils se traduisent, à l'égard des nomades, par des prescriptions sévères. Ces sentiments, nous avons assez montré lesquels ils étaient :

Méfiance à l'égard de malfaiteurs dangereux, compréhension de la nécessité de se défendre de leurs méfaits.

PREMIÈRE SECTION

Caractère qu'aurait dû logiquement garder le système de répression édicté contre les nomades. — Caractère qu'il faudra s'efforcer de donner à l'application de la loi de 1912 pour obéir à la volonté même du législateur.

Diverses considérations, la volonté de ne point risquer une fausse application de la loi, ont conduit le législateur

à établir des subdivisions successives entre les individus que l'on avait tout d'abord englobés dans la qualification de nomades.

Logiquement, à ces catégories différentes de personnes devaient correspondre des mesures de caractère différent.

Mais, précisément parce qu'on avait fait cette distinction nécessaire, qu'on ne se trouvait plus qu'en face de gens que l'on ne pouvait légitimement tenir pour dangereux, il était indispensable de faire preuve d'une rigueur extrême.

Les rédacteurs de la loi de 1912 n'ont pas manqué de le faire.

Pour faire disparaître, pour diminuer du moins, les maux dont se plaignaient les populations rurales, nous avons montré que le législateur devait :

1° Etablir, aussi exactement que possible, l'identité des nomades ; au besoin leur constituer une identité nouvelle mais désormais invariable ;

2° Assurer du nomade, à travers ses déplacements, une surveillance constante et efficace.

Le nomade, disions-nous aussi, devra avoir conscience de ce contrôle perpétuel, exercé sur le moindre de ses actes ; il devra sentir la perte de l'impunité qui couvrait autrefois les crimes ou les délits dont il se rendait coupable. Et cette pensée n'est pas seulement la nôtre. Elle est celle du législateur, et à tel point que celui-ci compte précisément sur cette surveillance obsédante et ininterrompue, si contraire à l'esprit et au genre de vie du nomade, pour obliger celui-ci à aller chercher, au delà des

frontières de notre pays, des régions plus hospitalières.

Cette solution est-elle, de tous points, parfaite? — Nous ne le croyons pas.

Les nomades peuvent être divisés en deux groupes : ceux qui se trouvent actuellement en France, ou même qui s'y trouveront au moment de la mise à exécution de la loi ; ceux qui demanderont ensuite à y pénétrer.

Relativement aux premiers, on se trouve en présence d'une situation de fait qu'on ne peut méconnaître. Il y a actuellement en France environ dix mille nomades à caractère ethnique. Ces individus seraient, pour les pays voisins, des hôtes aussi encombrants que pour nous. Nous savons, par expérience, qu'il ne peut être question de nous en débarrasser, en les reconduisant simplement hors des limites du territoire. A l'égard de ces dix mille errants, il fallait donc bien prendre des mesures de sauvegarde et établir les éléments d'une surveillance indispensable.

Quant aux nomades qui, dans l'avenir, se présenteront à nos frontières, pourquoi ne pas leur en interdire l'entrée, sans plus? Nous nous empressons de faire une restriction : sauf, bien entendu, à ceux qui pourront justifier de la qualité de Français ; car nous verrons que l'article 3 est applicable à certains Français.

Il semble que c'eût été là la conclusion logique, puisqu'on était parti de l'idée admise que les nomades étaient en tout état de cause, des individus dangereux.

Remarquez qu'il est bien dans le désir du législateur que les Bohémiens voient opposer un refus à leur demande de passage en France. C'était du moins dans l'esprit de la

Commission de la Chambre, si l'on en juge les termes du rapport, déposé au nom de celle-ci par M. *Réville*, le 7 juillet 1908 :

« Si le pétitionnaire vient de l'étranger, il ne pourra pas pénétrer en France avant d'avoir obtenu son autorisation. C'est aux agents des frontières à ne tolérer aucun passage. La requête sera systématiquement repoussée, si elle émane d'un romanichel... (1) »

La Commission ne transposa pas, dans le texte législatif qu'elle élaborait, cette indication si nettement exprimée. Cela s'explique : Le texte de l'article 8, relatif aux nomades, désignait alors les nomades sans distinction de nationalité. « Tous nomades ». Et il est évident qu'aux nomades français la loi ne pouvait interdire l'accès de la France. Il était indispensable de laisser, aux autorités administratives du département frontière, le soin de distinguer ces nomades, pour l'application de la loi.

Mais quand le Sénat eut fait des nomades français une catégorie à part, soumise à un régime différent, la même raison ne subsista plus.

N'aurait-on pas dû décider qu'aucun nomade, venant de l'étranger, ne serait admis sur le territoire français ? La solution n'est pas exorbitante puisque certains pays, voisins du nôtre, l'ont considérée comme le seul moyen possible de se défendre de l'invasion des romanichels.

Nous devons reconnaître que les termes qui, au début de l'article 3, définissent le nomade, pour l'application de la loi, sont excessivement vagues. Le nombre de gens,

(1) *J. O.*, docum. parl., mars 1909, p. 2170.

nous aurons l'occasion de le voir bientôt, est grand, auxquels on peut appliquer cette définition. Il était impossible d'interdire à tous ceux-là, purement et simplement, l'entrée du sol français.

Mais à ne considérer que les nomades, dont les méfaits ont motivé la loi, les Bohémiens, romanichels, vagabonds de race et de pays indéterminés, nous persistons à penser que la loi aurait dû tout simplement les exclure du territoire.

« La requête, si elle émane d'un étranger offrant des garanties de travail, et ne paraissant pas un maraudeur, pourra être accueillie, » disait encore M. *Réville* dans le rapport du 7 juillet 1908.

Mais quel sûr moyen aura-t-on de s'assurer que l'on n'a point affaire à un maraudeur ? Maraudeur ne l'est-il pas toujours peu ou beaucoup ? Et puis, quand même l'errant ne serait pas un malfaiteur, quand même il observerait strictement les prescriptions de la loi nouvelle, son séjour en France ne serait-il pas, encore, regrettable ?

Vivant au milieu de citoyens dont il ne partage en aucune façon les charges financières, ne participant en rien à la prospérité du pays, il profite, en revanche, d'avantages auxquels il n'a aucun droit. La surveillance dont il sera l'objet pourra le contraindre au respect des lois pénales, au respect de mesures sanitaires indispensables. Mais n'est-il pas une foule d'obligations légales à l'observation desquelles on ne pourra efficacement le contraindre ?

*Quelles personnes seront-elles désignées par
l'expression « Nomades » ?*

Difficulté de donner du nomade une définition précise.

Ainsi, l'interdiction absolue de nos frontières à tous nomades étrangers n'eût pas été une mesure inadmissible ; on peut même affirmer qu'elle était dans l'esprit du législateur. Mais il est bien convenu qu'il aurait fallu, pour la décider, à l'expression « Nomades » conserver le sens qu'on lui avait dès le début attribué.

Quand on considère, répétons-le, les termes qui dans l'article 3 de la loi, définissent le « nomade », on s'aperçoit que ce mot a reçu une telle extension qu'il est impossible de s'en tenir à la solution que nous venons de voir, la seule logique.

Article 3 de la loi. — « Sont réputés nomades, pour l'application de la présente loi, quelle que soit leur nationalité, tous individus circulant en France sans domicile ni résidence fixes et ne rentrant dans aucune des catégories ci-dessus spécifiées, même s'ils ont des ressources ou prétendent exercer une profession. »

Tout d'abord, le nomade ce sera l'errant de nationalité étrangère, Bohémien, romanichel, tzigane. Ce sont ses méfaits qui ont amené le législateur à élaborer cette loi. Ce point est bien acquis.

Quand on étudie les travaux préparatoires, on voit qu'il a constamment été question de lui, mais de lui seul, en tant que nomade.

Pourquoi alors le texte de l'article 3 contient-il ces mots : « quelle que soit leur nationalité » ? N'était-il pas décidé que les individus, dont il restait à régler la situation dans l'article 3, étaient tous des étrangers ?

Cette addition des cinq mots fut faite au texte par la Commission sénatoriale, après le premier vote du Sénat.

L'article 4, adopté par la Haute Assemblée le 22 décembre 1911, débutait par ces mots. « Tous nomades circulant en France, sans domicile ni résidence fixe et ne rentrant dans aucune des catégories ci-dessus spécifiées, encore... »

L'article 3 du texte transformé par la Commission sénatoriale et présenté, le 7 mars 1912, avait une rédaction nouvelle :

« Sont réputés nomades, pour l'application de la présente loi, quelle que soit leur nationalité ».

C'est cette rédaction qu'a conservée la loi du 16 juillet 1912.

A quelle intention précise correspondit cette adjonction de mots ? Le rapport de la Commission ne l'indique pas, et déclare que le projet antérieurement voté n'a subi que « des modifications de pure forme (1) ».

Quoi qu'il en soit, en leur teneur définitive, les termes de l'article 3 sont trop généraux pour qu'il soit possible de ne plus appliquer ses dispositions à certains individus de nationalité française.

« Quelle que soit leur nationalité... et ne rentrant dans aucune des catégories ci-dessus spécifiées. » Ces conditions

(1) Rapport du 7 mars 1912. Texte : J. O., doc. parlam., avril 1912, p. 703.

ne sont-elles pas parfaitement remplies par une catégorie de gens, dont il n'a vraiment été parlé qu'une fois au cours des travaux préparatoires, dans l'Exposé des motifs de la proposition du gouvernement : les chemineaux, les trimardeurs ?

Ces coureurs ne rentrent pas dans la catégorie de l'article 1^{er} puisqu'ils sont sans domicile ni résidence fixe. Ils ne rentrent pas dans celle de l'article 2, puisque, s'ils circulent sur le territoire français, ce n'est point pour exercer la profession de commerçants ou industriels forains. Ce sont ces innombrables voyageurs qui sillonnent les routes de France, vivant le plus souvent d'aumônes, de maraudes, de vols. Ils peuvent échapper à la répression du vagabondage ; gardant au fond du bissac une petite somme d'argent ou le certificat d'un travail exceptionnellement accompli, ils sont assez habiles pour ne jamais réunir les conditions du délit.

Ceux-là, il nous paraît certain qu'ils devront subir les prescriptions de l'article 3. Le législateur ne l'a pas exprimé formellement ; mais nous croyons que ce serait une erreur, sous ce prétexte, que de laisser échapper l'occasion d'assurer sur tous ces errants une surveillance votée jusqu'ici à peu près impossible.

Ainsi donc, sont réputés nomades, pour l'application de la loi :

*Aux termes de l'article 3 de la loi 1912 sont réputés
nomades :*

*A) Les romanichels, bohémiens, vagabonds à caractère
ethnique.*

1° Les romanichels, bohémiens et tous vagabonds à caractère ethnique, sans pays, sans race déterminés — en tout cas non Français, qu'ils aient ou non des ressources, qu'ils exercent ou non une profession.

Et nous voulons ici préciser un point. L'article 3 dit : « même s'ils ont des ressources ou prétendent exercer une profession ».

On pourrait être tenté d'ajouter : « mais ne l'exercent pas réellement ». Ce serait mal traduire la pensée du législateur.

Le projet adopté au Sénat, en première délibération, était ainsi conçu : « encore qu'ils prétendent avoir ou qu'ils aient des ressources, ou qu'ils exercent ou prétendent exercer une profession ambulante... » La Commission sénatoriale, dans le texte présenté le 7 mars 1912, écrivit simplement : « même s'ils ont des ressources ou prétendent exercer une profession ». Et nous avons déjà dit que, de la déclaration même de son rapporteur, la Commission ne proposait au Sénat que « des modifications de pure forme devant contribuer à rendre la loi plus précise et plus claire ». La formule définitive doit donc être comprise, comme si elle était « exercent ou prétendent exercer une profession ».

B) *Les chemineaux, trimardeurs, français ou étrangers.*

2° Les chemineaux, trimardeurs, voyageant seuls ou à deux ou trois ; ceux de nationalité française et, à plus forte raison, ceux de nationalité étrangère.

C) *Les nomades français n'exerçant aucune profession.*

3° Et aussi les nomades français voyageant par bandes, en roulottes, mais ne pouvant invoquer le bénéfice de l'application de l'article 2, parce qu'ils n'exercent aucun métier, aucune industrie.

Extension possible et abusive de l'expression

« Nomade ».

Le touriste étranger n'est-il pas un nomade ?

Quand on aura soumis toutes les catégories d'individus que nous venons d'énumérer au régime sévère de la loi 1912, on sera sûr d'avoir rempli les intentions du législateur, au moins en ce sens qu'on aura commencé l'exécution d'une loi de garantie sociale.

Mais est-il bien certain qu'il ne reste aucune autre classe de personnes, susceptibles de se voir appliquer, si on veut la prendre à la lettre, la définition que donne du nomade le premier paragraphe de l'article trois ?

Les nombreux touristes de nationalité étrangère qui viennent chaque année visiter notre pays ne sont-ils donc

pas des nomades ? Ils n'ont généralement en France ni domicile, ni résidence fixe ; le fait qu'ils possèdent des ressources ne les dispensera pas des formalités de la loi. Il est vrai, que l'article 3 contient le membre de phrase suivant : « ne rentrant dans aucune des catégories ci-dessus spécifiées ». Nous sommes donc renvoyés à l'article premier qui ne s'occupe que des individus, quelle que soit leur nationalité, domiciliés en France ; et à l'article 2 qui vise les individus qui n'ont en France ni domicile ni résidence fixe, mais qui sont de nationalité française. Il semble donc résulter des trois premiers articles de la loi que tout individu, de nationalité étrangère, qui n'a en France ni domicile ni résidence fixe, sera tenu pour nomade ?

Il serait absurde de supposer un instant que le législateur a entendu soumettre le touriste étranger aux formalités de l'article 3. Il est certain que des circulaires seront adressées aux autorités administratives compétentes, qui préciseront l'esprit de la loi et en régleront l'application. Mais un péril ne subsiste-t-il pas ? Les agents inférieurs, qui seront chargés de surveiller à la frontière l'entrée des nomades, pourront-ils toujours aisément faire la distinction nécessaire entre le nomade et le touriste ? L'un et l'autre seront de nationalité étrangère, l'un et l'autre pourront avoir des ressources. Ne peut-on craindre que, dans le doute, l'agent décide de conduire le voyageur devant l'autorité administrative la plus proche ? Certes, le touriste n'aura aucune peine à établir son identité. Mais ce seul fait d'avoir été détourné de son chemin et obligé à une justification de son état civil, ne sera-t-il

pas suffisant pour qu'il ait à se plaindre d'une mesure vexatoire ?

D'autre part, si l'on donne aux gendarmes et aux douaniers, postés à la frontière, des ordres ayant pour but d'éviter, à l'égard des touristes, toutes interventions tracassières, ne risquera-t-on pas de rendre moins efficace la surveillance dont les nomades devront être l'objet (1) ?

DEUXIÈME SECTION

Obligation imposée au nomade : Nécessité d'obtenir une autorisation administrative pour circuler en France.

Cette autorisation revêtira la forme d'un « carnet anthropométrique d'identité ».

Les nomades ne pourront circuler en France, sans en avoir obtenu l'autorisation régulière. Cette autorisation sera délivrée sous la forme d'un « carnet anthropométrique d'identité ».

« Les nomades devront être munis d'un carnet anthropométrique d'identité ». *Article 3 de la loi.*

L'examen des diverses propositions de loi, l'étude des

(1) D'ailleurs le danger sera le même pour le Français établi à l'étranger et n'ayant en France ni domicile ni résidence fixe. Quand il entendra parcourir notre pays, ne pourra-t-il pas, à la être, être considéré comme un nomade, s'il ne peut justifier de l'exercice d'une profession ?

travaux préparatoires, nous ont suffisamment appris qu'il ne s'agit plus ici d'une simple formalité administrative.

« Devront être munis ». Mais il ne suffira pas au nomade de demander le carnet anthropométrique d'identité, pour qu'il lui soit délivré.

« Il nous a paru que la base de cette réglementation (de la circulation des nomades) devra être l'obligation pour tous les nomades d'obtenir une autorisation administrative. » Telles étaient les paroles par lesquelles M. *Georges Clémenceau* traduisait la pensée du gouvernement, en déposant le projet du 25 novembre 1908. Sur ce point — nous l'avons déjà dit — tout le monde était d'accord ! il n'est pas une proposition d'initiative parlementaire qui ait soumis les nomades à la simple déclaration. La Commission sénatoriale et celle de la Chambre ont conservé le régime de l'autorisation nécessaire.

L'intention du législateur, sur ce point, était donc certaine. Comme si, cependant, ils avaient craint qu'un doute subsistât, qui pût être interprété en faveur des nomades, les auteurs du projet définitif ont fait plus : ils ont inséré dans le texte de l'*article 3* la mention suivante : « La délivrance du carnet anthropométrique d'identité ne sera jamais obligatoire pour l'administration ».

Celle-ci, pour répondre au désir du législateur, ne devra accorder l'autorisation demandée qu'avec une extrême circonspection et après s'être entourée de tous les renseignements nécessaires. Mais la nature des choses impose, ici encore, une distinction importante entre les nomades qui se trouveront en France au moment de la mise

à exécution de la loi et ceux qui demanderont ultérieurement à y pénétrer.

Principes dont l'Administration devra s'inspirer pour la délivrance des carnets, si elle entend respecter la volonté du législateur.

Pour les derniers, l'autorité administrative conservera son pouvoir entier de décision. Nous ne reviendrons pas sur les raisons qui auraient motivé, à notre avis, l'interdiction absolue de s'introduire sur notre territoire. Cette défense, il a été impossible de l'écrire dans la loi, mais, du moins, il ne faudra pas perdre de vue quelle fut la véritable pensée du législateur. M. Réville, au nom de la Commission de la Chambre, déclarait, le 7 juillet 1908 (1), en parlant des nomades venant de l'étranger, « La requête sera systématiquement repoussée, si elle émane d'un romanichel. » Après l'examen du projet du gouvernement, le rapporteur répétait dans la séance du 7 juin 1909 (2) : « Une fois les nomades entrés chez nous, on sait, pour l'avoir éprouvée trop souvent, la difficulté qu'il y a à s'en débarrasser. En principe, il faudra refuser la délivrance du carnet ».

Pour les nomades, qui circuleront sur nos routes, au jour de la mise en application de la loi, la situation est absolument différente. De ceux-là, nous le savons trop

(1) Rapport de la Commission. Texte ; J. O., doc. parlam., mars 1909, p. 2157.

(2) Rapport de la Commission. Texte : J. O., docum. parlam., octobre 1909, p. 1213.

hélas, il ne peut être question de délivrer d'un seul coup nos campagnes ravagées. En s'en tenant au recensement le plus récent, c'est une population de près de dix mille errants — en ne désignant par ce nom que les Bohémiens, romanichels, tziganes — dont il est impossible de ne pas se préoccuper.

Il faudra prendre à son égard les mesures de surveillance les plus efficaces possibles. Mais nous ne croyons pas que l'on pourra, purement et simplement, opposer un refus à leur demande de carnet.

« La délivrance du carnet anthropométrique d'identité ne sera jamais obligatoire. » Cette mention n'a sa valeur que si l'on l'applique au paragraphe qui la précède. Elle ne doit pas se rapporter au texte qui règle le sort des nomades déjà installés en France.

Nous savons bien que le rapporteur de la Commission de la Chambre, expliquant le mécanisme de la future loi, déclarait dans la séance du 7 juillet 1908 : « S'agit-il d'un individu déjà circulant en France, le préfet fera une enquête rapide : s'il résulte des renseignements fournis que réellement le requérant exerce un métier sérieux, qu'il ne dissimule pas sous une profession apparente des habitudes de vagabondage et de maraude, carnet et autorisation seront délivrés.

Au cas contraire, ils seront refusés et si malgré cela, le pétitionnaire évincé continue sa vie errante, on lui appliquera les peines sur le vagabondage... »

Malgré cette déclaration de M. *Marc Réville*, nous estimons que le carnet devra nécessairement être remis au nomade qui en fera la demande.

Refuser le carnet et faire défense, sous menace des peines du vagabondage, de continuer ses voyages, à un nomade empêché d'autre part, peut-être, de repasser nos frontières, ne serait-ce pas, en effet, aboutir à constituer en délit spécial, sanctionné des pénalités de l'article 271 du Code pénal, le seul fait de mener une vie errante ?

*Conditions dans lesquelles les nomades devront
demander les carnets.*

L'autorisation sera réclamée par les nomades « qui se trouveront en France lors de la mise en exécution de la loi... dans le délai d'un mois... soit au préfet, dans l'arrondissement chef-lieu du département, soit au sous-préfet dans les autres arrondissements ».

« Les nomades venant de l'étranger... adresseront leur demande de carnet à la préfecture où à la sous-préfecture du département ou de l'arrondissement frontière. » (*Article 3 de la loi*).

L'article 7 du décret du 16 février 1913 ne fait que répéter ces dispositions :

Article 7. — « Tout individu réputé nomade dans les conditions prévues à l'article 3 de la loi du 16 juillet 1912, doit déposer à la préfecture ou à la sous-préfecture de l'arrondissement dans lequel il se trouve une demande à l'effet d'obtenir un carnet anthropométrique d'identité. »

Et ajoute :

« Il doit, pour le département de la Seine, adresser sa demande à la préfecture de police ».

TROISIÈME SECTION

Système de répression adopté à l'égard des nomades.

Les nomades qui dérouleront leurs caravanes à travers nos provinces, quand la loi sera entrée en vigueur, seront soumis à un système de contrôle et de surveillance.

Ce système, on l'a voulu rigoureux ; pour l'organiser fortement, le législateur a édicté deux séries de mesures, destinées :

1° Les unes, à établir l'identité exacte des nomades ; au besoin à leur attribuer une identité nouvelle, mais désormais immuable.

2° Les autres, à permettre : de ne pas perdre de vue les nomades, au cours de leurs déplacements, et de reconstituer, en cas de nécessité, l'itinéraire suivi par la bande, depuis la délivrance du carnet.

Mesures d'identification.

Ces mesures se complètent les unes les autres ; leur nécessité est égale. L'identification des nomades devait être le premier souci du législateur. La répression du vagabondage en roulotte sera permise par un mode de surveillance dont nous verrons bientôt le détail.

L'identité de l'errant sera fixée désormais par les mentions du carnet anthropométrique individuel.

Mais, pour ne point courir le risque que cette surveillance fût inefficace, il fallait d'abord créer à chaque errant une personnalité tellement nette, tellement distincte, qu'il ne put échapper désormais à la responsabilité de ses actes.

L'identité de la tribu, du groupe bohémien, sera fixée par les indications du carnet collectif.

« L'expérience démontre, en effet, que c'est la personnalité du romanichel qu'il est le plus difficile en général d'identifier. Lui-même, souvent, ne sait pas quel est son véritable état civil et, ce qui est pis, il ne veut pas le savoir et encore moins le dire. Quant à ceux qui l'accompagnent, hommes, femmes et enfants, enfants surtout, il tient essentiellement à ce qu'on ne puisse pas les identifier. Un tel état de choses est intolérable dans une société civilisée, car il est une des causes principales de l'impunité de ces gens-là pour les nombreux délits — quand ce ne sont pas des crimes — qu'ils commettent (1). »

S'il est exact que l'errant ignore lui-même souvent quel est son véritable état civil, comment parviendra-t-on à cette identification pourtant indispensable ?

(1) Rapport de la Commission de la Chambre du 7 juin 1909. M. Réville, rapporteur.

Ici encore, il faut considérer séparément les nomades qui seront en France à l'époque de la mise à exécution de la loi et les autres.

Pour les premiers, la question devra recevoir une réponse, en tout état de cause. Comme le disait M. Clémentau (1).

« Il s'agit de régulariser un état de fait, d'identifier ces nomades, et s'il n'est pas possible de le faire, de leur constituer une identité. » Si les nomades peuvent justifier de leur identité, la chose ne souffrira pas de difficulté ; et le carnet leur sera délivré.

Mais que se passe-t-il, au cas contraire, qui sera le plus fréquent ? *Le projet du gouvernement*, en précision de cette occurrence, avait décidé dans son *article 4* ... Dans le cas où un nomade serait dans l'impossibilité de justifier de son identité, il lui sera remis un carnet provisoire sous l'état civil et la nationalité qu'il aura indiqués. Le titulaire du carnet aura, à dater du jour de la délivrance de cette pièce, l'identité qui y sera été mentionnée. Si les recherches effectuées par des soins de l'Administration établissent ultérieurement sa véritable identité, le carnet provisoire sera remplacé par un carnet définitif. »

La Commission de la Chambre, à laquelle fut renvoyé le projet du gouvernement, estima que ce ne devait pas être l'œuvre du législateur de régler les détails du carnet anthropométrique d'identité.

« Ce que sera ce carnet ? Comment il sera constitué ? Y

(1) Exposé des motifs du projet du gouvernement.

aura-t-il lieu d'établir un carnet provisoire, qui ne deviendrait définitif qu'après des retouches et des vérifications opérées par les autorités compétentes ? Ce sont là autant de points qu'un règlement d'administration publique pourra déterminer, mais qu'il nous a paru superflu de régler par un texte de loi. Le projet du gouvernement contenait à cet égard des précisions intéressantes, mais, après examen, nous avons cru préférable de ne pas formuler en cette matière de prescriptions impératives immuables (1). »

Voilà ce que déclarait M. *Réville* au nom de la Commission, le 7 juin 1909.

Cette manière de voir parut la bonne ; elle fut conservée, et l'article 10 de la loi du 16 juillet 1912 laisse à des règlements d'administration publique, à intervenir, le soin de déterminer le détail de la constitution des carnets. Nous avons déjà dit que le seul règlement d'administration publique, paru en exécution de cet article 10, est celui du 16 février 1913. Et ce décret ne donne, hélas, aucune indication sur la manière dont sera réglée la difficulté qui nous occupe. *L'article 7 du décret*, après avoir décidé que tout nomade doit déposer, à la préfecture ou à la sous-préfecture de l'arrondissement dans lequel il se trouve, une demande de carnet, ajoute : « Il est tenu de justifier de son identité ». Mais nous le répétons : « Si le nomade est incapable de justifier de son identité, comment le problème sera-t-il résolu » ?

Pour les nomades venant de l'étranger, la situation sera infiniment plus simple. Si l'on s'en tient strictement au

(1) Rapport de la Commission de la Chambre du 7 juin 1909.

texte même de la loi, on ne recevra dans notre pays aucun nomade nouveau dont l'identité ne sera parfaitement connue.

« Les nomades venant de l'étranger ne seront admis à circuler en France qu'à la condition de justifier d'une identité certaine, constatée par la production de pièces authentiques, tant pour eux-mêmes que pour toutes personnes voyageant avec eux. » *Article 3, § 3, de la loi.*

Quelles seront ces pièces authentiques ? ni la loi ni le décret ne l'indiquent. Il est probable que la désignation en sera faite par l'un des arrêtés ministériels que prévoit l'article 15 du décret.

La justification, par chaque nomade, de son état civil, l'établissement, au besoin, pour chacun d'eux d'une identité nouvelle, étaient les premiers soucis auxquels devait pourvoir indispensablement le législateur.

Mais ces formalités n'étaient point suffisantes. Cette identification des vagabonds en roulotte, il fallait qu'elle fût une œuvre définitive. Il fallait prendre des garanties pour que, dans l'avenir, les nomades ne pussent plus, comme il leur était si cher de le faire, changer constamment d'état civil, se substituer les uns aux autres. On devait édicter des mesures telles que, désormais, chaque nomade étant nécessairement nanti d'une autorisation, on pût décider instamment s'il y avait identité entre l'individu désigné sur l'autorisation et celui qui la présentait.

Mais cela n'était pas tout : il y a un point que le législateur a traité avec un soin plus minutieux encore. Il a considéré qu'« en fait l'expérience démontre que les véritables romanichels, ceux qui font de la vie nomade leur

existence en quelque sorte professionnelle, voyagent presque toujours en famille ou plutôt en tribu, sous la direction d'un chef qui est ou prétend être la chef de la famille (1). » Il a voulu faire en sorte que désormais : « la famille ou la tribu étant définitivement fixées, on ne pût plus, sauf le cas de naissances, y introduire des enfants recueillis ou enlevés au cours des déplacements continuels du groupe, et que d'un autre côté, quelque malfaiteur, échappant à la surveillance de la police, ne pût plus venir, en cours de route, s'affilier à l'une de ces bandes, en déclarant s'y rattacher par les liens de famille (2) ».

En résumé, les auteurs de la loi ont voulu atteindre ce double but qu'après la mise en vigueur des dispositions de celle-ci :

1° Le nomade ne pût plus dépouiller la personnalité qui aurait été légalement constatée ou fixée.

2° La tribu ne pût plus se transformer par l'adjonction ou la disparition d'un seul membre, sans que cette adjonction ou cette disparition fût soumise au contrôle de l'autorité.

Le carnet anthropométrique d'identité individuel.

Les mentions qu'il contiendra. Signalement anthropométrique.

Pour y parvenir, on s'est arrêté aux dispositions suivantes :

(1) Rapport de la Commission du 7 juin 1909.

(2) Rapport de la Commission du 7 juin 1909.

Chaque nomade devra se munir d'un carnet anthropométrique d'identité. Nous savons déjà que ce carnet est la forme sous laquelle sera délivrée l'autorisation administrative de circuler en France.

« Chaque nomade » disons-nous, car l'*article 4 de la loi*, en son début, précise : « Le carnet anthropométrique d'identité est individuel ».

« Indépendamment du carnet anthropométrique d'identité obligatoire pour tout nomade, le chef de famille ou de groupe doit être muni d'un carnet collectif concernant toutes les personnes rattachées au chef de famille par des liens de droit ou comprises, en fait, dans le groupe voyageant avec le chef de famille. » (*Article 9 du Décret*).

Chacun de ces carnets a un objet différent ; tous deux correspondent clairement au double but que s'était donné l'activité du législateur.

Nous avons déjà remarqué que celui-ci n'avait pas cru qu'il lui appartenait « d'entrer dans le détail de la rédaction et du libellé des mentions portées au carnet anthropométrique d'identité » et, que sur la proposition expresse de la Commission de la Chambre, il avait confié sur ce point « à un règlement d'administration publique le soin de réaliser ses désirs ».

L'article 4 de la loi indique simplement l'existence du carnet anthropométrique d'identité individuel. Il ne fournit aucun renseignement sur les mentions qui y seront portées. Sur ce point, il pourrait y avoir doute, car le texte est ainsi libellé :

Article 4 de la loi. — Les mentions à porter sur ces

carnets seront déterminées par les règlements d'administration publique prévus à l'article 10 de la présente loi. Elles comporteront notamment :

1^o Mais le carnet qui, d'après la volonté du législateur, contiendra les 3 mentions énumérées d'une façon formelle dans l'article 4, ce sera le carnet anthropométrique d'identité collectif. La nature des choses le veut ainsi ; et pour s'en convaincre, on peut, au surplus, se reporter au rapport déposé par la Commission de la Chambre, le 7 juin 1909. On y lit : « Le carnet collectif indiquera :

1^o L'état civil et le signalement... », puis suivent, dans les termes mêmes qu'elles conserveront dans la loi, les trois mentions contenues dans l'article 4.

Il faut donc nécessairement avoir recours au Décret du 16 février 1913 pour connaître le détail du libellé du carnet individuel.

L'article 8 du Décret, relatif au carnet individuel, est ainsi rédigé :

Article 8. — « Le carnet anthropométrique porte les noms et prénoms, ainsi que les surnoms sous lesquels le nomade est connu, l'indication du lieu d'origine, la date et le lieu de naissance, ainsi que toutes les mentions de nature à établir l'identité.

Il doit, en outre, recevoir le signalement anthropométrique qui indique notamment la hauteur de la taille, celle du buste, l'envergure, la longueur et la largeur de la tête, le diamètre bizygomatique, la longueur de l'oreille droite, la longueur des doigts médius et auriculaires gauches,

celle de la coudée gauche, celle du pied gauche, la couleur des yeux ; des cases sont réservées pour les empreintes digitales et pour les deux photographies (profil et face) du porteur du carnet. »

Les indications qui sont ici fournies sont suffisamment claires et détaillées pour qu'aucune explication ne soit nécessaire.

Forme pratique du carnet individuel.

Le Gouvernement, dans son projet, avait déclaré qu'à son avis le carnet devait être « d'un format pratique et solide, dans le genre des livrets militaires ou des carnets de mariage que les maires délivrent aux nouveaux époux ». Les désirs du Gouvernement, sur ce point, ont été à peu près réalisés.

Nous avons tenu en mains, quelques instants, le modèle des futurs carnets, collectif et individuel, qui seront confiés aux nomades.

Le carnet individuel est un fascicule du format du livret militaire, d'une épaisseur de deux centimètres environ. Une couverture de couleur grise, rigide, le renforce. Sur le plat de cette couverture est imprimé en caractères noirs très visibles :

*Nomades. Loi du 16 juillet 1912 et Règlement
d'administration publique
du 16 février 1913.*

Ces mentions sont reproduites sur la première feuille du carnet, qui contient aussi un emplacement réservé à

l'inscription du numéro d'ordre exigé par l'article 8 du Décret.

Sur le deuxième feuillet, une place est laissée libre pour l'apposition des photographies (profil et face) du porteur du carnet. En dessous, sera indiqué le genre de commerce, d'industrie ou de métier exercé par le nomade. Au bas de la page, seront appliquées les empreintes digitales.

Le troisième feuillet contient une série de mentions imprimées destinées à établir très en détail le signalement anthropométrique. Au bas de cette page, une place est laissée libre aussi pour des empreintes digitales.

La loi du 16 juillet 1912 est reproduite en son entier sur le fascicule. Le plus grand nombre des feuillets de celui-ci est destiné à recevoir les visas auxquels les nomades devront soumettre leurs carnets. On a calculé qu'en moyenne le carnet pourrait servir 4 ans, avant de n'offrir plus aucune place aux visas.

Le carnet d'identité collectif.

Ses mentions.

Le carnet collectif, dont sera nécessairement muni le chef de famille ou de groupe, aura un rôle certes aussi important que le carnet individuel. On peut même affirmer que, dans l'esprit du législateur, au moins à un certain moment des travaux préparatoires, le carnet collectif devait seul exister. Plus tard, pour faciliter l'application pratique des prescriptions législatives, on se décida à

doter les nomades d'un second carnet, mais sans diminuer en rien la valeur du carnet collectif.

Celui-ci offrira, au premier examen, comme un schéma complet de la famille ou de la tribu, énumérant tous les membres qui la composeront, indiquant la place tenue par chacun d'eux et les liens de parenté ou de droit existant entre tous.

Un contrôle sommaire permettra de déterminer, en peu de temps, si, depuis la délivrance du carnet, le groupe a subi quelque modification et laquelle.

Les auteurs du projet, pour arriver à ce résultat, ont arrêté par eux-mêmes, ou ont confié à un règlement d'administration publique le soin d'arrêter, minutieusement, les mentions que devrait contenir le carnet.

Nous savons déjà que le législateur a jugé qu'en cette matière son œuvre devait être la plus succincte possible ; cependant « parmi les nombreuses prescriptions projetées à ce sujet par le gouvernement, il est certains points qu'il crut devoir retenir ; ce sont des injonctions que le Décret à intervenir n'aurait pu formuler sans une injonction précise émanant de la loi » (1).

Ce que nous venons de dire explique la rédaction de l'article 4 de la loi du 16 juillet 1912, dont l'article 9 du Décret du 16 février 1913 répète en partie et complète les dispositions :

Le carnet d'identité collectif comprendra :

1^o L'Etat civil et le signalement de toutes les personnes voyageant avec le chef de famille, ainsi que les liens de

(1) Rapport de la Commission de la Chambre du 7 juin 1909

droit ou de parenté le rattachant à chacune de ces personnes (*Article 4 de la loi*).

Et l'*article 9 du Décret*, dans son *second alinéa*, répète presque textuellement :

Article 9. — « 2° L'état civil et le signalement de toutes les personnes accompagnant le chef de famille ou de groupe avec l'indication les liens de droit ou de parenté le rattachant à chacune de ces personnes. »

C'est la Commission de la Chambre qui, la première, dans le rapport du 7 juin 1909, réclama l'indication de ces renseignements d'état civil et de parenté sur le carnet collectif. Voici, données en son nom par M. Réville, les raisons qui avaient motivé sa détermination :

« Il semble assez probable que pour le passé l'état civil régulier des nomades de profession, surtout des romani-chels, sera assez difficile à établir. Ces gens-là vivent dans une promiscuité invraisemblable ; leurs unions sont des plus libres et, si nos enquêtes ne nous trompent pas, l'échange des femmes se pratique communément parmi eux. Quant aux enfants, ils appartiennent à la tribu ou à la bande, mais bien osé serait celui qui pourrait dire que tel bambin est le fils du chef de la tribu ou d'un de ses subordonnés ; la vérité est que, par leurs caractères physiques apparents, leurs yeux noirs, leur chevelure grasseuse, leur masque olivâtre, tous ces enfants appartiennent à la tribu sans qu'aucun des membres de celle-ci ait jamais songé à établir d'une façon précise leur origine individuelle et les rapports de sang ou de droit existant entre eux et leurs compagnons de route.

Pour le passé, nous ne croyons donc pas que la loi nouvelle constatera des certitudes bien établies; mais du moins à partir de sa promulgation et si elle est sérieusement appliquée, elle fixera ou plutôt elle créera l'état civil de chacun des membres de la famille et la personne du romanichel, vague et changeante jusqu'à ce jour, deviendra une personnalité bien nette, que le signalement (la photographie est appelée ici à jouer un grand rôle) inscrit au carnet ne permettra plus de modifier au gré des circonstances. En même temps, on saura désormais, sur de simples déclarations dans le début, grâce à l'état civil donné par les carnets eux-mêmes par la suite, quels liens de parenté ou droit existent entre les divers membres de la tribu et surtout entre le chef de famille et tous ses compagnons de route. »

« 2° La mention, au fur et à mesure qu'ils interviendront, des actes de naissance, de mariage, de divorce et de décès des personnes ci-dessus visées. Dans chacune de ces circonstances le carnet devra être produit aux officiers de l'état civil pour l'inscription desdites mentions (*Article 4, § 2 de la loi*).

A cet alinéa 2, de l'article 4 de la loi correspondent les alinéas 1 et 3 de l'*article 9* du Décret :

Article 9. — « 1° L'énumération de toutes les personnes constituant la famille ou le groupe et l'indication, au fur et à mesure qu'elles se produisent, des modifications apportées à la constitution de la famille ou du groupe. »

3° « La mention des actes de naissance, de mariage, de divorce et de décès des personnes ci-dessus visées. »

Pour expliquer les raisons qui ont amené le législateur à décider l'indication de ces divers renseignements sur le carnet collectif, nous ne pouvons mieux faire que de citer le rapport même de la Commission de la Chambre (1) :

« 2° La mention, au fur et à mesure qu'ils interviendront, des actes de naissance, de mariage et de décès intéressant un des membres du groupe. Il ne semble pas nécessaire, étant donné ce que nous venons de dire sur la difficulté de connaître à l'heure actuelle les rapports de famille existants entre les divers membres d'une bande de Bohémiens et l'utilité sociale qu'il y aurait à être fixé sur ce point, il ne semble pas nécessaire d'insister sur l'importance de cette disposition. Aujourd'hui, un enfant naît dans une roulotte ; aucune autorité n'en est informée ; si c'est un garçon et que son père soit né en France, il devrait, à sa vingtième année, figurer parmi les conscrits, mais les obscurités qui entourent sa naissance ne permettront pas de lui faire supporter les charges imposées à tous ses camarades du même âge et, comme son père, comme son grand-père, il vivra en vagabond, perpétuellement étranger sur la terre de France qu'il ne connaîtra que pour l'exploiter. Si le nouveau-né est une fille, rien ne l'empêchera, quand elle sera nubile, de devenir l'épouse ou la compagne de son frère ou de son père.

Il importe donc, à tous les points de vue, que les principaux événements de la vie civile intéressant chacun des membres du groupe soient notés sur le carnet collectif. Les officiers de l'état civil n'hésiteront pas à inscrire sur

(1) Rapport du 7 juin 1909.

le livret les mentions des déclarations qui leur seront faites. Mais, dira-t-on, quelle sanction donnez-vous à la loi ? En dehors de la saisie éventuelle des voitures (voyez l'article 12 ci-après) il n'y a pas, en ce cas, de sanction directe, mais le chef de famille qui n'aura pas déclaré un décès pourra se voir inquiéter quand on constatera qu'une des personnes de son groupe aura disparu ; il risquera d'être accusé de vol d'enfant quand la gendarmerie constatera dans la roulotte la présence d'un enfant non déclaré et enfin, pour une foule d'actes de la vie journalière, le fait pour une femme de ne pas justifier d'un mariage régulier pourra être pour elle la source de gros embarras ».

Cette volonté nettement manifestée du législateur, que toute modification apportée à la constitution de la famille ou du groupe subisse le contrôle administratif, sera-t-il toujours aisé de la respecter ?

Le § 1 de l'article 9 du Décret décide que le carnet collectif contiendra : « l'indication, au fur et à mesure qu'elles se produiront des modifications apportées à la constitution de la famille ou du groupe ».

Cela ira sans difficulté quand la caravane verra augmenter ou diminuer le nombre de ses membres à la suite d'une naissance, d'un décès, d'un mariage, d'un divorce. La loi elle-même a pris le soin de déclarer qu'« en chacune de ces circonstances, le carnet devrait être produit aux officiers de l'Etat civil pour l'inscription desdites mentions ».

Mais quand le changement dans la constitution du groupe ne sera plus la conséquence d'un acte de la vie civile, que se passera-t-il ? Si un nomade, en cours de route,

s'adjoind à la caravane avec l'assentiment de celui qui la dirige, devra-t-il demander son inscription sur le carnet collectif, et de qui devra-t-il la solliciter? La difficulté sera plus grave encore, quand un errant se séparera de ses compagnons, pour une raison quelconque, par simple caprice. Devra-t-il demander sa radiation du carnet collectif? S'il ne le fait pas, le chef de tribu ne risquera-t-il pas de se voir inquiéter, puisqu'il ne pourra justifier des causes de la disparition de l'un des siens?

3° « Le numéro de la plaque de contrôle spécial dont devront être munis, à compter de la mise à exécution de la présente loi, les véhicules de toute nature employés par les nomades, indépendamment des plaques prévues par les articles 3 de la loi du 30 mai 1851 et 16 du décret du 10 août 1852. » (*Article 4, § 3 de la loi*).

L'article 9 du *Décret*, alinéa 4, répète : « Le numéro de la plaque de contrôle spécial décrite à l'article 14 du présent décret ».

La Plaque de contrôle spécial apposée sur les véhicules des nomades.

Nous n'avons pas parlé encore de cette plaque de contrôle spécial. Son apposition sur les voitures des nomades avait été proposée par le *gouvernement*. Dans le *projet* de celui-ci, l'article 8 était ainsi conçu :

« Outre les plaques prévues par les articles 3 de la loi du 30 mai 1851 et 16 du Décret du 10 août 1852 concer-

nant la police du roulage, les véhicules de toute nature assujettis à la présente loi devront être munis d'une plaque de contrôle spécial dont le numéro sera reporté sur le carnet d'identité ».

La Commission de la Chambre ne voyait pas aussi nettement la nécessité d'une plaque nouvelle ajoutée à celles exigées par les lois en vigueur. Cependant, sur l'insistance des représentants du gouvernement, elle en accepta le principe. Mais elle estima, et le législateur admit en définitive son point de vue, que le souci de déterminer la nature et les indications de cette plaque reviendrait tout naturellement à l'un des règlements d'administration publique à intervenir.

Le règlement d'administration publique du 16 février 1913 a répondu à cette délégation du législateur. L'*article 15 du Décret* contient de longues dispositions relatives à la plaque de contrôle nouvelle. Ces dispositions sont d'ordre pratique et nous nous bornerons à les reproduire :

La plaque de contrôle de la loi du 16 juillet 1912 portera, de façon très apparente, un numéro d'ordre. C'est ce numéro qui devra être indiqué sur le carnet collectif.

Il fallait, naturellement, prévoir le cas de l'apposition d'une plaque de contrôle régulièrement obtenue, sur une voiture à laquelle elle ne serait pas destinée. Cette espèce de fraude aurait pu contribuer à diminuer, en quelque mesure, les résultats que l'on a voulu atteindre pour toutes les mesures relatives à l'identification des nomades. Aussi l'*article 9 du Décret* a ajouté aux injonctions légales que nous venons d'examiner, un *alinéa 6* ainsi conçu :

(Le carnet collectif contient) :

« 6° La description des véhicules employés par la famille ou le groupe ».

Enfin « le carnet collectif indiquera des numéros d'ordre des carnets anthropométriques délivrés à chacun des membres de la famille ou du groupe » (*Article 9 du Décret, in fine*).

Prescriptions applicables aux enfants mineurs de 13 ans.

Tous les nomades, avait décidé la loi, devront être munis d'un carnet anthropométrique d'identité individuel. Mais le *Décret* du 16 février 1913, à cette règle, a apporté une exception :

Leur identité ne sera pas établie au moyen du carnet anthropométrique individuel.

« Il n'est pas établi de carnet d'identité pour les enfants qui n'ont pas 13 ans révolus » (*Article 8, in fine*).

On semble avoir considéré, avec raison, que le petit nomade mineur de 13 ans, ne devant pas s'éloigner du chef de la famille ou de la tribu, serait, sans grande nécessité, muni d'un carnet individuel.

D'autre part, le signalement anthropométrique, si utile pour l'identification des adultes, pourrait-il être établi de façon certaine et précise, à cet âge où le corps humain est en pleine croissance ?

Il n'en faut pas conclure que la présence des enfants dans la caravane ne subira aucune constatation officielle et ne donnera lieu à aucun contrôle :

Les mentions concernant ces mineurs figureront au carnet collectif gardé par le chef de groupe, carnet qui, nous l'avons vu, pourrait en quelque sorte suppléer le carnet individuel. Il va sans dire que les enfants âgés de moins de 13 ans seront comptés parmi les personnes dont l'article 9 (§ 2) du Décret exige la mention au carnet collectif avec l'indication du signalement ordinaire et de l'état civil. En plus ce même article, dans son alinéa 5 prescrit que le carnet collectif contiendra :

5° « Les empreintes digitales des enfants qui n'ont pas treize ans révolus. » Cette distinction des autres éléments de signalement anthropométrique s'explique suffisamment par l'immutabilité des empreintes de dix doigts.

Forme pratique du carnet collectif.

Le carnet collectif est du même format que le carnet individuel : celui du livret militaire. La couverture en carton gris, rigide, enferme un nombre de feuillets beaucoup moins considérable. Nous verrons, en effet, que seul le carnet individuel aura à recevoir de nombreux visas.

Les mentions portées sur la couverture et sur la première page sont semblables à celles du carnet individuel, Sur le deuxième feuillet, se trouve, non plus le texte entier de la loi, mais celui des articles 4 et 5. Le Décret du 15 février 1913 est, à leur suite, imprimé en son entier. Les dernières pages du carnet, que nous avons vues blanches, sont destinées à contenir le texte d'un Décret relatif aux mesures prophylaxiques imposées aux nomades.

QUATRIÈME SECTION

Système de répression adopté à l'égard des nomades.

Mesures de surveillance et de contrôle.

Le but que s'était proposé le législateur de parvenir à une identification aussi parfaite que possible des nomades, on peut penser qu'il a été atteint, au moins en théorie. Il pourra l'être pratiquement, si chacune des prescriptions édictées est exécutée avec rigueur et précision.

Cette identification était la condition première, indispensable, de la surveillance des nomades, si on voulait que celle-ci fût efficace. Mais il est bien évident qu'elle n'était point suffisante, à elle seule, pour l'assurer. D'ailleurs, la loi avait soumis les forains et les ambulants eux-mêmes, que l'on entendait protéger, à une formalité qui ne devait pas manquer de paraître à quelques-uns désobligeante ; celle de présenter le récépissé de déclaration ou le carnet de forain à toute réquisition légitime. On devait tout d'abord, sans discuter, soumettre les nomades à une obligation pareille.

*Obligation de présenter le carnet anthropométrique
d'identité à toute réquisition légitime.*

L'article 3 de la loi décide :

Article 3. — « Le carnet anthropométrique d'identité devra être présenté par son titulaire à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique. »

La formule est semblable à celle de l'article 2, relatif aux forains. Mais, sous des termes presque identiques, nous croyons qu'il faut voir deux manifestations différentes de la volonté du législateur.

Cette prescription devra, de la part de ceux qui la feront exécuter, être conçue dans un esprit très différent de la formalité semblable imposée aux ambulants et aux forains.

Nous avons déjà insisté sur ce point que, dans l'esprit des auteurs de la loi, la réglementation des nomades devait revêtir le caractère de mesures de garantie, prises à l'égard de véritables malfaiteurs. Nous nous rappelons les paroles de M. Flandin annonçant au Sénat que ce serait la gêne d'avoir à se soumettre à des formalités si contraaires à leur tempérament, à leur genre de vie, qui amènerait les nomades à s'éloigner de notre pays.

Volonté certaine du législateur à cet égard.

Qu'on nous pardonne si nous faisons erreur, mais on a l'impression, en étudiant les travaux préparatoires de la loi, qu'on a voulu édicter à l'encontre des vagabonds en roulotte un système de prescriptions tracassières.

Ce qui est certain, en tout cas, c'est que le contrôle qu'exerceront, sur les nomades, les divers agents de la force ou de l'autorité publique ainsi que les officiers de police judiciaire, devra être d'une excessive rigueur. Ce désir du législateur, plus d'une fois manifesté à la tribune du Parlement, se devine à nouveau dans le Décret du 16 février 1913 :

L'article 12 du Décret (alinéas 2 et 3) décide :

« Tous les agents de la force ou de l'autorité publique rencontrant des nomades en cours de route, doivent se faire présenter les carnets individuels et collectifs et apposer leurs visas sur le carnet individuel.

Les visas de ces diverses autorités sont apposés sur les cases du carnet individuel, avec l'indication du lieu, du jour et de l'heure ».

« Doivent » dit le texte ; c'est une obligation nouvelle ajoutée à celles de la loi, mais faite à ceux-là mêmes qui, de celle-ci, feront exécuter les prescriptions les plus importantes. Cette obligation était bien, à coup sûr, dans l'esprit du législateur.

Obligation faite aux nomades de présenter spontanément leur carnet à fins de visa, aux autorités de chaque commune traversée.

Caractère nouveau de cette formalité.

Mais les auteurs de la loi ont décidé plus encore : ils ont voulu qu'il ne fût plus désormais, sur les routes de France, un seul nomade dont le voyage ne pût être suivi, sans interruption, de département en département, de village en village. Ils se sont efforcés d'établir un système de visas qui, joint à celui dont nous venons de parler, permettrait à tout instant de reconstituer de façon complète l'itinéraire suivi par l'errant, depuis la délivrance de son autorisation.

L'article 3 de la loi § 5 décide :

« Tous nomades séjournant dans une commune devront, à leur arrivée et à leur départ, présenter leur carnet à fin de visa, au commissaire de police, s'il s'en trouve un dans la commune, sinon au commandant de la gendarmerie et, à défaut de brigade de gendarmerie au maire ».

L'article 12 du Décret, en son début, ne fait guère que répéter le texte de la loi. Il précise cependant que ce sera le carnet individuel qui sera soumis aux visas. Le nomade ne pourra d'ailleurs pas, cela va sans dire, se refuser à la présentation du carnet collectif.

La prescription contenue dans le § 5 de l'article 3 de la

loi est différente de celle que nous avons examinée tout à l'heure. Il ne s'agit plus seulement, ici, de déférer à la réquisition d'un agent de l'autorité publique. D'eux-mêmes, sans y être invités, les nomades devront se rendre au commissariat de police, à la caserne de gendarmerie ou à la mairie, pour y présenter leurs carnets. Il est certain que cette démarche sera pénible à l'indolence naturelle des nomades ; l'inexécution de cette prescription sera celle pour laquelle ils se mettront le plus souvent en infraction avec la loi.

Dans la rédaction de la loi, nous avons trouvé une difficulté que n'a pas fait s'évanouir l'apparition du Décret du 16 février 1913 : « Tous nomades séjournant dans une commune... » dit *l'article 3 de la loi*. « Tout nomade devant séjourner dans une commune... » répète *l'article 12 du Décret*. Mais quelle sera la durée de ce séjour nécessaire pour que, n'ayant pas obéi à la loi, le nomade se trouve passible de pénalités ?

L'autorisation accordée aux nomades de circuler en France ne diminuera en rien les pouvoirs des maires, pour la police des nomades sur le territoire de leur commune.

Les nomades, qui entendront circuler en France, devront en solliciter l'autorisation, « soit du préfet dans l'arrondissement chef-lieu du département, soit du sous-préfet dans les autres arrondissements ».

Maintien exprès de ces pouvoirs par la loi.

(Article 3 de la loi, § 2).

Pour qui se contentera de lire le texte de la loi de 1912, une question aurait pu rester douteuse, si le législateur n'avait pris lui-même le soin de la résoudre :

Le nomade, nanti de l'autorisation exigée par la loi, pourra-t-il rencontrer au cours de ses voyages un obstacle provenant de la volonté d'une autorité administrative autre que le Préfet ou le sous-préfet ? En particulier, le maire, à qui sera représenté un carnet anthropométrique d'identité régulièrement obtenu, aura-t-il le droit de s'opposer au séjour de l'errant sur le territoire de sa commune ?

Cette question s'était présentée à l'esprit du législateur. Pour la résoudre, celui-ci s'inspira tout naturellement des idées qui avaient donné naissance au projet de la loi ; et il conclut que la loi, arme de combat contre des individus considérés par tous comme dangereux, devait renforcer et non diminuer les moyens de répression placés aux mains des pouvoirs publics.

Le maire tenait de divers textes, de la loi du 5 avril 1884 en particulier, le droit de s'opposer au stationnement des nomades sur le territoire de sa commune. Cette prérogative devait lui être conservée.

« Il serait absolument contraire (déclarait M. Réville à la Chambre le 7 juin 1909) (1) à l'esprit du projet de loi

(1) Rapport de la Commission du 7 juin 1909.

de faire aux nomades, contre les déprédations desquels nous entendons protéger plus efficacement les populations rurales, une situation plus favorable que celle qu'ils ont actuellement. Nous entendons réglementer la circulation des nomades, mais non pas porter une atteinte quelconque aux droits des officiers de police municipale tels qu'ils sont établis par les lois existantes et notamment par celle du 5 avril 1884. »

Cette affirmation, la Commission ne crut pas nécessaire de la traduire par une disposition dans le texte du projet qu'elle allait présenter à la Chambre, tellement le principe, qu'elle reconnaissait, lui paraissait certain.

Sous la législature suivante, quelques membres de la Commission de la Chambre crurent « devoir insister sur le fait qu'il convenait de dire expressément dans la loi nouvelle que celle-ci n'enlèverait aux autorités municipales aucune des facultés leur appartenant actuellement au sujet des nomades stationnant sur le territoire d'une commune (1). »

Cette préoccupation était sans doute excessive, mais, « pour éviter toute interprétation erronée, surtout en matière pénale où l'insuffisance des textes profite aux contrevenants (2) », la Commission n'hésite pas à insérer, dans son texte, un fragment de phrase conservant expressément aux maires leurs droits antérieurs. Et le texte définitif *de la loi* de 1912 décide dans *l'article 3, 4^e paragraphe* :

(1) Rapport de la Commission du 15 décembre 1910. Texte, *J. O.*, doc. parl., mars 1911, p. 207.

(2) Rapport de la Commission de la Chambre du 15 déc. 1910.

« La délivrance du carnet anthropométrique d'identité ne sera jamais obligatoire pour l'administration. Elle ne fera pas obstacle à l'application des dispositions de la loi du 3 décembre 1849, sur le séjour des étrangers en France, non plus qu'à l'exercice des droits reconnus aux maires, sur le territoire de leurs communes, par les lois et règlements relatifs au stationnement des nomades ».

C'est par des raisons analogues que s'explique la conservation, au profit de l'autorité administrative, de l'exercice de la loi du 3 décembre 1849 sur le séjour des étrangers en France.

Nous avons assez longuement montré, pour n'y point revenir, que cette loi était insuffisante, si l'on entendait en faire état pour la répression du vagabondage en roulotte. Mais la loi de 1912 n'en rendra cependant point l'application complètement inutile, dans la lutte contre les nomades.

CINQUIÈME SECTION

Loi du 16 juillet 1912.

Pénalités infligées aux nomades en cas d'infractions aux prescriptions de la loi.

Article 3 (in fine) : «.... Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie des peines édictées contre le vagabondage. »

Article 4 (in fine) : « Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie des peines portées aux articles 479 et 480 du Code pénal. »

Article 5. — « Seront punis de deux à cinq années d'emprisonnement et d'une amende de cent francs à mille francs (100 francs à 1.000 francs) :

Ceux qui auront fabriqué, soit un faux récépissé de la déclaration prévue à l'article 1^{er}, soit un faux carnet d'identité, soit une fausse plaque spéciale de contrôle.

Ceux qui auront altéré ou falsifié, soit un récépissé, soit un carnet d'identité originairement véritables, soit une plaque spéciale de contrôle, ou qui auront sciemment fait usage d'un récépissé de déclaration ou d'un carnet d'identité fabriqué, altéré ou falsifié, ou d'une plaque spéciale de contrôle fabriquée, altérée ou falsifiée. »

Article 6. — « Seront punis d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de cinquante francs à cinq cent francs (50 francs à 500 francs) ;

Tout individus qui, pour obtenir soit le récépissé de déclaration prévu à l'article premier, soit le carnet d'identité prévu aux articles 2, 3 et 4, auront pris un nom supposé, quand même cette supposition de nom n'aurait pas pour effet de faire inscrire une condamnation au casier judiciaire d'un tiers réellement existant.

Tous individus qui auront fait usage d'un carnet délivré sous un autre nom que le leur ou ne s'appliquant pas à leur personne. »

Le système assez compliqué que le législateur avait

imaginé pour parvenir à une répression efficace du vagabondage en roulotte devait, sous risque d'insuccès certain, être sanctionné par un certain nombre de pénalités.

On s'était efforcé d'établir aussi parfaitement que possible l'identification des nomades : il fallait prévoir que les errants ne manqueraient pas d'opposer aux injonctions les plus vives l'inertie, la mauvaise volonté, la mauvaise foi.

On avait tâché d'assurer de la manière la plus constante la surveillance et le contrôle des dangereux voyageurs : il était hors de doute que ceux-ci feraient mille difficultés pour représenter leur carnet à toute réquisition et surtout pour aller spontanément faire leur déclaration de séjour, aux autorités de la commune.

La loi de 1912 a établi une série de pénalités dont la gravité progressive correspond à la culpabilité supposée des délinquants. Nous avons cru devoir isoler, de chaque article où elles se trouvaient, ces dispositions répressives pour les présenter ensemble.

Application aux nomades des peines édictées contre le vagabondage.

L'article 3 de la loi, après avoir énuméré les prescriptions les plus importantes, imposées aux nomades, ajoute :

« Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie des peines édictées contre le vagabondage. »

Seront donc passibles des pénalités de l'article 271 du Code pénal.

1° Les nomades qui, se trouvant en France lors de la mise à exécution de la loi, n'auront pas, dans le délai d'un mois, demandé le carnet exigé par le paragraphe 1 de l'article 3.

2° Les nomades, venant de l'étranger, qui se seront introduits en France, par fraude, malgré le refus opposé à leur demande de carnet.

Cette inculpation ne ressort pas expressément des termes de l'article 3, mais nous croyons qu'elle est certaine.

3° Les nomades qui, séjournant dans une commune, n'auront pas, à leur arrivée et à leur départ, présenté leurs carnets à fin de visas au commissaire de Police, au commandant de la gendarmerie ou au maire, suivant les cas. Nous ne pouvons que regretter à nouveau que le législateur n'ait point fixé la durée de ce séjour, au terme duquel le nomade sera considéré comme délinquant.

4° Les nomades qui auront refusé de présenter leurs carnets à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique.

Difficultés qu'offrira l'application aux nomades des art. 271 et suivants du Code pénal,

La formule par laquelle le législateur a décidé d'appliquer aux nomades, contrevenants aux prescriptions de

l'article 3, les peines du vagabondage, ne semble pas très heureuse.

Les auteurs de la loi ne semblent pas avoir vu que ce renvoi pur et simple au Code pénal réserverait des surprises.

L'article 271 du Code pénal prononce une pénalité de 3 à 6 mois d'emprisonnement. Ce n'est pas sur le taux de la peine que peut porter la critique.

Cette peine semble proportionnée à la culpabilité des nomades. Mais s'est-on aperçu que les articles 277 et suivants du Code pénal, si on en transposait l'application en ce qui concerne les nomades, ne manqueraient pas d'offrir de graves difficultés?

Déjà, sur le texte voté par le Sénat et renvoyé à la Chambre le 30 mars 1912, M. Laborde apportait ces observations (1).

M. Laborde faisait remarquer, notamment, que l'article 277 du Code pénal punit, d'une peine d'emprisonnement de deux à cinq ans, tout vagabond « muni de limes, crochets, ou autres instruments propres soit à commettre des vols ou d'autres délits, soit à lui procurer les moyens de pénétrer dans les maisons ».

Pourra-t-on « moralement et matériellement » empêcher un nomade d'avoir dans sa roulotte un outil ou un instrument quelconque qui lui servira à établir son campement, ou le punir, pour cette possession, des peines surélevées de l'article 277?

L'article 278 augmente aussi la durée de l'emprisonne-

(1) *Lois Nouvelles*, année 1912, 2^e partie, p. 37.

ment pour le vagabond qui sera « trouvé porteur d'un ou de plusieurs effets d'une valeur supérieure à cent francs ». Cet article 278 sera-t-il applicable aux nomades ? Ceux-ci devront-ils, s'ils veulent en éviter la pénalité plus sévère, n'avoir qu'une somme inférieure à cent francs ? Et M. *Laborde* demande si chaque membre de la tribu aura droit à cette somme, ou si la fortune totale ne devra pas la dépasser ?

Application aux nomades des peines prévues par les art. 479 et 480 du Code pénal.

L'article 3 de la loi [in fine] déclare :

« Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie des peines portées aux art. 479 et 480 du Code pénal. »

Ces peines, ce sont celles de 11 à 15 francs d'amende, inclusivement (art. 479) et de 1 à 5 jours de prison. L'article 480 dit : « Pourra, selon les circonstances, être prononcée la peine d'emprisonnement, pendant cinq jours au plus ». Il faut donc penser que le législateur a voulu laisser aux juges, pour les infractions à l'article 4 de la loi, l'alternative de condamner à l'amende ou à l'emprisonnement, à son choix « selon les circonstances ».

L'analogie de cette disposition est visible avec celle qui termine l'article 1^{er} de la loi ; mais pourquoi, alors que dans l'article 4 l'amende ne peut s'abaisser au-dessous de onze francs, peut-elle varier, pour les ambulants, de cinq à quinze francs ?

L'article 4 de la loi édicte un certain nombre de prescriptions, mais nous croyons que, de plusieurs, l'inobservation ne pourra pas constituer le nomade en état d'infraction.

En effet, la loi décide que le carnet comportera :

1° « L'état civil et le signalement..... »

Mais ces mentions, dépendra-t-il du nomade qu'elles soient inscrites sur le carnet ? Non. L'établissement du carnet et l'indication des mentions légales seront naturellement faits par l'autorité administrative. Si le nomade ne peut ou ne veut fournir tous renseignements nécessaires à la Constitution du carnet, une solution s'imposera : le refus de l'autorisation. Mais il est hors du bon sens que l'on puisse délivrer à l'errant un carnet aux mentions incomplètes, et qu'on lui dresse ensuite, pour ce fait, une contravention punie d'amende ou d'emprisonnement. Nous pensons donc que M. *Paul Dupont* a commis une erreur, quand il a écrit que « seront passibles de contraventions de la 3^e catégorie (art. 479) et de l'article 480 du Code pénal, tous ceux : 1° dont le carnet ne comprendrait pas l'état civil complet, le signalement... etc. (1) »

Mais il est hors de doute que devront être punis des peines portées aux art. 479 et 480 du Code pénal :

A) Le chef de famille qui, nanti d'un carnet individuel, aura négligé de réclamer, en outre, un carnet collectif :

B) Le chef de famille qui n'aura pas produit le carnet

(1) Paul Dupont, *Les Lois Nouvelles*, année 1913, n° 6, 1^{re} partie, p. 106.

collectif aux officiers de l'état civil, pour qu'y soient inscrites les mentions constatant une naissance, un mariage, un divorce, un décès.

C) Le chef de famille qui n'aura pas demandé la délivrance de la plaque de contrôle dont il est parlé dans le 3^e alinéa de l'article 4 de la loi. Cette pénalité peut sembler douteuse. Mais comme cet alinéa est le seul qui fasse au nomade, encore que d'une façon incidente, obligation de se munir de la plaque, nous pensons que la peine à appliquer sera celle des articles 479 et 480 du Code pénal. Si nous faisons erreur, il faut du moins reconnaître que le législateur n'a pas prévu que le nomade pourrait négliger de se munir de la plaque spéciale, et n'a prononcé aucune sanction.

Quant à la non apposition, sur le carnet collectif, du numéro de la plaque de contrôle, sera-t-elle imputable au nomade? Les observations que nous formulions tout à l'heure ne peuvent-elles se répéter ici?

*Pénalités communes à la fois aux ambulants,
aux forains et aux nomades.*

3^e Les articles 5 et 6 de la loi de 1912 édictent des pénalités communes à la fois aux ambulants, aux forains et aux nomades.

Il convenait de prévoir le cas où, pour éluder les conséquences de la législation, des commerçants ou industriels, ambulants ou forains, ou des nomades dissimu-

lèraient leur personnalité grâce à de faux récépissés de déclaration ou à de faux carnets d'identité (1). »

Il est bien évident que la fraude que l'on voulait punir et prévenir était aussi répréhensible, qu'elle fût le fait d'un ambulant, d'un forain ou d'un nomade. Il n'y avait pas lieu de faire de distinction entre les uns et les autres, pour la punition d'un même délit.

Article 5. — « Seront punis de deux à cinq années d'emprisonnement et d'une amende de cent francs à mille francs (100 francs à 1.000 francs) :

Ceux qui auront fabriqué soit un faux récépissé de la déclaration prévue à l'article 1^{er}, soit un faux carnet d'identité, soit une fausse plaque spéciale de contrôle.

Ceux qui auront altéré ou falsifié, soit un récépissé, soit un carnet d'identité originairement véritables, soit une plaque spéciale de contrôle, ou qui auront sciemment fait usage d'un récépissé de déclaration ou d'un carnet d'identité fabriqué, altéré ou falsifié, ou d'une plaque spéciale de contrôle fabriquée, altérée ou falsifiée. »

Cet article 5, à cause de la clarté de sa rédaction, se suffit à lui-même ; toute explication ne pourrait que l'alourdir et l'embrouiller.

« On se demandera peut-être pourquoi, dans ces divers cas, le législateur n'a pas purement et simplement laissé en vigueur le droit commun, en matière de faux et d'usage de faux. Mais, sans rechercher si, en l'espèce, le

(1) Rapport de la Commission du Sénat du 30 mars 1911.
J. O., doc. parlem. de mai 1911, p. 136.

droit commun eût été applicable, il faut reconnaître que les peines édictées par le Code pénal eussent été bien sévères et il eût été à redouter que, par crainte de châtiements excessifs pour les infractions commises, les parquets ne se montrassent hésitants pour réprimer les crimes dont il s'agit (1). »

L'Article 6 est rédigé :

Article 6. — « Seront punis d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de cinquante à cinq cents francs (50 francs à 500 francs).

A) Tous individus qui, pour obtenir soit le récépissé de déclaration prévu à l'article premier, soit le carnet d'identité prévu aux articles 2, 3 et 4, auront pris un nom supposé, quand même cette supposition de nom n'aurait pas pour effet de faire inscrire une condamnation au casier judiciaire d'un tiers réellement existant. »

« Aux termes de l'article 44 de la loi du 5 août 1899 sur le casier judiciaire « quiconque, en prenant le nom d'un tiers, aura déterminé l'inscription au casier de ce tiers d'une condamnation, sera puni de 6 mois à 5 ans d'emprisonnement, sans préjudice des poursuites, à exercer pour le crime de faux, s'il échet. »

Dès lors, si le but auquel tendait (le législateur) avait été uniquement d'empêcher qu'en prenant un faux nom, le nomade ne fit inscrire une peine au casier judiciaire d'un tiers, il n'aurait eu aucune disposition nouvelle à prendre. Mais ce n'est pas là ce qu'il recherchait ; il vou-

(1) Rapport de la Commission de la Chambre du 7 juin 1909.

lait qu'à l'avenir on soit réellement fixé sur la personnalité de tout nomade. Des enquêtes faites dans un camp de Bohémiens, enquêtes que des circonstances particulières avaient permises, ont mis la Sûreté à même de constater que sous les haillons de prétendus nomades se cachaient de dangereux repris de justice.

Or, la plupart du temps, de telles enquêtes ne sont pas légalement possibles et pourtant il importe que les autorités sachent où se trouvent des malfaiteurs contre lesquels la société doit être protégée. Voilà pourquoi le législateur voulut faire tomber sous le coup de la loi pénale le seul fait d'avoir pris, dans un carnet d'identité, un nom supposé (1).

Article 6. — « Seront punis...

B) Tous individus qui auront fait usage d'un carnet délivré sous un autre nom que le leur ou ne s'appliquant pas à leur personne. »

« Une précision était nécessaire ici ; sinon l'abus suivant n'aurait pas tardé à se commettre : les nomades se seraient transmis leurs carnets au fur et à mesure qu'une bande sortant de France y eût été remplacée par une autre venant de l'étranger, et les effets attendus de la loi nouvelle eussent été illusoires (2). »

« Le dernier membre de phrase (de l'article 6 : ou ne s'appliquant pas à leur personne) a été ajouté par la Commission du Sénat au texte adopté par la Chambre des Dé-

(1) Rapport de la Commission de la Chambre du 7 juin 1909.

(2) Rapport de la Commission de la Chambre du 7 juin 1909.

putés pour ne pas laisser impuni le fait d'un individu qui userait d'une pièce établie non pour lui, mais pour un homonyme (1). »

Deux pénalités différentes semblent avoir été prononcées par le législateur, pour la répression du même délit.

Discordance entre la mention des art. 1 et 2 de la loi et celles de l'art. 6.

Quand on lit, en les comparant, l'art. 6 que nous venons de voir et le texte qui termine les articles 1 et 2 de la loi, une inexactitude demeure dans l'esprit.

L'article 1^{er} de la loi oblige, nous le savons, l'ambulant à faire une déclaration qui comprendra ses noms, prénoms, profession, etc.

L'exercice de la profession, sans déclaration préalable, constitue une contravention. La peine est fixée à une amende de 5 à 45 francs et pourra l'être, en outre, à un emprisonnement de 4 à 5 jours. Cela est clair. Le texte ajoute. « En cas de récidive ou de déclaration mensongère, l'emprisonnement sera prononcé. »

Quelle déclaration mensongère? Evidemment toute déclaration mensongère faite au moment de la déclaration, relativement aux mentions que celle-ci devra comprendre ; entre autres relativement aux noms et prénoms.

D'autre part, dans le 2^e paragraphe de l'article 6, on lit : « Tous individus qui, pour obtenir soit le récépissé de

(1) Rapport de la Commission sénatoriale du 30 mars 1911.

déclaration prévu à l'article premier, soit le carnet d'identité prévu aux articles 2, 3 et 4, auront pris un nom supposé, quand même cette supposition de nom n'aurait pas pour effet de faire inscrire une condamnation au casier judiciaire d'un tiers réellement existant... »

« Prendre un nom supposé » n'est-ce pas équivalent de faire une déclaration mensongère, relativement à son nom ?

Puisqu'il s'agit, dans cet article 6, de déclaration de récépissé de déclaration, n'est-ce pas ici exactement le même délit que celui qui est prévu dans l'article 1^{er} (*in fine*) ? Comment expliquer alors que ce délit soit puni, ici, d'un emprisonnement de 2 à 6 mois et d'une amende de 50 à 500 francs, et, là, d'une amende de 5 à 15 francs et d'un emprisonnement de 1 à 5 jours ?

Quand la Commission sénatoriale, jugeant impossible d'assimiler des commerçants régulièrement domiciliés à des vagabonds, modifia la pénalité infligée aux ambulants en cas de récidive, aux mots : « En cas de récidive » elle ajouta ceux : « Ou de déclaration mensongère » qui ne se trouvaient pas dans le texte de la Chambre des Députés. Cela était conforme à la pensée nouvelle du législateur qui voulait punir et empêcher les fraudes en matière de déclarations aussi bien que de carnets. La même rédaction fut adoptée dans l'article 2 (*in fine*), mais les auteurs du projet ne prirent pas garde qu'entre ces deux rédactions nouvelles et le premier paragraphe de l'article 6 surgissait une contradiction au moins apparente.

Comment résoudra-t-on la difficulté que nous venons de signaler ? La solution ne sera-t-elle pas de lire ainsi le

texte de l'article 1^{er}. « En cas de récidive ou de déclarations mensongères, autres que celles relatives au nom... » ?

Entre les dispositions de l'article 6 et celles contenues dans la dernière phrase de l'article 2 existe une discordance toute pareille.

SIXIÈME SECTION

Rétention des voitures et animaux des nomades.

Cas d'application de cette prescription.

Loi du 16 juillet 1912, Article 7. — « En cas d'infraction soit à la présente loi, soit aux lois et règlements de police, les voitures et animaux des nomades pourront être provisoirement retenus, à moins de caution suffisante. Les frais de fourrière seront à la charge des délinquants ou contrevenants ; au cas de non paiement, le jugement de condamnation ordonnera la vente dans les formes prévues par l'article 617 du Code de procédure civile. »

En plus des pénalités contenues dans les articles 3, 4, 5 et 6 de la loi, il est une sanction particulière que le législateur a cru devoir instaurer à l'égard des nomades : celle indiquée dans l'article 7.

Avant même que le Parlement eût été saisi d'aucune

proposition sur les nomades, les méfaits commis par ceux-ci avaient naturellement conduit à rechercher si, dans l'arsenal varié des lois et règlements existants, on ne pouvait trouver quelque texte qui permettrait de pallier au moins au mal.

Dans la séance de la Chambre des Députés du 29 octobre 1907, M. *Fernand David*, interpellant le Gouvernement sur les mesures qu'il comptait prendre pour assurer la sécurité des campagnes contre l'invasion des bandes de romanichels, proposait un remède relatif :

« Nous avons une police du roulage, déclarait M. *David* ; cette police est applicable à tout le monde. Si nous l'appliquions strictement, si nous demandions à nos gendarmes d'être intraitables pour les infractions à la police du roulage qui peuvent être relevées contre les nomades, il est évident que, se sentant moins à l'abri et moins bien accueillis dans notre pays de France, ils iraient porter ailleurs leurs pénates.

On a fait à cette argumentation une objection ; on a fait remarquer qu'en matière de contravention on ne peut pas arrêter le contrevenant et que le Trésor risque d'engager des frais inutiles qu'il ne pourrait recouvrer dans le cas où celui qui est soumis à la poursuite disparaîtrait.

Et puis, comment toucher le nomade pour la citation à comparaître ?

Un de mes amis, capitaine de gendarmerie à Mortagne, le capitaine Chatin, a fait en la matière une application très heureuse, dans cet arrondissement, de l'article 20 de la loi de 1854. Cette loi permet de mettre en fourrière les moyens de locomotion, si le contrevenant à l'infraction à

la police du roulage n'a pas déposé une caution pour l'amende et pour les frais.

Si donc on menaçait les nomades de mettre en fourrière leurs attelages — si peu de valeur qu'ils aient — s'ils ne déposaient pas une caution, je suis convaincu que, ne voulant pas déposer de caution ni risquer de voir leur attelage saisi et mis à la fourrière, ils disparaîtraient du pays » (1).

L'application stricte de la loi du 30 mai 1851 aurait-elle permis, à elle seule, une répression efficace du vagabondage en roulottes ? Non certes ; mais, des paroles prononcées par M. *Fernand David*, on ne devait pas moins conserver l'impression que la rétention, en certains cas, des véhicules des nomades pourrait être d'une grande utilité. Et nous croyons fermement que ce fut cette idée qui inspira, en son article 18, le projet déposé par le Gouvernement à la Chambre, le 25 novembre 1908.

« Il nous a paru intéressant, déclarait M. *Clémenceau* au nom du Gouvernement, de décider, par une mesure analogue à celle de l'article 20 de la loi du 30 mai 1851 sur la police du roulage, que, toutes les fois où il y aura matière à application de la loi à l'égard d'un contrevenant non domicilié en France, les voitures et animaux pourront être retenus provisoirement, à moins de caution suffisante. Cette mesure sera pour les nomades le complément des peines corporelles qui pourront leur être infligées, et les atteindra vraisemblablement d'une manière encore plus sensible. » (2)

(1) *J. O.* du 30 octobre 1907, p. 1.972.

(2) *Exposé des motifs du projet du gouvernement.*

Et *l'article 18* du projet décidait : « Toutes les fois qu'il y aura matière à application de la présente loi à l'égard d'un contrevenant non domicilié en France, les voitures et animaux pourront être provisoirement retenus, à moins de caution suffisante et les frais de fourrière qui en résulteront seront à la charge du propriétaire ».

La Commission de la Chambre adopta cette mesure qui « pouvait, en effet, avoir une utilité pratique » (1) et *l'article 12* de son projet édicta une disposition semblable à celle de l'article 18 du projet Clémenceau.

La Commission sénatoriale (projet du 30 mars 1911) conserva une mesure absolument pareille :

Article 8. — « En cas de contravention à la présente loi, les voitures... »

Quelques mois plus tard, dans le texte modifié, dans sa forme, qu'elle soumit à la deuxième délibération du Sénat, elle avait ajouté ces mots : « En cas d'infraction soit à la présente loi, soit aux lois et règlements de police, les voitures... »

C'est cette rédaction qui est restée celle de *l'article 7 définitif*.

Il en résulte que la mesure, consistant en la rétention des véhicules et animaux, demandée tout d'abord pour les seules contraventions prévues par la loi sur la police du roulage, est devenue finalement susceptible d'une application généralisée à tous les cas où les nomades se rendront coupables d'un délit quelconque.

Nous croyons que cet article 7 est un des plus impor-

(1) Rapport du 7 juin 1909.

tants de la loi. L'observation stricte de ses prescriptions contribuera pour beaucoup à la diminution du vagabondage en roulottes. Il était très difficile d'atteindre la personne toujours changeante, toujours fuyante du nomade. Mais s'emparer de sa maison, si misérable soit-elle, et la mettre en fourrière, n'est-ce pas le moyen le plus sûr de le retenir lui-même ?

SEPTIÈME SECTION

Perte des carnets d'identité.

*Prescriptions faites en cette matière par le décret
du 16 février 1913.*

Nous avons vu que l'on s'était efforcé de donner aux carnets confiés aux nomades la forme la plus pratique possible. On a voulu faciliter ainsi l'application matérielle de la loi, et rendre plus aisée aux errants la conservation des fascicules.

Malgré ces précautions, il est bien certain que l'on aura à enregistrer de nombreuses pertes de carnets. Il ne suffit pas d'une prescription législative pour transformer le caractère des Bohémiens, fait d'insouciance et d'apathie. Le législateur n'ayant par cru devoir régler le détail de la constitution des carnets, il ne dépendait pas, à plus forte raison, de son œuvre de décider comment les

pertes de carnets seraient signalées à l'Administration et réparées. Ce soin devait être celui du règlement d'Administration publique.

L'article 11 du décret du 16 février 1913 y a pourvu. Les dispositions qu'il contient sont suffisamment nettes, pour que nous nous bornions à les reproduire :

De cet article 11, il n'est guère qu'un point intéressant à retenir : c'est que l'administration saisie d'une demande de carnet antérieurement accordé, ne sera pas tenue d'accéder à la requête.

La délivrance d'un premier carnet ne constituera nullement, au profit du nomade, un droit acquis. Cela est bien conforme à l'esprit de la loi, et cette disposition est de la même espèce que celle de l'article 3, d'après laquelle l'autorisation régulièrement accordée ne pourra jamais être, pour le nomade, un moyen d'opposer une fin de non recevoir à l'application de la loi du 3 décembre 1849.

Quand l'Administration jugera à propos d'accorder à l'errant un nouveau carnet, ce carnet devra naturellement reproduire toutes les mentions du premier. L'établissement de ce « duplicata » aurait pu présenter quelque difficulté, ou du moins aurait demandé des soins nombreux et inutiles, s'il avait fallu recommencer le travail d'identification du nomade.

Mais le décret a, dans son titre 3 relatif aux nomades, répété une mention d'ordre réglementaire que nous avons vue à propos des forains.

Les raisons qui ont rendu nécessaire la création de ces notices, nous les avons examinées dans un chapitre précé-

dent. Nous ne pourrions que les répéter ici. Ces doubles auront aussi une très grande utilité, en cas de perte des carnets. Leur existence rendra possible l'établissement rapide des « duplicatas ». En faisant sa déclaration de perte, le nomade indiquera le lieu de délivrance du premier carnet ; et les archives de la Préfecture, de la sous-préfecture ou même celles du ministère de l'Intérieur fourniront, sur l'errant, tous renseignements utiles.

Un cas analogue à celui de la perte du carnet a été prévu par les auteurs du décret du 16 février 1913. C'est celui où le carnet anthropométrique d'identité individuel ne contiendra plus de place, pour l'apposition des visas :

Ces dispositions de l'article 13 sont d'ordre pratique et n'offrent aucun intérêt de discussion.

Pourtant on pourrait se poser la question : quand le nomade demandera au nouveau carnet, pourra-t-on le lui refuser ?

L'article 13 ne contient pas la réponse à cette question. En se rappelant le caractère de la loi et en se reportant aux articles déjà examinés, il est évident que l'autorité administrative aura toujours, en tout état de cause, le droit de retirer l'autorisation concédée au nomade. Mais il est bien certain aussi qu'elle ne devra pas faire, de ce droit, un usage injuste ou capricieux.

HUITIÈME SECTION

Exclusion de l'application de la loi de certaines catégories de salariés ; article 8 de la loi.

Loi du 16 juillet 1912, Article 8 : « Les dispositions des articles 1^{er}, 2, 3, 4 ci-dessus ne sont pas applicables aux salariés de toute catégorie qui travaillent d'habitude dans les entreprises industrielles, commerciales ou agricoles. »

Dès le début de l'année 1908, avant même le dépôt du projet du gouvernement, il se trouva dans le Parlement des voix pour s'élever contre les mesures auxquelles on demandait de soumettre les nomades circulant en France.

Les propositions de M. Pomereu de M. Flandin, de M. Lebrun avaient été renvoyées à la Commission de la Chambre relative à la répression du vagabondage et de la mendicité. Les premiers travaux de la Commission furent présentés le 7 juillet 1908, par M. Marc Réville. Dans les lignes du rapport de M. Réville on trouve l'écho d'ob-

jections diverses apportées par des hommes de partis parfois opposés.

Ces objections s'adressaient au texte proposé par la Commission, texte inspiré des initiatives particulières que nous avons énumérées. Elles étaient, pour la plupart, d'ordre politique.

Dès l'origine, il avait semblé évident que les mesures destinées à réglementer la circulation des nomades ne pourraient manquer de s'appliquer aux trimardeurs aux chemineaux, français ou non, qui suivent leur route, sans jamais fixer leur domicile en un lieu, souvent sans travail, presque toujours sans ressources. Ceux-là sont des nomades aussi — non des moins dangereux — et nous avons vu, qu'à notre avis, ils sont ressortissants de l'article 3 de la loi du 16 juillet 1912.

*Application de l'article 8 aux salariés français,
qui changent fréquemment leur lieu de travail.*

Mais — cela entendu — on avait manifesté certaines appréhensions :

Pour quelques-uns « les lois de répression contre les chemineaux, déclarait M. Réville dans le rapport du 7 juillet 1908, seront un moyen de s'emparer des ouvriers qui, munis d'un *viaticum*, vont de ville en ville, sous l'égide des bourses de travail, à la recherche d'une occupation conforme à leurs goûts et à leurs aptitudes. Ici encore la crainte est chimérique : on ne saurait arrêter comme vagabond, ni comme mendiant, l'homme qui, muni

de ressources modestes sans doute, mais normales, porte sur lui des pièces l'accréditant auprès d'institutions reconnues et qui justifie dès lors de la parfaite régularité de sa conduite.

Sauf le cas d'un délit spécial commis par l'un de ces voyageurs, il ne viendra à la pensée d'aucun agent de la force publique d'arrêter un de ces patronnés des associations ouvrières ou professionnelles.

Malgré cette déclaration faite au nom de la Commission de la Chambre, les craintes manifestées ne s'apaisèrent point. Du moins il faut le croire, puisqu'elles eurent leur répercussion dans le projet que le Gouvernement déposa le 25 novembre 1908.

Le Gouvernement ne se contenta pas, comme l'avait fait la Commission, d'une affirmation de principe. Estimant que celle-ci ne suffirait pas et « pour éviter que certaines catégories d'ouvriers qui changent fréquemment de chantier ou d'atelier puissent être inquiétés par suite des dispositions de la loi » (1) il intercala dans le texte de son projet un *article 22* ainsi conçu :

« Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux salariés de toute catégorie qui travaillent d'habitude dans les entreprises industrielles ou agricoles, chantiers, ateliers, etc., publics ou privés ».

« Cette disposition était-elle bien nécessaire ? Peut-on comparer à un vagabond, à un mendiant et surtout à un nomade, tel que le définit la loi, l'honnête travailleur, qui, muni de pièces d'identité, ne commettant aucun délit, va,

(1) M. Clémenceau dans l'*Exposé des motifs du gouvernement*.

suivant les besoins du moment et des zones, d'un atelier à un autre, ou bien d'une région de culture vers une autre ? (1) »

La Commission de la Chambre, quand elle eut à examiner le projet du Gouvernement, estima que les explications qu'en son nom M. Réville avait fournies dans la séance du 7 juillet 1908, étaient suffisantes. « Néanmoins, comme le ministre de l'Intérieur semblait beaucoup tenir à ce texte, comme il convenait, tout en poursuivant avec énergie et persévérance le vagabondage, en général, et celui des nomades en particulier, de ne pas laisser la loi s'appliquer à des cas qu'elle n'entendait pas viser (2), » la Commission proposa à la Chambre des Députés d'adopter une prescription semblable à celle que le Gouvernement avait décidée :

« Les dispositions des article 9, 10, 11 et 12 ci-dessus ne sont pas applicables aux salariés de toute catégorie qui travaillent d'habitude dans les entreprises industrielles ou agricoles, chantiers, ateliers, etc., publics ou privés ».

C'est avec une rédaction presque identique que le texte de la Commission de la Chambre se trouve reproduit dans la loi du 16 juillet 1912.

L'article 8 recevra sa principale application à l'égard des salariés de l'industrie, du commerce ou de l'agriculture qui vont d'usine en usine, de maison en maison, de ferme en ferme, suivant les exigences de la production ou l'époque de l'année.

Mais ce ne sont pas les seuls travailleurs qui auront en-

(1) Rapport de la Commission de la Chambre du 7 juin 1909.

(2) Rapport de la Commission de la Chambre du 7 juin 1909.

trepris leur « tour de France » qui bénéficieront des dispositions de l'art. 8

On ne peut énumérer toutes les catégories d'individus qui auront le droit d'en réclamer l'application. La pratique de la loi permettra, seule, leur détermination.

Cependant, il nous semble qu'il est une classe importante de personnes que l'on peut dès maintenant, considérer comme étant de celles que le législateur a implicitement désignées dans l'art. 8.

Application de l'article 8 aux étrangers domiciliés hors de France, mais travaillant régulièrement sur le territoire français.

Dans nos régions frontalières, et particulièrement dans celles du Nord et de l'Est où le relief géographique permet des communications plus faciles avec les pays voisins, des personnes domiciliées à l'étranger viennent chaque jour travailler dans des établissements industriels situés sur le territoire français. Ces personnes sont comprises dans le nombre d'ouvriers caractérisant l'importance de chaque établissement. Par différence avec le nombre des employés et ouvriers résidant en France, on a pu évaluer pour chaque industrie, le nombre des ouvriers et employés résidant à l'étranger.

« On a trouvé 28.800 personnes de cette catégorie réparties sur trois départements seulement. Sur le nombre total, 25.000 personnes résident en Belgique et viennent travailler en France dans le département du Nord (22.200)

ou dans celui des Ardennes (2.800). Enfin, 3.800 personnes occupées dans le département de Meurthe-et-Moselle résident à l'étranger, c'est-à-dire dans le Duché de Luxembourg ou en Alsace-Lorraine.

Dans le département du Nord les industries qui occupent le plus grand nombre de personnes résidant à l'étranger sont les industries textiles (16.500 personnes), la métallurgie, le travail des métaux et les constructions mécaniques (2.500 personnes environ), les industries des pierres et terres au feu (1.300 personnes environ).

Dans le département des Ardennes, le plus fort contingent revient à la fonderie du fer et cuivre et bronze (1.800 personnes).

Dans le département de Meurthe-et-Moselle les personnes actives domiciliées à l'étranger se répartissent ainsi : mines de fer 430, métallurgie du fer et de l'acier 320 (1). »

C'est là une population de près de trente mille individus, auxquels nous pensons que la loi ne devra pas appliquer ses rigueurs.

Ces étrangers n'ont point de domicile en France, mais ils possèdent à deux pas de notre frontière un point d'attache certain.

Et puis pourrait-on, sans détourner le sens des mots, prétendre qu'ils « circulent » en France ? Le trajet est le même, qu'ils accomplissent le matin pour venir au travail et qu'ils refont le soir pour rentrer chez eux. Ce ne sont pas des ambulants, des forains, encore moins des nomades !

(1) *Résultats statistiques du recensement général de la population effectué le 4 mars 1906*, tome I^{er}, 2^e partie, p. 140.

Pour être dispensées des formalités de la loi du 16 juillet 1912, les personnes, dont nous venons de parler, n'en seront pas moins soumises aux prescriptions des textes antérieurs, réglant le séjour des étrangers en France. Conformément à la loi du 8 août 1893, modifiée par l'art. 9 de la loi du 16 juillet 1912, elles devront faire une déclaration « au Maire ou au commissaire de police » de la commune où s'exercera leur profession (1).

NEUVIÈME SECTION

Maintien par la loi des Droits appartenant, en vertu de textes antérieurs, aux autorités municipales, pour le stationnement des nomades.

Article 13 de la loi. — Toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées, sans qu'il soit en rien déro­gé aux lois et règlements en vigueur concernant les pouvoirs du préfet de police, des préfets des départements et des autorités municipales pour la police de la voie publique, des halles, marchés, fêtes locales et, généralement, pour la protection du bon ordre, de la sûreté et de la salubrité publiques.

(1) Voir Dalloz, *Dictionnaire pratique de Droit*, au mot *étranger*, § 30 : « La loi s'applique à l'étranger, qui, ayant sa résidence hors du territoire français (à proximité de la frontière), exerce régulièrement sa profession en France ».

Nous avons vu, en étudiant l'art. 3 de la loi, combien le législateur avait mis d'insistance à affirmer, au cours des travaux préparatoires, qu'il n'entendait diminuer en rien les pouvoirs que des lois antérieures avaient mis aux mains des préfets et des autorités municipales.

Les Commissions de la Chambre et du Sénat ont, à tour de rôle, nettement marqué que, la loi projetée étant une législation de répression à l'égard de malfaiteurs, il convenait de renforcer et non d'amoindrir les moyens d'action déjà existants.

En ce qui concerne les Maires, la loi, en deux endroits différents, dans le 4^e *paragraphe de l'article 3* et dans *l'article 13*, a fait mention expresse qu'aucune dérogation ne serait apportée aux lois et règlements en vigueur.

Ce sont surtout ces pouvoirs des Maires qu'il est intéressant de connaître ; c'est d'eux surtout qu'il sera fait application journalière. Par la nature des choses, il revient à l'autorité municipale d'assurer, immédiatement, la sécurité et l'ordre sur le territoire de la commune, sans avoir à recourir à l'Administration préfectorale. La question est intéressante, aussi, parce que les nomades ne manqueront jamais d'arguer de l'autorisation du Préfet ou du Sous-Préfet pour opposer un refus de circuler au Maire qui voudra leur interdire le séjour de sa commune.

Loi du 5 avril 1884.

L'article 91 de la loi du 5 avril 1884 décide que « le Maire est chargé, sous la surveillance de l'administration

supérieure, de la police municipale, de la police rurale et de l'exécution des actes de l'autorité supérieure qui y sont relatifs ».

Les matières sur lesquelles s'exerce la police municipale sont énumérées dans l'article 97 :

« La Police municipale a pour objet d'exercer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publiques... »

Elle comprend notamment :

1° « Tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques... »

2° « Le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité publique, telles que les rixes... »

3° « Le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, tels que les foires, marchés, réjouissances... »

« D'une façon générale, le maire est appelé à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la tranquillité des citoyens, pour empêcher qu'on ne porte atteinte à leur personne ou à leur propriété. Il doit écarter de tout lieu de rassemblement les diseurs de bonne aventure, les escrocs, faire surveiller les étrangers, les ouvriers non domiciliés dans la localité, les gens sans aveu (1). »

Dans ces trois paragraphes de l'article 97 de la loi du 5 avril 1884, il est bien évident que le Maire trouvera le droit d'interdire le stationnement des nomades sur le ter-

(1) Dalloz, *Dictionnaire pratique de Droit*, au mot Commune, § 118.

ritoire de la commune. Les roulottes qui composent la caravane ne sont-elles point une gêne pour la circulation ?

Le voisinage des Bohémiens ne constitue-t-il pas une menace pour la tranquillité des citoyens, sinon pour leur personne ou leur propriété ?

L'article 97 de la loi du 5 avril 1884 contient aussi un *paragraphe 6°* ainsi conçu (La police municipale comprend) :

« 6° Le soin de prévenir par des précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution de secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux, tels que les incendies, les inondations, les maladies épidémiques ou contagieuses... »

Les roulottes des romanichels sont de parfaits véhicules de maladies épidémiques et contagieuses ; le fait a été dénoncé plus d'une fois au cours des travaux de la loi. Leur ignorance absolue de toute loi d'hygiène a été un des griefs les plus vifs faits aux nomades. Le maire de la commune ne devait-il pas se servir du pouvoir que lui concédait ce paragraphe 6°, pour éloigner du territoire de sa commune toute cause possible de contagion ? C'était un droit que le législateur de 1884 avait donné au maire, mais ce droit se transformait en obligation morale, quand il fallait en user à l'égard des errants.

Tel était le régime de la loi de 1884. Mais ce pouvoir qui appartenait à l'autorité municipale de prendre des mesures sanitaires et de salubrité, la loi du 15 février 1902 l'a transformé en un devoir strict.

Loi du 15 février 1902.

L'article premier de la loi du 15 février 1902, relative à la protection de la santé publique, décide :

« Dans toute commune, le maire est tenu, afin de protéger la santé publique, de déterminer, après avis du Conseil municipal et sous forme d'arrêtés municipaux portant règlement sanitaire :

« 1° Les précautions à prendre en exécution de l'article 97 de la loi du 5 avril 1884, pour prévenir ou faire cesser les maladies transmissibles... »

Loi du 21 juin 1898.

Enfin rappelons que la loi du 21 juin 1898, dans le titre premier « De la Police rurale concernant les personnes, les animaux et les récoltes » décide :

Article 1^{er}. — « Les maires sont chargés, sous la surveillance de l'administration supérieure, d'assurer, conformément à la loi du 5 avril 1884, le maintien du bon ordre, de la sécurité et de la salubrité publiques... »

DIXIÈME SECTION

Mesures sanitaires prises à l'égard des nomades.

Parmi les reproches, adressés aux nomades, celui qu'on leur a fait de l'inobservation de toute règle d'hygiène est certes des plus mérités.

Nous n'avons pas à revenir sur les divers exemples que l'on a apportés, au cours des travaux préparatoires, pour établir que, fréquemment, le passage d'une caravane de romanichels dans une localité est le signal d'une épidémie.

Ce danger que les errants font courir à la santé publique était au moins aussi inquiétant que celui qui naît de leur mépris des lois civiles et des lois pénales.

Les mesures de réglementation des nomades ne pouvaient manquer de s'accompagner de prescriptions d'ordre sanitaires.

Le législateur jugea raisonnable de ne point édicter lui-même ces prescriptions. Il pensa qu'un règlement spécial d'administration publique, après consultation de médecins et d'hygiénistes, remplirait avec plus de compétence le but à atteindre. *Le premier paragraphe de l'article 11 de la loi* décide en conséquence.

« Un règlement spécial d'administration publique, rendu après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de

France, déterminera les mesures de prophylaxie, notamment les vaccinations et revaccinations périodiques, auxquelles devront être soumis tous les ambulants forains et nomades, ainsi que les étrangers visés à l'article 9 assujettis à la présente loi. »

Mais le législateur, tenant à marquer toute l'importance qu'il attachait à l'exacte observation des mesures de prophylaxie qui seraient établies, les sanctionna à l'avance de pénalités assez rigoureuses, dans le *deuxième paragraphe de l'article 11* :

« Les infractions aux dispositions de ce règlement d'administration publique seront punies d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de seize francs à deux cents francs (16 à 200 fr.) ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Décret du 3 mai 1913.

Le règlement spécial d'administration publique, prévu par la loi du 16 juillet 1912, porte la date du 3 mai 1913. Il a été publié au *Journal officiel* du 28 juin 1913. On en trouvera ci après le texte :

Décret du 3 mai 1913.

Ministère de l'Intérieur.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre de l'Intérieur,
Vu la loi du 16 juillet 1912 et notamment l'article 11
ainsi conçu :

« Un règlement spécial d'administration publique, rendu après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, déterminera les mesures de prophylaxie, notamment les vaccinations et revaccinations périodiques, auxquelles devront être soumis tous les ambulants forains et nomades, ainsi que les étrangers visés à l'article 9 assujettis à la présente loi.

« Les infractions aux dispositions de ce règlement d'administration publique seront punies d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 200 francs ou de l'une de ces deux peines seulement » ;

Vu la loi du 5 avril 1884 et notamment l'article 97, 6° ;

Vu la loi du 15 juillet 1893 ;

Vu la loi du 15 février 1902 ;

Vu les décrets portant règlement d'administration publique des 27 juillet 1903 et 10 juillet 1906 ;

Vu le décret du 10 février 1903 ;

Vu le décret portant règlement d'administration publique sur l'exercice des professions ambulantes et la réglementation de la circulation des nomades en date du 16 février 1913 ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

TITRE I^{er}

Mesures spéciales à la vaccination et à la revaccination antivarioliques.

Art. 1^{er}. — Les ambulants doivent, au moment de leur déclaration, justifier qu'ils ont satisfait aux obligations

édictées par l'article 6 de la loi du 15 février 1902. Faute de fournir cette justification, ils sont tenus de se soumettre aux prescriptions édictées par la loi susvisée du 15 février 1902 dans le délai d'un mois.

Mention de la justification est portée au verso du récépissé de déclaration et en note sur la déclaration elle-même.

Art. 2. — Les forains, ainsi que les individus sans domicile ni résidence fixe qui les accompagnent, doivent, au moment où ils demandent leur carnet d'identité, fournir un certificat constatant qu'ils ont été vaccinés ou revaccinés avec succès depuis moins de dix ans. Faute de fournir cette justification, ils sont tenus de se soumettre à une vaccination ou à une revaccination nouvelle dans le délai de huitaine, à partir de la mise en demeure qui leur aura été adressée.

Mention de la justification ou de la mise en demeure qui leur a été faite est portée sur un feuillet spécial annexé au carnet d'identité.

Art. 3. — Les nomades doivent fournir un certificat constatant qu'ils ont été vaccinés ou revaccinés avec succès depuis moins de dix ans. Faute de fournir cette justification, ils sont tenus de se soumettre, sur l'injonction qui leur est faite par le maire, à une vaccination ou revaccination immédiate.

Mention de cette justification ou du résultat de l'opération est portée sur les feuillets spéciaux annexés au carnet anthropométrique d'identité et au carnet collectif.

Art. 4. — La date de ces vaccinations ou revaccinations, ainsi que leur résultat, sont mentionnés pour

chaque individu par le médecin vaccinateur sur les feuillets spéciaux.

Les indications se rapportant aux enfants qui ne sont pas pourvus de carnets d'identité sont portées soit sur le carnet d'identité du chef de famille ou d'établissement pour les forains, soit sur le carnet collectif pour les nomades.

TITRE II

Mesures générales de prophylaxie.

Art. 5. — Dès qu'un forain ou un nomade arrive dans une commune, le maire est en droit de faire vérifier son état de santé, ainsi que celui des individus qui l'accompagnent.

Pendant le séjour des forains ou des nomades dans une commune, le maire peut, quand il le juge nécessaire, faire procéder à la visite de leurs voitures ou des locaux qu'ils occupent pour vérifier tant l'état de santé des individus que la salubrité des locaux et des voitures.

Art. 6. — Si le maire apprend qu'un cas de maladie ou un décès s'est produit dans un local occupé par un forain ou par un nomade, il doit sans retard faire visiter le malade ou constater le décès par un médecin.

Art. 7. — Si le médecin constate un cas de maladie transmissible visé par l'article 4 de la loi du 45 février 1902 et le décret du 10 février 1903, pris en exécution dudit article, il en prévient sans délai le maire, en même temps que le préfet pour l'arrondissement chef-lieu ou le

sous-préfet pour les autres arrondissements. Dans ce cas, il est procédé à la désinfection en cours de maladie, après transport, guérison ou décès, ainsi qu'à la destruction des objets contaminés, dans les conditions indiquées par la loi du 15 février 1902 et par le décret portant règlement d'administration publique du 10 juillet 1906.

Art. 8. — Le maire prend toutes mesures utiles pour assurer, eu égard aux ressources ou aux circonstances locales, l'isolement ou l'hospitalisation du malade.

Art. 9. — Les dépenses relatives aux mesures prophylactiques prévues par l'article 7 du présent règlement sont réparties suivant les règles fixées par l'article 26 de la loi du 15 février 1902, complété par la loi du 22 juin 1906.

Art. 10. — Les dispositions prises en vertu du présent titre sont mentionnées sur un feuillet distinct annexé, pour les forains au carnet d'identité du chef de famille ou d'établissement, pour les nomades aux carnets anthropométriques et collectifs. Le médecin inscrit sur ce feuillet les nom, prénoms, sexe et âge du malade, ainsi que le numéro de la maladie, suivant la nomenclature établie par le décret du 10 février 1903. Le maire ou le chef de poste de désinfection indique sommairement, sur les feuillets susvisés, les mesures de prophylaxie appliquées.

TITRE III

Dispositions générales.

Art. 11. — Le modèle des feuillets sanitaires annexés au carnet d'identité des forains et aux carnets anthropo-

métriques et collectifs des nomades, est arrêté par le ministre de l'Intérieur. Ces feuillets sont délivrés par les préfectures et les sous-préfectures dans les mêmes conditions que les carnets prévus par la loi. Ils doivent être présentés à toute réquisition des agents de l'autorité et de la force publique.

Art. 12. — L'emploi de faux feuillets sanitaires, la mention ou l'usage d'indications mensongères sur les feuillets délivrés par l'administration, sont des infractions aux prescriptions concernant la représentation des feuillets dont l'établissement est prévu par les articles 2, 3 et 10, sans préjudice des poursuites judiciaires qui pourraient être intentées, en vertu du Code pénal, pour faux et usage de faux.

Art. 13. — Il sera statué ultérieurement sur le régime applicable : 1° à la ville de Paris et au département de la Seine ; 2° à l'Algérie et aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion ; 3° aux étrangers visés par l'article 9 de la loi du 16 juillet 1912.

Art. 14. — Le ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 mai 1913.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'Intérieur,

L. L. KLOTZ.

*Date imprécise de la mise en vigueur des prescriptions
législatives.*

L'article 10 de la loi avait décidé :

Art. 10. — « La présente loi sera applicable six mois après sa promulgation.

Avant l'expiration de ce délai, des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application de la loi, notamment en ce qui touche la délivrance et les modalités du carnet anthropométrique d'identité pour les nomades, les mentions et les visas à porter sur ce carnet, ainsi que la nature et les indications de la plaque spéciale de contrôle prévue par l'article » 4.

« Des règlements d'administration publique » disait le texte. Un seul décret est paru en exécution de l'article 10. C'est celui du 16 février 1913, que nous avons étudié, en même temps que la loi.

La période de six mois, que le législateur avait prévue comme devant s'écouler avant la mise en vigueur de la loi, s'est terminée le 16 janvier 1913. Mais le retard apporté à l'exécution des prescriptions législatives a été par deux fois prolongé. Le décret du 16 février 1913, dans son article 16, concédait aux ambulants, aux forains, aux nomades un nouveau délai d'un mois pour se mettre en règle avec la loi. Mais une circulaire du 11 mars suivant est venue faire connaître que, par suite de difficultés matérielles d'exécution, l'application de la loi était une fois encore renvoyée à une date ultérieure.

Quand on considère les termes de l'article 10, on doit reconnaître que la volonté du législateur s'y trouve très nettement exprimée.

« La présente loi sera applicable six mois après sa promulgation. » Nous ne croyons pas qu'une formule puisse être plus impérative. Comment doit-on, dans ces conditions, concevoir le long délai apporté à la mise en exécution du texte de juillet 1912.

En fait, ce retard a, paraît-il, été motivé par des obstacles survenus alors qu'il s'agissait de régler le détail d'application matérielle de la loi.

Que l'établissement des carnets d'identité, que la création des divers services qui seront chargés du travail compliqué de l'identification des nomades offrent des difficultés, cela est possible. Mais ne demeure-t-il pas exact qu'en retardant au delà d'une période de six mois l'application de prescriptions législatives régulièrement votées et promulguées, on a contrevenu à la volonté même de la loi?

Une double irrégularité, une double illégalité pourrait-on dire, n'a-t-elle pas été commise? Logiquement l'apparition des Règlements d'Administration publique était nécessaire pour que la loi pût être exécutée. La première irrégularité ne consista-t-elle pas dans le retard apporté à la publication des décrets ordonnés par le législateur? Mais un état plus grave encore d'illégalité ne résulte-t-il pas de ce fait qu'à ce jour (1^{er} octobre 1913) la loi du 16 juillet 1912 n'est pas encore en vigueur? Des événements récents ont attiré l'attention sur la nécessité inéluctable de prendre enfin à l'égard des nomades des mesures de défense. Le texte promulgué dort d'un si profond som-

meil dans les cartons du ministère de l'Intérieur que l'opinion publique, semblant l'ignorer, réclamait, il y a quelques semaines, du Parlement le vote d'une loi réglementant la circulation des nomades. Ce fut une surprise quand on s'aperçut que cette loi existait, et qu'il ne lui manquait plus que d'être exécutée. A le faire se résoudra-t-on bientôt?

CONCLUSIONS

La loi du 16 juillet 1912 est une de celles dont il semble impossible d'apprécier la valeur, dès leur promulgation. Elle est une de ces armes répressives que les législateurs d'une époque créent et qui serviront surtout aux générations suivantes.

Mettre fin au vagabondage en roulotte, délivrer les campagnes des bandes redoutables de nomades qui les dévastaient, voilà quel a été le but des auteurs de la loi.

Mais ceux-ci ne pouvaient se borner, comme l'avaient fait jadis les rois de France, à faire aux Bohémiens injonction pressante « de vider hors nostredit royaume et eux retirer d'icelui le plus tôt que faire se pourra ». Nous savons par quel système de formalités rigoureuses on a manifesté l'espérance d'atteindre, indirectement, le même résultat.

Mais ces formalités, par leur nature même, ne pourront produire un effet utile qu'au bout d'une période de temps assez longue. L'identification de gens qui, non seulement, tiennent par dessus tout à voiler leur personnalité, mais qui, eux-mêmes souvent, ignorent leur véritable état-civil, ne sera pas une besogne de brève durée. De nombreuses années passeront avant que, réalisant l'espérance du législateur, lassés d'être chez nous l'objet d'une surveillance et d'un contrôle incessants, les no-

mades se décident à aller chercher, au delà de nos frontières, une patrie plus accueillante.

Il serait donc prématuré, sinon injuste, de porter, avant même sa mise en vigueur, une appréciation quelconque sur la loi du 16 juillet 1912.

Les auteurs de celle-ci ne se sont pas dissimulés, d'ailleurs, que leur œuvre n'aurait point un résultat immédiat. Si, pour en apprécier la valeur, dans les années qui vont s'écouler, on prenait le parti de faire le recensement des nomades circulant en France et d'établir la statistique des méfaits portés à leur charge, il ne faudrait pas oublier les paroles prononcées, au nom de la Commission de la Chambre des Députés, par M. Marc Réville, le 7 juin 1909 :

« Les mesures que nous souhaitons voir appliquer ne produiront leur résultat complet qu'au bout d'un certain nombre d'années : il importe que législateurs et administrateurs aient la patience d'attendre le terme nécessaire et de faire respecter la loi pendant les vingt années nécessaires à son plein effet. Qu'est-ce vingt ans pour venir à bout du vagabondage en bande qui dure depuis des siècles » (1) !

Qu'est-ce que vingt ans, en effet, et, si les fils des paysans qui cultivent aujourd'hui le sol de France devaient ne plus connaître, à travers leurs campagnes, les pérégrinations des éternels errants, le législateur n'aurait-il pas accompli une œuvre merveilleuse ?

Mais l'espérance du législateur ne sera-t-elle pas déçue ? Parviendra-t-on aisément à expulser de notre pays des

(1) *J. O.*, Documents parlementaires, octobre 1909, p. 1.215.

hôtes qui, depuis cinq cents années bientôt, le considéraient comme le leur ?

Avant nous, les nations voisines ont compris tout le danger qu'offrait, sur leur territoire, la présence des romanichels. Lors même que ceux-ci, gênés, tracassés par les rigueurs de la loi française voudraient y échapper, auront-ils la faculté de franchir nos frontières ?

Il y a là un péril dont la certitude nous confirme dans l'idée, que nous avons exprimée déjà, qu'on aurait peut-être dû se résoudre à interdire désormais, à tout nomade, l'entrée du pays. Avant d'établir une réglementation dont le but détourné, mais certain, est d'obliger les errants à quitter la France, n'était-il pas élémentaire de ne point y laisser pénétrer ceux qui ne s'y trouvaient pas encore ?

Que le législateur ait été amené, et cela dans le but louable de ne point faire de la loi un usage injuste, à étendre à diverses catégories de personnes l'application de mesures destinées, à l'origine, aux seuls nomades, nous en convenons. Mais le fait est regrettable, puisqu'il a empêché de conserver, à l'égard des nomades, toute la rigueur nécessaire dans la répression.

Le système adopté aura certes plus de souplesse que celui de l'interdiction absolue, et, pour cette raison, paraîtra sans doute préférable. Mais puisque, de par la loi, les autorités administratives des départements frontières posséderont le soin d'accorder ou de refuser aux errants l'autorisation de passer sur notre sol, il sera nécessaire qu'elles n'oublient pas que le législateur a voulu, qu'en principe, aux Romanichels, aux vagabonds à caractère ethnique, l'autorisation fût toujours refusée.

Le souci, que les Préfets et Sous-Préfets devront avoir de ne laisser s'introduire en France que ceux d'entre eux qui fourniront toutes garanties nécessaires, ne sera d'ailleurs pas le seul facteur du succès de la loi. Celle-ci ne vaudra qu'autant que tous ceux qui auront la charge d'en appliquer les prescriptions rempliront leur devoir avec zèle et précision.

Il faudra que vraiment, comme l'a désiré le législateur, le nomade sente peser sur lui le faix d'une surveillance inlassable et constante.

Ce serait rendre illusoire les intentions les plus certaines des auteurs de la loi que de concevoir, de façon différente, l'esprit de celle-ci. Si rigoureux qu'il soit, le contrôle exercé à l'entrée du pays ne sera qu'un élément de l'exécution de la loi. Il ne sera pas suffisant d'établir, sur toute l'étendue de la frontière, une sorte de zone de protection, au delà de laquelle les errants retrouveraient le paradis, un instant perdu, de leur vie librement vagabonde. Cette zone, nous savons trop quelle habileté nos gens apporteront, malgré la surveillance la plus stricte, à la traverser. Que les gouvernements élèvent, aux limites de leur territoire, des barrières plus ou moins rigides, il faut bien compter qu'elles ne seront jamais infranchissables pour nos voyageurs.

Par une sorte de phénomène comparable à celui de l'eau s'infiltrant au travers des obstacles pour atteindre le niveau le plus bas possible, la population bohémienne — qui compte en Europe plus d'un demi-million d'individus — sera toujours prête à déverser ses flots sur les contrées où, par comparaison avec les pays voisins, la

répression n'aura su garder qu'un degré inférieur de rigueur ou d'efficacité. Gardons notre pays de devenir, au milieu des autres nations, la terre promise vers laquelle s'achemineront les interminables convois de Tziganes.

Mais quand même chaque Etat Européen remplirait, dans l'avenir, le devoir strict qu'il a de protéger son sol contre les incursions des nomades ; quand même notre pays ne se montrerait pas inférieur dans l'accomplissement de ce devoir, la question bohémienne serait-elle réglée ?

Chassés de frontière en frontière, ballottés de pays en pays, les errants verront peut-être s'augmenter la mobilité de leur existence. Plus ou moins nombreux, en chaque région d'Europe, plus ou moins audacieux suivant les pénalités dont ils seront menacés, ils continueront par le monde leur pèlerinage plusieurs fois séculaire. Mais leur population mouvante verra-t-elle sa densité s'atténuer d'une unité ?

Les nations ne comprendront-elles pas un jour qu'elles auraient, pour mettre fin au vagabondage en roulotte, un autre parti à prendre que de s'efforcer, chacune, de rejeter de son sol sur celui de la nation voisine les hôtes encombrants et dangereux ? En admettant qu'elles parviennent, désormais, à ne plus tolérer chez elles l'entrée d'un nomade nouveau, la question n'en subsistera-t-elle pas entière ? On pourra réussir peut-être à maintenir l'actuelle répartition de la masse bohémienne en Europe. Mais à l'égard de ces nomades, inévitablement enfermés entre ses frontières, chaque gouvernement n'aura-t-il pas des meures à prendre ? Et lesquelles, puisque, précisé-

ment, celles prises jusqu'à ce jour, dans la plupart des Etats, ont été des mesures de proscription et de bannissement ?

Cette question du vagabondage en roulotte, il nous semble qu'elle sera insoluble, tant que les gouvernements se borneront à l'étudier, chacun séparément, suivant ses vues particulières et pour la satisfaction de ses seuls intérêts. Nous croyons qu'elle ne pourra être utilement tranchée que par le moyen d'une entente internationale.

La nécessité d'un accord entre les peuples, sur ce point spécial, a été comprise depuis plusieurs années déjà. A la date du 11 juillet 1906, le Conseil fédéral Suisse adressait aux gouvernements cantonaux une circulaire se terminant en ces termes : « Nous avons l'intention de proposer aux gouvernements des pays voisins une Conférence internationale pour discuter la question des Tziganes » (1). Nous ne croyons pas que cette intention ait été remplie ; en tout cas elle est demeurée sans résultat. Mais ce fut du moins là la manifestation première d'une idée, reprise depuis en plusieurs circonstances et qui arrivera nécessairement un jour à réalisation.

Dans quel sens pourra se faire cette entente internationale ?

Alors que la Commission, présidée par M. Dubief, préparait le texte du projet de loi qu'elle devait présenter à la Chambre des Députés le 7 juillet 1908, le Bureau de la Société des agriculteurs de France vint faire devant elle

(1) *Revue pénitentiaire*, année 1908, page 818.

une déposition très pressante pour dénoncer, une fois de plus, les méfaits des errants et demander, au nom des populations rurales, un prompt secours. Les représentants des agriculteurs de France déclarèrent que la solution la plus certaine de la question était, à leur avis, le renvoi des romanichels vers l'Europe Centrale, d'où ils semblaient être venus. « A cet effet, ils préconisaient une entente internationale pour qu'à frais communs ces dangereux pérégrinants fussent renvoyés au moins jusqu'à la frontière orientale de l'Autriche-Hongrie (1). » La Commission estima que, sur ce point, elle n'avait qu'un vœu à formuler « en invitant le gouvernement à s'entendre avec les voisins de l'Est, sur toute la frontière, pour qu'un accord intervienne. »

C'est un vœu pareil que manifesta, dans la séance du 22 décembre 1911, M. Etienne Flandin, rapporteur de la Commission sénatoriale, au nom de celle-ci : « Nous espérons que dans l'avenir une entente internationale permettra de renvoyer ces tribus errantes à leur pays d'origine. Nous ne saurions trop insister auprès de M. le Ministre des Affaires étrangères pour qu'il prenne l'initiative d'une entente qui s'impose entre les nations intéressées » (2).

Mais ce renvoi des errants vers leur pays d'origine serait-il réalisable ? Ne pense-t-on pas que le nombre apparaîtrait infime de ceux dont il serait possible d'établir la nationalité de façon suffisamment certaine, pour qu'on

(1) Rapport de la Commission de la Chambre du 7 juillet 1908. *J. O.*, doc. parlam., mars 1909, p. 2.170.

(2) *J. O.* du 23 décembre 1911. Déb. parlam., p. 1.676.

put mettre un gouvernement en demeure de les recevoir, comme ses ressortissants ?

La plupart des romanichels ne sont-ils pas des sans patrie ? Les pays situés au delà de la frontière orientale de l'Autriche-Hongrie consentiraient-ils à les accepter sur leur territoire ?

Ainsi, il existe vraiment une question bohémienne dont les aspects sont nombreux et dont la loi 1912 n'a pu envisager qu'une face. Le législateur avait à s'occuper, pourrait-on dire, du côté national de la question ; il avait à pourvoir au souci légitime de défendre le pays contre les incursions de malfaiteurs dangereux. Pour juger si le but a été atteint, nous devons, à ceux qui l'ont poursuivi, faire crédit d'un quart de siècle.

Mais dès maintenant ne peut-on affirmer que l'intervention législative n'aura pas réglé définitivement et entièrement la question ?

Le véritable danger qu'offre à l'Europe la race bohémienne ne consiste-t-il pas dans le caractère de mobilité que cette race n'a pu abandonner depuis cinq siècles ? La solution du problème ne réside-t-elle pas précisément dans la suppression de cette fluidité ? Pour y parvenir, n'est-il pas indispensable de fixer enfin au sol, en leur donnant une vie sédentaire, ces gens qui n'ont jamais connu que la vie errante ?

Cette nécessité nous semble évidente. La pensée n'en est-elle pas enfermée, au moins en germe, dans les propositions faites de ramener les nomades vers les pays d'Orient ?

Nous avons vu qu'au cours de leurs pérégrinations séculaires, les Bohémiens abandonnèrent quelques-uns des leurs, en différents points du monde. Cette fixation au sol fut, la plupart du temps, la conséquence d'un asservissement violent. Mais ne pourrait-on concevoir que par des moyens différents on put arriver au même résultat ?

Voyageant sans cesse, la race bohémienne semble n'avoir eu, jamais ni en aucun lieu, le temps de recevoir les idées civilisatrices qui ont, peu à peu, transformé l'esprit des peuples.

Les romanichels du début du ^{xx}^e siècle sont-ils, moralement, bien supérieurs aux « penanciers » Egyptiens qui parcoururent le monde dans la première moitié du ^{xv}^e ?

La besogne ne serait pas aisée de changer à ce point leurs mœurs et leur genre de vie qu'on put désormais les considérer comme des gens utiles à l'Etat et à la Société. Mais n'est-ce pas ici le lieu de rappeler la généreuse pensée de Grellmann, affirmant, dans l'introduction de son livre, que les nations européennes, avant d'aller au loin, sur les continents d'Afrique ou d'Asie, chercher à coloniser des peuples sauvages, avaient le devoir de civiliser cette race, non moins farouche, de gens qui vivaient au milieu d'elles. Appréciant les mesures prises dans les divers pays, contre les Bohémiens, jusqu'à la fin du ^{xviii}^e siècle, l'historien allemand estimait qu'il y avait peut-être à l'égard des errants, si malfaisants fussent-ils, d'autres moyens à employer que les galères, la mort ou le bannissement.

« Quel mal, disait-il, qu'aient pu occasionner les Bohé-

miens, il n'était pas impossible d'en former des êtres moins pernicieux, ou du moins fallait-il faire un essai qui eût prouvé cette impossibilité. On fait de l'homme à peu près tout ce qu'on veut ; et, si l'on avait employé les moyens convenables pour la civilisation des Bohémiens, il y a tout lieu de croire qu'on serait parvenu à les rendre meilleurs » (1).

Ne peut-on penser qu'il appartiendra à notre siècle d'entreprendre l'œuvre désirée par Grellmann et demeurée inaccomplie ?

Déjà de nos jours, une grande souveraine, la reine Carmen Sylva, a conçu l'idée de donner une patrie aux infortunés errants, pourchassés de toutes parts, en les établissant sur le territoire de la Roumanie. Son généreux exemple sera-t-il suivi (2) ?

(1) Grellmann, p. 188.

(2) Déjà au XVIII^e siècle, on avait « conçu, comme dit Grellmann (page 194), le plan de donner les Bohémiens à la vertu et à l'Etat ».

Marie-Thérèse, reine de Hongrie et de Bohême, entreprit de civiliser ce peuple. Par des ordres donnés en 1768 et en 1773, il fut défendu aux Bohémiens de vivre sous des tentes et dans des huttes. Ils devaient se construire des habitations fixes, quitter leur nom de Cigains et se nommer dorénavant « nouveaux paysans. » (Uj Magyar). Il ne leur était plus permis de se servir de leur langue ; ils devaient adopter le dialecte ainsi que le costume d'un autre peuple de la Hongrie. Ceux qui étaient d'une complexion forte devaient entrer dans les régiments. Aucun Cigain ne devait se marier avant d'avoir prouvé qu'il avait des moyens d'existence pour soutenir sa femme et ses enfants.

Ces ordres furent mal exécutés et, après la mort de Marie-Thérèse, les Cigains recommencèrent à mener leur vie nomade et aventureuse.

Joseph II, fils de Marie-Thérèse, voulut lui aussi civiliser les Bohémiens de Transylvanie : il fit publier une circulaire datée

du 12 septembre 1782. Les Cigains devaient de bonne heure envoyer leurs enfants à l'école pour y apprendre les vrais principes de la religion, les empêcher d'aller nus dans les rues et ne pas les laisser dormir pêle-mêle, sans distinction de sexe. Aucun Cigain, à l'exception de ceux qui cherchaient l'or dans les rivières ou dans les mines, ne devait avoir de chevaux. Les propriétaires des terres, sur lesquelles vivaient des Cigains, devaient leur donner une portion de terrain pour leur inspirer l'amour de l'agriculture. L'on ne devait permettre aux Cigains de se livrer aux plaisirs de la musique ou à quelque autre occupation qu'après que les travaux des champs ne réclamaient plus leurs soins.

Ces ordres de Joseph II eurent un plus heureux résultat que ceux de Marie-Thérèse. En Transylvanie, la plupart des Cigains sont devenus agriculteurs et ont quitté la vie nomade.

En Moldavie où Alexandre le Bon leur donna de l'air et de la terre pour errer, du feu et du fer pour forger, et en Valachie, les Cigains restèrent en plus grand nombre qu'ailleurs. Mais ils y perdirent la liberté, le plus cher de tous les biens : eux et leurs descendants devinrent esclaves et ils l'étaient encore en 1837, de sorte que, dans les deux principautés, le nom de Cigains était devenu synonyme d'esclaves ».

(Kogalnitchan, page 9).

Vu, le président de la thèse,

A. LE POITTEVIN.

Vu le Doyen,

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

Pour le Vice-Recteur,

l'Inspecteur de l'Académie,

ISTRIA.

BIBLIOGRAPHIE

Agrippa. — *Paradoxe sur l'incertitude, vanité et abus des sciences*, traduit en français du latin de Henry Corneille Agrippa.

[Œuvre qui peut profiter et qui apporte merveilleux contentement à ceux qui fréquentent les cours des grands Seigneurs et qui veulent apprendre à discourir d'une infinité de choses, contre la commune opinion], 1617.

Bataillard (Paul). — *De l'apparition et de la disparition des Bohémiens en Europe* (Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, tome V, Paris, 1843-1844).

Bataillard (Paul). — *Sur les origines des Bohémiens ou Tziganes, avec l'explication du nom Tzigane*. — Lettre à la *Revue Critique*, Paris, 1875.

Bataillard (Paul). — *Les débuts de l'immigration des Tziganes dans l'Europe occidentale au xv^e siècle*, Paris, 1890.

Bataillard. — *Nouvelles recherches sur l'apparition et la dispersion des Bohémiens en Europe* (Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, tome I^{er}, 3^e série).

Blanchard. — *Compilation chronologique des Ordonnances, Edits, Déclarations et Lettres Patentes des Rois de France depuis l'année 987 jusqu'à présent*, par M^e Guillaume Blanchard, avocat au Parlement, Paris, 1715.

Bodin. — *Les six livres de la République de Jean Bodin Angevin, ensemble une apologie de René Herpin*, Paris, 1583.

Bouvot. — *Nouveau recueil des Arrêts de Bourgogne ; où sont contenues diverses notables questions de Droit, tant coutumier que romain*, par J. Bouvot, Genève, 1628.

Brillon. — *Dictionnaire des Arrest ou Jurisprudence universelle des Parlemens de France et autres Tribunaux*, par Pierre-Jacques Brillon, Nouvelle Edition, Paris, 1727.

- Chauveau, Faustin-Hélie et Villey. — *Théorie du Code pénal*.
Clément (Pierre). — *Jacques Cœur et Charles VII*, Paris, 1873.
« *Code pénal* ou Recueil des principales Ordonnances, édits et déclarations sur les crimes et délits », 2^e édition, Paris, 1755.
Delamare. — *Traité de la Police*, Paris, 1722.
Garçon. — *Code pénal annoté*.
Garraud. — *Traité théorique et pratique de Droit pénal français*, 2^e édition.
Grellmann. — *Histoire des Bohémiens ou tableau des mœurs, usages et coutumes de ce peuple nomade*, par H.-M.-G. Grellmann (traduit de l'Allemand sur la 2^e édition, par M. J., Paris, 1810).
Guénois. — *La Nouvelle Conférence des Ordonnances et Edits Royaux*, par M^e Pierre Guénois, amplifiée par M^e L. Charondas, de nouveau rédigée par M^e Jacques Joly, Paris, 1642.
Hinzelin (Emile). — *Les Nomades au xx^e siècle en France. La Revue* (ancienne *Revue des Revues*, année 1913, n^o 3).
Isambert. — *Recueil général des anciennes lois françaises, depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789*, par MM. Jourdan, Decrusy, Isambert.
Jousse. — *Recueil chronologique des Ordonnances depuis 1715 jusqu'en 1756 inclusivement*, Paris, 1757.
Kogalnitchan (de). — *Esquisse sur l'histoire, les mœurs et la langue des Cigains, connus en France sous le nom de Bohémiens*, par M. de Kogalnitchan, Berlin, 1837.
Laplane (de) Ed. — *Histoire de Sisteron, tirée de ses Archives*, par E. de Laplane, Digne, 1843.
Munster. — *La Cosmographie universelle de tout le monde*, par Sébastien Munster ; traduction française de Belleforest.
Néron. — *Recueil d'édits et d'ordonnances royaux*, par Pierre Néron et Etienne Girard, Paris, 1720.
Pasquier. — *Recherches de la France, Les œuvres d'Estienne Pasquier, conseiller et avocat général du Roy en la Chambre des comptes de Paris, divisées en deux tomes*, Amsterdam, 1723.
Peuchet. — *Collection des lois, ordonnances et règlements de police depuis le XIII^e siècle*, par Jacques Peuchet, Paris, 1818.
Sauval (Henri). — *Histoire et Recherches des Antiquités de la ville de Paris*, par M^e Henri Sauval, avocat au Parlement, Paris, 1724.
Théveneau. — *Commentaire sur les ordonnances, contenant les difficultez meues entre les docteurs du Droit canon et civil*, par Adam Théveneau, avocat au Parlement, Lyon, 1641.

Vouglans. — *Les loix criminelles de France dans leur orare naturel*, par M. Muiart de Vouglans, conseiller au Grand Conseil, Paris, 1780.

Journal d'un Bourgeois de Paris (1405-1449), publié d'après les manuscrits de Rome et de Paris, par Alexandre Tuetey, Paris, 1881.

Mémoires de la société royale des Antiquaires de France, tome XVIII, tome VIII de la nouvelle série, Paris, 1846.

Bulletin des jugements du Tribunal de cassation, rendus en matière criminelle.

Pandectes françaises.

Collection officielle des ordonnances de police.

Dalloz. — *Dictionnaire pratique de Droit.*

Dalloz. — *Jurisprudence générale.*

Dalloz et Vergé. — *Code pénal annoté.*

Sirey. — *Recueil général des lois et arrêts.*

Le Moniteur universel.

Le Journal officiel.

Revue pénitentiaire et de Droit pénal, « *Bulletin de la Société générale des prisons.*

Les lois nouvelles. »

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE BUSSIÈRE.
